

La crise du Golfe et les dernières tentatives diplomatiques avant l'échéance du 15 janvier

L'échec de la rencontre de Genève accroît les risques de guerre

Préparer l'opinion

UNE grande majorité de Français ne veulent pas plus « mourir pour le Koweït » que pour Dantzig il y a un demi-siècle. Ils continuent de penser qu'aucune cause, fût-elle juste, ne vaut une guerre. Tous les sondages d'opinion confirment leurs craintes que l'échec de la rencontre de Genève et l'approche de la date ultimatum du 15 janvier ne puissent qu'accroître.

Les efforts d'explication entrepris par le président de la République depuis le mois d'août n'ont pas enrayer cette montée de l'angoisse. Qui s'en irait joyeusement, ou enverrait d'autres que lui, même professionnels, à la guerre ? Personne, et M. Mitterrand pas plus qu'un autre. D'autant qu'il en a l'expérience, rappelée avec gravité pendant sa conférence de presse. Né en 1916, pendant la première guerre mondiale, il a subi, militaire, la débâcle de 1940 puis s'est engagé dans la Résistance. Il aurait pu ajouter qu'il a été ministre de l'Intérieur au moment du déclenchement de la « rébellion » algérienne, puis garde des sceaux lors de l'expédition de Suez. Cette biographie donne le droit de mettre en garde contre les horreurs de la guerre, d'affirmer avec quelque chance d'être cru qu'on préférera toujours la paix, mais d'expliquer aussi pourquoi la France ne se dérobera pas, si nécessaire, au conflit armé, au nom d'une communauté internationale qui, pour la première fois, s'est donnée les moyens de faire respecter le droit.

CETTE pédagogie, même si elle devait être peu efficace, est nécessaire au moment où le « consensus » apparent qui s'était installé dans les milieux politiques français, à l'exception des extrêmes de droite et de gauche, commençait à s'effriter. Les pacifistes, discrets jusqu'alors parce que l'opinion jugeait sans doute la guerre si lointaine qu'elle paraissait inconcevable, semblent retrouver, sous l'impulsion du Parti communiste et des Verts notamment, un écho important dans l'opinion publique. Les manifestations organisées le 12 janvier à Paris et en province permettront d'en mesurer la puissance.

Elles ont pris le relais d'une hostilité aux positions françaises utilisant l'argument selon lequel la politique de la France serait soumise aux intérêts américains.

CETTE hostilité, exprimée naturellement par le PC, l'est aussi par des amis du ministre de la défense et, en privé, par M. Chirac. C'est pourquoi M. Mitterrand a évoqué, mercredi, la « loyauté » de ses ministres, puisque M. Chevènement est en cause. C'est pourquoi, surtout, le chef de l'Etat insiste tant sur « l'intérêt supérieur de la France », sa place dans le règlement à venir des conflits de la région, son rôle au Conseil de sécurité de l'ONU.

Convoquer, si nécessaire, le Parlement le 17 janvier et lui demander d'approuver par un vote l'entrée en guerre du pays est bien le moindre des choses en démocratie. Cette initiative devrait permettre de reconstruire, au moins provisoirement, l'apparence du consensus, même si cette caution risque de peu impressionner une opinion qui n'a pas trop d'estime, à l'heure actuelle, pour l'institution parlementaire.

M0147 - 0111 0 - 5.00 F



Le secrétaire général de l'ONU va se rendre à Bagdad Vives tensions sur les marchés boursiers et pétroliers

Apprenant l'échec, à Genève, de l'entrevue irako-américaine - échec qui accroît les risques de guerre dans le Golfe, - le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, avec l'approbation des Etats-Unis, a décidé, mercredi

9 janvier dans la soirée, de se rendre à Bagdad pour s'entretenir, samedi, avec M. Saddam Hussein.

Lors de sa conférence de presse, mercredi à Paris, M. Mitterrand a affirmé que la France poursuivra jusqu'au 15 janvier

ses efforts en vue d'éviter une guerre. Mais il s'est déclaré prêt, en cas d'échec de la diplomatie, à engager le pays dans un conflit. Les marchés boursiers et pétroliers ont vivement réagi aux derniers développements de la crise.

La double exigence de M. Mitterrand

Jusqu'au bout, la France s'achèvera pour sauver la paix. Jusqu'au 15 janvier à minuit - heure de Washington - elle ne s'interdira aucune initiative qui lui semblerait utile, elle restera aux aguets, prête à saisir la moindre chance d'éviter que, dans le Golfe, la crise ne débouche sur la guerre, si « détestable » et « redoutable ».

Mais ensuite, lorsque s'ouvrira une « nouvelle époque du drame » et que « le conflit armé » deviendra « quasiment certain » et « légitime », la France, fidèle à ses engagements et « digne de sa charge », fera sans faillir son devoir, au service du « nouveau droit international ».

Telle est la double idée force réaffirmée avec clarté par M. Mitterrand lors de sa conférence de presse du 9 janvier, six jours avant la date fatidique fixée à l'Irak par la communauté internationale, et à l'heure même où « la rencontre de la dernière

chance » entre MM. James Baker et Tarek Aziz tournait au fiasco à Genève. Une fois de plus - la septième depuis août dernier - le président de la République a souligné devant les journalistes convoqués à l'Elysée que l'armée de Bagdad devait évacuer totalement le Koweït, qualifiant cette exigence de « principe irréductible », d'« élément fixe autour duquel tout le reste tourne ».

L'Irak doit se soumettre, à la date prévue, à la volonté du monde, inscrite dans douze résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, le délai de l'ultimatum ne pouvant plus être repoussé « sous quelque prétexte que ce soit ».

Pas question donc d'accorder une nouvelle période de réflexion à M. Saddam Hussein, que celui-ci n'utiliserait, à l'évidence, que pour faire traîner la crise en longueur.

JEAN-PIERRE LANGELLIER
Lire la suite page 6



Les pays baltes sous surveillance

L'atmosphère restait tendue à Vilnius jeudi matin 10 janvier, mais le calme est revenu après que l'armée soviétique se fut retirée dans la nuit des positions-clés qu'elle occupait mercredi dans la capitale lituanienne. Un responsable militaire a indiqué qu'un millier de parachutistes avaient été envoyés dans cette République balte pour assurer l'enrôlement des appelés.

Lire page 8 l'article de MICHEL TATU

Des propositions de réforme pour l'ordre des médecins

Réalisé à la demande de MM. Claude Evvin et Bruno Durieux, un rapport, remis à la fin de l'année 1990, propose, plutôt qu'une dissolution, une réforme du conseil de l'ordre des médecins. Selon le rapporteur, le docteur Jean Terquem, cette réforme vise à faire de cette institution « le défenseur incontesté des médecins ».

Lire page 10 l'article de JEAN-YVES NAU

Des monologues inconciliables

GENÈVE

de nos envoyés spéciaux

Peut-on parler d'échec dès lors que l'on n'attendait pas de la rencontre entre MM. James Baker et Tarek Aziz qu'elle donne lieu à autre chose qu'à ces deux monologues inconciliables ? « Je ne suis pas venu pour négocier » admettait d'ailleurs M. James Baker à l'issue de cette journée d'entretiens, contrairement à M. Tarek Aziz, qui affirmait être arrivé à Genève avec « un esprit d'ouverture » et qui aura fait la démonstration du contraire.

Les deux hommes se sont donc livrés pendant plus de six heures d'une façon qu'ils ont décrite l'un et l'autre comme très consciencieuse, à l'exposé de leurs points de vue respectifs

déjà connus. L'exercice a simplement duré plus longtemps que prévu.

Rien, aucun infime motif d'espoir en une solution pacifique, ne s'est dégagé de cette rencontre. Son prolongement logique, c'est la guerre. La fermeté du secrétaire d'Etat ne laisse subsister aucun doute sur la détermination des Etats-Unis, ils ne tergiverseront pas : « Le 15 est un vrai ultimatum » a redit M. Baker. L'immobilisme opposé par M. Tarek Aziz, qui, à aucun moment, n'a explicitement évoqué la perspective d'un retrait irakien du Koweït, rend de son côté un peu plus difficile pour des tiers quels qu'ils soient, d'obtenir de lui une volte-face dans les six jours qui viennent.

Alors, à quoi bon ce huis clos sous le regard anxieux du monde,

si son inutilité était programmée et qu'il n'a fait qu'aggraver les choses ? Ce n'était pas une négociation, c'était un jeu de rôles. Ce n'était pas un épisode de la diplomatie secrète où les solutions se cherchent à l'abri des regards indiscrets, c'était de la diplomatie publique, ultra-médiatisée, où l'on cherche auprès des opinions un soutien politique.

Le rôle que s'est donné l'Amérique en la personne de M. Baker, c'est celui de porte-parole et serviteur fidèle de la communauté internationale. Tel fut l'essentiel du message délivré par le secrétaire d'Etat lors de sa conférence de presse.

CLAIRE TRÉAN
et ISABELLE VICHNIAC
Lire la suite page 2

GENTZBITTEL

D'ANNEE EN ANNEE

L'invitée de Bernard Pivot
le 12 janvier

Marguerite Gentzbittel
La Cause des élèves
« Madame le proviseur »

Notre « Docteur des lycéens » refuse de réduire l'adolescent à son rôle d'élève et cherche à le comprendre dans sa complexité et sa sensibilité d'être humain.

Dominique Simonnet / L'Express

En collaboration avec Hervé Hamon. 95 F

Editions du Seuil

La nécessité selon Wajda

Le metteur en scène polonais déclare avoir fait « Kozaczak » en toute bonne foi

Janusz Kozaczak se voulait polonais avant d'être juif. Juif, il l'était presque par hasard, par sa naissance au foyer de Cecylia et Jozef Goldszmit, en 1878 à Varsovie. Son père, avocat, y attachait si peu d'importance qu'il négligea de le faire circoncire, de l'élever dans la religion juive et de lui enseigner l'hébreu. Juif, il le devint un peu plus lorsque, petit garçon, le fils de la concubine, en bon catholique, le lui rappela brutalement en l'empêchant de mettre une croix sur la sépulture de son canari dans la cour de l'immeuble. L'occupation nazie en fit un juif à part entière, le forçant à démenter son orphelinat dans le ghetto

de Varsovie. Finalement, il mourut parce qu'il était juif, et accompagna dans les chambres à gaz de Treblinka les deux cents orphelins dont il avait la charge.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite et la critique de DANIELLE HEYMANN
Page 13

LIVRES • IDEES

- Le pari de George Steiner.
 - Tahar Ben Jelloun et la quête de l'harmonie.
 - Le feuilleton de Michel Braudeau : « Le coefficient d'inconfort ».
 - La chronique de Nicole Zand : « Les Témoins de 89 ».
- pages 17 à 24

LA CRISE DU GOLFE

L'échec de la rencontre de Genève

L'opposition entre deux logiques et deux orgueils

Si la rencontre de Genève entre MM. James Baker et Tarek Aziz s'est soldée par un échec, le président Bush aura au moins convaincu les parlementaires américains qu'il « a tout fait » pour préserver la paix sur le plan diplomatique. Le débat, qui devait s'engager jeudi 10 janvier au Congrès, se présente donc sous d'assez bons auspices pour M. Bush, qui souhaite obtenir une résolution lui permettant de recourir à la force quand bon lui semblera.

WASHINGTON
de notre correspondant

« Faire passer le message à Saddam » : depuis des mois, telle était l'intention prioritaire, l'obsession d'un président Bush convaincu que le président irakien « ne comprenait pas » la situation ni les menaces qui pesaient sur lui. Mercredi 9 janvier, à Genève, c'est au sens propre que le « message » n'a pu être transmis. M. Tarek Aziz refusant, après en avoir pris connaissance, de recevoir la lettre adressée par le président Bush à M. Saddam Hussein, parce qu'il en jugeait le ton inacceptable, « impoli ». L'épisode, qui a beaucoup choqué les Américains, ne résume pas seulement l'échec de cette journée. Il symbolise aussi l'incapacité de Washington et de Bagdad à trouver un langage mutuellement acceptable, de sortir des deux logiques imperméables dans lesquelles Américains et Irakiens se sont enfermés. Et il illustre

le choc de deux orgueils, celui des deux présidents et, au-delà, de leurs deux nations.

L'incident constitue en fait l'épilogue malheureux de l'initiative prise par le président Bush au lendemain de l'adoption, le 29 novembre, par le Conseil de sécurité, de la résolution autorisant le recours « à tous les moyens » pour obtenir l'évacuation du Koweït par l'Irak. A l'époque, le président américain, qui jusque-là avait estimé sans objet tout dialogue avec les Irakiens, avait justifié sa décision « d'envoyer le secrétaire d'Etat Baker à Bagdad » par ce même désir de s'assurer que Saddam Hussein « recevait le message », prenne la mesure de la détermination américaine. A la suite d'une querelle sur les dates, la visite n'eut pas lieu, et M. Baker a répété mercredi à Genève qu'il n'était désormais plus question qu'il aille à Bagdad. Après en avoir conféré par téléphone avec M. Bush au cours d'une interruption de séance, il a rejeté une nouvelle proposition en ce sens faite par M. Tarek Aziz.

La lettre « refusée » restera donc en principe la seule tentative, infructueuse, d'établir un ersatz de communication directe entre les deux adversaires. Et M. Bush reste apparemment convaincu que Saddam Hussein ne comprend toujours pas : « Je crois profondément que l'Irak vit dans l'illusion », a-t-il répété à Washington en commentant au cours de sa conférence de presse les événements de la journée.

M. Tarek Aziz avait pourtant pris grand soin de souligner, au cours de sa propre conférence de

presse, que M. Bush avait attentivement écouté, que l'Irak était parfaitement au courant de la situation, aussi bien « militaire que politique ». Lui aussi, depuis des semaines, n'avait cessé de répéter à l'intention des médias américains, que les Irakiens étaient beaucoup mieux informés que la Maison Blanche ne semblait le croire. Mercredi, il a expliqué, avec un soupçon d'ironie blessée, qu'il « connaissait un peu d'anglais » (il est en fait diplômé de cette langue) et était tout à fait capable de comprendre les multiples déclarations des responsables américains relayées par la chaîne CNN.

Querelle
sur le ton

M. Aziz a laissé entendre que la substance de la lettre se résumait à une réitération de menaces. M. Bush s'est défendu d'avoir été « impoli », admettant seulement que son ton était « direct ». Pris par la presse de rendre public le texte en question, il a indiqué qu'il y réfléchissait, mais n'a finalement pas donné suite. Selon des indications données par des responsables, il évoquait sans ménagements les malheurs qui frapperaient l'Irak s'il refusait d'obtempérer aux résolutions des Nations unies. Que le rejet du texte ait été prémédité ou non par les Irakiens (comme le soupçonnent les Américains), la querelle sur le ton a reflété deux préoccupations opposées. Les responsables de l'administration n'ont jamais pris de gants avec Saddam Hussein, multipliant au contraire les expressions blessantes, donnant souvent l'impression de le traiter comme un ennemi. M. Tarek Aziz, au contraire, a insisté sur le fait que l'Irak n'était pas un ennemi, mais un pays qui ne comprenait pas le langage de la force. M. Bush l'a dit, mais il a aussi dit, dans une phrase qui a été reprise par la presse, que l'Irak était « le plus grand danger pour la paix au Moyen-Orient ».

comprend que le langage de la force. M. Bush l'a dit, mais il a aussi dit, dans une phrase qui a été reprise par la presse, que l'Irak était « le plus grand danger pour la paix au Moyen-Orient ».

Mercredi, M. Aziz semblait lui répondre, lorsque dans le passage le plus passionné de son intervention, il a expliqué que les Arabes en avaient « assez d'être traités comme des citoyens de seconde zone » : « Nous sommes une nation libre, nous avons notre histoire, notre contribution à la civilisation humaine, et nous voudrions être traités de manière digne et juste. »

C'est alors qu'il a expliqué pourquoi il avait jugé bon de refuser la lettre de M. Bush, un geste qu'un représentant démocratique au Congrès a jugé « érogant ».

Cette incapacité à trouver un langage, sinon commun, du moins acceptable par l'autre partie, va bien entendu au-delà des questions de forme. Les officiels comme les observateurs américains ont été frappés par le fait que pas une fois au cours de son intervention de quarante-cinq minutes le ministre irakien n'ait prononcé le mot de Koweït, et ils ont été étonnés par la brutalité de sa réponse lorsqu'on lui a demandé si, en cas de conflit, l'Irak attaquerait Israël : « Oui, absolument ». Ce type de propos, exprimé si crûment, est assuré de renforcer la solidarité entre le monde politique américain et israélien, déjà naturellement revivifié à chaque fois qu'il y a une crise au

Proche-Orient. A l'inverse, les efforts déployés par M. Aziz pour mettre en avant les contradictions de la politique américaine au Proche-Orient, ce qu'il appelle le « double standard », « patience » et « soutien » lorsqu'Israël refuse d'appliquer les résolutions des Nations unies, « blâme » lorsqu'il s'agit des Arabes, tout cela est tombé largement dans l'oreille de sourds.

Divergence de peu
d'importance
avec la France

Les Américains ne veulent pas entendre parler d'autre chose que du Koweït, et mercredi M. Bush a redit avec le dernier énergie qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis d'accepter le moindre « lien » entre les deux occupations, ni de prendre le moindre engagement pour l'avenir. La divergence sur ce point avec la France est admise, mais considérée comme de peu d'importance. L'essentiel pour Washington étant que M. Mitterrand réaffirme sa communauté d'objectifs avec les Etats-Unis.

Au terme de cette journée de l'occasion manquée, M. Bush s'avouait « déçu », et ses propos haussés, pas toujours très cohérents, trahissaient la fatigue. Selon des parlementaires qui se trouvaient à la Maison Blanche alors que le président attendait le résultat des entretiens de M. Baker, M. Bush a nettement accusé le coup lorsque les mauvaises nouvelles sont arrivées de Genève. Lui qui confiait il y a quelques semaines encore que son « instinct » le poussait à croire que Sad-

dam Hussein finirait par céder, reconnaissant qu'il n'en était plus très sûr, mais, a-t-il ajouté, « il faut continuer à essayer ».

Mais les Etats-Unis semblent déterminés à continuer exactement dans la même voie, celle de l'inflexibilité, laissant à d'autres la possibilité d'explorer une autre approche, que ce soit le secrétaire général de l'ONU, les Français, ou d'autres. Le président américain qui, comme à son habitude, a multiplié les coups de fil à ses homologues étrangers, affirme que toutes les initiatives sont les bienvenues. A condition, bien entendu, que rien ne puisse apparaître comme une concession à Saddam Hussein.

En dépit de l'humour sombre affichée par M. Bush comme par M. Baker — et qui peut traduire aussi bien un sentiment sincère qu'une mise en condition psychologique — la journée est loin d'être entièrement négative pour la Maison Blanche. Comme il était prévisible, l'intransigeance irakienne, l'échec de la rencontre de Genève et la montée de la tension présentent un avantage tactique non négligeable : nombre d'élus, jusque-là plutôt réticents, semblent désormais disposés à faire corps autour de leur président, conformément à un réflexe classique en temps de crise. Le fait que la rencontre ait eu lieu, qu'elle ait duré plusieurs heures, permet de répondre à ceux qui reprochaient à l'administration de trop miser sur la force et pas assez sur le dialogue. Comme le faisait valoir mercredi le porte-parole de la Maison Blanche, M. Bush a, de son point de vue, « fait tout ce qu'il a pu ».

JAN KRAUZE

Des monologues inconciliables

Suite de la première page

Il ne s'agit pas en effet, selon M. Baker, d'un conflit entre les Etats-Unis et l'Irak, ni entre riches et pauvres, ni entre Arabes et non Arabes, mais d'un conflit entre l'Irak et l'ONU. « Il ne pouvait pas y avoir de négociations ici puisque les termes du débat [l'obligation d'évacuer le Koweït et l'ultimatum du 15 janvier] ont été fixés aux Nations unies », a dit M. Baker.

Les Etats-Unis, liés par ces résolutions du Conseil de sécurité qui ne sont pas négociables, n'étaient en mesure de faire aucune proposition et pouvaient tout juste réitérer, comme le fit M. James Baker, certaines assurances aux Irakiens : celle qu'en cas de retrait des troupes du Koweït « il n'y aurait pas d'action militaire américaine contre l'Irak », et celle que les Etats-Unis « ne souhaitent pas maintenir une présence militaire dans le Golfe ». C'est l'Irak, explique M. Baker, qui est responsable de la guerre : « S'il choisit de poursuivre sa brutale occupation du Koweït, c'est lui qui choisit l'affrontement et les conséquences désastreuses qu'il aura pour le monde ».

Poursuivant cette argumentation, le secrétaire d'Etat a aussi estimé que M. Perez de Cuellar était le plus habile à entreprendre une nouvelle démarche auprès de Bagdad. « Nous pensons qu'une initiative du secrétaire général est la plus utile. Mais nous approuvons tous les efforts diplomatiques des

lors que le message reste le même », a-t-il dit. Autrement dit, Washington préfère s'en remettre, pour d'ultimes tentatives de persuasion de Saddam Hussein, à l'homme qui, de par sa fonction, est le plus rigoureusement lié par les résolutions du Conseil de sécurité, plutôt qu'à tout autre.

M. Baker a, en tout cas, exclu pour lui-même un voyage à Bagdad. « Il n'y aura pas de voyage à Bagdad », a-t-il dit. Les Irakiens ont refusé nos quinze propositions de dates et continuent de ne proposer que le 12 janvier, ce qui est une façon d'essayer d'échapper à l'ultimatum ». Et, à ceux qui estiment que tout n'aura pas été tenté pour éviter le pire, le secrétaire d'Etat a rétorqué que « davantage de diplomatie aura été déployée dans cette crise que dans aucune autre ».

La lettre « impolie »
de M. Bush

Cette façon de s'en remettre aux Nations unies aurait été évidemment plus crédible si M. Baker avait eu à ses côtés M. Perez de Cuellar, voire s'il lui avait cédé la place à Genève. Les Etats-Unis auront du mal à faire croire qu'ils n'ont pas une responsabilité particulière dans cette affaire si elle tourne mal, même si c'est effectivement avec la bénédiction formelle de la communauté internationale qu'ils attaquent. S'il n'y a pas eu à Genève de négociations,



c'est aussi parce que M. Tarek Aziz n'est tout simplement pas en mesure de négocier quoi que ce soit. Sans le dire clairement, M. Baker a laissé entendre que son interlocuteur n'était que le porteur de message de Saddam Hussein et ne disposait d'aucune marge d'initiative dans la discussion. Ce fut particulièrement net à propos de la lettre que M. George Bush voulait envoyer via Genève au président irakien et que M. Tarek Aziz a refusée. Soulignant au passage le soin et le lentement avec lesquels son interlocuteur avait pris connaissance de cette lettre, M. Baker estima qu'on avait simplement interdit à M. Tarek Aziz d'accepter de la transmettre. Le ministre irakien des affaires étrangères expliqua peu après son comportement, mais sans exemple à l'appui, par le fait que le langage de cette missive n'était pas celui d'un chef d'Etat s'adressant à un autre chef d'Etat et qu'il manquait même à « la politesse ».

Le seul message des Etats-Unis à l'Irak contenu dans cette lettre de George Bush, comme dans les propos du secrétaire d'Etat — et de sa délégation dont trois membres sur sept représentaient le Pentagone et le Conseil national de sécurité —, c'est que les Américains sont absolument déterminés à en découdre militairement s'il le faut et que le rapport des forces est, de ce point de vue, extrêmement défavorable à l'Irak. La délégation américaine entendait aller aussi loin que possible dans le détail pour démontrer l'efficacité du dispositif militaire en place et l'exhaustivité des renseignements en sa possession sur le dispositif irakien.

Il s'agissait, selon M. Baker, de « laisser aussi peu d'espace que possible à une nouvelle erreur d'appréciation de l'Irak » qui en a déjà accumulé plusieurs : mauvaise appréciation de ce qu'allait être la réaction internationale à l'invasion du Koweït; cynisme mais mauvais calcul par l'Irak du parti qu'il pou-

vait tirer des otages; pari perdu, enfin, sur les divisions de la communauté internationale.

Certains officiels américains affirmaient avant la rencontre que le risque principal de guerre résidait dans la sous-estimation par Saddam Hussein de la détermination des Etats-Unis et de leurs capacités. M. Baker était censé démentir ce risque. « Il n'y a pas de

pour avoir une plus grande marge de manœuvre

M. Perez de Cuellar préfère se rendre à Bagdad sans mandat du Conseil de sécurité

Quelques heures après la révélation de l'échec des pourparlers de Genève, le secrétaire général des Nations unies a annoncé, mercredi 9 janvier, qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien. M. Perez de Cuellar devait quitter New-York jeudi pour faire d'abord escale à Genève.

NEW-YORK
(Nations unies)

correspondance

Cinq jours avant la date fixée par le Conseil de sécurité pour le retrait des troupes irakiennes du Koweït, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement et la plupart des membres du Conseil de sécurité ont demandé au secrétaire général de se rendre en Irak.

M. Perez de Cuellar a déclaré : « En tant que secrétaire général d'une organisation de paix, il est de mon devoir moral de faire de mon mieux pour éviter le pire. » Se réfé-

rant à M. James Baker, qui a approuvé sa démarche, et soulignant les nombreux encouragements qu'il a reçus, le secrétaire général a ajouté : « Je sais que j'ai plus que le soutien moral de la communauté internationale. J'y vais avec un soutien politique. »

Aussitôt après l'annonce de l'échec des discussions à Genève, le secrétaire général s'est entretenu par téléphone avec M. George Bush et M. Jacques Poos, président en exercice de la Communauté européenne. M. Perez de Cuellar a, d'autre part, reçu l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Thomas Pickering, ainsi que l'ambassadeur irakien, M. Al Anbari, et l'ambassadeur koweïtien, M. Abul Hassan; ce dernier a tenu à rappeler aux journalistes que le secrétaire général « n'est pas en position de proposer une solution pour sauver la face de Saddam Hussein, il ne peut être que le messager du Conseil de sécurité ».

L'ambassadeur britannique est aussi de cet avis; Sir David Hannay estime que « le devoir de M. Perez de Cuellar est d'exiger l'application des résolutions du

Conseil et en aucun cas de négocier quoi que ce soit ». Le représentant britannique a précisé quand même que le secrétaire général pourrait « offrir des garanties » à Saddam Hussein si jamais ce dernier décidait de se retirer du Koweït.

Tous les représentants au Conseil de sécurité s'entendent sur autant de réserves. Selon l'un d'eux, diplomate occidental, le secrétaire général, bien que « tenu » par les douze résolutions du Conseil de sécurité, aura « une plus grande marge de manœuvre » dans la mesure où il ne part pas à Bagdad à la demande du Conseil. M. Perez de Cuellar a lui-même précisé qu'il ne partait pas à Bagdad pour avoir un mandat du Conseil pour parler avec M. Saddam Hussein.

Depuis le début de la crise, le 2 août dernier, c'est la deuxième fois que M. Perez de Cuellar rencontre des autorités irakiennes. Le 31 août dernier, à la demande du Conseil de sécurité, il s'est rendu à Amman pour un entretien de deux jours avec M. Tarek Aziz; il s'était dit alors « très déçu ».

AFSANE BASSIR-POUR

Sulka

SOLDES

A PARTIR DU 11 JANVIER

De 9 h 30 à 18 h 30

2, RUE DE CASTIGLIONE, PARIS - TEL. : 42-60-38-08

La déclaration de M. George Bush

Le président américain a déclaré mercredi à Genève que les Etats-Unis étaient prêts à négocier avec l'Irak, mais qu'ils ne pouvaient pas accepter la présence irakienne au Koweït. Il a également déclaré que les Etats-Unis étaient prêts à négocier avec l'Irak, mais qu'ils ne pouvaient pas accepter la présence irakienne au Koweït.

Appels à la prière et à la paix

Le pape Jean-Paul II a appelé à la prière et à la paix pour le monde, en particulier pour le Moyen-Orient. Il a également appelé à la prière et à la paix pour le monde, en particulier pour le Moyen-Orient.

La démarche de M. Vassouli

M. Vassouli, secrétaire général de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), a déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien. Il a également déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien.

La démarche de M. Vassouli

M. Vassouli, secrétaire général de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), a déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien. Il a également déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien.

La démarche de M. Vassouli

M. Vassouli, secrétaire général de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), a déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien. Il a également déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien.

La démarche de M. Vassouli

M. Vassouli, secrétaire général de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP), a déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien. Il a également déclaré qu'il allait se rendre à Bagdad pour s'entretenir avec le président irakien.

LA CRISE DU GOLFE

entre MM. Tarek Aziz et James Baker

La déclaration de M. George Bush

Voici les principaux extraits de la déclaration liminaire du président George Bush lors de sa conférence de presse du mercredi 9 janvier, après les entretiens américano-irakiens de Genève :

« J'ai parlé avec le secrétaire d'Etat, James Baker, qui m'a rendu compte de ses quelques sept heures d'entretiens avec le ministre des affaires étrangères irakien, Tarek Aziz. Le secrétaire d'Etat Baker m'a dit clairement qu'il n'avait discerné aucune indication que l'Irak était prêt à respecter l'exigence de la communauté internationale qu'il se retire du Koweït et respecte les résolutions des Nations unies. »

« Le secrétaire d'Etat Baker m'a aussi informé que le ministre irakien des affaires étrangères avait rejeté ma lettre à Saddam Hussein, avait refusé d'accepter cette lettre et de la remettre au président d'Irak. L'ambassadeur irakien à Washington a fait la même chose. Ceci est un exemple de plus du fait que le gouvernement irakien n'est pas intéressé par des communications directes visant à résoudre la situation dans le Golfe. Les faits montrent que la diplomatie, qu'elle soit à l'initiative des États-Unis, des Nations unies, de la Ligue

arabe ou de la Communauté européenne, produit les mêmes résultats. Malheureusement, la conclusion est claire, Saddam Hussein continue à rejeter une solution diplomatique. »

« J'ai envoyé Jim Baker à Genève non pour négocier mais pour communiquer. Et je voulais que les dirigeants irakiens sachent combien nous sommes décidés à ce que les forces irakiennes quittent le Koweït sans condition et sans autre délai. Le secrétaire d'Etat Baker a dit clairement qu'en respectant entièrement les douze résolutions consécutives du Conseil de sécurité des Nations unies, l'Irak gagnerait la possibilité de rejoindre la communauté internationale. Et il a aussi dit clairement combien l'Irak perdrait s'il n'obéit pas. »

« Laissez-moi souligner que je n'ai pas abandonné l'espoir d'un résultat pacifique. Je viens de téléphoner, après la conférence de presse de Baker, au roi Fahd, au président Mitterrand, avec qui j'ai parlé deux fois aujourd'hui (...) et à d'autres partenaires de la coalition pour que le sujet reste au centre d'une discussion active. Il n'est pas trop tard. Mais maintenant, comme avant, le choix de la paix ou de la guerre est réellement à faire par Saddam Hussein. »

Appels à la prière et à la paix

Alors que MM. James Baker et Tarek Aziz se rencontraient à Genève, le pape Jean-Paul II a invité, mercredi 9 janvier, les catholiques à « prier pour la paix dans le monde ». Le pape, au cours de l'audience générale hebdomadaire au Vatican, n'a cependant pas fait d'allusion plus précise. Aux États-Unis, la conférence épiscopale américaine a demandé aux catholiques de « mettre de côté leurs différends politiques » et de faire de dimanche prochain un jour de prières « pour la paix dans la justice » au Proche-Orient. Tout en condamnant l'invasion irakienne du Koweït, Mgr Daniel Pilarczyk, archevêque de Cin-

cinnati et président de la conférence épiscopale, a exprimé sa « profonde préoccupation devant les dangers moraux et le coût humain d'une guerre dans le Golfe ». En France, enfin, Mgr Albert Decourtray, cardinal archevêque de Lyon, a appelé « toutes les paroisses et toutes les communautés chrétiennes à organiser des temps de prière et de jeûne pour que soit sauvée la paix dans le respect de la justice ». Le cardinal Decourtray participera à « une heure d'adoration » qui aura lieu le soir du 14 janvier à la basilique Notre-Dame de Fourvière, à Lyon. (AFP)

A l'Assemblée nationale

La démarche de M. Vauzelle unanimement approuvée

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, a rendu compte devant sa commission, mercredi 9 janvier, de son récent voyage en Irak les 4 et 5 janvier. Son initiative a été unanimement approuvée par les commissaires de tous les groupes. M. Vauzelle nous a déclaré, après la conférence de presse du chef de l'Etat, que sa « mission d'éclairage de l'armée diplomatique était terminée » et qu'il ne comptait pas, d'ici au 15 janvier, reprendre le chemin de Bagdad.

« Avant d'entretenir avec les membres de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle a rencontré les commissaires socialistes en présence du bureau du groupe afin de présenter les résultats de ses conversations. Au cours de cette réunion, il a été chaleureusement félicité pour son initiative. Il a précisé que le président de la République et le ministre des affaires étrangères avaient été bien sûr informés de son initiative, mais qu'il n'avait pas demandé de « feu vert », estimant que les vœux du chef de l'Etat représentaient, en quelque sorte, une invite à agir. Il a précisé, comme il devait le faire quelques instants plus tard devant la commission et en présence de M. Roland Dumas, que ses conversations avec M. Tarek Aziz avaient été très décevantes, ce dernier pratiquant la « langue de bois ». »

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a pour sa part, abordé trois thèmes au cours de leur rencontre de plus de quatre heures, dont une partie en tête-à-tête : un très long rappel historique, insistant notamment sur le fait que l'Irak avait choisi de coopérer avec la France, il y a quinze ans, et estimant que cette dernière avait donc un rôle particulier à jouer dans la résolution de la crise du Golfe ; l'importance de la question palestinienne dans un processus de règlement du conflit ; enfin, la thèse du « complot » contre l'Irak. M. Vauzelle a jugé que, d'un point de vue psychologique, le dirigeant irakien apparaissait à la fois dur et réaliste, aussi sensible aux questions de forme qu'à celles de fond.

M. Vauzelle pense qu'une zone d'ombre reste encore à soulever

dans la mesure où M. Saddam Hussein, interrogé avec insistance à cinq ou six reprises, n'a jamais formellement ou définitivement exclu, devant lui, qu'il soit possible de discuter de l'évacuation du Koweït. C'est ce petit espace, jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au 15 janvier, M. Dumas a confirmé, pour sa part, que la France ne restera pas « inerte » d'ici au 15 janvier.

Les commissaires de tous les groupes ont approuvé l'initiative de leur président, au motif notamment qu'elle avait montré la capacité du Parlement à avoir une initiative diplomatique autonome et concrète. Au nom de son groupe, M. Bernard Stasi (UDC) a approuvé très vivement M. Vauzelle. Bien que plus mesuré, l'appui du RPR n'a pas manqué non plus à l'ancien porte-parole de M. Mitterrand, ni celui de l'UDF. M. François Léotard s'est « réjoui » de ce déplacement qui a prouvé à ses yeux l'« indépendance » du Parlement. M. Robert Mondardegat (PCF) a également approuvé sans réserve cette initiative. M. Philippe Séguin (RPR) s'est juste montré sceptique, dans les couloirs du Palais-Bourbon, quant à l'autonomie réelle de cette initiative.

« Je souhaite que mon pays et d'autres pays de bonne volonté puissent poursuivre cette démarche d'exploration qui n'a rien à voir avec une démarche de complaisance », a expliqué M. Vauzelle à l'issue de cette réunion, tandis que M. Pierre Mauroy estimait que cette démarche avait « été faite dans le cadre d'une politique de fermeté et de solidarité ». « Je pense », a ajouté le premier secrétaire du PS, que dans le cadre de cette politique de fermeté tout sera mis en œuvre pour ne pas laisser échapper les chances de paix. »

S'agissant de l'annonce d'une éventuelle convocation du Parlement en session extraordinaire, le 17 janvier, pour entendre une déclaration du gouvernement suivie d'un vote, M. Vauzelle nous a déclaré : « S'il y a un conflit, c'est là prendre un risque singulier au regard de l'unité nationale dont le président aura grand besoin. Mais c'est bien de vouloir jouer ainsi à fond le jeu de la démocratie » dans un tel moment.

PIERRE SERVANT

Les Américains « nageront dans leur sang »

déclare M. Saddam Hussein

Les troupes américaines « nageront dans leur propre sang » si elles attaquent l'Irak pour le contraindre à évacuer le Koweït, a déclaré, mercredi 9 janvier, le président Saddam Hussein. « Si les Américains sont impliqués dans un conflit dans le Golfe, vous verrez comme nous les ferons nager dans leur propre sang », a-t-il déclaré lors d'une réunion des dirigeants du parti Baas. « Nous ne sommes pas de ceux qui se soumettent aux menaces et vous verrez le piège dans lequel vont tomber les Américains », a encore dit M. Saddam Hussein, dont les propos ont été rapportés par l'agence officielle INA peu après que, à Genève, le secrétaire d'Etat américain James Baker ait annoncé l'échec de ses conversations avec son homologue irakien, M. Tarek Aziz.

« Des têtes tomberont »

Le premier vice-premier ministre irakien, M. Taha Yassine Ramadan, n'a pas été moins menaçant : les forces anti-irakiennes seront « englouties par l'apocalypse » en cas de conflit dans le Golfe, a-t-il déclaré, qualifiant de « tyran » le président George Bush. Dans une allocution prononcée à l'ouverture, à Bagdad, d'une « conférence populaire islamique », M. Ramadan a également promis que « des têtes tomberont et des monarchies seront renversées ». Cette « conférence populaire islamique », à laquelle ont été invités trois cent cinquante participants du monde entier, a été convoquée pour « soutenir l'Irak dans la crise du Golfe ». Une conférence islamique concurrente s'est ouverte mercredi à La Mecque pour « contraindre la politique de discorde adoptée par le régime irakien ». (AFP, Reuters)

Genève, Paris, Washington : les contretemps du direct

GENEVE

de notre envoyée spéciale

Dans l'hôtel Intercontinental de Genève investi par un demi-millier de journalistes, l'attente avait d'abord été incertaine. On avait vu MM. Baker et Tarek Aziz sortir presque au même moment, sur le coup de 11 h, de deux ascenseurs voisins, avec l'un et l'autre un visage de circonstance que le volée des flashes des photographes n'avait pas déridé.

On les avait laissés à la porte d'une salle austère et sans fenêtre où ils s'étaient assis face à face, flanqués chacun de sept collaborateurs parmi lesquels, côté irakien, le demi-frère de Saddam Hussein et gardien du dogme, M. Barzan Al Takriti, par ailleurs représentant de l'Irak aux Nations unies à Genève.

La mise en condition des opinions les jours précédents ne laissait guère espérer que ces deux intrançables parables trouvent un point de rencontre à Genève et l'on pensait que l'entretien serait relativement bref.

Espoir, coup de théâtre pause, boucclade...

La première surprise arriva quand, deux heures et demie plus tard, on annonça que les délégations faisaient une pause d'une heure avant de reprendre les entretiens. Une vraie discussion s'était-elle engagée dans ce salon des Nations totalement hermétique ? En l'absence du moindre indice sur la teneur du

débat, une nouvelle attente commença, impatiente, fébrile et particulièrement ingrate pour ceux des journalistes dont le métier consiste, en de telles circonstances, à meubler le vide en direct pour un auditoire impatient. Même la chaîne CNN commençait à s'épuiser à ce sport dont elle est pourtant la championne toutes catégories.

La Maison Blanche, contactée en direct à 7 h 30 du matin (heure locale) disait que, d'après le coup de téléphone du secrétaire d'Etat au président George Bush, la discussion de Genève était « substantielle ». Espoir, donc.

Nouveau coup de théâtre vers 17 heures, lorsqu'on annonce une deuxième pause et une nouvelle reprise des entretiens. L'attente devient alors frénétique. Des rumeurs folles balaient la foule massée dans le hall de l'hôtel Intercontinental et la déplaçant parfois en bloc vers l'entrée de l'hôtel.

« Le directeur politique de l'OLP, Farouk Kadoumi, s'est installé dans l'hôtel » (c'était vrai) ; « M. Mitterrand va aller à Bagdad » ; « Baker et Aziz se sont longuement vus avant le début officiel des entretiens » (c'était faux) ; « Le ministre algérien des affaires étrangères va venir leur proposer sa médiation, il arrive » ; Mouvement massif des photographes vers l'entrée. Boucclade. C'est faux, dit finalement un agent de la sécurité : l'homme qui entre est simplement un client iranien de l'hôtel. M. Ghazali n'en était pas moins,

effectivement, à Genève mercredi. Nouveau mouvement encore lorsque la rumeur annonce l'arrivée, cette fois, de M. Edgard Pisani, « délégué par le président français ». Erreur.

Il est bientôt 18 h 15 et l'apparition de M. Mitterrand, en direct de l'Elysée, sur les écrans de télévision, vient opportunément distraire d'une attente de plus en plus nerveuse. Quand le chef de l'Etat dit : « Ne croyez pas que la conversation de Genève dérange nos schémas » une joyeuse détente s'installe autour des téléviseurs de l'hôtel Intercontinental.

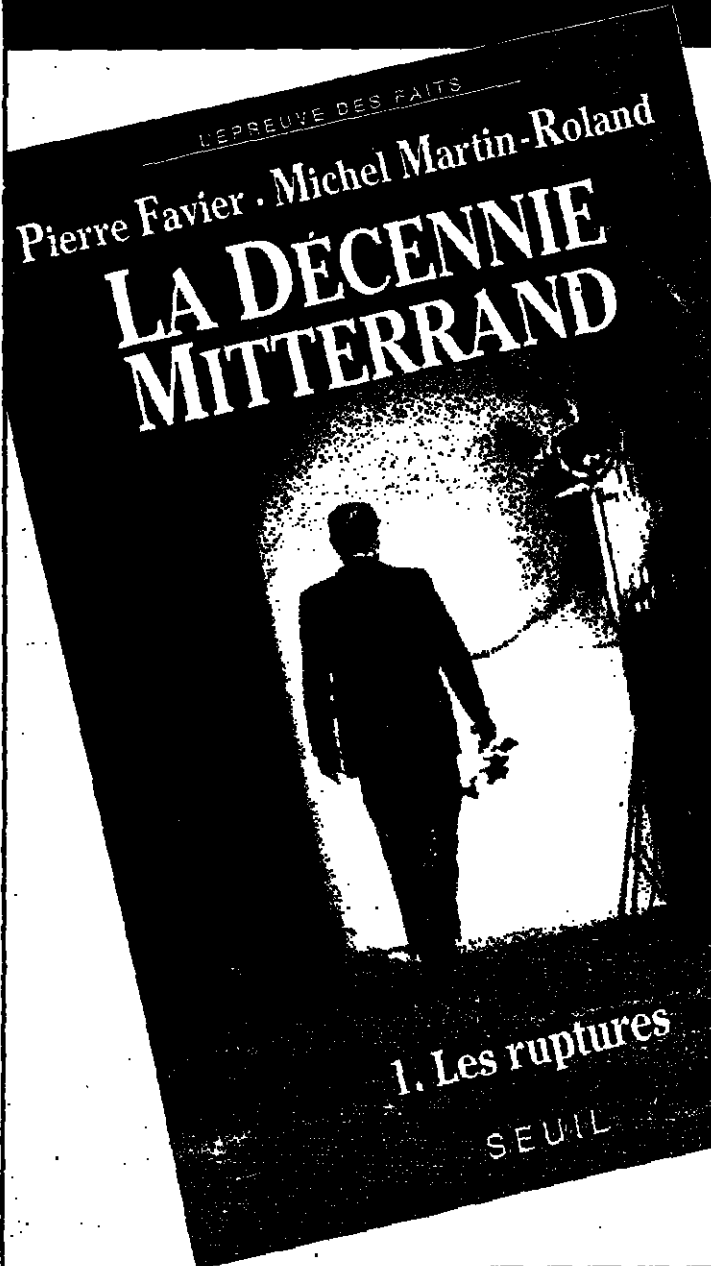
Attente nerveuse

Le président français est en train de conclure son intervention quand MM. Aziz et Baker sortent enfin de leur salon. Après la conférence de presse de l'Américain, le ministre irakien se fera encore longuement attendre.

Se méfiant de l'improvisation, il a visiblement pris le temps de préparer point par point sa déclaration et prend systématiquement le contrepied de ce que vient de déclarer M. James Baker. Mais, s'avouant spectateur fidèle de CNN, il dira, pour s'excuser de son retard, qu'il espérait pouvoir entendre en direct M. George Bush avant de s'adresser aux journalistes. Contretemps cependant : le président américain avait décidé, lui aussi, de différer son intervention.

C. T.

LE LIVRE DE RÉFÉRENCE



Un ouvrage de référence, de nature à ravir les historiens. Un exposé clair, précis, pour tout dire irréfutable de ce morceau d'histoire de France.

Jean-Marie Colombani / Le Monde

Le premier ouvrage de référence sur la Présidence depuis 1981. Avec une impression sur les archives protégées. Les 588 pages de ce livre seront vite écorchées à force d'être consultées.

Christine Fauvet-Mycia / Libération

Voilà enfin la somme du « décennat » qui va faire date.

Christian Sauvage
Le Journal du Dimanche

Un ouvrage de référence sur dix ans passés à l'Elysée. Si le travail est sérieux et crédible, il n'est pas pour autant austère. Les anecdotes y ont leur place, souvent désopilantes. Nicole Kern / Le Figaro

Collection l'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.
Tome 1 : Les ruptures, 140 F.
Tome 2 : Les réconciliations (à paraître)

Editions du Seuil

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions internationales

Le spectre de la guerre dans le Golfe est revenu au premier plan mercredi soir après l'échec du face-à-face de la dernière chance entre les chefs de la diplomatie américaine et irakienne. Tant en Europe qu'au Proche-Orient, plusieurs dirigeants refusent cependant de céder au désespoir et estiment qu'un règlement pacifique de la crise est toujours possible.

« Il est peut-être mauvais de désespérer, a ainsi déclaré le premier ministre italien, M. Giulio Andreotti. S'il est vrai, comme beaucoup d'Arabes le disent, que Saddam Hussein est animé d'un profond désir de paix, le résultat si négatif de la rencontre de Genève le poussera à agir dans le sens des attentes que le monde formule à son égard, c'est-à-dire un retrait militaire du Koweït qui éviterait la guerre. »

En Allemagne, le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a souligné que

« la fenêtre sur la paix n'était pas fermée mais qu'elle s'était rétrécie ». Précisant qu'il restait en contact étroit avec les États-Unis, ses partenaires européens et les pays arabes, M. Genscher a exprimé l'espoir que « l'Algérie et les pays non alignés puissent jouer un rôle constructif ».

En Italie où il se trouve en visite officielle, le roi Hussein de Jordanie a estimé que la « guerre n'était pas fatale » et que, selon les informations dont il disposait, M. Saddam Hussein avait « sérieusement l'intention » de dialoguer avec les États-Unis et les « amis européens ».

A Londres, cependant, où la déception est « extrême », le premier ministre britannique, M. John Major, et le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, se sont dits mercredi soir « très déçus » de l'échec de la rencontre de Genève. Le chef du gouvernement, de retour d'une tournée dans le Golfe, s'est déclaré « très triste » de l'issue

des discussions. Mais il a ajouté qu'il conservait l'espoir de voir le président Saddam Hussein changer d'avis et évacuer le Koweït. « Il est encore temps qu'il réfléchisse. J'espère qu'il le fera. Je ne pense pas que la guerre soit inévitable », a-t-il affirmé.

A Bruxelles, le ministre belge des affaires étrangères, M. Marc Eyskens, très inquiet du « manque de flexibilité » du président Saddam Hussein, s'est déclaré peu favorable à un voyage à Bagdad d'envoyés spéciaux de la CEE, comme l'a demandé M. Tarek Aziz. « Je ne crois pas que l'Europe puisse se prêter à des pressions aussi transparentes », a-t-il souligné. A Amsterdam, les Pays-Bas ont déclaré que l'échec de Genève ne laissait aucune place à l'optimisme. « Quand j'ai écouté Tarek Aziz, je n'ai entendu aucune ouverture, aucun mouvement, seulement une défense de l'agression qui a été perpétrée », a dit le ministre

néerlandais des affaires étrangères, Hans Van den Broek.

A Madrid, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, a estimé que Bagdad ne souhaitait manifestement pas la paix. « Certains faits, comme par exemple le refus de la lettre de George Bush, sont des gestes qui ne témoignent pas véritablement d'un état d'esprit pacifique. »

A Séoul, où il se trouve en visite, le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a déploré l'échec des discussions et estimé que « les autorités irakiennes doivent prendre leurs responsabilités et se retirer complètement du Koweït, compte tenu des conséquences énormes qui pourraient en découler si elles ne le faisaient pas ». — (AFP, AP, Reuters.)

Panique alimentaire en Martinique

FORT-DE-FRANCE
de notre correspondant

En Martinique aussi, la peur de la guerre provoque depuis le début du mois, chez beaucoup de ménages antillais, des comportements de panique alimentaire. Les mères de famille ont tendance à constituer des stocks de sucre, de savon, de riz, de conserves, d'allumettes, etc., alors que rien n'autorise à penser que le déclenchement des hostilités contre l'Irak pourrait compromettre l'approvisionnement des départements antillais. Aucun des navires affrétés par l'Etat pour assurer la logistique des forces françaises en Arabie saoudite ne desservait en effet la Martinique.

L'annonce de l'entrée de la France « en guerre demain », assénée par les médias, suffit à engendrer des craintes d'autant plus fortes que l'éloignement géographique ne permet pas toujours, ici, de mesurer exactement les conséquences qu'un conflit dans le Golfe pourrait avoir à l'intérieur même de la « mère patrie ». Il n'en demeure pas moins que ces comportements, s'ils persistent, risqueraient de créer des difficultés dans la distribution des produits de première nécessité.

E. M.

Avec le départ des étrangers et la suspension des vols

L'isolement de la région s'accroît

A l'approche de l'échéance du 15 janvier, de nombreux pays continuent à recommander à leurs ressortissants de quitter le Proche-Orient et le Golfe, tandis que les compagnies aériennes suspendent ou réduisent leurs vols à destination de ces régions. L'Association du transport aérien international, regroupant la plupart des compagnies, a défini avec l'Organisation de l'aviation civile internationale de nouvelles routes aériennes entre l'Europe et l'Extrême-Orient, dans l'éventualité d'un déclenchement des hostilités.

Ces « routes alternatives » doivent permettre d'« assurer la sécurité de l'exploitation aérienne ». Une route nord permettra de relier l'Europe à l'Extrême-Orient en passant par le sud de l'URSS, une autre médiane survolera la partie méridionale de l'Arabie saoudite, et la route la plus au sud évitera complètement la péninsule Arabique.

Le Syndicat national des pilotes de ligne a demandé aux compagnies aériennes françaises de dérouter leurs vols pour éviter les zones dangereuses. UTA a décidé d'interrompre ses vols hebdomadaires entre Bahrain et la France pour une durée indéterminée à partir de jeudi. La compagnie soviétique Aeroflot, une des dernières à desservir Bagdad, a

suspendu tous ses vols réguliers sur la capitale irakienne, notamment en raison de la fin du rapatriement mercredi des Soviétiques travaillant en Irak. La compagnie turque Turkish Airways et la compagnie espagnole Iberia avaient annoncé mardi la suspension de leurs vols vers Israël la semaine prochaine.

Par ailleurs, pratiquement toutes les places ont été réservées jusqu'au 15 janvier dans les avions de ligne en partance d'Israël. Les touristes, les étudiants étrangers et les volontaires dans les kibboutzim (villages collectifs) quittent en masse le pays. Certaines familles israéliennes partent également.

Paris a de nouveau recommandé, mercredi 9 janvier, aux Français présents dans la région, et « en premier lieu les femmes et les enfants », de la quitter avant le 15 janvier. Cette recommandation inclut les Français résidents en Israël, mais exclut l'Egypte. Selon une estimation globale du ministère, plus de trente mille Français sont concernés.

La question des réfugiés

« Le Chili, l'Argentine, la Tchécoslovaquie ainsi que de nombreux autres États ont recommandé à leurs ressortissants de quitter le Moyen-Orient. A Bagdad même, la Grande-Bretagne a évacué jeudi quatre des six diplomates en poste et a rappelé en consultation son ambassadeur, M. Harold Walker. Tous sont partis par la route pour la Jordanie. Les États-Unis ont également recommandé à leur évacuation de leur représentation diplomatique pour le 12 janvier. Il reste actuellement cinq diplomates en poste. M. James Baker a d'ailleurs indiqué à Genève qu'il demanderait à l'Irak de limiter son person-

nel diplomatique à Washington. L'Australie, le Japon, l'Allemagne et la Grèce ont retiré les membres de leurs ambassades dans la capitale irakienne ou vont le faire.

De nombreux pays commencent d'autre part à prendre des dispositions dans l'éventualité d'un conflit en constituant des commissions ou des cellules de crise comme au Japon. La Grande-Bretagne a donné instruction à un certain nombre d'habitants de se préparer à recevoir des blessés. L'Autriche a considérablement renforcé ses mesures de sécurité pour prévenir une éventuelle vague d'attentats terroristes. Les aéroports et les ambassades font l'objet d'une surveillance particulière.

Le royaume hachémite dit avoir accueilli et nourri huit cent cinquante mille ressortissants du tiers-monde ayant fui l'Irak et le Koweït après l'invasion de l'émirat le 2 août. Elle a chiffré le coût de cet accueil à 55 millions de dollars et a dit n'avoir reçu que 12 millions de dollars d'aide internationale. — (AFP, Reuters.)

guerre éclatante. Après avoir souligné que l'Irak s'efforce d'empêcher que n'éclate une confrontation militaire dans la région », le quotidien ajoute qu'« aucune attaque ne saurait être tolérée par un musulman contre ces lieux saints, qui sont les plus sacrés de l'Islam après La Mecque et Médine ». Pour sa part, le guide de la révolution iranienne, l'ayatollah Ali Khamenei, a déclaré mercredi que « les peuples musulmans de l'Irak et de la région ne laisseront pas les États-Unis dénigrer les valeurs du golfe Persique ».

« Mise en cause d'une société salafite. — Une société saïte, le groupe Ilat-Consen, a été accusée d'avoir aidé l'Irak à mettre au point un missile à moyenne portée, le Condor 2. Ce projet était initialement commun avec l'Argentine et l'Egypte, qui s'en sont retirées. Basée à Zoug, cette société aurait passé selon le magazine Kassafur diffusé sur la chaîne de télévision allemande, un contrat en 1987 avec Bagdad, pour la mise en place d'une unité de production de missiles. L'Ilat-Consen aurait approché la société américaine Honeywell au sujet du développement de têtes de missiles contenant des explosifs aérosols (FAB) particulièrement dévastateurs. — (AFP.)

(Publicité)

LA SITUATION AU KOWEÏT. DROIT INTERNATIONAL. DROITS DE L'HOMME. DÉBAT organisé par le Forum international de politique et la revue Cosmopolitiques

lundi 14 janvier 1991 à 18 heures

au Sénat, 15 ter, rue de Valenciennes - Paris 6

Avec la participation d'experts, juristes, politologues... Témoignages de réfugiés koweïtiens et de l'ambassadeur de l'Etat du Koweït, avec la contribution du Comité koweïtien de solidarité.

Renseignements : FTP (43-38-36-92)

En Jordanie, la communauté française se prépare...

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Poulet à l'indienne, mouton aux haricots, biscuits en tout genre, centaines de bouteilles d'eau minérale, matelas, couvertures... les sous-sols de l'école française d'Amman sont devenus une véritable caverne d'Ali Baba conçue pour loger et nourrir cent quarante personnes pendant un mois. L'école française n'est pourtant que l'un des trois centres de regroupement de la communauté française de Jordanie, avec le Centre culturel et la résidence de l'ambassadeur de France.

L'importance de cette communauté — trois cent cinquante personnes environ, dont deux cent vingt binationaux — n'a pratiquement pas changé depuis le mois de septembre, un certain nombre de familles ayant choisi, à ce moment, de s'installer, par prudence, leurs enfants en France. Chiffres révélateurs : si, à la rentrée 1989, cent enfants, parmi lesquels les Français représentaient 50 % des effectifs, suivaient les cours de l'école, ils n'étaient plus que trente-quatre, dont vingt binationaux, à la rentrée 1990. Les effectifs ont, depuis, encore fondu. Beaucoup de petits Libanais, en particulier, ont regagné leur pays avec le trêve et, fin du sort, Beyrouth paraît aujourd'hui plus sûr qu'Amman.

Réunions d'information

A l'approche de la date fatidique du 15 janvier, les Français de Jordanie, particulièrement bien encadrés et suivis par l'ambassade, connaissent, comme tout le monde, l'angoisse des lendemains incertains, mais ne manifestent pour autant aucune panique. Le Quai d'Orsay, après avoir seulement « conseillé » avant Noël aux familles rentrant en France de prolonger leurs vacances en attendant de voir l'évolution de la situation, est passé, mardi, à un cran supérieur en « recommandant aux femmes et enfants, et aux hommes non indispensables, de quitter la Jordanie avant le 15 janvier ». Jeudi 10 janvier, Paris est allé plus loin en adressant une « recommandation pressante » de départ et doit envoyer un avion pour évacuer les familles qui le désirent. Le personnel non indispensable de l'ambassade devra aussi quitter Amman. Une ferme invitation prouve, à tout le moins, que Paris préfère se prémunir au maximum. En attendant, précaution oblige, des réunions d'information ont été organisées dans les trois centres pour que chacun sache à quoi s'en tenir — soit un regroupement passager en attendant une stabilisation soit un regroupement en vue d'une évacuation — en cas d'aggravation de la situation. Une tâche qui, en tout état de cause, ne serait pas facilitée par la position géographique de la Jordanie, située au centre de la tempête. En Jordanie, comme ailleurs dans la région, les équipements de protection NBC (nucléaire-bactériologique-chimique) sont arrivés à l'ambassade, bien qu'au stade actuel leur distribution ne soit pas encore envisagée. Le fait que ceux-ci ne soient conçus que pour des adultes pourrait, à cet

égard, encourager certains parents hésitants à faire partir leurs enfants. Essentielle dans ce genre de situation, l'information sera assurée quasiment en permanence par un chef d'Etat responsable d'une dizaine de familles. Mercredi, ce numéro de téléphone avait des aires de visite pour les familles, rassurées de savoir où joindre quelqu'un en permanence.

Autre bonne nouvelle pour beaucoup et, en particulier, pour les binationaux : l'assurance donnée par la chancellerie que les personnes à charge n'ayant pas la nationalité française seraient, bien évidemment, évacuées avec leur famille. En outre, la liste des « recommandations de bon sens », comme le dit un diplomate, est longue : rester en contact avec le consulat et signaler d'éventuels déplacements, prévoir quelques réserves de nourriture, d'essence ou de médicaments, éviter de se déplacer seul, bien évidemment, le Jordanie dans la guerre — vont, sans aucun doute, accroître encore l'angoisse et pourraient, plus que toutes les consignes, pousser au départ les plus optimistes.

Privilege de riche

Reste, toutefois, que l'échec des pourparlers américano-irakiens de Genève et la réaffirmation par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qu'en cas d'attaque contre l'Irak Bagdad attaquerait Israël — ce qui entraînerait, bien évidemment, la Jordanie dans la guerre — vont, sans aucun doute, accroître encore l'angoisse et pourraient, plus que toutes les consignes, pousser au départ les plus optimistes.

La Jordanie, petit à petit, se vide d'ailleurs de ses étrangers. Les ambassades donnent quasiment toutes, avec une fermeté variable, des ordres, recommandations ou conseils de départ, les plus fermes émanant bien sûr des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Le fait aussi, que, hormis Air-France, l'aéroport d'Amman ne soit plus desservi que par la compagnie nationale Royal Jordanian et des compagnies arabes dont le trafic est essentiellement tourné vers le Moyen-Orient fait craindre à beaucoup qu'en cas d'aggravation de la crise il soit difficile de partir.

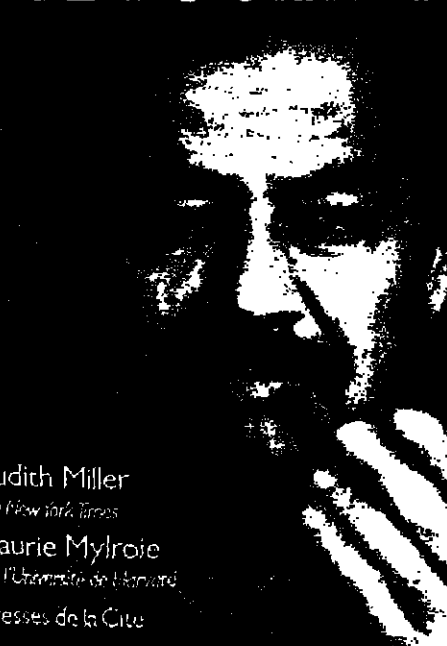
La montée vertigineuse des primes d'assurance, plus qu'un réel danger, est essentiellement à l'origine de l'arrêt de trafic de nombreuses compagnies. Même Royal Jordanian envisage, pour faire face à ce problème, de faire stationner dorénavant ses appareils en dehors de la zone touchée, sans doute à Tunis. La desserte d'Amman se poursuivra, bien sûr, mais avec de sérieuses modifications de vol.

Amman ne vit, en tout cas, aucunement dans une atmosphère de guerre, et les centaines de journalistes qui défilent sur la capitale jordanienne pourraient presque faire croire que les touristes, absents depuis six mois pour le malheur de l'économie jordanienne, sont de retour. Si l'éventualité d'une attaque chimique, par exemple, est présente dans les préoccupations des Jordaniens, nul n'a de quoi y faire face et, comme nous le disait, fataliste, un commerçant : « C'est un privilège de riche. »

FRANÇOISE CHIPAUX

Un nouvel Hitler?

SADDAM
HUSSEIN



Judith Miller

du New York Times

Laurie Mylroie

de l'Université de Harvard

Presses de la Cité

Des révélations inédites sur Saddam Hussein, son ascension, son maintien au pouvoir par la terreur, par deux des meilleurs spécialistes du Moyen-Orient. Le seul ouvrage complet sur l'homme qui met en péril la paix du monde.

PRESSES DE LA CITÉ

Les Israéliens
de ne pas faire la

arte islamique

LA CRISE DU GOLFE

Les Israéliens sont soulagés de ne pas faire les frais d'un accord

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Cantoné dans le rôle de spectateur presque passif d'une des plus grandes crises du Proche-Orient, Israël est mal à l'aise. Sans prise directe sur l'événement, à la fois lointain et, peut-être demain, tout proche du conflit, à la fois concerné, menacé même, et disant vouloir rester à l'écart, l'Etat hébreu est dans une position pour le moins inconfortable et qui lui est inhabituelle, dépendant de ce qui se décide à Washington, à Bagdad ou à Genève.

Il en fut ainsi en cette journée du 9 janvier où chacun, ici, était suspendu aux nouvelles de l'interminable rencontre entre M. James Baker et M. Tarek Aziz. Tout au long de la journée, alors que les entretiens se prolongeaient, les dirigeants israéliens ont craint que, du simple exposé des positions des deux protagonistes, on en soit venu à la conversation, ce qu'ils n'auraient pas aimé, et de la conversation à la négociation, ce qu'ils redoutaient plus encore.

« Nous sommes satisfaits »

Ce n'est pas affaire de sémantique : il en va d'une question qui est au cœur des préoccupations israéliennes : l'Etat hébreu craint de « faire les frais » d'une négociation qui, faite de façon très lâche, établirait un « lien » entre un retrait israélien du Koweït et le traitement des autres crises régionales, notamment

du conflit israélo-palestinien. Toute approche qui irait dans ce sens est perçue comme particulièrement dangereuse et comme constituant une concession ou une prime à l'agression irakienne. On n'envisage ici qu'une seule issue possible au conflit : un Saddam Hussein défait, vaincu, diplomatiquement ou militairement, c'est-à-dire incapable, sur la scène arabe, de se prévaloir du moindre résultat du fait de son agression.

Aussi un certain soulagement était-il perceptible lorsqu'on apprit, en fin de journée, qu'aucun accord n'avait été conclu, aucune négociation engagée par les Etats-Unis, et tout particulièrement, par ce « Jim » Baker qui n'est jamais venu en Israël et n'inspire pas une confiance absolue à Jérusalem. En direct, au journal télévisé, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, disait : « Nous sommes satisfaits de la fermeté des Etats-Unis, satisfaits du fait que M. Baker a réaffirmé qu'il ne saurait y avoir de lien entre la crise du golfe et le conflit israélo-arabe » ; sur le même plateau, son collègue des affaires étrangères, M. David Lévy, affirmait : « Nous ne sommes pas étonnés, les Etats-Unis ne nous ont pas déçus ».

C'est que, dans certains milieux de la droite nationaliste au moins, on avait commencé à singulièrement s'inquiéter et à imaginer un début de « conférence internationale » en apprenant que M. Farouk Kaddoumi, un des conseillers de M. Yasser Arafat, et le ministre algérien des affaires étrangères,

M. Ahmed Ghazali, se trouvaient dans le même hôtel que MM. Baker et Aziz. Il reste que M. Baker a semblé passer la main au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et aux responsables européens de la coalition anti-irakienne, notamment les Français, pour tenter de convaincre Bagdad de se retirer avant qu'il ne soit trop tard. Le moins que l'on puisse dire est que ces ultimes efforts venus d'Europe, et surtout de Paris, sont perçus avec une certaine méfiance à Jérusalem. La raison en est claire : M. François Mitterrand ne cache pas, lui, qu'un lien puisse être établi entre la crise du Golfe et les autres conflits du Proche-Orient.

L'exode des étrangers

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre de la défense avait répété que l'armée israélienne « était prête à faire face à toutes les situations ». « Si nous sommes attaqués », a dit M. Arens, nous répondrons, mais j'espère que nous n'aurons pas à intervenir ». La défense du pays aux frontières avec la Jordanie et avec la Syrie a été renforcée. La défense civile a pris d'ultimes précautions. Ça et là, les abris ont été vérifiés et, souvent, leur isolation a été renforcée pour faire face à une éventuelle attaque chimique. Les dispositifs de protection des écoles ont été contrôlés, des exercices et simulations ont eu lieu, cependant qu'une partie de la population s'occupait de l'eau et de l'alimentation.

ALAIN FRACHON

Le président égyptien n'entend pas jouer le rôle d'allié d'Israël contre l'Irak

LE CAIRE

de notre correspondant

Le ministre d'Etat égyptien pour les affaires étrangères, M. Boutros Ghali, a exprimé le souhait du Caire de voir les efforts politiques aboutir à une solution pacifique de la crise du Golfe. M. Boutros Ghali, qui était le seul responsable égyptien à avoir réagi, jeudi matin 10 janvier, à l'échec des entretiens Baker-Azis, a ajouté que « l'Egypte accueillait favorablement une initiative du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar ».

Toutefois, les déclarations du responsable de la diplomatie égyptienne relèvent plus du vœu pieux que d'un réel espoir de voir la crise résolue par des moyens pacifiques. En effet, le président Moubarak avait affirmé la veille que M. Saddam Hussein n'avait pas laissé de place à une tentative de médiation arabe ou islamique et poussait le monde à aller à des extrémités qu'il ne voulait pas atteindre.

« Une bataille inégale »

Interrogés par les intellectuels égyptiens sur la position du Caire en cas d'échec des entretiens Baker-Azis, le raïs a déclaré qu'il avait adressé plusieurs messages appelant à la raison le président Saddam Hussein et le mettant en garde contre « les dangers encourus par le peuple irakien » si l'occupation du Koweït se poursuivait. « Mais il n'a malheureusement répondu que par des insultes véhiculées par les médias irakiens », a-t-il ajouté. Au sujet de la puissance militaire irakienne, le général Moubarak a affirmé que l'Irak n'était pas une

superpuissance mais que, à force de le répéter, Bagdad avait fini par y croire.

Selon le raïs, qui a été commandant en chef de l'armée de l'air égyptienne, les forces aériennes allégées contre l'Irak dans le Golfe sont « si effrayantes et la bataille si inégale que l'enthousiasme relève d'un manque de sagesse prononcé ».

« Un danger menace le peuple irakien : l'armée et le peuple d'Irak doivent trouver une solution si leur président n'arrive pas à concevoir les dangers encourus », a-t-il ajouté. Mais si la détermination de l'Egypte à aller jusqu'au bout pour la libération du Koweït semble intacte, Le Caire est toutefois préoccupé par le renforcement du dispositif militaire israélien. M. Moubarak a déclaré à cet égard : « Nous n'accepterons pas une ingérence israélienne dans la crise du Golfe. Si cela avait lieu, nous aurions une position différente ». Une manière de dire que l'Egypte pourrait revenir sur l'engagement de ses troupes aux côtés des Américains. Se trouve l'allié d'Israël contre un pays arabe est d'autant plus inacceptable pour le président Moubarak qu'il sait quelles ont été les répercussions du traité de paix égypto-israélien sur l'Egypte dans les années 70.

On estime au Caire que si Israël prenait part au conflit, Jérusalem ferait en réalité le jeu de M. Saddam Hussein. Le maître de Bagdad pourrait ainsi enfin réaliser le fameux lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne qu'il réclamait depuis des mois.

ALEXANDRE BUCCIANTI

POINT DE VUE

La carte islamique de Saddam Hussein

par Gilles Kepel

DERRIÈRE l'affrontement entre les Etats-Unis et l'Irak, un autre conflit se déroule aujourd'hui au Moyen-Orient : la bataille pour le contrôle de l'islam. Son issue sera déterminante pour le visage du monde de demain. Après Khoméini, et dans un registre différent, Saddam Hussein s'efforce d'utiliser la mobilisation religieuse et le vocabulaire politique du Coran pour servir ses intérêts immédiats. Mais, comme c'était le cas pour l'Iran khoméiniste, son ambition est plus vaste : faire d'une forme « révolutionnaire » de l'islam l'idéologie fédératrice du Sud dans un combat contre le Nord, qui succède, dans la géopolitique mondiale, à l'affrontement Est-Ouest, rendu caduc par la mort du communisme et la destruction du « rideau de fer ».

Un pléisme idéologique

Il peut sembler paradoxal que Saddam Hussein, qui préside à la dictature « laïque » du parti Baas, et qui a exterminé sans état d'âme l'opposition islamiste à son régime, comme il a gazé ses concitoyens kurdes de Halabja, brandisse désormais le glaive du djihad et l'étendard du Prophète. C'est en fait sa carte maîtresse, et c'est l'argument majeur qui pourrait rendre l'offensive militaire contre lui. Les gouvernements des pays musulmans qui se sont opposés à l'invasion du Koweït vivent aujourd'hui dans la hantise de la réaction populaire au lendemain de l'attaque américaine éventuelle. Or Saddam Hussein sait que, pour mobiliser la rue à ses côtés, d'Alger à Karachi, déstabiliser en chaîne les pays concernés et jeter le trouble dans les banlieues européennes, où vivent dix millions de musulmans, il lui faut absolument s'emparer du langage de l'islam, diaboliser ses adversaires, désigner comme impies et ennemis du Prophète. S'il y parvient, le prix politique de la guerre contre l'Irak sera extrêmement lourd pour les Etats-Unis et leurs alliés.

Au lendemain de la révolution en Iran, en 1979, la réislamisation, dans le reste du monde musulman n'en était qu'à ses débuts : les mouvements islamistes révolutionnaires n'avaient qu'un recrutement très restreint, limité pour l'essentiel aux cercles étudiants. Les tentatives pour prendre le pouvoir — l'investiture de la Grande Mosquée de La Mecque en novembre 1979, l'assassinat de Sadat en octobre 1981 ou le soulèvement de la ville syrienne de Hama en février 1982, à l'instigation des Frères musulmans — finirent par échouer face à la répression et du fait qu'aucun de ces groupes n'avait réussi à mobiliser les masses à ses

côtés, contrairement à ce qui s'était produit en Iran.

La réislamisation « par le haut », c'est-à-dire par la conquête de l'Etat, à l'instar de la stratégie khoméiniste, se perdit en définitive dans les années 80, du fait de la faiblesse des cadres du mouvement islamiste, dans le racket et les prises d'otages « islamiques » à Beyrouth à partir de 1985. Et Téhéran avait dû épuiser toutes ses forces pour résister à l'agression militaire de Bagdad, qui bénéficiait à l'époque de l'appui de l'Occident et de la manœuvre soviétique.

Au début de la décennie 90, le langage politique de l'islam a conquis une prégnance idéologique bien plus considérable qu'il y a dix ans. Les régimes en place dans le monde musulman, pour éteindre l'incendie des groupes islamistes radicaux qui les menaçaient, ont encouragé des contre-attaques en faveur d'une réislamisation « par le bas ». Ils ont laissé se développer des mouvements qui avaient toute latitude pour prêcher la plus stricte adhésion aux normes de l'islam dans tous les domaines de la vie quotidienne, mais ne devaient jamais intervenir — en principe — dans les affaires politiques.

L'objectif était de donner une apparence pieuse à l'organisation sociale, pour ne pas offrir de prétexte à la critique des groupes radicaux tant redoutés. Ces mouvements piétistes ont prôné, et mis en œuvre, le « décrochage » de leurs adeptes d'avec les mœurs et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout pays concernés et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout pays concernés et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam. Ils ont organisé l'existence des croyants réislamisés par leurs soins autour de réseaux de mosquées, d'écoles, d'ateliers, de dispensaires, dans tout pays concernés et les usages de la société ambiante, lorsque celle-ci ne se référait pas exclusivement aux textes sacrés de l'islam.

De ce fait, le langage de l'islam est devenu, peu à peu, le principal mode d'expression des rapports sociaux dans le monde musulman, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Il s'est aussi imposé, en conséquence, comme le vecteur obligé du discours politique, pour conforter, mais aussi pour critiquer l'ordre établi. Le FIS algérien ou le Mouvement de la résistance islamique (Hama) dans les territoires occupés — les plus significatifs des mouvements de réislamisation de ces dernières années — sont le résultat de ce patient travail de quadrillage de la société, à partir de la rue, du quartier,

de l'école. Et, bien que leurs militants soient bénéficiés de manières séduisantes et koweïtisme, leur allégeance ne va guère aux émissaires du pétrole, dont ils ressentent l'opulence comme une insulte à leur propre pauvreté.

Surenchère à la réislamisation

C'est pour s'adresser à ces militants et ces adeptes que Saddam Hussein a mis une sourdine au discours laïcisme traditionnel du parti Baas, qu'il prêche désormais au nom d'Allah et convoque le prophète Mahomet dans ses rêves. Face à cette manœuvre de Bagdad, qui cherche à capitaliser à son profit la réislamisation « par le bas » qu'avaient favorisée les Saoudiens, ceux-ci sont confrontés à un défi d'une tout autre ampleur que celui que leur avait posé Khoméini.

Dans le contexte actuel de tension extrême, les pressions financières de Riyad sur ceux qui se sont rangés derrière Saddam sont de peu d'effet à court terme. La seule initiative symbolique qui se voulait spectaculaire, la contrition et le retour dans le giron de l'orthodoxie musulmane du « blasphémateur » Salman Rushdie, éponisée par le ministre égyptien des affaires religieuses et les oulémas pro-saoudiens de l'université Al-Azhar, ne semble pas de taille à susciter un enthousiasme de masse pour le roi Fahd ou la dynastie du Koweït. Elle révèle en revanche que, face à Bagdad, ces derniers ne savent que

s'engager toujours davantage dans une surenchère à la réislamisation, qui s'est pourtant retournée contre eux.

La « décapitation » entre Saddam et les populations arabo-musulmanes ne saurait passer principalement par le renforcement du pétro-islam wahabite, à quoi s'emploie, dans l'urgence, la coalition anti-irakienne. Même si la guerre éclate, si le Koweït est restitué dans son intégrité territoriale et si le dictateur de Bagdad subit le sort qu'il a réservé à tous ses opposants, un autre Saddam surgira après-demain au Proche-Orient ou au Maghreb, pour jouer le même jeu et prêcher le djihad.

Afin de éviter, il faudrait que l'Occident, surtout si il sort du présent conflit par une victoire militaire, propose des issues crédibles aux problèmes majeurs qui perpétuent dans cette partie du monde des tensions insupportables : cela passe par une forme d'autonomie pour les Palestiniens et par le financement par le Nord du développement économique de la région, à la manière dont le plan Marshall a permis le relèvement de l'Europe ruinée.

Sans quoi, le langage politique de l'islam révolutionnaire deviendra inéluctablement le propos belliqueux d'un Sud à la recherche de sa revanche.

► Gilles Kepel, chercheur au CNRS et professeur à l'IEP de Paris, vient de publier la Revue de l'islam, de l'islamisme, des juifs et des musulmans à la conquête du monde (Le Seuil).

EN BREF

■ BULGARIE : suppression des visas de sortie. — Le Parlement bulgare a supprimé mercredi 9 janvier l'obligation des visas de sortie pour les Bulgares souhaitant se rendre à l'étranger. Il ne leur reste plus qu'à obtenir le visa d'entrée dans le pays visité, procédure qui implique de longues heures d'attente devant les consulats à Sofia.

■ CHINE : ouverture d'un second procès de dissidents à Pékin. — Le procès de quatre dissidents accusés de « sabotage contre-révolutionnaire » durant le « printemps de Pékin » s'est ouvert, mercredi 9 janvier, dans la capitale chinoise, quelques jours après la condamnation de sept autres « activistes ». En outre, le dissident Fang Lizhi, qui avait émigré en 1990 en Grande-Bretagne après s'être réfugié un an à l'ambassade américaine à Pékin, s'est installé aux Etats-Unis. L'astrophysicien rejoindra l'Institut d'études avancées de l'université de Princeton. — (AFP)

■ ETATS-UNIS : le fils du président américain, Neil Bush, accusé de « malhonnêteté personnelle ». — Neil Bush, fils du président George Bush, a été accusé mardi 8 janvier de « malhonnêteté personnelle » par la justice américaine, pour son rôle à la tête d'une caisse d'épargne du Colorado qui a fait faillite en 1988 et pourrait ainsi coûter 1 milliard de dollars aux contribuables américains. Le ministre public fédéral a demandé que Neil Bush, trente-cinq ans, « prouve sa connaissance des conflits d'intérêts en affaires avant de travailler à nouveau dans le secteur bancaire ». — (Reuters)

■ ZIMBABWE : le président Mugabe abandonne l'idée d'un parti unique. — Le président Robert Mugabe a déclaré, mercredi 9 janvier, à Lagos au Nigeria, qu'il avait abandonné l'idée de maintenir le système du parti unique dans son pays, idée dont il s'était fait l'ardent défenseur pendant de longues années.

AVENTURES PAR 50° A L'OMBRE



Un livre extrêmement drôle, plein de vérités cuisantes (...) où chacun en prend pour son grade.

— Lire - RTL

Une énorme aventure (...) menée tambour battant par un Lanzmann au plus facétieux de sa forme.

— Cosmopolitan

C'est drôle. Moqueur. Tendre.


— Le Quotidien de Paris

Une intrigue à rebondissements que Jacques Lanzmann rend savoureusement spectaculaire. (...)

— Sérieux s'abstenir.

— Le Journal du Dimanche

LE NOUVEAU LANZMANN

95 F  252 p.

LA CRISE DU GOLFE

La conférence de presse

M. Mitterrand : « A partir du 15 janvier à minuit,

Voici les principaux extraits de la conférence de presse consacrée à la crise du Golfe que M. Mitterrand a tenue mercredi 9 janvier. Le chef de l'Etat a fait une déclaration liminaire.

« Je veux préciser devant vous et grâce à vous (...) puisque vous me posez des questions, la position de la France, non seulement sur le fond - on la connaît, mais il n'est pas mauvais de la répéter - et aussi sur la manière dont nous envisageons les jours qui précèdent le 15 janvier : comptons sur nos doigts, jeudi, vendredi, samedi, dimanche, lundi, on peut dire mardi. C'est le 15 janvier, minuit heure Washington, donc le 16 janvier, 6 heures du matin Paris.

D'ici là, il peut y avoir des évolutions (...). Et après ce moment fatidique, que se passera-t-il ? Là nous serons dans une nouvelle phase où le conflit armé devient quasiment certain. Que fera la France ? Que fera le gouvernement et que fera le monde entier par rapport au Parlement ? Que feront nos armées ? Voilà un certain nombre de questions qui dans tous les cas se posent. Ne croyez pas que la conversation engagée à Genève, et qui se déroule encore à l'heure actuelle, puisse en quoi que ce soit décaler les schémas que je vais développer devant vous.

« Je suis informé de ce qui s'y passe. Je ne suis pas autorisé à vous le communiquer. Il appartient à M. Baker de dire lui-même ce qu'il en pense, lorsqu'il parviendra au terme de cette conversation marathon. Mais j'ai eu le président Bush il y a quelques minutes, cette conversation a été interrompue, disons, s'est arrêtée un peu plus tôt que prévu parce que je désirais vous voir à l'heure ; mais le président Bush m'appellera de nouveau dans la soirée. (...)

« Nous pouvons débattre ce soir de façon sérieuse d'hypothèses dont la vraisemblance n'est en rien diminuée par ce qu'on pourrait appeler l'incertitude de cette conversation qui reste encore secrète, et qui se prolonge au-delà de ce qui était prévu par M. Baker lui-même. Je lui ai parlé hier du point de presse de ce soir et il m'avait dit bien entendu qu'il considérait que la conversation serait close. Tel n'est pas le cas, et après tout je m'en réjouis, car tout ce qui permet d'approfondir les conversations - je ne dis pas négociation, mais conversation, échange de vues, affirmation de positions mutuelles - tout cela sera bon pour tout le monde. Au

moins ça aura le mérite d'être clair. (...)

« La France considère comme un principe irréductible le fait que le Koweït doit être évacué. Et, d'autre part, elle considère que le délai de l'ultimatum fixé au 15 janvier ne peut pas être repoussé, retardé, sous quelque prétexte que ce soit. Notre position n'a donc pas bougé depuis l'adoption de la résolution 678. La France l'a votée et n'a jamais varié sur ce point. Il faut que ce soit bien clair.

« Où se trouvent les éléments variables puisque je viens de vous donner l'élément fixe autour duquel tout le reste tourne ? Pendant un certain temps je vous ai dit - nous n'étions pas nombreux à le dire - qu'il convenait de préciser qu'au cas où le Koweït serait évacué il n'y aurait pas de guerre, et cela a été heureusement dit par le président Bush. Depuis lors, considérons donc cela comme acquis.

« Il y a harmonie entre les Etats-Unis et la France »

« Vous savez que le président Bush est également exprimé hier, pour dire à peu près ceci : « Que M. Saddam Hussein se prononce, qu'il se prononce, avant le 15 janvier, sur son choix d'évacuer le Koweït. » Cela se confond avec la position que j'avais développée devant les Nations unies au mois de septembre. C'est vous dire que sur tous ces plans il y a véritablement harmonie dans les prises de position de nos pays, les Etats-Unis d'Amérique et la France, sur des points qui, pendant un temps, ont pu sembler litigieux aux observateurs attentifs. Ils ne le sont pas.

« De quoi pourrait-on également parler dans les jours qui viennent pour faciliter la démarche pacifique, compte tenu de ce qui reste irréductible et que je n'ai plus, l'espace, à rappeler ? Comment se résumerait la dévolution du Koweït, brève, l'ai exprimé le souhait, au moment d'une évacuation ? Vous savez que j'ai toujours exprimé ma préférence et je la maintiens pour que ce soient les Nations unies, principalement le secrétaire général des Nations unies, qui organisent cette période qui devrait être brève. J'ai exprimé le souhait, au surplus, que M. Perez de Cuellar pût organiser cette dévolution, en s'appuyant sur des pays arabes,

proposition initiale faite peu après le 2 août de l'an dernier.

« Un débat s'est organisé : est-ce que tout cela est vrai dans le cas où le Koweït ne serait évacué que pour partie ? L'objectif, c'est l'évacuation totale. Jugerai-on suffisant pour ne pas déclencher un conflit armé, aussitôt après la nuit du 15 au 16 janvier, qu'un début d'évacuation soit annoncé, exécuté, programmé, contrôlé ? Là-dessus, le président Bush, lui aussi, s'est exprimé hier d'une façon que je viens de rappeler. Mais l'ultimatum reste fixé à la date établie. Donc, rien dans ce cas-là ne changerait ; rien en vérité.

« De même, dans les relations des Douze européens, vous avez vu de quelle manière a été refusée la rencontre entre M. Tarek Aziz et les représentants du représentant des Douze, notamment M. Pöhl, le ministre des affaires étrangères de Luxembourg, qui préside la Communauté des Douze du 1^{er} janvier de cette année au 1^{er} janvier prochain, succédant selon le calendrier établi à la présidence italienne. Les Douze viennent de relancer une initiative semblable - je dis semblable - par précaution, mais je pourrais le dire avec assurance - avec l'accord de M. Tarek Aziz pour qu'une rencontre ait lieu. Elle aurait lieu, je crois, à Alger.

« Ce qui veut dire qu'en fait, de toutes parts, on admet de plus en plus la thèse française : les quelques jours qui séparent la conversation d'aujourd'hui entre le secrétaire d'Etat américain et le ministre des affaires étrangères irakien et la date terminale de l'ultimatum des Nations unies doivent être occupés au service de la paix, dans le maintien rigoureux des conditions de base fixées par le Conseil de sécurité mais en étendant tous les aspects annexes qui pourraient permettre une détente.

« Voilà un certain nombre de données que je voulais vous exposer avant que vous ne posiez les questions de votre choix. La France a tissé des fils multiples. C'est ainsi qu'elle a pris contact avec l'Algérie. Hier, le secrétaire général de la présidence de la République se trouvait à Alger, il y a aussi la relation avec le Maroc, le ministre des affaires étrangères marocain doit se trouver à Paris incessamment, des conversations avec l'Union soviétique, l'Allemagne, l'Espagne, la Yougoslavie et, je le répète, les pays du Magreb, ainsi que le secrétaire général des Nations unies. Tout cela est en train, et nous continue-

rons d'agir de la sorte jusqu'à mardi prochain dans la nuit.

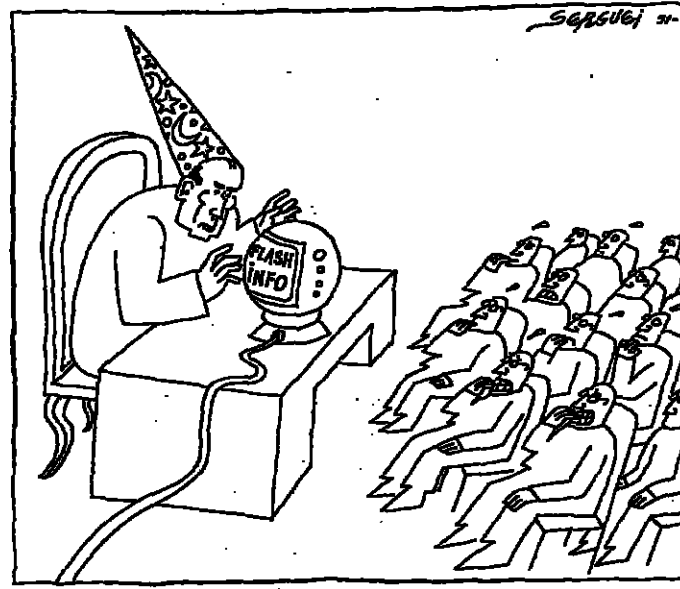
« J'ai entendu dire que l'on se posait la question, parmi vous, mesdames et messieurs, d'une relation directe avec Bagdad et même d'un voyage du ministre des affaires étrangères ou de toute autre personnalité désignée à cet effet, à Bagdad. Cette hypothèse a été évoquée sous une forme négative. J'ai toujours dit : « Je n'en ai pas, je ne me l'interdis pas. » La France en a bien le droit dès lors qu'elle affirme hautement sa solidarité avec ceux qui tirent les conséquences actives de la résolution des Nations unies autorisant l'emploi de tous moyens pour mettre en œuvre les résolutions antérieures - libération du Koweït en particulier. Nous ne nous l'interdisons pas. Au nom de quoi le ferions-nous ? Mais, j'estime que les conditions n'en sont pas réunies parce qu'après tout, lorsqu'on entend des conversations de ce type, il faut au moins que cela serve à quelque chose et telle n'est pas présentement mon sentiment.

M. Mitterrand a ensuite répondu aux questions de la presse.

La France joue la liberté et l'ouverture

« (...) Nous voulons la paix, mais nous voulons la paix dans le droit. Je veux dire que notre choix, c'est celui du droit, du droit international, du nouveau droit international qui doit désormais succéder à la période pendant laquelle les blocs militaires et les alliances s'annulaient et interdisaient aux Nations unies de traduire en faits leurs décisions de principe, leurs décisions juridiques. Donc, cette nouvelle période doit entrer dans les faits. C'est notre thèse, nous estimons que c'est une grande entreprise, et nous voulons le droit et le respect du droit. Bien entendu, nous préférons à l'absence de travail, le respect du droit dans la paix, mais nous acceptons, je le dis gravement, l'hypothèse aussi d'un droit qui ne pourrait être respecté que par le combat, le conflit.

« Enfin, l'hypothèse retenue, l'hypothèse présente, choisie, c'est de continuer à lutter pour la paix jusqu'à la date ultime. Si Genève



réussit dans le sens que je viens d'exprimer, alors continuons et bravo à James Baker ! Si cela échoue, pour des raisons qui n'incomberaient pas à James Baker, cela voudrait dire que le partenaire irakien ne serait guère prêt à faire davantage, encore faut-il explorer, savoir, avoir des réponses claires, et nous essayerions d'avoir ces réponses. La France l'essayerait en compagnie de ceux dont j'ai parlé et qui, pour l'essentiel, m'y paraissent prêts, c'est-à-dire un certain nombre de pays. Pour ce qui concerne la France, nous ne pouvons être d'accord qu'avec des pays qui acceptent le délai fixé par les Nations unies, qui pour nous, je le répète, est la loi. La France ne revient en arrière sur aucun des points qu'elle a acceptés au cours de ces cinq mois. Bon, alors, je vous ai dit les fils conducteurs, je vous en ai donné certains, il y en a d'autres qui peuvent être tressés d'ici là, chaque jour, mais les jours sont peu nombreux. L'imagination n'est pas inépuisable. Les situations qui peuvent faire passer du conflit à la paix d'ici au 15 janvier ne sont pas innombrables. Mais nous continuerons, nous souhaitons sauver la paix dans le monde, le droit des peuples, le droit des gens. C'est un choix difficile, je l'admets, mais nous l'avons fait.

« (...) Je suppose que la patience de M. Baker, qui ne me semble pas être le point dominant de ce qui

tirer les leçons des entretiens de Genève dont il est connu l'épilogue en temps voulu ce qui eût permis à sa prestation de « coller » de plus près à l'événement - s'est retrouvé quelque peu en porte à faux. Son discours, achevé bien avant qu'on ne connaisse l'échec de Genève, en prit, et pour cause - une tonalité un peu trop optimiste. Ainsi crut-il pouvoir affirmer - à tort - que le ministre irakien avait « apporté quelques idées nouvelles sur la table ».

Il n'empêche. Il reste à la France, comme à ses alliés, un hinterland de cinq jours pour accorder la « primauté à la négociation par tout ou partie », et à l'absence de l'initiative de ses diplomates n'est pas inépuisable. Au service de la paix, la France a « tissé des fils multiples », elle a pour tout dire le réseau de contacts et d'amitiés noués à travers le monde, de Moscou à Madrid, de Bonn à Belgrade, et de New-York à Alger.

L'Algérie, précisément, est au centre de cette toile d'araignée. Rappelant qu'il avait reçu - le 22 décembre - M. Chadli Bendjedid, retour de Bagdad, M. Mitterrand a jugé le président algérien « un partenaire particulièrement qualifié pour prendre des initiatives en notre compagnie ». Et ce n'est pas un hasard si M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysee, rentrait tout juste d'Alger, tandis que M. Ahmed Chazali, ministre algérien des affaires étrangères, se trouvait jeudi à Genève. Mais M. Aziz n'a-t-il pas, par son intransigence, tué dans l'œuf cette tardive initiative franco-algérienne ?

Accents churchilliens

Faudrait-il, en dernier recours, que M. Dumas-votre M. Mitterrand en personne se rende à Bagdad ? Le président le juge inutile, car les conditions pour qu'un tel voyage puisse servir à quelque chose (...) ne sont pas réunies, même s'il ne l'exclut pas, au cas où les circonstances changeraient et s'il n'y a pas d'interdit (...) dès lors que la France affirme hautement sa solidarité (...) pour la libération du Koweït. Mais il va de soi que la France ne peut

devoir être la conversation de cette journée, doit s'expliquer par le fait que son partenaire a amené quelques idées nouvelles, comme on dit « sur la table ». Je considère cela comme plutôt positif, dans le sens de mes propres souhaits pour la France et pour la paix.

« (...) Je considère qu'il n'est pas venu de signes de l'Irak qui permettent de transformer la situation au point de passer du cycle infernal dans lequel l'invasion du Koweït l'a placé à une phase d'espoir et de réconciliation. Non, le geste n'a pas été accompli.

« (...) La France joue la fermeté et l'ouverture. Elle joue la fermeté, puisqu'elle vient de rappeler l'irréductibilité du délai et l'obligation faite à l'Irak de répondre à la question sur le Koweït. Et tant que cette heure n'est pas arrivée, elle joue l'ouverture, c'est-à-dire qu'elle s'adresse à l'Irak, où elle a créé les conditions pour que l'Irak puisse s'exprimer devant tel ou tel autre pays, ou devant les Nations unies, pour adopter une position qui permette d'espérer échapper au conflit. Donc il ne peut pas y avoir d'opposition entre les Américains et nous sur ce point. Ce n'est pas le problème de la fermeté sur le principe d'une résolution que nous avons adoptée en commun qui pourrait nous séparer, c'est sur un certain nombre d'aspects qui ne sont pas secondaires mais particuliers, par exemple, vous savez bien

qu'approuver la prochaine visite à Bagdad de M. Perez de Cuellar.

Quand les dés seront jetés, il sera de l'« intérêt supérieur » de la France qu'elle ne manque pas à ses devoirs « national et international ». Après « mûre réflexion » et non « par impulsion », M. Mitterrand est donc « prêt à prendre la responsabilité devant le pays » d'engager la France dans la guerre. Pour justifier un choix aussi grave, le président prend des accents churchilliens.

Paraphrasant le « Vieux Lion », il affirme que « se réfugier dans le désespoir pour avoir la paix, apporte finalement le déshonneur et la guerre ». « La guerre, ajoute-t-il, éclaterait de toute façon même en cas d'absence des Nations unies pour traduire en actes ce qui a été décidé en droit ». Prenant du champ, le chef de l'Etat inscrit sa décision dans la continuité historique, en la jugeant conforme aux grands principes pour lesquels la France se bat depuis... 1792.

Dans l'immédiat, le choix français répond à une double exigence : permettre à notre pays d'honorer son rang, en se montrant « digne de ses charges de grande puissance » et de la place qu'il occupe depuis 1945 au sein du Conseil de sécurité ; se préparer au mieux au rôle qui l'attend dans l'« après-crise ». Ce qui importe, d'ores et déjà, pour M. Mitterrand, c'est que la France, la crise dénouée - par les armes ou non - puisse dire son mot, la tête haute, dans toutes les tentatives de règlement des crises du Proche-Orient.

Pour qu'il en soit ainsi, pour qu'elle soit libre du moindre reproche face à ses alliés arabes, il lui faut aujourd'hui tout tenter pour sauver la paix. Mais renoncer ensuite à faire la guerre pour faire tromper ses principes serait avouer que la France n'a plus les moyens de ses ambitions et lui faire perdre « un peu de ce qu'elle a acquis à travers l'Histoire ». Vu par M. Mitterrand, le défi que la crise du Golfe lance à la France est à la mesure de ces graves enjeux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Les réactions des responsables politiques

Fermeté et ultimes tentatives de dialogue

M. Michel Rocard a déclaré, jeudi matin 10 janvier, sur RTL, que « tout n'est pas dit ». « Il y a une logique du traitement des situations difficiles, a expliqué le premier ministre. « Soissons-nous - c'est d'une autre nature - des fusées de Cuba. Jusqu'à quel moment, chaque puissance fait montre les enjeux, symboliquement. Il ne faut jamais perdre espoir et, surtout, jamais cesser d'arriver à la recherche des conditions dans lesquelles le droit pourrait être respecté autrement que par des moyens de force ». Cependant, si M. Rocard s'est déclaré « optimiste à long terme, sur la capacité de l'humanité à organiser la paix sur la planète », il estime qu'il pourra peut-être y avoir une phase dure et que la chance d'y échapper « est mince ».

Les responsables politiques partagent, pour la plupart, cette analyse et approuvent la détermination du gouvernement face au risque de guerre. M. Valéry Giscard d'Estaing souhaite, naturellement, que celle-ci puisse être évitée, mais il a souligné, mercredi, en réponse aux questions de FR3-Auvergne, qu'il ne faut pas « récompenser l'agression ». « Dans une situation de crise, a-t-il expliqué, ce ne sont pas les visites ou les déplacements qui comptent, c'est la position que l'on prend avec netteté sur le fond des problèmes. » Pour M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, qui dialoguait avec M. Edouard Balladur, mercredi soir, sur FR3, « il ne faut pas abandonner l'espérance d'une solution pacifique ». Le député (RPR) de Paris s'est déclaré, en réponse, « d'accord » avec ce que le président de la République venait de dire « pour poursuivre les efforts de paix » et « d'accord, également, lorsqu'il a confirmé que la France demeure partiellement de régler les problèmes du Proche-Orient en 1991 ».

Le Parti socialiste s'est félicité de la « netteté » des propos du président de la République et il a annoncé son intention de « mobiliser l'ensemble de [ses] relations internationales pour travailler

dans la même direction ». M. Yves Galland, président du Parti radical, a approuvé M. François Mitterrand de « raquer » nettement la France dans le camp des pays qui ne transigeront pas sur les principes du droit international. M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, a déclaré, à l'occasion de sa venue à la presse, que « la France s'est engagée » et qu'elle doit, à présent, « avoir le courage d'assumer ce choix ».

La conférence de presse de M. Mitterrand a suscité, toutefois, des commentaires plus réservés. M. Jacques Chirac, qui s'exprimait à l'occasion de vœux de Nouvel An de l'UDF parisienne, a jugé que le chef de l'Etat « aurait été bien inspiré d'attendre [jeudi] matin » pour s'exprimer, plutôt que de parler avant de connaître l'issue des discussions entre MM. James Baker et Tarek Aziz, à Genève. Pour M. Yves Briant, président du CNI, le chef de l'Etat aurait commis une erreur d'appréciation sur le déroulement de la rencontre de Genève, dont la prolongation l'aurait privé d'une « possibilité de proposition séparée », rendant sa déclaration « sans objet et parfaitement insipide ». M. Bruno Mégret, député général du Front national, estime, au contraire, que M. Mitterrand « s'est efforcé d'exprimer une paternelle dans les négociations de Genève, afin de tenter d'effacer son image belliqueuse, liée à la logique de guerre qu'il a préconisée ». Il demande au chef de l'Etat de « placer la France et l'Europe, comme l'avait suggéré M. Jean-Marie Le Pen, en situation de médiateurs pour tenter de sauver la paix ».

M. Christian Brodhag, porte-parole des Verts, a indiqué que le mouvement écologiste entend « utiliser les six prochains jours à tenter de convaincre, d'une part, le gouvernement, d'autre part, les Américains et les Israéliens, à travers des initiatives diplomatiques et civiques, de ne pas commettre l'irréparable ». Les Verts ont renouvelé leur demande d'audience au président de la République.

La double exigence du chef de l'Etat

Suite de la première page

Face à cet objectif central que s'est fixé la coalition anti-irakienne, la France et les Etats-Unis sont donc en diapason. Mieux : entre Paris et Washington, il y a désormais « véritablement harmonie sur des points qui ont pu sembler un temps litigieux ».

Compréhension envers Washington

Exemple : M. Mitterrand avait souhaité, lors de sa conférence de presse du 9 janvier, que le président Bush garantisse à l'Irak qu'il n'y aurait pas de guerre si ce dernier se soumettait aux résolutions de l'ONU. C'est maintenant chose faite, constate le chef de l'Etat, visiblement satisfait d'avoir été entendu sur ce point. De même, M. Mitterrand paraît croire que M. Bush n'attaquerait pas l'Irak « si un début d'évacuation était annoncé, exécuté, programmé, contrôlé » après l'échéance du 15 janvier, ou du moins que l'affaire donnerait lieu à « débat » en Amérique.

Autrement dit, le président donne à penser que les Etats-Unis - comme la France - ont dans l'immédiat pour souci de « libérer le Koweït », et non « de mener la guerre », même si « tout ce qui se trouve alentour, y compris en Irak, risque d'être atteint » en cas de guerre. Est-ce parce que, sur ces chapitres, la position américaine a évolué dans le sens souhaité par la France qu'on ne trouve plus trace dans les propos de M. Mitterrand de l'agacement qu'il avait manifesté le 19 décembre envers les Etats-Unis ?

Toujours est-il que la principale pomme de discorde entre Paris et Washington - une éventuelle conférence internationale sur le règlement du conflit israélo-arabe - n'est plus,

à ce stade, un motif d'irritation pour M. Mitterrand. Regrettant seriemment que la France et les Etats-Unis n'aient « pas du tout la même conception » de ce dossier, il dit « comprendre » en la circonstance l'immobilisme américain, qui évite de faire cadeau à M. Saddam Hussein d'une « concession inacceptable ».

Cela n'empêchera pas la France, favorable de longue date à la tenue d'une conférence internationale, de militer, notamment au sein de l'Europe des Douze, pour qu'une telle réunion ait lieu en 1991. Reste que, sur l'essentiel, M. Mitterrand s'est attaché à souligner qu'entre les deux alliés la coopération était étroite et constante. En témoignent le dialogue téléphonique entre MM. Mitterrand et Bush, quelques minutes avant la conférence de presse - M. Dumas racontera en souvant qu'il fit office d'interprète - et celui qu'ils devaient avoir un plus tard dans la soirée.

Trop d'optimisme ?

A cet égard, M. Mitterrand s'est réjoui un peu vite du bon présage qu'avait semé constituer, à ses yeux, la durée inattendue du rendez-vous de Genève. Le constat d'échec dressé par MM. Baker et Aziz vendredi vite étendit ses fragiles espoirs. Ainsi le chef de la diplomatie irakienne repoussera sans ménagement depuis Genève l'offre que M. Mitterrand venait de lui renouveler, au nom des Douze d'une rencontre avec des ministres européens à Alger. Le chef de l'Etat croyait savoir que M. Aziz souhaitait cette rencontre. Il n'en était rien. En prolongant leur dialogue de sourds au-delà de l'horaire prévu, MM. Baker et Aziz ont joué un bien mauvais tour au président. Lui qui croyait avoir largement le temps de

conflit armé

LA CRISE DU GOLFE

du président de la République le conflit armé sera légitime »

que les Etats-Unis et la France. n'ont pas du tout la même conception d'une éventuelle conférence internationale pour le règlement du conflit israélo-arabe.

« Je comprends aussi que les positions soient diverses aujourd'hui, parce que les Etats-Unis ont toujours été hostiles à cette perspective et y consentir aujourd'hui pourrait leur apparaître - je parle pour eux sans en avoir reçu le mandat - comme une concession inacceptable à M. Saddam Hussein. Ce qu'ont demandé les Arabes depuis si longtemps serait consenti au chef de l'Etat qui vient d'en aggraver un autre. Je comprends très bien cette position, mais elle ne doit pas entraîner une atténuation de la position de la France sur le même point. Alors que je réclame cette conférence internationale depuis six à sept ans, vais-je y renoncer au moment où elle serait utile, le plus utile ? Voilà ce qui explique une divergence de position qui n'est pas dissimulée, que j'ai rappelée hier encore à M. James Baker.

« Parmi les éléments qui doivent intervenir, notamment dans les positions des Douze, il y a le fait que cela a été dit récemment à Luxembourg, et cela sera redit, les Douze entendent intervenir, peser de leur poids, prendre l'initiative pour qu'une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe puisse se tenir en 1991. Cela ne veut pas dire qu'elle aura lieu, puisqu'elle suppose l'accord aussi de ceux qui, jusqu'ici, s'y refusent, Israël, Etats-Unis d'Amérique, peut-être quelques autres, mais cela veut dire, en tout cas, que les pays européens s'engagent dans cette voie, ce qui ne peut que convenir à la France qui l'a demandée la première.

« Une nouvelle époque de ce drame »

« (...) A partir du 15 janvier, à moins d'une heure, nous pourrions assister à une nouvelle époque de ce drame. Désormais, le conflit armé sera légitime, puisqu'il sera conforme aux décisions des Nations unies qui ont autorisé pour en décider. Dès lors, il convient que les pays qui sont déterminés à mettre en application cette résolution et à employer tous

les moyens nécessaires pour qu'elle entre en œuvre, prennent les dispositions militaires correspondantes. Dans une démocratie comme la France, il faudra prendre des dispositions parlementaires.

« Ces dispositions parlementaires devront autant que possible précéder non pas la mise en place d'un dispositif mais sa mise en action. Dans ce cas-là, je pense que le gouvernement devra se déclarer prêt à répondre à toute invitation des commissions des deux Assemblées. Elles sont trois, ces commissions, puisqu'il y en a deux d'une part - deux à l'Assemblée nationale : affaires étrangères et défense - et une au Sénat, où ces deux activités sont confondues. Les ministres des affaires étrangères et de la défense, le premier ministre, le cas échéant, seront prêts à répondre à l'invitation qui leur serait faite de se rendre devant les commissions en question pour déroner le processus militaire qui suivrait.

« Je suis prêt à prendre, dès le 16 janvier, le décret convoquant le Parlement en session extraordinaire. Laquelle session devrait avoir lieu le lendemain. Avec, pour ordre du jour, une déclaration du gouvernement, sans doute, une déclaration du président de la République, et, d'autre part, un vote sur un texte. Le détail des procédures sera examiné par le gouvernement avec les présidents des Assemblées, que j'espère d'ailleurs recevoir moi-même, dès le 16 au matin. Ainsi le Parlement aura été saisi d'un problème qui touche la nation tout entière et donc qui le concerne en premier chef.

« (...) Depuis peu de temps la division Daguet est à son complet, il y a 11 000 soldats français libas en Arabie saoudite, jusqu'où...

10 000 environ !

- A quelques centaines près...

« Mieux vaut être précis pour cela (...). Si les conditions posées étaient pas réunies, c'est-à-dire l'évacuation du Koweït dans le délai voulu, alors la France remplirait son devoir, elle est membre permanent du Conseil de sécurité, elle a voté ses résolutions, il ne serait pas normal qu'elle se désengage du texte qu'elle a adopté et fait adopter. La France prendra donc part, avec le corps expéditionnaire, qui déjà se trouve en Arabie saoudite. Vous dites : « jusqu'où ? » Eh bien jusqu'au terme de sa mission, et sa mission est celle de tous les pays qui s'engageront dans cette action : remplir le mandat des Nations unies. Il ne

s'agit pas d'organiser je ne sais quelle guerre de destruction contre l'Irak, il s'agit de libérer le Koweït. Bien entendu, la libération du Koweït, en raison des fortes défenses que cela représente du côté irakien, signifie que tout ce qui se trouve alentour, y compris en Irak, court le risque d'être atteint.

« Mais ceci est considéré comme des opérations de libération du Koweït. Telle est la mission à laquelle la France participera. Je sais la gravité de ce que je dis là et je n'en prends pas la responsabilité sans mûre réflexion et je ne le fais pas non plus par impulsion. C'est parce que je pense que c'est l'intérêt sur lequel la France et de la paix qui est en jeu. D'autres ont dit, en d'autres circonstances, que « se réfugier quelquefois dans le déshonneur pour avoir la paix apportait finalement le déshonneur et la guerre ». Je pense que la guerre éclatant de toute façon même en cas d'absence des nations qui ont reçu mandat des Nations unies pour traduire en actes ce qui a été décidé en droit.

« Je le sais, c'est une décision grave qui vaut déjà des inquiétudes, des interrogations, des protestations. Mais je prends cette responsabilité devant le pays parce que je pense que c'est l'intérêt de la France. C'est l'intérêt de la France que d'être partie prenante au règlement qui de toute manière suivra, celui des affaires du Proche et du Moyen-Orient. La France ne peut pas être absente de cette partie du monde. Elle ne pourrait pas non plus justifier sa présence permanente au Conseil de sécurité.

« Elle est l'une des grandes puissances du monde et doit être digne de ses charges, et notre peuple le comprendra, mais, bien entendu, revenons à notre point de départ, notre choix tant qu'il existe est celui de la paix. Il sera joué jusqu'au 16 janvier au matin, et après nous serons toujours à l'écoute afin de saisir toute occasion qui permettrait de mettre un terme rapide au conflit que personne ne souhaite - en tout cas en France - mais qui peut correspondre à un devoir national et international.

« (...) Il n'y a pas de raison de croire que les Nations unies, et notamment la France, ont aliéné leur propre diplomatie, leur volonté nationale et leurs intérêts au bénéfice d'un pays aussi ami qu'il l'est de l'Amérique. Je veux dire les Etats-Unis d'Amérique. Nous avons notre démarche pour la paix, telle que nous la concevons, et

nous ne concevons pas la même démarche lorsqu'il s'agit des conférences internationales dont je viens de parler ; par exemple, et ce n'est qu'un exemple, y a-t-il une personne n'a jamais décidé qu'à partir de maintenant un seul pays déciderait pour tous. Cependant nous sommes d'accord pour développer, à l'égard de l'Irak, le même thème la même obligation, le même impératif ; c'est celui que je vous répète depuis le début de cette soirée et depuis des mois et des mois (...). Il y a cohésion sur l'objectif. Il peut y avoir divergence de vue sur les méthodes, mais en réalité cela se réduit à peu de chose aujourd'hui, nous nous sommes fait beaucoup de chemin, et nous ne sommes plus qu'à quelques jours du terme.

Les membres du gouvernement sont responsables et loyaux

« Quant à la cohésion gouvernementale, il me semble que l'énoncé que vous avez fait, la description que vous avez faite de cette belle brochure de ministres responsables autour d'un premier ministre et d'un président de la République, était plutôt un éloge de la cohésion (...). Les membres du gouvernement ne seraient plus membres de gouvernement s'ils n'acceptaient la discipline que représente un choix politique. Ce choix en la matière m'incombe. Naturellement, je prends l'avis du premier ministre et l'avis du gouvernement, nous sommes en contact permanent ; ils ne sont donc pas étrangers à l'élaboration de la décision. Mais je considère, c'est bien le moins et je voudrais que l'on n'insiste pas là-dessus, les membres du gouvernement comme des hommes responsables et loyaux. Et rien ne leur interdit d'avoir leur opinion avant une décision. Nous sommes une démocratie, chacun s'exprime. Après décision, nous l'exécutons, et vous pouvez constater que le gouvernement, dans ses responsabilités, ne s'occupe aujourd'hui, est là.

« (...) Il n'y a pas d'appelés, il y a l'armée française dans son corps central permanent et il y a des volontaires. Mais il n'y a pas de gens du contingent comme on dit, langage que toutes les familles comprennent. Il n'y a pas et il n'y aura pas de soldats du contingent.

« Il existe quelques soldats de cette nature sur nos navires. Nos navires dans la zone en question. Les navires qui se trouveraient exposés à cette situation n'auraient pas d'appelés, membres du contingent. (...)

« (...) Nous avons reçu le président Chadli Ben Djedid il y a très peu de jours à Paris et nous nous sommes entretenus, à l'issue d'une tournée que le président algérien avait effectuée dans de nombreuses capitales afin de trouver un débouché négocié à l'intérieur du délai du 15 janvier. Sans quoi nous n'aurions pas pu aller beaucoup plus loin dans notre conversation. C'est dans la suite de cette conversation qu'il nous a semblé que le président algérien et l'Algérie étaient des partenaires particulièrement qualifiés pour prendre des initiatives en notre compagnie.

Interrogé sur l'éventualité d'un voyage de lui-même à Bagdad, M. Mitterrand répond : « Je vous ai déjà dit qu'il n'y a pas d'interdit. Simplement, il faudrait que cela puisse servir à quelque chose, et j'ai déjà dit que les conditions n'en sont pas réunies. »

« (...) Cette hypothèse n'est pas entrée dans mes projets.

« J'espère que les Français qui nous écoutent pour l'instant, qui nous écouteront d'autres fois, auront pleine conscience de l'importance de l'enjeu. La guerre est détestable. Qui pourrait le mieux le savoir que ceux de ma génération ? Nés pendant une guerre mondiale, combattants de la seconde guerre mondiale, sous tous ses aspects, de la campagne de 1940 et de la résistance jusqu'à la victoire finale.

« La France ne peut s'absenter du terrain de la défense du droit »

« Donc, ce n'est jamais un choix que l'on fait si on n'y est pas contraint par une obligation plus haute. Et cette obligation, elle est que la France ne peut pas s'absenter du terrain sur lequel vont se placer les défenseurs du droit international. Elle ne peut pas s'en absenter sans perdre, d'une certaine manière, un peu de ce qu'elle

a acquis à travers l'Histoire et des siècles de courage et de défense de quelques principes fondamentaux. La France s'est battue en 1792 parce qu'elle était porteuse de quelques principes, qu'elle venait simplement de définir pour elle-même et qui devaient devenir des principes dans le monde entier.

« Je ne préconise pas la guerre, je préconise la paix. Je dis simplement que si elle y est contrainte, la France prendra part au conflit armé. C'est une solution regrettable et redoutable, mais aussi l'annonce que la France entend être présente lors du règlement de cela. Elle aura droit à la parole, elle pourra aussi, auprès de ses amis, défendre les droits des minorités, les droits des peuples au Proche et au Moyen-Orient. Elle sera là, autrement en quoi justifierait-elle le rôle qu'elle remplit depuis 1945, comme l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'un des cinq pays, je l'ai dit, appartenant en permanence à l'organe suprême des Nations unies ?

« Il y a un devoir national, et il y a un devoir international. Je suis sensible à ces devoirs et j'entends les respecter et j'attends des Français qu'ils jugent. Je sais que des amis à moi, personnels ou politiques, seront saisis de trouble ; ce sont des personnes dont j'aime le jugement, qui le plus souvent m'éclaire, mais que je ne suivrai pas en cette circonstance.

« (...) Il faut donc que chacun comprenne qu'il existe un devoir national de discipline commune dans l'intérêt commun. Nous sommes au service, croyez-moi, de la paix parce que l'on ne sauve pas la paix par l'abandon des principes qui établissent l'équilibre entre les nations.

« Moi, je crois de toutes mes forces à la nécessité d'imposer une loi internationale, fondée juridiquement sur des principes d'équilibre et de respect du droit des gens, et la France sera toujours de ce côté-là. Elle le sera toujours du moins tant que moi-même ou d'autres qui pensent comme moi assumeront les responsabilités de la République. Telle est la situation d'aujourd'hui. Donc, pendant cinq jours, primauté à la négociation partout où elle est possible et si elle est possible. Après quoi, sans jamais abandonner la possibilité du retour à la paix, nous prendrons les responsabilités que j'ai dites. »

Détruire la « tête » en Irak ?

Pour la première fois, M. Mitterrand a été plus explicite sur la part prise par le corps expéditionnaire français dans les opérations militaires que mènerait la coalition allée pour libérer le Koweït. « Il ne s'agit pas d'organiser je ne sais quelle guerre de destruction contre l'Irak, a dit le chef des armées avec une particulière gravité dans la voix. Il s'agit de libérer le Koweït. » « Bien entendu, la libération du Koweït, en raison des fortes défenses du côté irakien, signifie que tout ce qui se trouve alentour, y compris en Irak, court le risque d'être atteint. Ceci est considéré comme des opérations de libération du Koweït. Telle est la mission à laquelle la France participera », a-t-il conclu en expliquant qu'elle découlait du mandat de l'ONU.

Moyens de rétorsion

Les propos du chef de l'Etat sont inspirés, de toute évidence, des travaux de planification des opérations que les états-majors, y compris le commandement français, en liaison avec les autorités militaires de la coalition, ont la charge d'établir dans l'éventualité d'une ouverture des hostilités.

Il serait illusoire, en effet, de considérer que le Koweït sera, en cas d'engagement, le champ clos où les armées des deux camps s'affronteraient pour en découdre, sans implication des

pays limitrophes. Cela est une évidence.

Mais la déclaration du président de la République ouvre la voie à une autre possibilité envisagée par les états-majors : l'attaque éclair par la coalition ; si Bagdad s'obstine à ne pas restituer le Koweït après le 15 janvier, de tout ce qui constitue la « tête », et les moyens de rétorsion à distance du dispositif adverse en Irak même.

En d'autres termes, la neutralisation de la garnison irakienne au Koweït, c'est-à-dire sa paralysie et son étouffement pour la rendre rapidement inopérante et la réduire à quille, passe par des destructions préalables en Irak : les radars, bases aériennes, postes de commandement et de transmissions, usines, logistique et stocks divers, et les autres de lancement de missiles qui sont d'ores et déjà identifiés par les satellites de reconnaissance et les avions-espions de la coalition.

Les Etats-Unis ont amorcé sur place, en Arabie saoudite, en Turquie et sur leurs porte-avions en mer, la panoplie adaptée à de telles opérations ponctuelles, qui, néanmoins, ne seraient pas exécutées sans « cesse » pour eux, en raison de la défense anti-aérienne et antimissiles de haute densité installée par les Irakiens.

Mais ces interventions éclair sont de nature à pouvoir ensuite « prononcer une offensive », comme disent les états-majors en parlant de l'éventuelle reconquête du Koweït.

J. L.

Les parlementaires face à leurs responsabilités

Députés et sénateurs vont devoir prendre leurs responsabilités. Le président de la République les convoquera, si nécessaire, pour le 17 janvier et leur demandera de voter sur l'engagement militaire de la France dans le Golfe. Ils ne peuvent qu'en être satisfaits tant, au cours de la session parlementaire de cet automne, ils s'étaient inquiétés de la façon dont ils seraient associés aux décisions qui pourraient être amenées à prendre le chef de l'Etat et le gouvernement. Si, politiquement, l'affaire est claire, techniquement elle est plus complexe à mettre en œuvre.

Selon la Constitution de 1958, les marges de manœuvre du Parlement sont fort réduites. Sous la III^e République et sous la IV^e (comme dans la plupart des autres régimes parlementaires étrangers), il lui était toujours possible de voter une résolution. En France, aujourd'hui, cela lui est interdit. Constitutionnellement, il ne peut se prononcer que sur un projet de loi (ou une proposition), une déclaration de politique générale du gouvernement, ou... une déclaration de guerre. Discutant à bâtons rompus avec des journalistes après sa conférence de presse officielle, M. Mitterrand a d'ailleurs évoqué ces deux dernières possibilités.

L'article 35 de la Constitution est impératif : « La déclaration de guerre est autorisée par le Parlement », mais sa mise en œuvre est complexe. Les règlements de l'Assemblée nationale et du Sénat ne sont pas d'accord sur les conditions de son utilisation. Le premier prévoit qu'il doit y avoir « un vote sur un texte exprès d'initiative gouvernementale ». Le second renvoie à l'approbation d'une déclaration de politique générale du gouvernement. Répondant à une question de l'UDF, le 12 décembre dernier

au Palais-Bourbon, M. Rocard avait expliqué que, puisqu'il s'agit d'intervenir militairement dans le cadre de la charte des Nations unies, « en droit il ne s'agit pas d'une guerre entre un Etat et un autre, mais d'une opération de sécurité collective ».

Seulement associé

Techniquement, il est vrai, une autorisation parlementaire n'est pas indispensable avant des opérations militaires (le Monde du 1^{er} décembre). D'ailleurs jeudi matin, au micro de France-Culture, M. Hubert Védrine, porte-parole de M. Mitterrand, a expliqué que le vote des députés et des sénateurs ne serait pas « suspensif » de la décision d'engager les troupes françaises, mais viendrait à les « associer » à cette décision.

L'article 49 prévoit que le premier ministre peut engager la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale « sur une déclaration de politique générale » et qu'il peut « demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale ». Dans l'esprit des constituants, cette disposition permet au gouvernement de demander au Parlement un vote de confiance sur l'ensemble de sa politique.

C'est d'ailleurs ainsi qu'il a été le plus souvent appliqué, même si M. Pierre Mauroy a fait approuver, par l'Assemblée nationale, selon cette procédure, sa politique économique, et si M. Rocard a, par ce biais, obtenu l'accord du Sénat, le 21 novembre 1989, sur la position du gouvernement à l'égard de l'Europe de l'Est.

Comme il ne dispose pas du sou-

tien de la majorité absolue des députés, le premier ministre n'a jamais utilisé cette possibilité constitutionnelle, même au lendemain de la composition de son gouvernement. La déclaration du gouvernement qu'il avait faite, le 27 août, sur la crise du Golfe, lors d'une session extraordinaire du Parlement qui lui était consacrée, n'avait pas été suivie d'un vote. Peut-être, à l'occasion d'une guerre, demander ce qui pourrait être pris pour un vote de confiance global ?

Une troisième possibilité existe. Le gouvernement peut rédiger un texte prenant la forme d'un projet de loi ou d'un projet d'ordonnance à légiférer par ordonnances dans le cadre de l'aggravation de la crise. C'est ce texte qui serait soumis au vote du Parlement. Mais cela risquerait de n'avoir que des apparences de légalité.

En dehors des nombreuses autres décisions, certainement plus importantes, qu'il aura à prendre d'ici au 15 janvier, MM. Mitterrand et Rocard vont devoir choisir la procédure qui leur permettra de tenir la promesse présidentielle.

THIERRY BRÉHIER

Selon un sondage CSA

Trois Français sur quatre estiment que rien ne justifie une guerre

Selon un sondage CSA (1) réalisé pour le Parisien daté du 10 janvier et France-Inter, une nette majorité de Français (57 % contre 35 %) estime que « tout doit être fait pour négocier une solution de compromis » avec le président Saddam Hussein. 79 % des personnes interrogées (contre 17 %) pensent qu'« aucune cause, même juste, ne vaut une guerre », et pour 69 % (contre 22 %), « l'annexion du Koweït est condamnable, mais il n'est pas question pour un Français de mourir pour Koweït-City ». Une majorité de Français est d'ailleurs hostile à une intervention militaire américaine (45 % contre 43 %) et à une participation française (53 % contre 40 %). Enfin, 69 % des personnes interrogées (contre 29 %) se déclarent « inquiètes » face à l'éventualité d'une reprise des attentats terroristes à Paris.

(1) Enquête effectuée les 7 et 8 janvier auprès de huit cent cinquante personnes âgées de dix-huit ans et plus.

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

PROCHE-ORIENT

Après les expulsions par Israël

L'OLP demande une réunion du Conseil de sécurité

Après l'expulsion vers le Liban de quatre Palestiniens accusés par les autorités israéliennes d'être des membres du mouvement islamiste Hamas, l'OLP a demandé, mardi 8 janvier, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité et l'a exhorté notamment à « mettre en application avant la fin de ce mois un programme pratique pour la protection du peuple palestinien du terrorisme israélien organisé ». Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est déclaré « profondément préoccupé » par ces nouvelles expulsions et a demandé à Israël d'y surseoir.

Le 20 décembre, le Conseil de sécurité avait adopté à l'unanimité une résolution « déplorant » la décision et avait appelé Israël à se conformer aux dispositions de la quatrième convention de Genève, qui protège les civils en temps de guerre. (AFP)

Les otages belges du « Silco »

Bruxelles reconnaît l'existence d'un accord avec le groupe d'Abou Nidal

Bruxelles a finalement reconnu, mercredi 9 janvier, l'existence d'un accord de principe portant sur l'échange des quatre otages belges du « Silco » contre le terroriste palestinien Nasser Said. « Il y avait, il y a quelques mois, un accord de principe sur un tel échange. Pour autant que nous sachions, cet accord n'a pas été remis en cause par le gouvernement belge », a déclaré le porte-parole du ministère belge des affaires étrangères.

Selon le Fatah-Conseil révolutionnaire (groupe d'Abou Nidal), la libération de la famille Houtekins devait intervenir « hors du Liban, au plus tard jeudi », au même moment que celle de Nasser Said, un membre du Fatah-Conseil révolutionnaire détenu en Belgique pour l'attentat commis à Anvers en 1980 contre des enfants juifs (le Monde du 9 et du 10 janvier). (AFP, Reuters)

Condamnés à mort en 1988 pour deux attentats

Cinq Palestiniens ont été remis en liberté au Soudan

La Cour suprême soudanaise a décidé, lundi 7 janvier, la mise en liberté immédiate de cinq Palestiniens condamnés à mort en octobre 1988 pour avoir commis deux attentats qui avaient causé la mort de cinq Britanniques et de deux Soudanais, le 15 mai de la même année.

La cour, statuant selon la loi islamique (charia), a fait valoir que les parents des deux victimes soudanaises avaient accepté la grâce des accusés en échange du versement d'une indemnité de « prix du sang » (diyya), tandis que les parents des victimes britanniques avaient accordé leur pardon sous condition de l'application d'une peine de substitution, à savoir un long emprisonnement ou une peine de

travaux forcés. Les États-Unis ont fermement condamné mardi la libération des cinq Palestiniens la qualifiant de « insulte » à la mémoire de leurs victimes. « La libération de ces terroristes condamnés est blâmable », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Richard Boucher, qui a ajouté que cette mesure « outrageusement prématurée est une insulte pour leurs victimes et leurs familles ». Il a indiqué que les États-Unis interviennent auprès du gouvernement soudanais pour tenter de s'assurer que les cinq Palestiniens ne puissent commettre d'autres meurtres. Selon le département d'État, l'un d'eux a déclaré qu'il était « prêt à recommencer, ailleurs ». (AFP)

AMÉRIQUES

HAÏTI

Le Père Aristide condamne les violences

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyé spécial

Le président élu d'Haïti, le Père Jean-Bertrand Aristide, a appelé la population à « éviter les dérapages et les provocations », alors que des pillages et des lynchages d'anciens « macoutes » se poursuivent deux jours après l'échec du coup d'État de Roger Lafontant. Dans un message radiodiffusé, mercredi 9 janvier, le jeune prêtre, qui doit prêter serment le 7 février prochain, a qualifié de

« spectacle hideux » l'incendie de la nonciature apostolique et de l'ancienne cathédrale de Port-au-Prince et la mise à sac du local de la Conférence épiscopale. N'exhauant pas l'idée que ces actes aient été commis par des provocateurs « jouissant de l'impunité », il a ajouté : « Je partage la douleur des autorités religieuses et du corps diplomatique », tout en réclamant l'investigation des complices de Roger Lafontant toujours en liberté et en félicitant l'armée, qui a fait échouer le putsch de l'ancien chef des « tontons macoutes ». « Ce complot, a-t-il dit, ne va pas briser les fiançailles du peuple et de l'armée ».

Comme le Conseil d'État, qui a demandé l'ouverture d'une enquête sur les circonstances du coup d'État, le Père Aristide a souligné que la justice se prononce rapidement, « sans vengeance mais avec vigilance ». « Cette déclaration répond à nos préoccupations », nous a déclaré l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Daufour, qui avait exprimé, avec plusieurs de ses homologues, son inquiétude au Père Aristide à la suite du sacage de la représentation du Vatican. Compte tenu du climat troublé qui règne en Haïti - le couvre-feu est toujours en vigueur - nombre d'observateurs, dont la mission des Nations unies, s'interrogent sur la possibilité d'organiser le second tour des élections législatives et municipales le 20 janvier, comme prévu.

JEAN-MICHEL CAROIT

SALVADOR

La guérilla reconnaît implicitement avoir tué deux conseillers américains

Les rebelles salvadoriens du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) ont implicitement reconnu, mercredi 9 janvier, avoir tué deux conseillers militaires américains, dont l'hélicoptère avait été abattu le 2 janvier. Le FMLN a annoncé avoir arrêté deux guerilleros soupçonnés d'avoir froidement exécuté les deux hommes après qu'ils eurent survécu à la destruction de l'hélicoptère. Le FMLN avait jusqu'à présent affirmé que les deux Américains avaient péri dans la chute de l'appareil (le Monde du 5 janvier). Dans un communiqué, le FMLN a précisé que les deux guerilleros auraient à répondre du « meurtre de prisonniers de guerre blessés ». « Si leur responsabilité est attestée, le FMLN agira avec la plus grande rigueur, conformément à nos normes judiciaires en temps de guerre », ajoute le communiqué. Les États-Unis avaient annoncé, sur la foi d'expertises médico-légales, que deux des trois hommes à bord de l'hélicoptère avaient été abattus à bout portant. Le troisième a péri lorsque l'appareil s'est écrasé près de Liotique, à 120 kilomètres au nord-est de San Salvador. (Reuters)

COLOMBIE : vingt morts dans une nouvelle flambée de violence. Cinq soldats et quinze rebelles ont été tués, mercredi 9 janvier, lors d'une intensification des actions de la guérilla. Un mois après la capture de leur quartier général de Casa Verde par l'armée, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont rappelé leur existence avec une série d'attaques meurtrières à travers le pays. La compagnie pétrolière nationale Ecopetrol a de son côté rapporté que l'Armée de libération nationale, autre mouvement rebelle, avait saboté le principal oléoduc du pays pour la troisième fois de la semaine. (Reuters)

EUROPE

URSS : la situation en Lituanie

Les responsables militaires cherchent à minimiser l'importance des tensions

Dans un appel au « soviétique suprême de la république socialiste soviétique de Lituanie », le président Mikhail Gorbatchev a exigé, jeudi 10 janvier, « la restauration d'urgence » de la Constitution d'urgence de la République soviétique dans cette République balte.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Bien que moins dramatique que la veille, la situation était tendue en Lituanie, mercredi 9 janvier. Le Parlement est resté entouré pendant presque toute la journée de manifestants de diverses obédiences, mais surtout de « pions rouges » anti-indépendantistes qui entendaient parfaire la victoire obtenue la veille avec la démission du gouvernement et l'annulation de la hausse des prix. Le

Parti communiste, fidèle à Moscou, demande notamment la dissolution du Parlement. Pendant ce temps, les militaires soviétiques se déclarent totalement étrangers aux difficultés politiques à Vilnius et adoptent un profil bas. Réagissant aux déclarations du porte-parole de la Maison Blanche, qui avait dénoncé « l'escalade de la tension » dans les pays baltes, un porte-parole du ministère de la Défense à Moscou a déclaré que des renforts de troupes aient été envoyés : les « mesures supplémentaires » annoncées par le ministère pour faire appliquer la conscription seront mises en œuvre par les troupes déjà en place dans les régions concernées. La seule exception est la Lituanie, précisément, où, a-t-il indiqué, « quelques unités parachutistes » sont venues d'ailleurs.

Le général Visotskis, commissaire militaire de la République et Litua-

nien lui-même, précise à ce sujet, dans l'Étoile Rouge de jeudi, que mille parachutistes ont été mis à sa disposition, mais que ceux-ci n'ont pas pour mission d'être des « gendarmes » ni de « kidnapper les réfractaires au service militaire ». Pourtant, il s'agit bien de « rechercher » ces jeunes gens pour les « conduire » devant la commission de révision. Les mêmes mesures seront prises à l'encontre des déserteurs, lesquels, assure-t-il, ne seront pas punis et finiront leur service sur le territoire de la République. Toujours selon le général Visotskis, on a constaté en Lituanie 13 105 cas de réfractaires du service militaire pour 1 457 appelés qui ont été effectivement recrutés.

La presse de Moscou commente de manière très diverses les événements de Vilnius, mais même les journaux libéraux, telle la Komsozolskaïa Pravda, admettent que la journée de mardi restera « une jour-

née noire » dans l'histoire de la République, dans la mesure où le pouvoir local, en renonçant à la hausse des prix, aura manqué cette première occasion de poser les bases de la nécessaire réforme économique. Pour les conservateurs du journal Sovetskaja Rossiya, au contraire, cette hausse des prix n'était devenue inévitable qu'à la suite de la rupture des liens avec Moscou, laquelle a fait tomber « jusqu'à la misère » le niveau de vie en Lituanie.

Une affirmation qui est difficile à prendre au sérieux compte tenu de la paupérisation générale de la population dans bien d'autres régions de l'Union. La région sibérienne de l'Altai a connu mercredi, à la suite des hausses de prix, une agitation très semblable à celle que l'on observe en Lituanie, alors qu'aucun problème d'indépendance ne s'y pose.

MICHEL TATU

En un an

Plus de 3 700 juifs soviétiques ont émigré en Allemagne

Plus de 3 700 juifs soviétiques ont immigré en Allemagne depuis un an, et l'afflux se poursuit, a indiqué, mercredi 9 janvier, un responsable de l'accueil à Berlin, M. Matthias Jahr. Commencée au compte-gouttes au début de 1990 dans l'ex-RDA, l'arrivée des juifs d'URSS avait connu une brusque recrudescence au mois de décembre, ces derniers craignant que Bonn ne décide de fermer les frontières à la fin de l'année.

Mais le gouvernement fédéral a décidé de prolonger le droit d'entrée et d'accueil de ces réfugiés en attendant de définir une nouvelle réglementation. Depuis le début janvier d'ailleurs, environ 300 nouveaux venus ont été enregistrés, a précisé M. Jahr. Les seize Länder viennent d'accepter à l'unanimité de continuer à accueillir les juifs soviétiques et de conduire les procédures d'immigration « dans un esprit de générosité », a indiqué, mercredi 9 janvier, le ministre fédéral de l'Intérieur, M. Wolfgang Schäuble. (AFP)

POLOGNE

Le président Walesa se défend de vouloir gouverner en dictateur

Le président polonais, M. Lech Walesa, s'est défendu, mercredi 9 janvier au cours de sa première conférence de presse, de vouloir gouverner en dictateur et a promis « une grande révolution » dans l'administration, dont la bureaucratie est « inimaginable ».

« Je ne veux pas être un dictateur », a répondu M. Walesa aux journalistes qui s'inquiétaient des pouvoirs du nouveau conseil politique créé à la présidence (le Monde du 5 janvier). Il s'agit, a-t-il dit, de « créer des conditions aux différentes forces, y compris à la gauche ex-communiste, pour pousser la charrette tout ensemble ». Le conseil proprement dit, « organisme consultatif » composé de représentants de dix ministères, se réunira une fois par mois en séance plénière, disposera d'un président de trente membres et d'un secrétaire de cinq à sept membres. Il pourra intervenir ou présenter des requêtes auprès du président, du Parlement ou du premier ministre, mais ce ne sera, a affirmé le président, « ni un supergouvernement ni un super-Parlement ». (AFP, Reuters, UPI)

GRÈCE : après la mort violente d'un enseignant

Démission du ministre de l'éducation

ATHÈNES

de notre correspondant

Le ministre grec de l'éducation, M. Vassilis Kontoyannopoulos, a démissionné, mercredi 9 janvier, de ses fonctions et a été remplacé par M. Georges Souflas (ancien ministre de l'économie), à la suite de la mort d'un enseignant, agressé dans un lycée de Patras (Péloponnèse) par un groupe de droite.

L'incident s'est produit mardi soir, lorsqu'une vingtaine de jeunes menés par un conseiller municipal, dirigeant du mouvement de jeunesse (Onassis) du parti conservateur au pouvoir (Nouvelle démocratie), ont agressé le professeur. Blessé à la tête, celui-ci a succombé à ses blessures le lendemain matin à l'hôpital. Trois autres enseignants ont été également blessés.

Les réactions ont été immédiates et très vives. Tous les lycées ont été fermés à la suite d'une grève lancée par la Fédération des enseignants du secondaire (Olme). A Athènes, les étudiants ont commencé à occuper leurs facultés et des manifestations ont été organisées dans les grandes villes. Dans la capitale, plus de 50 000 professeurs et lycéens ont participé à un

défilé de protestation. A Patras, où le maire socialiste a qualifié le décès d'« assassinat politique », des milliers de manifestants ont notamment coupé la route reliant la ville à Athènes.

Pour calmer les esprits, le ministre de l'éducation a présenté sa démission qui a été immédiatement acceptée par le conseil des ministres. Le gouvernement a lancé un appel au « sang-froid » et au « dialogue » tandis que l'opposition de gauche réclamait la démission de l'ensemble du cabinet. L'ancien premier ministre socialiste, M. Andreas Papandréou, a rejeté la responsabilité de la situation sur le gouvernement accusé d'avoir choisi la voie de « l'intégration et de l'autoritarisme ».

M. Kontoyannopoulos, faisait face depuis plus d'un mois à la colère des lycéens. Ses derniers occupants leurs établissements pour protester notamment contre le renforcement de la discipline et la faiblesse des subventions prévues dans le budget de cette année. Une série de manifestations très suivies à Athènes et en province avaient obligé le ministre à retirer ses projets les plus contestés.

DIDIER KUNZ

AFRIQUE

SOMALIE

Les rebelles rejettent un plan de paix italien

Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) ont rejeté, mercredi 9 janvier, un plan de paix italien qui prévoyait, notamment, que le président Siyaad Barré reste au pouvoir à la tête d'un gouvernement intérimaire d'union nationale et qui appelait à la réunion d'une conférence de réconciliation nationale dans un délai de trois mois.

NAIROBI

de notre correspondant

« Mogadiscio est saccagée comme au temps des barbares », a déclaré, mercredi, M. Mario Sica, ambassadeur d'Italie, dernier diplomate présent dans la capitale somalienne. Et comme au temps des barbares, la cathédrale a été mise à sac avant d'être incendiée par des bandes armées.

Au cours d'un point de presse improvisé par liaison radio depuis Nairobi, M. Sica a confirmé les témoignages des expatriés, évacués ces derniers jours de Mogadiscio, tous frappés par le pillage systématique des maisons abandonnées, beaucoup plus que par les combats intermittents qui éclatent dans la ville le long d'une ligne de front très imprécise. Le président Barré, a précisé le diplomate, se trouve toujours à la villa Somalia, d'où sont dirigées toutes les opérations des troupes régulières.

L'équipe de Médecins sans frontières a pu finalement s'installer dans un hôpital, où elle soigne de 30 à 50 blessés par jour, la plupart atteints par balles. Mais, pas plus que l'ambassadeur d'Italie, l'organisation humanitaire ne peut don-

ner de précisions sur le nombre des victimes - « 2 000 ou 3 000, peut-être plus » - à Mogadiscio, où « la situation sanitaire est désastreuse ».

En principe, les 139 derniers ressortissants étrangers ont été évacués, mercredi, à bord d'un appareil italien en moins de dix minutes, alors qu'à l'autre bout de la piste des milliers d'autocotons espèrent embarquer. Deux évacuations par mer ont encore eu lieu, l'une par la frégate française La Motte Piquet et l'autre par un navire italien.

L'ambassadeur d'Italie a encore affirmé que le président Barré avait rencontré, ces derniers jours, « des représentants de l'axe politique de l'USC » ainsi que des signataires d'un manifeste publié en mai par des personnalités de l'opposition modérée. « Certains d'entre nous sont prêts à un compromis avec le dictateur si cela peut éviter la mort de civils et la destruction de Mogadiscio », a expliqué un opposant réfugié à Nairobi.

JEAN HÉLÈNE

CONGO : nomination d'un nouveau premier ministre. Le général Louis Sylvain Goma a été nommé, mardi 8 janvier, premier ministre. Il remplace M. Alphonse Sonchiaty-Poaty, qui avait démissionné, le 3 décembre 1990, pour marquer son désaccord avec la politique du président Sassou Nguesso. Celui-ci avait annoncé que ce nouveau gouvernement sera ouvert aux « sensibilités nationales » et à l'opposition.

Vingt-deux partis ont, cependant, annoncé qu'ils refusaient d'y participer. (AFP)

AFRIQUE DU SUD : la discussion d'une nouvelle Constitution

L'ANC propose une conférence de tous les partis représentatifs

Le Congrès national africain (ANC) et le gouvernement sont tombés d'accord, mardi 8 janvier, pour préparer une conférence de tous les partis représentatifs, destinée à discuter d'une nouvelle Constitution pour l'Afrique du Sud. Le mouvement nationaliste a proposé, à l'occasion du 79^e anniversaire de sa fondation, la tenue d'une telle conférence pour tenter de sortir de l'impasse ses pourparlers avec le pouvoir.

« Je suis favorable à l'idée de l'ANC pour une conférence pluripartite sur le processus de négociation constitutionnelle », a déclaré, dans un communiqué, le ministre du développement constitutionnel, M. Gerrit Viljoen. « Il est clair que le gouvernement et l'ANC se rapprochent l'un de l'autre », a reconnu, de son côté, lors d'une conférence de presse, M. Nelson Mandela, vice-président du mouvement nationaliste. « Ce serait une erreur de la part de l'ANC et du

gouvernement de croire qu'ils sont les seuls acteurs dans le processus de négociation », a-t-il ajouté.

M. Mandela a précisé que tous les partis représentatifs seraient les bienvenus aux négociations, y compris le Parti conservateur (CP), favorable au maintien de l'apartheid. Mais celui-ci s'est refusé à y participer en déclarant : « Ce n'est rien d'autre que la première étape de la route conduisant à la soumission des Blancs à une dictature noire, sous couvert de démocratie ».

Le chef du mouvement Inkatha à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthelezi, dont les membres affrontent régulièrement les sympathisants de l'ANC dans la province du Natal et dans les cités noires proches de Johannesburg, a indiqué qu'il revenait aux responsables de son parti de décider s'ils participeraient ou non aux négociations.

Pour dissiper les craintes du gouvernement et de l'Inkatha sur le pouvoir d'une telle conférence au sein de laquelle l'ANC pourrait jouer un rôle prédominant, M. Mandela a proposé que la conférence soit dissoute après avoir élaboré un mécanisme de rédaction de la Constitution, ou qu'elle se soumette au suffrage populaire pour se transformer en Assemblée constituante ou en gouvernement provisoire. Mais, le vice-président du mouvement nationaliste a aussi souligné que cette conférence ne pourrait pas commencer ses travaux tant que n'aurait pas été levés les obstacles à la négociation, parmi lesquels la libération de tous les prisonniers politiques. (Reuters)

Gauche

Gauche et droite face au casse-tête corse

[Né le 25 février 1942, à Sousse (Tunisie), M. Nadal a commencé sa carrière de magistrat comme substitut au parquet de Saint-Nazaire en 1970, puis à Nantes et Bordeaux. De 1972 à 1982, il entrecroise successivement les fonctions de juge d'instruction, de sous-directeur des stages et sous-directeur de la formation permanente spécialisée à l'Ecole nationale de la magistrature. Conseiller technique au procureur général de la Cour de cassation à 1984, puis en 1986, il est nommé *avocat général* à la Cour d'appel de Versailles en 1987, puis à Paris en 1988 avant de devenir procureur de la République à Créteil où il a exercé ses fonctions jusqu'en 1991. Il est pénaliste. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit privé et de droit comparé et de l'Institut d'études politiques, M. Jean-Louis Nadal est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

(Né le 25 février 1942, à Sousse (Tunisie), M. Nadal a commencé sa carrière de magistrat comme substitut au parquet de Saint-Nazaire en 1970, puis à Nantes et à Bordeaux. De 1972 à 1982, il exerce successivement les fonctions de maître de conférences, sous-directeur des stages et sous-directeur de la formation permanente spécialisée à l'Ecole nationale de la magistrature. Conseiller technique au cabinet du garde des sceaux de 1983

Les attentats se limitent à des cibles immobilières, souvent bien choisies. Certains policiers pensent que le FLNC, avant de se diviser, a « failli enlever la cagoule » cet été. Le « canal habituel » du FLNC vient de renoncer temporairement à toute forme de violence. Les « durs » du « canal historique » semblent s'abstenir, pour le moment, de s'attaquer aux vies humaines.

Exemple de cette différence d'approche : l'attentat manqué contre le village de vacances de Luinezzetta, dans la nuit du 2 au

droite n'a pas progressé d'un iota dans le règlement du problème corse. Ensuite, parce qu'on peut toujours arrêter des terroristes : si la politique menée aboutit à la révolte d'une jeunesse qui fournira la relève des prisonniers, cela ne sert pas à grand-chose.

Enfin, parce qu'il suffit de se rappeler le réquisitoire dressé à l'Assemblée nationale, lors de la discussion du projet Ioxe, par

COLLOQUE

La politique monétaire aura donc pour objectifs, comme les années précédentes, la stabilité des prix et celle du franc au sein du système monétaire européen. L'objectif de progression de la masse monétaire est fixé entre 5 % et 7 %, en cohérence avec la prévision de croissance du produit intérieur brut en valeur, qui s'élève à 5,4 %, et avec le souci de maîtriser le budget de l'Etat, dont le déficit sera ramené à 1,2 % du produit intérieur brut.

Un projet que chacun exprime avec ses options : pour M. Fabius, ne pas oublier que « la justice est le gage de l'autorité et de l'efficacité » ; pour M. Balladur, souligner le « besoin de réforme, d'efforts et de courage ». Mais pour tous les deux : « Dire la vérité. » Ce que chacun, en somme, selon « sa » vérité, a fait au cours de cette élection.

□ **Décès de M. Pierre Joselet**, ancien adjoint au maire de Nice. — M. Pierre Joselet, conseiller municipal (divers gauche) de Nice est décédé accidentellement, par électrocution, à son domicile, dans la soirée du mardi 8 janvier. Il était âgé de soixante et onze ans (nos dernières éditions du 10 janvier). Résistant, avocat au barreau de

Nice depuis 1951 et ancien bâtonnier, il avait été adjoint au maire de Nice de 1945 à 1947. Pierre Joselet était revenu à la politique, en 1978, en se faisant élire sur une liste d'union de la gauche à la faveur d'une élection partielle dans le troisième secteur de Nice. Il avait été réélu en 1983 et 1989.

1 sous le patronage de :

ANCIANT Jean, Maire de Cr

Sc. Gal du MRAP - AUROUX
AUXIETTE Jacques, Maire
BAILLET Guy, Maire de Lange
Pierre, Maire de Tourcoing -
naises Eclaireurs Chrétiens -
de Saintes - BARRAU Alain,
TABLEAU Chrétiens -

BAUER Alain, Ancien vice-Président, Directeur d'Espace Sciences
GOVOY Pierre, Maire de Neuchâtel
Maire de Chambéry - BOCKEL
Mulhouse - BONNEMAISON
sur Seine - BORREL Robert,
BONCHET Jean-Pierre, Maire

BOYER Jacques, Maire de M
Pierre, Maire d'Apt - BURON
teubriens - CAMBACERES Je
miers - CAMPINCHI Philipp
- CARRAZ Roland, Maire de
Laurent, Maire de Gréteil - CA
de Villeneuve-d'Ascq - CHAN

CHANFRAULT Guy, Maire de
NEMENT Jean-Pierre, Maire
Yves, Député Vert Européen - C
de La Rochelle - DAHMANI
Plus - DE CAUMONT Robert,
BAROE Marcel, Maire du Pré
PORTE Serge, Maire de Vill
BARRERIE Jean, Maire de Vill

BARRÈRE Michel, Maire de L'Arbre-Maire de Lens - **DEROSIER Bernard** - **DERUY Gérard**, Maire de Lens, Pdt de SOS-Racisme - **DEVERIEUX**, Sc. Gale de Léo Laget - **Maire de Montreuil** - **DUFLO** - **DUMONT Jean-Louis** - **DURIEUX Jean-Paul**, Maire de

BERO Roger, ancien conseiller
- **FITERMAN** Charles - **FLE**
seiller de Paris - **FONDERE** J.
- **FRECHE** Georges, Maire de
Claude, Maire de Bondy - **GAL**
Saint-Herblain - **GERMON** C.
GODEFROY Jean-Pierre, Maire

ZES Gérard, Maire de Hormon
cel, Maire d'Etaples - GUYAR
- HERVE Edmond, Maire de
Maire d'Orange - LABORDE
LAIGNEL André, Maire d'Is
chel, Maire de Flers - LANG
SALLETTE Raphaël, Maire
Claude, Maire de Maronne

Maire de Vernouillet - LEIB
Guéret - LIENEMANN Marie
Mons - LLABRES Claude, As-
pressiste - LORIDANT Paul, &
Roger, Conseiller de Paris - M
Figeac - MAMERE Noël, Mi
Ropez, Maire de Charleville

Pierre, Maire de Lille - MEC
l'Haye les Roses - MERMAZ
MERMOZ, Roland, Maire de S.
- MONTAL Aimé, Maire de V.
MOSCOVICI Pierre, Sc. Nat
MOUTIN Pierre, Maire de D.
Maire de Saint-Gaudens - PE
SAINTE-FOI A. Z. F.

Provence - PIERRE BLOCH
PINCON André, Maire de La
land, Maire d'Evreux - POIGN
Quimper - POPEREN Jean, Ma
RANNE Jean-Jacques, Maire
Maire d'Aubervilliers - RAVIE
- RODET Alain, Maire de l'in

SANTROT Jacques, - SCHW
Gérard, Maire de Villeneuve-Sa

ROBERT, Maire de Beaupré -
Maire de Saint-Fons - SOISS
d'Anzerre - SUEUR Jean-Pi
TERQUEM Francis, Avocat -
rime, Maire de Strasbourg - VA
Montivilliers - VIVIEN Alain
- WASSERMANN Gilbert, dir

ZIMMERMANN Roger, Maire
CARELLI Emile, Maire de B...

D

Université Paris Sorbonne
Amphi Richelieu
7, rue Victor Cousin 75005 Pa

Prendront notamment la parole lors du colloque :

Georges SARRE, Secrétaire d'Etat aux Transports
Claude ALLEGRE, Membre du Bureau Exécutif du PS.
Solah - Eddine BARIKI, Directeur de Radio-Gazelle, Marseille
André BELLON, Député des Alpes-Maritimes
Marcelin BERTHELOT, Maire de Saint-Denis
Michel BOCK, Représentant des Reconstructeurs Communistes
Jean-Christophe CAMBADELIS, Député de Paris
Michel CASTEL, Maire d'Albi
Gilbert CHABROUX, Maire de Villeurbanne
Maurice CHARRIER, Maire de Vaux-ae-Vein
Gérard COLLOMB, Pti de la Fondation Jean Jaurès
Abderahmane DAHMANE, Président de Génération 2001
Christian DELORMIE, CIMADE
Claire DUFOUR, Secrétaire National du PS aux Droits de l'Homme
Gérard DUPEYRAT, Représentant de la Nouvelle Ecole Socialiste
Laurent DUTREIL, Président du Club des 101
Gérard FUCHS, Député Européen
Jean GERMAIN, Président de l'Université de Tours
Jacques KERGOAT, Historien
Nacer KETTANE, Président d'Intermède Assistance
Hervé LEBRAS, Directeur d'Etude à l'Ecole des Hautes Etudes
Gérard LE GALL, Secrétaire National du PS
Jean-Marie LE GUEN, Député de Paris
Mohamed MESTOUIL, Président du Club Emergence
Marc ROCHMANN, Président de l'UEJF
Gilbert ROUSSER, Premier Secrétaire Fédéral PS de Seine-Saint Denis
Henri ROUGER, Historien
Patrick SEVE, Député du Val de Marne
Pierre-André TAGUIEFF, Historien
Manuel VALLS, Conseiller régional d'Ile de France
Henri WEBER, adjoint au Maire de Saint-Denis
et Yves JOUFFA, Président de la Ligue des Droits de l'Homme

Pour tout contact : Jean-Christophe CAMBADELIS. *Le Manifeste*
Tél. (1) 48 03 48 48

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

11 Les contre-attaques de Paul Touvier
Le procès de la « rôtisserie » de Besenval

12 L'ouverture de l'année Mozart par l'Orchestre national
13 Cinéma : « Koolhaas » d'André Wilms

Remis à MM. Claude Evin et Bruno Durieux

Un rapport préconise de rénover le conseil de l'ordre des médecins

Institution cinquantenaire, honnie par la gauche avant 1981, le conseil de l'ordre des médecins fera bientôt l'objet d'une importante réforme. Les grandes lignes de celle-ci figurent dans un rapport que le docteur Jean Terquem, conseiller d'Etat, vient de remettre, à leur demande, à MM. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, document qui n'a pas encore été rendu public. Le rapport du docteur Jean Terquem a été rédigé à la fin de l'année 1990, au terme d'une série de contacts et d'entretiens avec une trentaine de personnalités du monde médical.

Dix ans, tout bien pesé, suffisent-ils ? Cible, dans les années 70, de violentes attaques émanant plus des milieux politiques que professionnels, symbole d'un pouvoir médical d'un autre âge et à ce titre promis à une mort rapide, qui aurait osé, avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, parler que le conseil de l'ordre des médecins trouverait les moyens de survivre ? Les affrontements idéologiques perdant de leur sens et de leur sel, la gauche estimait avoir suffisamment ferraillé avec le corps médical et le conseil de l'ordre, ayant su rompre nombre de ses attaches avec les défenseurs d'une conception dépassée de la médecine et d'un certain ordre moral, il n'est plus question, aujourd'hui, de tuer cette institution. Sa disparition, estime-t-on en haut lieu, serait

d'ailleurs d'autant plus regrettable que, bien souvent, ce conseil, ou du moins son émanation nationale, avait su avec succès jouer un rôle fort utile d'intermédiaire entre ces deux mondes, politique et professionnel, que tout, généralement, opposait. On découvre aussi que des ordres ou des structures équivalentes existent dans la plupart des pays européens et qu'à l'heure de l'harmonisation européenne il eût été quelque peu paradoxal de supprimer l'ordre français. Faute donc d'envisager cette suppression, il est question désormais de faire évoluer au plus vite cette institution chargée d'assurer « la défense de l'honneur et de l'indépendance de la profession médicale ».

La mission éthique de l'ordre est préservée, tout comme le rôle disciplinaire qui, contrairement à ce qui était, à l'époque, réclamé, ne sera pas rempli par les tribunaux de droit commun. La transformation proposée s'attache en revanche à redonner à cette structure une véritable dynamique, à faire en sorte qu'elle ne soit plus perçue par l'opinion publique ou par les médecins eux-mêmes comme un simple organisme répressif, inégalitaire et sans perspectives. La modification des systèmes d'élection, la limitation des mandats, et surtout la décision d'assurer la publicité des débats de l'instance disciplinaire « dans le respect du secret professionnel et de la vie privée » sont à cet égard des points importants de nature à oxygéner une institution beaucoup trop fermée sur elle-même. De la même manière, l'importance donnée aux moyens qui garantiront l'indépen-

dance des médecins travaillant au sein d'établissements privés témoigne du rôle que l'on souhaite voir jouer par les représentants ordinaires au service de leur profession. Plus généralement, il s'agit de donner au Conseil de l'ordre les moyens d'un renouveau et une chance de retrouver au sein du corps médical l'influence que ne peuvent aujourd'hui avoir des syndicats divisés et catégoriels. La profonde mutation dont la médecine fait l'objet, la crise démographique qui la frappe, la grande inégalité des revenus des professionnels et le souci politique de maîtriser, quoi qu'il en coûte, les dépenses de santé, font dans ce domaine qu'il y a une réelle urgence.

JEAN-YVES NAU

Les propositions de M. Terquem

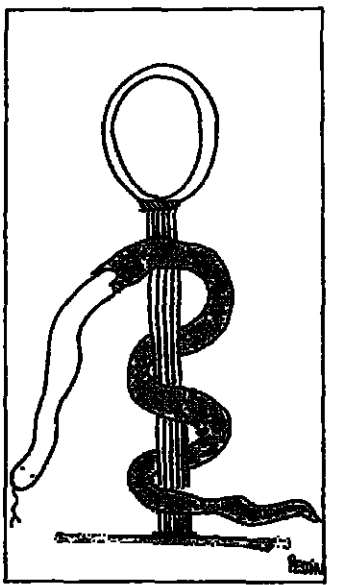
Pour l'auteur du rapport, le docteur Jean Terquem, le Conseil de l'ordre des médecins « doit devenir davantage le défenseur de l'indépendance des médecins et le représentant autorisé, incontesté et objectif, des médecins auprès des pouvoirs publics ». Il doit être aussi, « le défenseur de l'indépendance des médecins face à tous les pouvoirs ». Pour remplir valablement ses missions, il importe, selon le docteur Terquem, qu'à très court terme l'ordre soit, de façon indiscutable, représentatif de l'ensemble du corps médical ; que les instances disciplinaires assurent aux justiciables des garanties de transparence, d'objectivité, et de compétence juridique ; que le champ de la compétence disciplinaire de l'ordre soit exactement défini par rapport à celui des autres instances, et enfin que tous les médecins soient égaux devant leur ordre.

● La représentativité
Aujourd'hui, chaque conseil départemental comprend un nombre de membres et de suppléants qui est fonction du nombre de médecins inscrits dans le département. Sont électeurs tous les médecins inscrits au tableau de l'ordre. Les membres des conseils départementaux sont élus pour six ans. Ce conseil départemental n'a pas de pouvoir disciplinaire. Celui-ci est dévolu par les conseils régionaux dont les membres ont des mandats de neuf ans.

Enfin, le Conseil national, assisté par un conseiller d'Etat, comprend 38 membres, dont 32 sont élus pour six ans par les conseils départementaux. On voit donc, souligne le docteur Terquem, qu'il s'agit d'une construction pyramidale dont la base est constituée par les conseils départementaux pouvant être à l'origine, par une rééligibilité sans limite, d'une sclérose progressive. L'auteur propose donc une réforme du mode d'élection qui aura pour objectif de « motiver les jeunes générations de médecins à s'intéresser à l'ordre et donc à participer au vote, sans pour autant instaurer une procédure de vote obligatoire, contraire à nos traditions ».

La procédure, dans son ensemble, devra par ailleurs être reformulée, notamment en ce qui concerne la pratique fréquente, semble-t-il, de l'envoi à tous les électeurs de listes pré-imprimées, patronnées par le sortant, avec le soutien du syndicat départemental majoritaire. Une pratique qui, selon le rapporteur, enlève à tout autre candidat la moindre chance d'être élu et fait de cette procédure électorale un système déguisé de cooptation. Le docteur Terquem estime ainsi qu'il faudrait « dans un souci de représentativité en venir à un scrutin de liste à la proportionnelle ».

A l'échelon régional, afin de conférer une indépendance et une impartialité totales, le rapport pro-



pose de substituer aux actuels conseils huit ou dix conseils régionaux, la Ville de Paris constituant à elle seule une inter-région. Une série de mesures concernant la limitation des mandats sont, par ailleurs, formulées, afin de « renouveler les instances » et de « brasser les générations ».

● Transparence et garanties
Le rapport demande que l'on précise précisément « les conditions dans lesquelles un conseil départemental, saisi d'une plainte, pourra transmettre le dossier au conseil régional et celui-ci au conseil national et celles dans lesquelles il agit de sa propre initiative, une opportunité dont il n'use pratiquement jamais bien qu'elle lui soit offerte par l'article L417 ».

« Trop souvent, ajoute le rapport, les plaignants ont l'impression que l'ordre départemental se contente d'une réponse dilatoire. » Il est aussi prévu – point important – à l'échelon régional et disciplinaire « d'assurer la publicité des débats dans le respect du secret professionnel et de la vie privée, c'est-à-dire avec la possibilité, pour le président de prononcer le huis clos pour les affaires touchant au secret médical ».

● Respect de l'égalité entre les médecins
L'article L418, qui prévoit des conditions limitatives à la traduction des médecins chargés des ser-

vices publics et inscrits au tableau de l'ordre devant les instances disciplinaires, devrait être supprimé ou profondément remanié. « Il contribue en effet malencontreusement à donner au public l'impression qu'il est impuissant face aux médecins hospitaliers, souligne le rapporteur, et il permet surtout entre les médecins hospitaliers publics des pratiques inacceptables, dont certaines ont eu des répercussions graves, qui altèrent l'image du corps médical ».

● Défense de l'indépendance des médecins
Ce chapitre important concerne directement 15 000 à 20 000 médecins spécialistes, libéraux, qui, aujourd'hui, ont recours au plateau technique des cliniques privées, beaucoup d'entre eux exerçant sans contrat. Le rapporteur souligne en effet avec justesse le danger inhérent à l'émergence, en France, de « chaînes de cliniques » et, corollaire, la recherche d'une rentabilité immédiatement maximale. Il définit ensuite plusieurs mesures permettant de faire que l'ordre des médecins soit à l'avenir le courant efficace pour les citoyens et pour la Sécurité sociale contre toute dérive dans ce domaine.

Différents autres thèmes sont abordés dans le rapport (compétence disciplinaire de l'institution ordinaire ; formation et information des médecins ; information des citoyens sur les questions médicales) qui complètent cette importante réforme, qualifiée par l'auteur de « mutation ». C'est, écrit le docteur Terquem, au prix de cette mutation dans ses structures, son organisation, la conception même de sa responsabilité, dans la définition des droits et des devoirs des médecins, que le Conseil méritera la confiance des médecins et pourra remplir valablement les fonctions que lui délègue l'Etat. Mais la loi et le règlement ne sont qu'une coquille vide si les modalités ne changent pas, elles aussi, si ceux qui sont chargés de les appliquer restent timorés et indécis, s'ils ne savent pas trouver la juste mesure entre rigueur excessive et étouffante, et indulgence coupable ou sélective, entre légitime défense d'une profession éprouvante et corporatisme. »

J.-Y. N.

En Haute-Corse

Agressions contre six familles marocaines

Quatre jeunes gens, dont un mineur, soupçonnés d'avoir agressé six familles marocaines dans la région d'Aleria (Haute-Corse) depuis le 30 décembre 1990, ont été inculpés de vols aggravés, violence avec arme, dégradation de biens immobiliers et tentative de viol et écroués mardi 8 janvier à la maison d'arrêt de Bastia. Pénétrant dans les maisons la nuit en brisant les portes d'entrée à la hache, les jeunes gens, âgés d'une vingtaine d'années, auraient saccagé le mobilier parfois à coups de carabine, menaçant et molestant les travailleurs immigrés

installés depuis quinze ans dans la région. Leur dernière attaque remonte au 2 janvier 1991 dans une maison abritant une famille marocaine à Tallone (Haute-Corse). Après avoir frappé le père de famille, ils auraient commis une tentative de viol sur son épouse, âgée de cinquante ans. Le président de l'Assemblée corse, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, a envoyé un télégramme à M. Mohamed Belachou, consul du Maroc, pour lui exprimer « la solidarité de la population corse, qui condamne avec la plus grande fermeté ces violences inqualifiables ».

Un reportage diffusé sur TF1

Femmes de Fleury

Trois mille femmes passent chaque année par la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. 80 % sont toxicomanes, 45 % séropositives et 60 % récidivistes. Se fondant dans les murs, faisant oublier sa présence, un réalisateur, entouré d'une équipe légère – un ingénieur du son et un cameraman – y a tourné pendant sept mois un document remarquable qui sera diffusé vendredi 11 janvier à 20 h 40 sur TF1, dans le cadre de l'émission « Grands Reportages ».

Les doigts serrés autour des index de sa mère comme tous les bébés du monde, un tout petit apprend à marcher dans la cour de promenade, ici, on pratique la musculation, là, on apprend à taper à la machine, ailleurs on prend des cours d'anglais, où l'on fait de la danse orientale. On bronze même, en milieu de bain sur une pelouse entourée de murs... Il n'y a pas de brutalités apparentes. Et depuis qu'on « leur » a donné la télévision, les nuits sont plus calmes. On se « tranche moins », c'est-à-dire qu'on s'y taillade moins les veines. Il n'y a que la prison où détenues et gardiennes sont prisonnières des mêmes cadences, des mêmes rituels, des mêmes bruits. Pour un peu, on sentirait l'odeur toute particulière des prisons, remuées de détergents et de frictions.

Les regards et les mots

La brutalité pourtant est là dans les regards et les mots, et la détresse infinie. Pendant sept mois, Jean-Michel Carré s'est fait oublier à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis. Il s'est confondu avec le paysage et il a filmé, enregistré sans interdictions et si l'on peut dire sans entraves. Il est entré partout : au mirador, au prétoire et surtout il a permis aux langues de s'y délier, aux chagrins d'éclater, aux révoltes de se laisser aller, aux angoisses de se dire.

On voit Agnès, la jeune fille de bonne famille qui a raté le concours d'entrée à Normale supérieure et qui s'est enfuie parce qu'elle n'était pas assez riche. M. Mitterrand : la réforme de l'orthographe, « une bataille très sympathique ». – A la veille de la séance de rentrée de l'Académie française, qui devait réexaminer les propositions de réforme de l'orthographe, M. François Mitterrand a reçu, mercredi 9 janvier, M. Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie, qui lui présentait, conformément à la tradition, un nouvel académicien.

pas à la hauteur », on entend chavirer sa voix lorsqu'elle cite une lettre de son père qui s'est « senti trahi » parce que sa fille avait préféré l'école à une vie toute droite. Et puis Cathy, la casquette de Gavroche, qui espère parfois que le prochain « shoot » sera le dernier parce que « il y en a marre de se battre ». Et Christine, avec sa tête de petite fille aux joues rondes, toxicomane elle aussi, filmée derrière les grilles du mirador et qui se rebelle parce qu'on ne lui donne pas sa fiole de calmants pourtant prescrite par les médecins. Et Foudia, ravissante Foudia, vingt-deux ans, alldienne, qui a accouché d'un bébé séropositif et préfère se tuer « plutôt que de finir sur un lit d'hôpital moche et maigre ».

Adolescences cadennassées

Volées, braquées, toxicomanes, aux enfances souvent blessées, aux adolescences cassées si vite, cadennassées dans cette prison que certaines appellent « la maison » parce qu'elles n'en ont pas d'autres : comment sortir et ne pas revenir quand, avant d'en donner, on a pris autant de coups ? Et à quoi sert d'être là si, dehors, il n'y a rien ou si peu ? Jean-Michel Carré ne fait aucun commentaire. Il entrouvre les portes avec une délicatesse et une pudeur rares. Ce ne sont que cinquante-huit petites minutes de télévision déchirantes qui font plus pour entamer les consciences bien assées que de longs discours.

Un deuxième documentaire de trente minutes a été tourné par le même équipe à partir du travail effectué à Fleury-Mérogis. C'est le portrait de Laurence, prostituée, toxicomane, malade du sida. On la voit en prison et au cours de la première journée qu'elle a passée libre à sa sortie. Il n'y a pas eu de deuxième journée. La jeune femme, la nuit qui a suivi sa mise en liberté, est morte d'une overdose. Aucune chaîne de télévision jusqu'ici n'a trouvé, dans sa grille, un espace pour diffuser ce film pourtant bien court mais encore plus désespéré que le premier.

Complètement seule, Laurence a été enterrée dans une fosse commune.

AGATHE LOGEART

THEATRE NATIONAL DE LA COÛTE
DERNIERE
LE 20 JANVIER
ZONE LIBRE
JEAN-CLAUDE GRUMBERG
création du CADO - Centre National Orléans - Loiret - Région Centre
cocalisation Théâtre National de la Cointe
43 66 43 60

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'ancien milicien se voit refuser une nouvelle demande de liberté

Les contre-attaques de Paul Touvier

Voilà près de vingt mois que Paul Touvier a été arrêté. Vingt mois d'incarcération massive entre l'ancien chef milicien, qui s'en tient sur le fond aux termes de sa déclaration préliminaire — « Je n'ai jamais tué. Je n'ai jamais donné l'ordre de tuer. Je n'ai jamais torturé. Je n'ai jamais donné l'ordre de torturer. Je n'ai jamais vu torturer », — et la justice, qui considère, après examen, que certaines des accusations de crimes contre l'humanité portées contre lui sont « très circonstanciées ».

A aucun moment, pourtant, Paul Touvier n'a désarmé. Et là, voilà, aujourd'hui, multipliant les contre-attaques. Ainsi son conseil, M. Jacques Trémolet de Villers, vient-il de plaider pour la cinquième fois la mise en liberté de son client devant la chambre d'accusation de Paris.

Cette fois, l'avocat a largement fondé sa demande sur la « nullité » juridique de l'instruction. Selon lui, la grâce accordée à Touvier par le président de la République en 1971, portant sur des peines accessoires, rend tout simplement caduc le principe même d'une nouvelle instruction.

En s'appuyant sur les éléments contenus dans le dossier de grâce saisi à la chancellerie en novembre 1989, l'instruction privait « l'inculpé des effets de la grâce dont il a bénéficié et qu'aucune juridiction ne peut lui retirer », avance M. Trémolet.

Et, dans le cas contraire, l'instruction ne serait conduite qu'à

chargé et « non à charge et à décharge ». Bref, le conseil de Paul Touvier assure que l'instruction relève de « l'imbricolage judiciaire ».

Pour la cinquième fois, les juges de la chambre d'accusation lui ont donné tort, le 3 janvier, considérant que l'instruction de M. Jean-Pierre Gatti est conforme aux règles du droit et que l'inculpé doit rester en détention pour une bonne administration de la justice.

Les juges signalent notamment qu'une requête en annulation d'actes de la procédure ne peut être présentée que par le procureur de la République ou le juge d'instruction.

« Des souvenirs très précis »

N'arrivant pas à obtenir satisfaction sur le plan juridique, M. Trémolet a décidé de saisir l'opinion. Tel est le but assigné à l'opuscule qu'il vient de publier, *Paul Touvier est innocent* (1). A défaut d'informations vraiment neuves, le lecteur y trouvera quelques documents, le résumé des principaux arguments de la défense de Paul Touvier, y compris politiques.

Car, au-delà du débat sur la grâce et sur la règle de la non-rétroactivité de la loi, l'adversaire est clairement montré du doigt : il s'agit du « Parti communiste et de ses alliés » cherchant à donner « mauvaise conscience » à « la France catholique ».

La troisième contre-attaque de

Paul Touvier relève de la même logique. Toutes les victimes ou leurs descendants, qui demandent aujourd'hui justice, mentiraient. L'avocat insiste sur le caractère « délibérément calomnieux des plaintes » et, du coup, a déposé toute une série de plaintes en dénonciation calomnieuse visant la quasi-totalité des parties civiles.

La mémoire, en quelque sorte, ne saurait être que de son côté. Les juges de la chambre d'accusation notent cependant, à propos de l'ancien milicien âgé de soixante-quatre ans : « Son système de défense a notamment consisté à jeter le discrédit sur les dires des témoins et victimes, au motif qu'ils ne peuvent authentiquement avoir de souvenirs valables après quarante-cinq ans, et à exciper, à l'inverse, pour combattre les déclarations qui le mettent en cause, des souvenirs très précis qu'il a lui-même conservés sur tel ou tel point ».

Pour sa part, M. Trémolet assure que ces plaintes permettraient à ses héritiers, au cas où Paul Touvier viendrait à mourir, de reprendre à leur compte cette procédure et de « venger la mémoire de leur père ».

LAURENT GRELSAMER

(1) Editions Dominique Martin Morin, 33200, Bouctou, 127 pages, 80 francs. Diffusion à Paris : 27, avenue Daumesnil, 75007 Paris.

Le procès de la « ratonnade » de Beauvais

Le racisme à l'état brut

BEAUVAIS

de notre correspondant

A Beauvais, pour l'homme de la rue, l'affaire était entendue avant d'être instruite. Cette « ratonnade » de la nuit de Noël ne pouvait être un crime raciste (le Monde du 29 décembre 1990). Ces garçons étaient tellement sûrs qu'ils avaient tapé sur ceux qui passaient, sans distinction, voilà tout.

Un crime, pourtant, c'en aurait été un si M. Michel Sarlin, partie civile pour M. Ben Sabha, la victime la plus durement touchée, n'avait pas préféré plaider en correctionnelle plutôt qu'à la cour d'assises. Il aurait pu sans doute le faire puisque son client, toujours à l'hôpital, vient d'y perdre une œil à la suite des coups reçus. Quant au racisme, l'homme de la rue se trompait du tout au tout. Pascal Ablin, Gérard Biet, Josélio Cardot, et accessoirement, Juanito Palisse, à qui l'on reproche surtout de ne pas avoir eu le courage de quitter à temps les trois autres, n'avaient qu'une idée en tête que Cardot exprime sans détour : « S'amuser avec les bécots ».

Au cours du procès qui s'est tenu, mercredi 9 janvier, au tribunal de Beauvais dans une salle pleine à craquer, les quatre jeunes gens âgés de dix-huit à vingt-trois ans se sont certes renvoyés les responsabilités. Mais face aux questions du président Eric Gillet, ils ont toujours avoué avec une effrayante franchise que le seul critère de leur violence était la couleur de la peau de ceux qu'ils rencontraient. « Si j'avais vu un noir, j'aurais pas frappé », « Non », répond Ablin. « C'est parce qu'il était arabe que vous l'avez

blessé ? » « Oui », affirme Biet. « Si j'avais été blanc, est-ce que vous vous seriez attaqués à lui ? » « Non », répond Cardot, devant l'assistance muette, que le président a prévenue dès le début de l'audience : « L'objectif n'est pas de susciter des réactions. Le tribunal ne veut subir aucune pression. Si le calme et la dignité ne sont pas respectés, je fais évacuer ».

Ni lire, ni écrire, ni compter

Ainsi, pendant quarante-cinq minutes avant minuit, le 24 décembre 1990, au chef-lieu du département de l'Oise, cinq personnes vont successivement, tomber sous les coups du commando qui se déplace dans la camionnette de Biet et utilise une matraque et un pied-de-biche. Simplement parce qu'elles sont étrangères, ou parce qu'elles sont supposées telles, comme cet officier de police qui se rendait à la messe de minuit en civil avec son épouse et qui, pris pour un Arabe, a réussi à s'échapper en utilisant une bombe lacrymogène.

« Ils étaient comme des fous. Si on n'avait pas réussi à les arrêter, ça se serait terminé par un véritable carnage », Ablin, Biet, Cardot et Palisse sont apparus dans le box avec leurs vêtements pauvres, leur visage gris, leur air triste et renfrogné. Trois d'entre eux appartiennent à la communauté manoucha de la région. Cardot ne sait ni lire, ni écrire, ni compter. Le niveau des autres ne dépasse pas celui de la classe de sixième. Ils ont chacun un métier : magasinier, peintre en bâtiment, ferronnier, mapou. Ce ne sont pas des alcooliques. Ablin et Biet ont déjà eu affaire à la justice pour des affaires de coups et blessures. Au cours de la ratonnade, ils hurlaient, en frappant : « Vive la France, vive

la Légion, vive Le Pen ! ». M. Gillet leur demande : « Les gens qui sont là veulent comprendre. Vive la France, ça vous semble compatible avec ce que vous avez fait ? » Silence. « Et vive Le Pen, ça correspond à quoi ? » Nouveaux silences. Ablin, le plus violent, Biet, le chauffeur, Cardot, l'instigateur, ont été condamnés à quatre ans de prison, dont huit mois avec sursis. Palisse, à dix-huit mois, dont douze avec sursis. En regrettant tous leur geste, parce que ce n'est « ni bien ni propre ». Autrement dit, selon le mot de M^{me} Sophie de Comblès de Nayves, substitut du procureur de la République : « Le racisme à l'état brut ».

JEAN-MARIE DERROY

EN BREF

o Trois morts dans une fusillade à Avignon. — Trois hommes ont été tués, mercredi 9 janvier en fin de soirée, dans une fusillade à la sortie d'un bar d'Avignon (Vaucluse). La police ignore encore le nombre des agresseurs mais souligne leur extrême précision puisque seulement trois balles ont été tirées. Deux des victimes, Armand et Robert Wali, appartenaient à une famille connue des services de police.

o NATATION : championnats du monde. — L'Américain Matt Biondi a remporté la médaille d'or du 100 m nage libre messieurs, mercredi 9 janvier à Perth (Australie), lors des championnats du monde de natation. Victorieux dans le temps de 49 s 18/100, Biondi a devancé le Suédois Tommy Werner (49 s 63) et l'Italien Giorgio Lamberti (49 s 82). Le Français Stéphane Caron est sixième en 50 s 26.

ÉDUCATION

Lycées : le système éclaté

Du bon usage du pouvoir des élèves

La crise de croissance qui bouleverse les lycées a fait voler en éclats l'uniformité du système. Le même mot désigne aujourd'hui des réalités profondément différentes. Ce n'est assurément pas le moment de réduire des différences entre filières qu'il convient au contraire de consolider. Mais cette diversité interne du second cycle ne suffira pas à résoudre les problèmes posés par l'irruption des nouveaux lycéens dans les cadres pédagogiques actuels (le Monde du 10 janvier).

par Antoine Prost

Chacun sent bien que l'enseignement « passe » de plus en plus difficilement, au prix de plus grandes tensions pour les professeurs comme pour les lycéens. Les choses ne pourront pas indéfiniment continuer ainsi : il va falloir changer. Pour reprendre une formule qui aurait mérité un meilleur sort, il va falloir enseigner autrement, à l'heure de la réforme, on ne voit guère de changement qui puisse entraîner l'adhésion de l'ensemble des professeurs.

Enseigner autrement, ce serait d'abord organiser dans les lycées eux-mêmes le travail des élèves, car les nouveaux lycéens ne travailleront pas à l'extérieur. On ignore trop dans quelles conditions bien des jeunes font leurs études. Il est parfaitement utopique d'espérer qu'ils feront le travail qu'on leur demande si l'on ne s'en occupe sérieusement.

Le dilemme des professeurs

Aux raisons matérielles s'ajoutent des raisons morales. L'organisation officielle du travail des élèves est sans doute pour l'institution le meilleur moyen de leur signifier que son importance est décisive, ce qui devient indispensable. Beaucoup de nouveaux lycéens se comportent en effet en simples consommateurs : ils commencent à croire que le baccalauréat leur est dû, alors qu'ils se contentent de venir au lycée comme ils iraient au cinéma. Les lycées auront peine à éviter cette redoutable dérive consumériste tant qu'ils ne donneront pas au travail individuel des élèves une place centrale : s'il est aussi important, pourquoi ce travail est-il toujours rejeté après les cours et au-delà du lycée ? Pour être nouvelle, cette raison symbolique n'est pas négligeable.

Mais la raison majeure est plus fondamentale, et elle ne dépend pas de l'origine des lycéens. S'il faut quelques choses, c'est qu'il n'y a pas d'autre moyen pour que les lycéens prospèrent. Dans les bonnes classes des lycées bourgeois, les trois quarts des élèves parfois prennent des leçons particulières. Et l'on voudrait que dans les mauvaises classes de banlieue les élèves réussissent en étant livrés à eux-mêmes ! De qui se moque-t-on, et où est l'égalité à laquelle on se dit tellement attaché ?

Le constat n'est pas neuf, et il n'est pas contesté. Pourtant, l'on ne s'occupe toujours pas du travail des élèves, ou du moins pas assez. Pour cette première raison que ce n'est pas prévu. Pourquoi faire quelque chose qui n'est pas dans la coutume ? Il faudrait résoudre de difficiles problèmes de moyens. Beaucoup de professeurs n'admettraient pas qu'on demande à des personnes qu'ils jugeraient incompétentes de faire travailler leurs élèves, et ils revendiqueraient d'être payés eux-mêmes au tarif de l'heure de cours pour s'en charger.

La flexibilité des programmes

En second lieu, cela obligerait à regarder en face une réalité qu'on préfère éviter : les programmes sont déraisonnables et les horaires trop lourds. Soyons justes : certains professeurs, en mathématiques notamment, ont cherché à prendre en charge le travail des élèves, au prix de quelques heures supplémentaires : ces tentatives se sont généralement limitées à l'organisation de travaux dirigés en classes dédoublées. C'est qu'il est impossible d'aller plus loin et d'organiser au lycée le travail personnel dont les élèves ont besoin, sans diminuer le nombre d'heures de cours, et donc les programmes.

Cet argument est souvent écarté d'un revers de main, et ceux qui le tiennent sont accusés de laxisme, d'indulgence coupable envers les élèves dont ils voudraient, dit-on, faire le bonheur ou réduire l'effort. Quelle mauvaise foi ! En réalité, c'est tout le contraire : l'argument est énoncé du point de vue des exigences du travail scolaire lui-même, en tant que travail fait par les élèves. L'alternative, rassurée sur l'absence de lien entre la contrainte sur l'élève et la contrainte sur les disciplines (1) est affligeante d'innocence quand on demande que les élèves sachent, est-on censé que les élèves, ou sur les savoirs ? Il n'est pas

question de faire moins travailler les élèves, mais de les faire travailler mieux, en leur faisant acquiescer à ce qu'ils apprennent. Soyons sérieux : quel travail personnel veut-on que fasse, livré à lui-même, un lycéen de seconde qui a trente-deux heures de cours par semaine, et reste trente-six ou trente-sept heures au moins au lycée (2) ? Et croit-on qu'il gaffie d'entendre des cours pour apprendre ?

Si l'on s'engage dans cette voie, il faut en outre assouplir les programmes, pour permettre des ajustements locaux. On distinguera alors un noyau dur d'enseignements partout identiques, et des modules d'une durée horaire limitée, susceptibles de varier d'un lycée à l'autre en fonction des ressources locales, des débouchés, des goûts et des intérêts des professeurs et des élèves. C'est précisément ce que propose le Conseil national des programmes. Sous réserve de tel ou tel détail, cette proposition permet d'introduire dans notre système uniforme la flexibilité dont il a besoin pour ne pas exploser. Les professeurs seraient les premiers bénéficiaires de ces assouplissements. Beaucoup, pourtant, risquent de les rejeter. Pour un professeur qui aime sa discipline et tient au niveau de ses classes, comprendre que la défense du niveau et la diffusion de la discipline passent par ces ajustements est aussi difficile qu'il l'était dans les années 1950, pour des Français élevés dans le culte de leur empire, d'admettre que la décolonisation servirait mieux le rayonnement de la France que le refus des abandons. Déjà les identités disciplinaires, que rien ne menace, se mobilisent contre le péril invasion d'une invasion de la pédagogie. La moindre atteinte au *statu quo* passe pour un attentat contre le niveau.

Les rumeurs se donnent libre cours. On ne sait s'il faut ici déplorer davantage le bavardage d'intellectuels qui condamnent un texte avant de l'avoir lu, ou le silence des autorités qui attendent pour le commenter. Voici cependant que les lycéens manifestent. On ne reviendra pas sur les raisons complexes des cortèges de novembre dernier. Au départ, une protestation contre la violence et l'insécurité qui résultent des frictions entre les aspirants 80 % et les « déje-bors-du-système » au centre, l'incontestable surcharge des classes et ses conséquences tant sur la vie scolaire que sur l'enseignement ; à l'horizon, chez beaucoup, notamment dans les filières professionnelles, une inquiétude sur l'avenir et l'emploi. Il serait

naïf de penser que quelques milliers de crédits supplémentaires aient résolu ces problèmes.

Il serait plus naïf encore d'imaginer que ces événements puissent être sans lendemain. Les lycéens ont croqué le fruit défendu et fait une découverte : ils ont du pouvoir. Ils ne sont pas prêts de l'oublier. Du coup, l'équilibre précaire des lycées va devoir se rétablir sur de nouvelles bases. Cela ne fait l'affaire ni des chefs d'établissements ni des professeurs. Si les lycéens se mettent à dire leur mot, et qu'il faille en tenir compte par la force des choses, voilà qui va singulièrement compliquer la tâche des uns et des autres.

Les premiers enjeux seront probablement simples et prosaïques, ce qui ne permettra pas de s'en tirer sans lendemain. Les lycéens ont croqué le fruit défendu et fait une découverte : ils ont du pouvoir. Ils ne sont pas prêts de l'oublier. Du coup, l'équilibre précaire des lycées va devoir se rétablir sur de nouvelles bases. Cela ne fait l'affaire ni des chefs d'établissements ni des professeurs. Si les lycéens se mettent à dire leur mot, et qu'il faille en tenir compte par la force des choses, voilà qui va singulièrement compliquer la tâche des uns et des autres.

La question est précisément de savoir si la demande des lycéens va se limiter aux conditions matérielles qui leur sont faites ou si elle va porter sur leurs études elles-mêmes. Une demande limitée, consumériste, ferait sans doute au premier abord l'affaire de nombreux professeurs, qu'elle dispenserait d'interrogations fondamentales sur le sens même de l'enseignement qu'ils dispensent. Mais, à mieux y réfléchir, cela témoignerait d'une telle indifférence envers l'enseignement lui-même que les professeurs finiraient par se sentir réduits à l'insignifiance, voire méprisés. Si bien qu'une définitive demande plus globale, plus exigeante, qui porte aussi sur les sujets enseignés et la façon de les enseigner, bien que plus difficile à admettre, est sans doute préférable.

De toute façon, après ce qui s'est passé, il n'est plus possible d'expliquer aux lycéens qu'il est légitime de revendiquer contre le gouvernement, mais non contre les professeurs ou l'administration : ils ne peuvent ni le comprendre ni l'admettre. Professeurs et lycéens vont donc devoir faire l'apprentissage de relations nouvelles. En ce sens, la comparaison avec 1968 est pertinente : 1990 est, pour les relations entre professeurs et lycéens ce que fut 1968 pour celles entre professeurs et étudiants.

Le précédent invite à l'optimisme : l'Université n'a pas sombré

dans l'après-1968. On peut même soutenir que la pression éducatrice a beaucoup contribué à la recomposition des études. L'évolution sera certainement différente dans les lycées, ne serait-ce qu'en raison du cadre national du baccalauréat, qui devient de ce fait plus important qu'hier. Mais il y aura une évolution et elle peut être positive.

Nouveau contrat pédagogique

A une condition : que les professeurs et les administrateurs s'adaptent à la nouvelle donne et qu'ils réussissent à discuter utilement avec les lycéens. La nécessité s'impose d'un échange où chacun fasse comprendre à l'autre le sens et la portée de ses demandes. Les difficultés ne manqueront pas. Certains professeurs craindront d'être mis en cause par leurs élèves, sans voir que leur âge, leur compétence et leur statut leur donnent, dans l'échange, un avantage majeur. D'autres estimant qu'ils ne font pas partie du métier pour lequel ils ont été recrutés et formés. D'autres se lasseront de recommencer chaque année les mêmes débats avec de nouveaux élèves. Bref, cela ne sera ni simple ni facile.

Il le faut pourtant, car il n'y a pas d'autre moyen de créer le climat sans lequel, désormais, l'enseignement ne peut fonctionner. Ce diagnostic était celui d'Alain Touraine un mois avant que les lycéens descendent dans la rue : analysant la crise des lycées comme une crise de la relation entre l'enseignement et l'enseignant, contrastant la société lycéenne à « une éruption où se mêlent sans s'unir des gouttes d'huile et des gouttes d'eau », il concluait en demandant qu'on reconnaisse enfin que les établissements scolaires sont avant tout des lieux et des réseaux de relations sociales et qu'on apprenne à construire des relations (3). Et l'on pourrait remonter beau-

coup plus loin encore (4). C'est dire que l'analyse n'est pas neuve, qu'elle associe le sempiternel « malaise » des enseignants aux formes insatisfaisantes de leur rapport aux élèves.

Le fait est qu'avant le mouvement lycéen il semblait dépendre des professeurs et d'eux seuls de nouer avec leurs élèves un contrat pédagogique. Désormais, les élèves existent comme groupe, et non plus seulement comme collection d'individus : ils ont pris conscience de leur force et de la légitimité de leur parole. Déjà, dans les classes, s'esquissent de nouvelles attitudes envers les professeurs. Plus nécessaire que jamais, l'évolution est aussi plus difficile.

C'est dire qu'elle demandera beaucoup de doigté à l'administration face aux professeurs, et à ceux-là envers leurs élèves. Pour longtemps sans doute, le baromètre des lycées indiquera perturbations probables et ciel agité.

FIN

(1) L'ouvrage intéressant de Philippe Raynaud et Paul Thibaud, *La Fin de l'école républicaine*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, nous rappelle que ces auteurs ont été proches de positions que je défends, je crois, n'être pas assez clairement expliquées pour qu'on ne me prête pas des thèses que je ne soutiens pas.

(2) 46,9 % des élèves de second cycle professionnel ont obtenu un demi-pensionnaire en 1988-1989, et 53,4 % des élèves du second cycle général et technologique.

(3) « Lettre ouverte à Lionel Jospin », *Le Nouvel Observateur*, 27 septembre 1989.

(4) Sur ce sujet, il est particulièrement instructif de relire le rapport de la commission Jospin : *La Fonction enseignante dans le second degré*, Paris, La Documentation française, 1972.

Antoine Prost, professeur à l'université Paris-I, auteur d'un rapport sur les lycées publié en 1983, a été, entre mai 1988 et octobre 1990, chargé de mission auprès du premier ministre.

Frère Roger, de Taizé
Amour
de tout amour

Ce petit livre du fondateur de Taizé éclaire le secret d'une des aventures spirituelles les plus créatrices du XX^e siècle.
128 pages - 44 Ff
Diffusion : Le Seuil



CULTURE

MUSIQUES

Le « Chant plaintif » du jeune Mahler

Gustav Mahler composa son « Klagende Lied » entre 19 et 21 ans.
Sur cette première pierre, il allait bâtir l'église de toutes ses symphonies

Treize ans après avoir terminé les trois parties d'une grande époque médiévale pour quatre solistes, chœur et orchestre, le *Klagende Lied*, sa première œuvre achevée, Gustav Mahler écrivait (c'était en 1893) : « Les notes que j'offrais alors à croquer sont peut-être les plus dures que mon arbre ait jamais produites. Dieu seul sait si je réussirai à faire jouer cela ! »

Le maestro aurait dû faire confiance à la postérité. Dès 1970, Pierre Boulez enregistrait cette « première page du grand roman mahlerien ». Simon Rattle, aventureux jeune chef anglais, l'imposait quatorze ans plus tard. Et tous deux firent un peu plus qu'exaucer les vœux du musicien : ils rétablirent dans leur enregistrement vingt-cinq minutes de musique que Mahler, dans sa révision de 1893, avait décidé de supprimer.

Americain, James Conlon est lui aussi un musicien curieux et déterminé. Il a quarante ans, il ne cesse de progresser, dans sa technique comme dans ses investigations - il était chef symphonique à Rotterdam, il sera chef lyrique à Cologne la saison prochaine ; la bande-son de la *Bohème de Comencini*, c'est lui : il vient d'enregistrer Martinu avec le National. Les orchestres

parisiens lui font fête même si le public et la critique montrent, chez nous, une curieuse tendance à le reléguer en série B depuis qu'il fut « seulement bien » pour la reprise de l'*Enlèvement au sérail*, dans la fosse de l'Opéra de Paris - c'était il y a sept ans déjà. Il devrait y avoir prescription, non ? D'autant que ses disques Liszt avec l'Orchestre de Rotterdam ont effacé depuis longtemps l'impression malicieuse laissée par ses Mozart avec l'Orchestre de chambre écossais. Erreur de jugement commise une fois encore par une marque de disques française ?

Conlon a montré mercredi 9 janvier aux abonnés de l'Orchestre de Paris, salle Pleyel, que ses épaules sont assez solides, sa pensée assez claire et son énergie assez communicative pour soulever une masse chorale et orchestrale himalayenne : chœur mixte innombrable (bravo à ces amateurs qu'Arthur Oldham sait presque hisser au niveau professionnel) ; double formation orchestrale (un orphéon en coulisses dans la partie finale) ; effectif de cuivres considérable que Mahler projette déjà volontiers, dans ce *Klagende Lied*, sur la solitude d'une voix soliste, au risque de l'écraser sous cette auréole tra-

gique. Conlon sait alors rendre l'air plus léger, débarrasser les orages désirés sans oublier de les accentuer et de les construire par plans nettement hiérarchisés. Il est finalement plus à l'aise dans l'amoncellement apocalyptique de motifs mélodiques et de plans dramatiques qui couronnent la troisième partie, *Scène de noces*, de cette étrange cantate, que dans l'horizontalité monotone de la *Légende de la forêt initiale*, seule partie de cet abracadabrante monument qui n'annonce pas vraiment le Mahler de la maturité et regarde encore - sans grand enthousiasme - vers Weber et Wagner. C'est précisément cette longue pastorale, et son ut mineur entêté, que le Viennois avait décidé de supprimer dans la version révisée en 1893.

L'art du phrasé

Des musicologues ont prétendu que Mahler pensait à l'opéra en composant son *Chant plaintif*. Il y a plutôt établi un catalogue d'audaces et d'effets dans lequel il ne cessera plus de puiser et que l'on retrouvera exploité depuis la symphonie *Titan* jusqu'à la symphonie *des Mille* comme dans les grands

cycles de lieder (ostinatos de la tonique et de la dominante confusés aux pizzicatos de basses, variation continue, modulations à des tonalités éloignées provoquant de brusques luminosités). Il est vrai que sur le plateau de la salle Pleyel sont réunis trois jeunes solistes qui chantent bien (la soprano Patricia Schuman, le ténor Michael Sylvester, la basse Robert Bork) et, dans la voix de Christa Ludwig, un précepte d'émotions, de souvenirs : tout Mahler dans un art suprême du phrasé.

Schubert, lui, avait dix-huit ans quand il composa sa *Troisième Symphonie*, coup d'essai et de maître (bien qu'hésitant encore entre Mozart et Rossini judicieusement associé par l'Orchestre de Paris au *Klagende Lied*). Les cordes de la formation parisienne n'ont pas la légèreté rossinienne ; l'énergie déployée par Conlon pour les rendre aériennes les pousse constamment à presser légèrement le tempo. Dans le minuetto, le temps fort était mal placé. Mais quelle clarinette solo !

ANNE REY

► Même programme : ce jeudi 10 et samedi 12, 20 h 30, salle Pleyel. Tél. : 45-63-07-66.

Bon vent !

L'Orchestre national inaugure son Année Mozart avec une clarinette et un cor exceptionnels

Est-ce sa récente tournée, au Japon, est-ce la prise de fonctions imminente de Charles Dutoit, son nouveau directeur musical, qui a regonflé ses musiciens à bloc ? Mercredi soir 9 janvier, l'Orchestre national avait presque retrouvé sa forme d'antan pour un programme Mozart - le premier d'une longue série - donné dans un Théâtre des Champs-Élysées comble d'un public qui a fait un triomphe au clarinettiste Paul Meyer, au corniste Ab Koster et un beau succès au chef irlandais Kenneth Montgomery.

Le jeu de Paul Meyer ressemble à Paul Meyer : il est élégant, vif, charmeur. Le *Concerto pour clarinette* n'est certes pas qu'élégant, vif et charmeur, et Paul Meyer sait oser dans le mouvement lent des pianissimos impalpables, des phrasés rêveurs. Ce jeune homme de vingt-cinq ans joue à la française, sa sonorité est peuplée, puissante, ses couleurs sont franches, sa virtuosité délicate, les articulations franches, parfois un peu abruptes. Qu'il nous fasse oublier qu'il exerce un contrôle absolu sur son jeu, et peut-être, tiendrons-nous en Paul Meyer un successeur de François Blum, que Paul Meyer vient d'enregistrer à Lyon avec Gérard Caussé et Karit Nagano.

D'Ab Koster nous serions tenté de dire qu'il est un modèle, un chef de file auquel on se réfère longtemps. Ce corniste de quarante ans, joue avec une infinie variété de couleurs, ses phrasés sont souples, sa sonorité charnue, son legato est parfait. Débarrassé de tout problème d'intendance, il chante comme un baryton soucieux de produire de beaux sons.

Les cornistes du National ont beaucoup à apprendre, mercredi soir, ce qui, d'un coup, donnait plus de sens à la performance de ce Hollandais qui, pour un peu, nous aurait fait oublier que cet instrument est le plus démoniaque de l'orchestre. On ne dira jamais assez l'angoisse du corniste avant le solo.

ALAIN LOMPECH

► CBS-Sony a publié, l'an dernier, un enregistrement du *Duo Concertino* de Richard Strauss, par Paul Meyer, accompagné par Esa-Pekka Salonen, qui dirige l'Orchestre de chambre de Stockholm. Erato devrait publier dans les mois qui viennent la *Symphonie concertante pour alto, clarinette et orchestre* de Max Bruch, que Paul Meyer vient d'enregistrer à Lyon avec Gérard Caussé et Karit Nagano.

Nominations au conseil d'administration de l'Opéra de Paris

Quatre « personnalités qualifiées » ont été nommées au nouveau conseil d'administration de l'Opéra de Paris par un décret du 7 janvier du ministère de la culture, paru au *Journal officiel* du 9 janvier. Il s'agit du journaliste et écrivain Jean Lacouture, de Daniel Toscani du Plantier, président d'Erato, de Pierre Bergé, président de la société Yves Saint Laurent ; les deux premiers ont déjà appartenu à ce conseil ; le troisième en assurait la présidence depuis le 10 novembre 1988. La quatrième personnalité nommée sur proposition du ministère de la culture (en remplacement de M. Jacques Mayoux, ancien président de la Société générale) est M. Paul Tanzi, administrateur de Matra et de Hachette. Ce dernier, d'origine libanaise, a dirigé la radio nationale du Liban. Conformément au décret du 2 avril 1990, le nouveau conseil d'administration est constitué de cinq représentants des salariés, six de l'Etat (porte-parole des ministères concernés : culture, budget, affaires extérieures) auxquels vient se joindre à partir de cette année, à la demande de Maitgnon, un magistrat, conseiller référendaire à la Cour des comptes, M. Louis Gauthier. Le nouveau conseil d'administration de l'Opéra devrait se réunir pour proposer à nouveau Pierre Bergé à la présidence. Celui-ci devra ensuite être confirmé par une nomination en conseil des ministres.

ARTS

La mort de l'historien d'art Charles Sterling

L'historien d'art Charles Sterling est mort à Paris le 9 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Né en Pologne en 1901, élève de Focillon, il devient conservateur au département des peintures du Louvre en 1929. Contraint à l'émigration aux Etats-Unis durant la guerre, il entre alors au Metropolitan Museum of Art, chargé du département de peinture française. Revenu au Louvre à la Libération, il le quitte à nouveau en 1961 et enseigne dès lors à la New York University.

Il s'est essentiellement distingué par ses travaux sur les primitifs français, particulièrement ceux de l'école d'Avignon, dont il fut l'inventeur et le premier spécialiste.

On lui doit l'attribution à Enguerrand Quarton de la *Pieta* de Villeneuve-la-Grande et d'importants travaux sur la peinture médiévale à Paris au quatorzième et au quinzième siècles, récemment publiés.

Il a contribué également à la redécouverte de Georges de La Tour et à l'histoire de la nature morte comme genre, à laquelle il consacra une exposition en 1952 et un livre, *La Nature morte de l'Antiquité au XIX^e siècle*, récemment réédité (éd. Macula, 1985).

L'an dernier, sous le titre *Charles Sterling, chasseur de la nuit médiévale*, un film lui avait été consacré sur FR 3.

Ph. D.

EN BREF

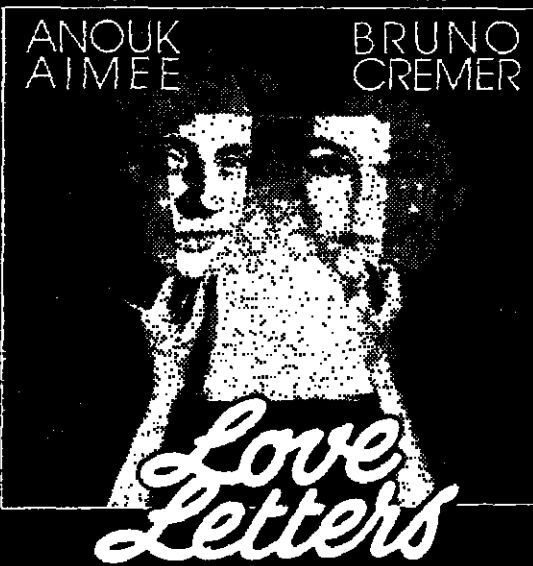
o Découverte d'un tableau inconnu de Van Gogh. - Une œuvre inconnue de Vincent Van Gogh a été découverte, mercredi 9 janvier, rapporte le *Chicago Tribune*. Elle ornait une habitation de la banlieue de Milwaukee, dans le Wisconsin, aux Etats-Unis. Le tableau, une peinture à l'huile représentant des fleurs dans un vase et signée de la lettre « V », aurait été authentifié par des experts du Rijksmuseum d'Amsterdam. C'est John Kuhn, un agent immobilier travail-

lant à mi-temps comme prospecteur pour une salle des ventes de Chicago - celle de Leslie Hindman - qui l'a repéré alors qu'il procédait à l'examen de meubles anciens chez un particulier. Ce dernier en avait hérité. L'œuvre sera mise en vente chez Leslie Hindman le 10 mars prochain.

o Mort du guitariste Steve Clark. - Steve Clark, guitariste du groupe de hard-rock anglais Def Leppard a été retrouvé mort à son domicile de Londres, a-t-on appris mercredi. Il était âgé de trente ans. Les causes de son décès ne sont pas encore connues. Fondé en 1977, Def Leppard est l'un des groupes de hard-rock les plus populaires du monde : *Hysteria*, un album publié en 1987, s'est vendu à 7 millions d'exemplaires.

PETIT MARIGNY

100 REPRESENTATIONS



LOCATION 42 25 20 74 ET AGENCES

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHE - HISTOIRE - POLITIQUE

bulletin sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

FUTURS / MUSIQUES

JANVIER

SAMEDI 12 CHAMPIGNY
C. C. GERARD PHILIPPE 20 H 30
MAR. 15 et MER. 16 BAGNOLET
THEATRE DES MALISSIS 21 H 00CONCERT SCENIQUE,
MUSIQUE A VOIR
par la C.R.I.M.E.SAMEDI 12 ONLY
C. C. ARAGON-TROUET 21 H 00
CONCERT GERSHWIN
R. KERONCOURT, A.E. STREET, C. TSANMARDI 15 ARCHER
SALLE JEAN VILAR 21 H 00
FEU, COULEUR DE CENDRE
par l'ENSEMBLE INTERACE et 60 artistesLE GROUPE ERIK SATIE
MERcredi 16 VITRY
THEATRE JEAN VILAR 14 H 15
HISTOIRES SANS IMAGES
SPECIALISE pour ENFANTS par la G.M.V.L.

46-86-87-37

MUSIQUE



VEN. 18 JANV. 18H30

ELISABETH
CHOJNACKA

clavier

Sylvio Guadalu percussions

« Rythme et plus »

ou le clavier autrement

FERRARI - SOLAL - KNITTEL

ANDRIENSON - MIRIEAU

PRIX 65 F

LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 6

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

SANS VISA

DOM JUAN

Télérama

DE MOLIERE
MISE EN SCENE
JACQUES ROSNER
DECOR ET COSTUMES
MAX SCHOENDORFF
AVEC
GERARD DESARTHE
MICHEL BOUJENAHPRODUCTION
LE SORANO
THEATRE NATIONAL
DE TOULOUSE
MIDI-PYRENEES

France Inter

LOCATION/RENSEIGNEMENTS 47 27 81 15
SALLE JEAN VILAR DU 10 JANVIER AU 9 MARS 1991

THEATRE NATIONAL DE CHATELAIN

LA RESSERRE

Théâtre de la Cité Internationale

LOCATION 45 89 38 69

Le Seuil du Roi de W.B. YEATS

traduction Yves de BAYSER

décor, costumes José QUIROGA

musique Daniel TERUGGI

COMPAGNIE JEAN BOLLERY

EK

ENSEMBLE INTER CONTEMPORAIN

ATELIER IRCAM

Pierre Boulez

« explosante-fixe »

création

Composée à l'Institut d'Art et de Technologie de la Sorbonne

Ensemble InterContemporain

Direction Pierre Boulez

Avec le concours de la Caisse des Dépôts et Consignations

Centre Georges Pompidou

IRCAM

Andrew Gersso, compositeur musical

Pierre-André Valade, directeur

Sophie Chemier

Emmanuelle Ophélie, chef de technique IRCAM

11, 12, 14, 16 janvier - 20 h 30

13 janvier - 16 h

Centre Georges Pompidou

42 60 94 27

سوالی و جوابی

CULTURE

CINÉMA

Un homme exemplaire

Les faiblesses du film « Korczak » n'empêchent pas son héros d'être admirable

A la sortie de la première projection publique de *Korczak*, d'Andrzej Wajda, le mercredi 9 janvier à Paris, un reporter de RTL interrogeait les spectateurs. Ils étaient assez nombreux, et comme il se doit l'après-midi, plutôt très jeunes ou plutôt assez vieux. Certains ont dit que la fin du film « les gênait ». C'est bon de ne pas se sentir seul, parfois. Car la fin de *Korczak*, qui retrace les derniers mois d'un homme exemplaire dans le ghetto de Varsovie, n'est pas moins ambiguë à la seconde vision qu'à la première.

Mais avant de revenir sur cette « entrée dans la légende » des petits martyrs de Treblinka s'échappant au ralenti du train de la mort, sur ces images menteuses bien qu'émouvantes, et quoi qu'en dise Wajda, portées d'un espoir inerte, même si elles sont contredites par le « carton » final, posons-nous une question qui ne souffre pas la polémique, une question stricte : *Korczak* est-il un bon film ?

La réponse est non. L'utilisation « artistique » du noir et blanc (remarquablement manié par le chef opérateur Robby Müller) autorise Wajda à inclure dans son film quelques documents d'archives (tournés par les Allemands eux-mêmes à l'intérieur du ghetto), horrible « reportage » sur le ramassage dans les rues des juifs morts de faim pendant la nuit. Et procédé habile qui « authentifie » tout le reste. Or le reste est une illustration édifiante et bavarde de la vie d'un saint laïque, une suite de saynètes surjouées avec une fausse sobriété ostentatoire, un défilé d'archétypes à intention pédagogique (le Polonais un peu lâche, le Polonais héroïque, le « collaborateur », la petite aryenne blonde, etc.). Wojtek Pzoniak (*Korczak*), qu'on a connu pire, ruisseau de bonté imperturbable, et les enfants sont évidemment émouvants, d'autant qu'on sait ce qui les attend.

Alors la fin ? Eh bien, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle prête à l'interprétation. Certains y

voient « une transfiguration par l'art », d'autres « une récupération chrétienne », d'autres « une ouverture symbolique sur l'avenir ». Les participants au Festival de Jérusalem, où le film a été présenté, y ont vu pour leur part une allégorie de



Andrzej Wajda pendant le tournage de « Korczak »

la naissance de l'Etat d'Israël (à cause de la bannière frappée de l'étoile de David que portent les enfants...). On peut y voir ce que l'on veut.

Parce que je respecte, admet, et défend la force des images, j'y vois, moi, un impardonnable mensonge.

DANIELE HEYMANN

■ L'Association des Amis du Docteur Janusz Korczak, créée pour faire connaître l'œuvre scientifique et littéraire du grand médecin et pédagogue, diffuse les livres de *Korczak*, dont une douzaine de titres sont disponibles en français (10 rue Saint-Sébastien, 75011 Paris).

La nécessité selon Wajda

Suite de la première page

Pourtant, Henryk Goldszmit — Janusz Korczak était son pseudonyme littéraire — se sentait d'abord polonais parce qu'il était venu au monde dans une Pologne soumise au joug tsariste et que, esprit libre, il allait tout naturellement sympathiser avec ceux qui voulaient libérer son pays. Son père lui avait inculqué la fierté d'être polo-

lone, et juif, la foule s'en prenait aux juifs dans les rues de Varsovie. Un soir, après avoir assisté à l'humiliation d'un rabbin par des voyous, il écrivit dans son journal : « Quelle impuissance ! Faut-il que je me laisse transformer en juif ? Je suis polonais... Ils ne m'empêcheront pas d'être polonais. Vive la Pologne ! » (1)

Deux voyages dans les kibboutz de

polonais — par défi, puisqu'il est trop âgé pour combattre : « Je suis fier d'être un officier polonais », dit-il. Il refuse de porter le brassard frappé de l'étoile de David, mais ne se dérobe pas au moment où les Allemands commencent à parquer les juifs : refusant à plusieurs reprises les offres d'amis qui veulent l'aider à rester en zone aryenne, il accompagne son orphelinat dans l'enfer du ghetto puis des camps de la mort.

Les années du ghetto

Pour porter à l'écran cet extraordinaire personnage qui montre que, contrairement à ce que pensent encore aujourd'hui de trop nombreux Polonais, on peut être juif et polonais, Andrzej Wajda et, pour le scénario, Agnieszka Holland, ont choisi de se limiter aux années du ghetto. C'était donc aller droit au cœur du débat et soulever les éternelles questions sur la Pologne, les juifs et l'antisémitisme.

Le film, tourné en noir et blanc, à l'aide de documents d'archives, a été bien accueilli en Israël, à Londres, en Suède et en Allemagne. C'est en France qu'il a déclenché une polémique dès sa présentation au Festival de Cannes (le *Monde* daté 13-14 mai 1990). On a reproché à Wajda d'escamoter l'antisémitisme des Polonais, et surtout la scène finale outragée, où l'on voit les enfants et le docteur Korczak s'échapper du wagon qui les mène à Treblinka et courir au ralenti dans un paysage champêtre, avant qu'apparaisse l'inscription : « Le docteur Korczak et les enfants sont morts dans les chambres à gaz à Treblinka en août 1942 ».

Profondément touché par ces accusations, Andrzej Wajda a voulu avoir « les plus grandes difficultés à les comprendre ». « Ce film, nous s'en est-il déclaré, je l'ai fait en toute bonne foi. J'étais intimement persuadé qu'il était nécessaire au public polonais, et nécessaire en ce moment. Mes intentions étaient pures. » Pour apaiser la polémique on a demandé à l'auteur de l'*Homme de nuire* de supprimer la dernière scène, que Wajda et Agnieszka Holland voient comme une « ouverture symbolique sur l'avenir ».

Wajda a refusé, expliquant : « C'était l'idée de certains critiques. Après, d'autres seraient arrivés disant qu'il fallait encore enlever telle ou telle scène. C'est ainsi que ça se passait en Pologne à l'époque stalinienne : on coupait les scènes les unes après les

autres au fur et à mesure qu'on passait devant le ministère du cinéma, puis le comité central... Non, ce n'est pas une méthode. »

On ne peut s'empêcher de rapprocher cette polémique de celle provoquée en France par les dérapages antisémites de la récente campagne électorale présidentielle polonaise, de la dégradation de l'image de Lech Wałęsa et de la Pologne en général dans les médias français. La sensibilité particulière des intellectuels français — par comparaison avec ceux d'autres pays occidentaux, comme les États-Unis — dès qu'il s'agit des juifs et de la Pologne suscite de vraies questions : pourquoi, lorsque l'épisopat polonais se décide enfin à condamner expressément l'antisémitisme, cela passe-t-il inaperçu en France ? Ne se laisse-t-on pas entraîner vers une interprétation de l'Histoire qui revient à mettre sur le même plan Polonais et Allemands au regard du génocide juif ? Dénierait-on à un non-juif, qui plus est polonais, le droit de tourner un film sur *Korczak* et le ghetto de Varsovie ? « L'Histoire des juifs appartient à l'humanité toute entière », rétorque Agnieszka Holland.

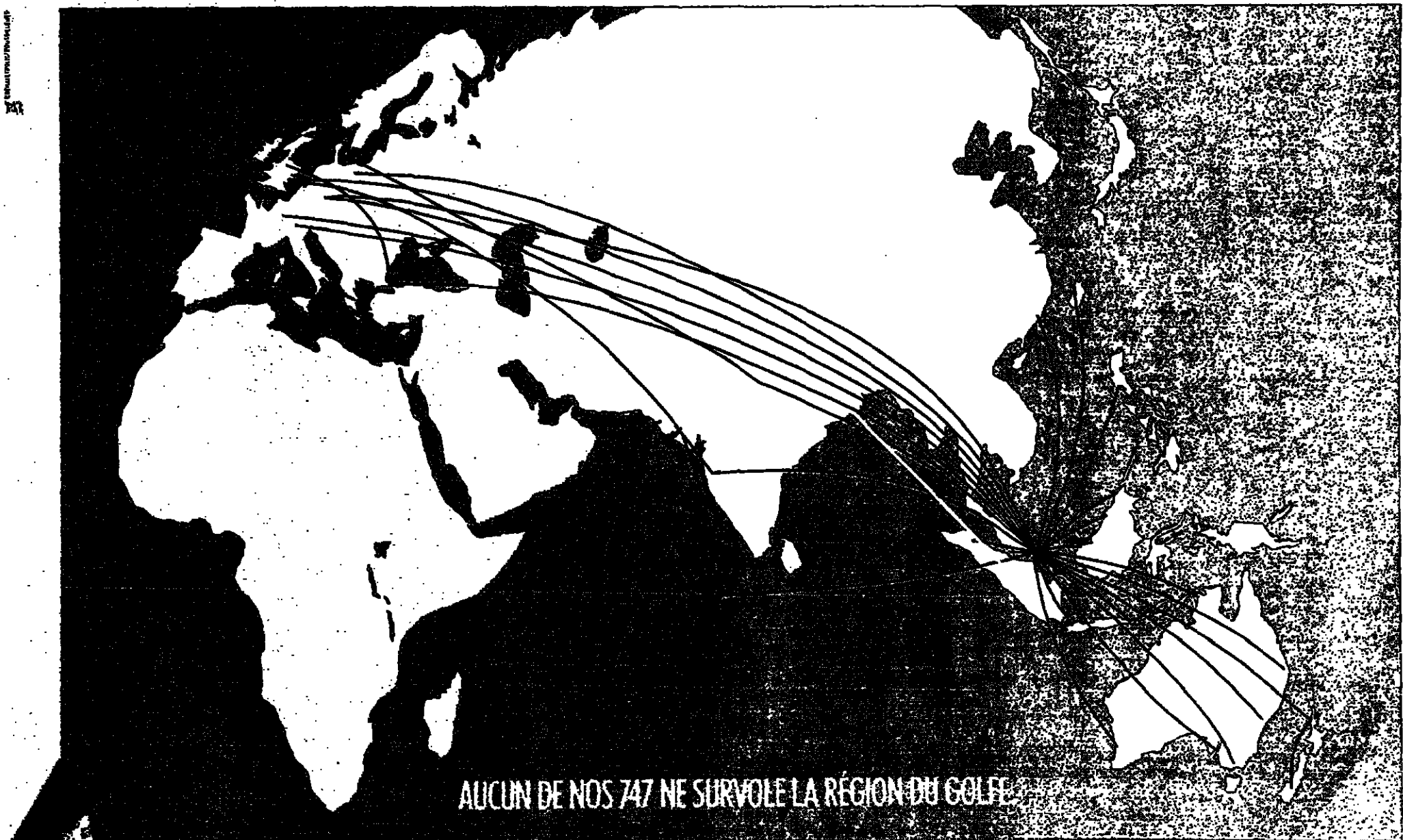
Les Polonais, y compris ceux d'origine juive, vivent mal cette sévérité à leur égard et se retranchent dans une attitude défensive. L'incompréhension est réciproque. Plusieurs intellectuels polonais, juifs et catholiques, ont fourni des études extrêmement instructives sur l'histoire et la complexité des rapports juéo-polonais (2) ; elles ont eu peu d'écho en France. Il est vrai qu'elles n'ont pas eu non plus la plus grande diffusion en Pologne, et à se trouve peut-être la clé du problème. Les Français, qui vivent en démocratie, ont pu mener une réflexion sur leurs rapports avec les juifs sous l'occupation nazie. En Pologne, où l'occupation fut plus cruelle encore qu'en France, le régime communiste s'est employé à occulter le problème, l'exploitant même pour servir ses propres intérêts. A travers le docteur Korczak, Wajda affirme vouloir servir cette réflexion.

SYLVIE KAUFFMANN

(1) *Le fidèle aux enfants*, par Alain Boller. Ed. SEDIP.

(2) Lire, par exemple, l'étude d'Alexandra Smolna, « Les juifs dans la mémoire polonaise », *Esprit*, juin 1987, et celle du Pese dominicain Jack Salit, « The spiral of hostility », *L'Express*, 11 mai 1990.

SEUL SINGAPORE AIRLINES PROPOSE 30 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE EN DIRECTION DE SINGAPOUR.



AUCUN DE NOS 747 NE SURVOLE LA RÉGION DU GOLFE

Seul Singapore Airlines vous propose un choix de 30 vols directs, au départ de 13 villes d'Europe et en direction de Singapour, puis de l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Orient. Tous nos vols s'effectuent sur 747 MEGATOP ou BIGTOP et aucun d'entre eux ne survole la région du Golfe. Cela vous permettra de garder le sourire et de vous détendre dans le confort de la flotte la plus moderne du monde, en appréciant une qualité de service devenue la référence des compagnies aériennes.

SINGAPORE AIRLINES
Les Merveilleux Voyages.

AGENDA

JEUDI 10 JANVIER

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE

Salle d'art graphique Mnam. Jusqu'au 25 février 1991.

ART ET PUBLICITÉ. Grande galerie 5 étages. Entrée : 18 F. Jusqu'au 26 février 1991.

AU BONHEUR DU TEMPS : AGENDAS, ALMANACHS ET CALENDRIERS. Salle d'accueil du 8^e ét. Entrée : 18 F. Jusqu'au 25 février 1991.

JOSEPH MARIA JUDOL. Architecte 1879-1949. Galerie contemporaine. Jusqu'au 25 février 1991.

PASSAGES DE L'IMAGE. Musée national d'art moderne. Entrée : 24 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

JEAN PROUVÉ. Galerie du Cci. Entrée : 16 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ALBERTO SCHOMMER. Portraits (1969-1988). Galerie de la BP 2 étage. Jusqu'au 11 mars 1991.

TELEVISIONS D'EUROPE. Galerie du forum. Jusqu'au 4 février 1991.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

DE MANET À MATISSE, SEPT ANS D'ENRICHISSEMENTS AU MUSÉE D'ORSAY. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 mars 1991.

DESSINS D'ARCHITECTURE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 janvier 1991.

IL Y A CENT ANS ILS ONT DONNÉ L'OLYMPIA. Exposition-dossier. Entrée : 28 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 25 février 1991.

MANET : PASTELS ET DESSINS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 janvier 1991.

LES SALONS CARICATURAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 janvier 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-61). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 16 janvier.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU DÉPARTEMENT DES OBJETS D'ART. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

MÉMOIRES D'AVEUGLE. L'AUTO-POURTRAIT ET AUTRES RUINES. Partis pris : dessins du Louvre choisis par Jacques Derrière. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 21 janvier 1991.

LA ROMANESQUE DE MARATTA À PIRANÈSE (1650-1780). Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 18 février 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Molten. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

L'ART EN BELGIQUE FLANDRE ET WALLONIE AU XX^e SIÈCLE. Un point de vue. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mars 1991.

IMAGES INVENTÉES. La photographie créative belge dans les années cinquante. Entrée : 28 F. Jusqu'au 3 février 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Germaine Tillion. T.J. et mar. de 10 h à 22 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 août 1991.

LE MAROC VU PAR LES GRANDS ARTISTES. Galerie nationale (42-30-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 25 février 1991.

PICASSO, UNE NOUVELLE DATE. Galerie nationale (42-30-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. (dim. : 16 F.). Jusqu'au 14 janvier 1991.

SIMON VUET. Galerie nationale (42-89-23-13). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 11 février 1991.

MUSÉES

1840 : LE DERNIER VOYAGE DE NAPOLEON. 180 anniversaire du retour des cendres. Hôtel national des Invalides, 6^e arr., place Vauban (45-55-92-30). T.J. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

L'ARBRE ET LES NAÏFS. Musée d'Art naïf Mex Fourny - halle Saint-Pierre, 2, rue Roncier (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Du 11 janvier 1991 au 11 mars 1991.

ART ÉSOTÉRIQUE DE L'HIMALAYA. La donation Lionel Fournier. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (45-45-17-15). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 28 janvier 1991.

ARTISTES TCHÈQUES ET SLOVAQUES

Musée du Luxembourg, 15, rue de Valenciennes (42-34-25-96). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

JANE EVELYN ATWOOD. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-30-80). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F (billet d'accès au musée de la famille : 40 F.). Jusqu'au 17 février 1991.

NIKI DE SAINT-PALLE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

LES DESSOUS DE LA VILLE. Paris souterrain. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-87). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

L'ENFANCE DU REGARD. Parc de la Villette, Foire Information, esplanade Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN : LE QUAI VOLTAIRE. Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de la Harpe. T.J. et mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 24 février 1991.

FERRACCI. Affichiste de cinéma. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 janvier 1991.

GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE. Bibliothèque Nationale, galerie Mouton, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.J. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 janvier 1991.

L'HOMME AU TRAVAIL : LE GESTE ET L'IMAGE. Argot, Seeburger, Arianne, Ganne, Fehrer, Feuille. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 27 janvier 1991.

HYMNE AU PARFUM. Musée des Arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-30-32-14). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 février 1991.

LAMARTINE ET LES ARTISTES DU XIX^e SIÈCLE. Musée de la vie romaine - Hôtel Bonaparte-Schaffar, 18, rue Chapelle (42-74-95-38). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE MEUBLE RÉGIONAL EN FRANCE. Musée national des arts et traditions populaires, 5, av. du Maréchal de Lattre (40-67-90-00). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 15 F (prix d'entrée du musée), 10 F le dim. Jusqu'au 25 février 1991.

LE MOBILIER SORT DE SA RÉSERVE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 7 février 1991.

LES MYSTÈRES DE L'ARCHÉOLOGIE. Les sciences à la recherche du passé. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. de 10 h à 18 h. Conférences à 20 h 30 le mercredi 9 janvier 1991. Entrée : 23 F. Jusqu'au 27 janvier 1991.

ANTHROLOGIE ET RELIGION POPULAIRES CHINOISES. Musée Kwok On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-99-42). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 16 mars 1992.

ÉGYPTES. Le Vivien (47-03-81-10). T.J. de 10 h à 20 h. Nœuds le sam. Jusqu'à 23 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 mars 1991.

RADAR. Cartes postales et photographies. Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 février 1991.

LA NUIT DES TEMPS. Musée de l'Homme, hall, place de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée libre. Jusqu'au 31 décembre 1992.

L'ORIENT ET LE DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 mai 1991.

PARIS. PEINTS PANORAMIS. Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1991.

LE PARIS DE BOUBAT. De 1946 à nos jours. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LA PHOTOGRAPHIE JAPONAISE DE L'ENTRE-DEUX GUERRES. Du pictorialisme au modernisme. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-65-33). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comportant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 4 février 1991.

PHOTOS DE FAMILLE. Grande Halle de la Villette, nef, 211, av. Jean-Jaurès (42-49-77-22). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 17 février 1991.

SALON DE LA MARINE 1990. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-21-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 25 février 1991.

SOLIDARITÉ. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de la Harpe (42-78-00-01). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991. / Parc de la Villette, Maison de la Villette, angle avenue Corentin Cariou et quai de Charente (42-40-76-10). T.J. et mar. de 12 h 30 à 18 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

STARLIGHT. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-32-52-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

STUDIO MAGAZINE : LE CINÉMA DANS TOUS SES ÉTATS. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-32-52-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-49). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

DEVI TUSZYNSKI. Musée d'Art Jaff, 42, rue des Saules (42-57-84-15). T.J. et ven. et sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 31 janvier 1991.

LES VANITÉS DANS LA PEINTURE AU XVII^e SIÈCLE. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 28 F. Jusqu'au 16 janvier 1991.

LES VITRAUX DE LA RECONSTRUCTION 1918-1940. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J. et mar. de 13 h 45 à 17 h 45. Jusqu'au 14 janvier 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre 1991.

CENTRES CULTURELS

LES AMOUREUX À L'IMAGE. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fagier (42-76-14-50). T.J. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 mars 1991.

L'ART NUIT AUTOUR DE LA COLLECTION DE CAPE DORSET 1990. Service culture, Ambassade du Canada, 5, rue de Constantin (45-51-35-73). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 février 1991.

L'ART TRADITIONNEL ABORIGÈNE. Ambassade d'Australie, 4, rue Jean-Ray (46-05-80-45). T.J. et sam. et dim. de 9 h à 17 h. Jusqu'au 23 janvier 1991.

AUX SOURCES DU MONDE ARABE, L'ARABIE AVANT L'ISLAM. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et mar. de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre 1993.

PAOLO BELLINI. Centre culturel suisse, 32-33, rue de Valenciennes (42-71-44-50). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1991.

DESSINS ET MULTIPLES. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 22 janvier 1991.

RICHARD ET HÉLVÉ DI ROSA. Galerie Interaction 11-20, 38, rue des Archives (43-55-84-51). Jusqu'au 30 mars 1991.

SARI DIENES. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 28 janvier 1991.

WILLIE DOHERTY. Galerie Giovanni Minelli, 7, rue des Ties-Bornes (40-21-99-33). Jusqu'au 2 février 1991.

NOL DOLLA. Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Du 10 janvier 1991 au 2 mars 1991.

JACQUES DOUCET. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-78). Jusqu'au 26 janvier 1991.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-33). Du 12 janvier 1991 au 16 février 1991.

FEMME. REGARDS DE PHOTOGRAPHES. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 19 janvier 1991.

POL GACHON. Galerie 10, 10, rue des Beaux-Arts (43-25-10-72). Jusqu'au 13 janvier 1991.

FRANÇOIS GIOVANGIGLI. Galerie Hadrian Thomas, 3, rue de la Plâtre (42-78-03-10). Du 12 janvier 1991 au 28 février 1991.

GEORGIE HENRI. Galerie Noguère, 6, rue Bonaparte (43-25-16-49). Jusqu'au 9 février 1991.

ROSELINE GRANET. Galerie Darthez Speyer, 8, rue Jacques-Callot (43-54-75-11). Du 10 janvier 1991 au 3 mars 1991.

DIDIER HAGÈGE. Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Berges (45-77-83-79). Du 15 janvier 1991 au 18 février 1991.

GEORG HERROLD. Galerie Sylvana Lomax, 13, rue Chapin (48-04-53-02). Jusqu'au 19 janvier 1991.

KOSAI HORI. Galerie Nane Stern, 25, av. de Tourville (47-05-08-48). Jusqu'au 9 février 1991. / Galerie Nane Stern, 26, rue de Charonne (48-08-78-64). Jusqu'au 9 février 1991.

LES SAINTS INNOCENTS. Marie du XVII^e, salle des commissions, 71, av. Henri-Martin. T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 27 janvier 1991.

VLADIMIR SOKOLSKY. ALBERT PAPIKIAN. Cité des arts, 18, rue de l'Hôtel-de-Ville. Du 10 janvier 1991 au 21 janvier 1991.

TRAVAUX DES ÉLÈVES DIPLOMÉS AVANT LES SÉLECTIONS DU JURY. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). De 13 h à 19 h. Du 10 janvier 1991 au 27 janvier 1991.

DANIEL TREMBLAY. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer (45-83-30-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 28 janvier 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY. Paris Art Center, 36, rue Pergolèse (43-22-39-47). T.J. et dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 2 mars 1991.

GALERIES

ROGER ACKLING. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 12 janvier 1991 au 9 février 1991.

GREGORY AMENOFF. Galerie Vidal-Saint-Philippe, 10, rue de Trévor (42-78-08-05). Du 12 janvier 1991 au 20 février 1991.

ENRICO BAI. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 2 février 1991.

BEN. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 6 février 1991.

JOSEPH BEUYS. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 24 janvier 1991.

FRANÇOIS BOISROND. Galerie Ariane Bonnel, 40, rue de Varnault (42-51-00-69). Jusqu'au 31 janvier 1991.

LOUISE BOUFIËL. CHEDRU. CLAUDE JETTER. Espace Quartier latin, 37, rue Tournefort (45-67-39-70). Du 15 janvier 1991 au 26 janvier 1991.

ALEXANDRE BONNIER. Galerie Lator-Opazo, 29, rue Mazurine (48-33-82-44). Du 10 janvier 1991 au 23 février 1991.

FREDÉRIC BOOTZ. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 18 janvier 1991.

VACLAV BOSTIK. Galerie Lemaître-Saint-Gervais, 43, rue de Saintonge (48-04-58-44). Jusqu'au 19 janvier 1991.

BUTTL. Galerie Jacques Barlier - Caroline Beltz, 9, rue Mazurine (43-54-10-97). Du 12 janvier 1991 au 2 février 1991.

CHARLEMAGNE-PALESTINE. Galerie du Génie, 11, rue Keller (48-06-02-93). Jusqu'au 31 janvier 1991.

ALAN CHARLTON. GEORGE RICHTER. MICHEL VIELUX. Galerie Durand-Dessart, 3, rue des Hauts-de-Seine (42-77-63-80). Jusqu'au 2 février 1991.

CHASSIS SÉRIGRAPHIQUES. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Valenciennes (42-76-14-50). Du 10 janvier 1991 au 9 février 1991.

DOMINIQUE COIFFIGNIER ET FRANCIS WILSON. Galerie Keller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 30 janvier 1991.

LA COULEUR DES MOTTS. Galerie Luciana Herzog, passage Molère, 157, rue Saint-Martin (48-37-38-94). Jusqu'au 2 février 1991.

TONY CRAGG. Galerie Crouzet-Robert, 40, rue Quincampoix (42-77-36-87). Jusqu'au 9 février 1991.

HELENE DELPRA. Galerie Maeght, hôtel Le Rabourc - 12, rue Saint-Merr (42-78-43-44). Du 15 janvier 1991 au 9 février 1991.

DESSINS ANCIENS. Galerie Habokot & Co, 137, rue du Faubourg Saint-Hippolyte (43-54-84-53). Jusqu'au 19 janvier 1991.

DESSINS ET MULTIPLES. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 22 janvier 1991.

RICHARD ET HÉLVÉ DI ROSA. Galerie Interaction 11-20, 38, rue des Archives (43-55-84-51). Jusqu'au 30 mars 1991.

SARI DIENES. Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette (47-00-10-94). Jusqu'au 28 janvier 1991.

WILLIE DOHERTY. Galerie Giovanni Minelli, 7, rue des Ties-Bornes (40-21-99-33). Jusqu'au 2 février 1991.

NOL DOLLA. Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Du 10 janvier 1991 au 2 mars 1991.

JACQUES DOUCET. Galerie Fabien Boulakia, 20, rue Bonaparte (43-26-56-78). Jusqu'au 26 janvier 1991.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-05-33). Du 12 janvier 1991 au 16 février 1991.

FEMME. REGARDS DE PHOTOGRAPHES. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 19 janvier 1991.

POL GACHON. Galerie 10, 10, rue des Beaux-Arts (43-25-10-72). Jusqu'au 13 janvier 1991.

FRANÇOIS GIOVANGIGLI. Galerie Hadrian Thomas, 3, rue de la Plâtre (42-78-03-10). Du 12 janvier 1991 au 28 février 1991.

GEORGIE HENRI. Galerie Noguère, 6, rue Bonaparte (43-25-16-49). Jusqu'au 9 février 1991.

ROSELINE GRANET. Galerie Darthez Speyer, 8, rue Jacques-Callot (43-54-75-11). Du 10 janvier 1991 au

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— Béatrice MOUGNE et Dominique GIRARD ont la joie d'annoncer la naissance à Paris de

Clément GIRARD, le mercredi 2 janvier 1991, à 12 h 30, 26, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

— Claire, Nicolas et Zoé ont la joie d'annoncer la naissance de

Joséphine, le 7 janvier 1991.

BRUEDER-MONOD, 17, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris.

— Patricia et Brice LALONDE, Stéphanie, Alexandre, Emilie, Marie, ont la joie d'annoncer la naissance de

Martin, le 7 janvier 1991.

Décès

— Lyon.

Le président de l'université Jean-Moulin, le doyen de la faculté des lettres, le personnel de l'université, ont le profond regret de faire part du décès de

M. Roland ANTONIOLI, professeur émérite de langue et littérature françaises, commandeur des Palmes académiques, Messie de l'Université, l'abbé Claude de Tassin, le jeudi 10 janvier 1991, à 10 h 15.

— M. François Aouillé, ses enfants, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

docteur Robert AOUILLÉ, survenu le 6 janvier 1991, à Chalon, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le mercredi 9 janvier.

48, quai Pasteur, 37000 Chinon.

— M. Simon Penso Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis BIDEZ, survenu à Paris le 5 janvier 1991, dans sa cinquante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

70, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

— Marion-Dominique Colaque, son épouse, ses enfants, sa famille, font part du décès de

Bernard CALAQUE, survenu, le 6 janvier 1991, à l'âge de cinquante-six ans.

Les obsèques ont eu lieu sur l'île d'Oléron, le 8 janvier 1991, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Remy Chamoux, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Remy CHAMOUX, conseiller des affaires étrangères, chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, beau-père et grand-père, survenu à son domicile, le 30 décembre 1990, dans sa soixante-dixième année.

Les obsèques religieuses, suivies de l'inhumation, ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 4 janvier 1991, à Pont-Saint-Espirit (Gard).

Une messe du souvenir sera dite le samedi 26 janvier, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge (chapelle Saint-Joseph, transept droit), à Paris-14 (métro Alsia).

11, rue Gustave-Le Bon, 75014 Paris.

— Nous apprenons le décès de

M. l'abbé Etienne GAUTIER, mort subitement, le 27 novembre 1990, âgé de soixante-trois ans, à Rambaud (Hautes-Alpes), où il a été inhumé le 29 novembre.

De la part de : Sœur Bénédicte Elisabeth Gautier, 7, rue d'Isy, 92170 Neuville.

M. l'abbé Bernard Gautier, 52, rue de Paris, 77420 Champs-sur-Marne.

M. l'abbé Claude de Tassin, 15, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

— M. Catherine Lohéac, son époux, Archibald, Raphaële et Philippine, ses enfants, M. Paul Lohéac, sa mère.

Le docteur et M. Jacques Fours, ses beaux-parents, le docteur et M. René Lohéac et leurs enfants, M. Francis Lohéac, M. Annie Lohéac et leur fille, M. et M. Philippe Lohéac et leurs enfants, M. Gilles Lohéac et ses enfants, M. et M. Joël Lohéac et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Duquesne et leurs filles, M. et M. Patrick Lohéac et leurs enfants, M. et M. Constantin Hagondokoff et leurs enfants, M. et M. Pierre Keller et leurs enfants, M. et M. Gilles Gervoson et leurs enfants, M. et M. Philippe Fours et leurs enfants, M. Dominique Fours et sa fille, M. et M. Jean-Louis Fours et leurs enfants, M. et M. Patrick Le Bihan et leur fille, M. et M. Alain Texier et leurs enfants, M. et M. Patrick Fours et leurs enfants, M. Marie-Christine Fours, Et les familles Monnier, Bévière, Lemonnier, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Didier LOHÉAC, survenu le 7 janvier 1991, jour de ses trente-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 11 janvier, à 9 h 45, en l'église Toussaints (rue du Capitaine-Alfred-Dreyfus), à Rennes.

L'inhumation aura lieu le jour même au cimetière de Manneville-la-Pipard (Calvados), à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Catherine Binda, sa fille, M. Jérôme Binda, son époux, ont la douleur de faire savoir le décès à quatre-vingt-neuf ans, le 9 janvier 1991, de

M. Charles STERLING, conservateur honoraire du Musée du Louvre, professeur émérite, Instituteur of Fine Arts, New York University, senior research fellow, the Metropolitan Museum of Art, New York, docteur honoris causa de l'université de Varsovie, officier de la Légion d'honneur, commandeur des Arts et Lettres, chevalier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, médaille des volontaires, armée polonaise, invasion bolchévique, 1920, médaille de vermeil de la Ville de Paris.

L'inhumation aura lieu le vendredi 11 janvier, à 14 h 30, au cimetière de Neuilly, 78980 Bréval.

La direction des Musées de France, la direction du Musée du Louvre et les conservateurs des Musées de France ont la tristesse de faire part de la disparition de

Charles STERLING, commandeur de l'Ordre des Arts et des Lettres, officier de la Légion d'honneur et ancien conservateur au département des peintures du Musée du Louvre.

Décédé le 9 janvier 1991, ce grand historien d'art laisse une œuvre considérable au service du Musée du Louvre et de la connaissance de la peinture.

On lui doit, entre autres, des travaux essentiels sur les primitifs français et les peintres de la réalité qu'il contribuait à redécouvrir.

(Lire page 12.)

— Les familles Cardoso, Zeitoun, Fali, Archi, Figit, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Judith ZEITOUN, née Cardoso.

Elle s'est éteinte doucement le 8 janvier 1991 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

15, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.

— Après la disparition brutale le 14 décembre 1990 de

Salim S.A. SEHENTOU, membre de la Société de psychanalyse de Paris,

Françoise,

profondément émue par les nombreuses marques de sympathie, remercie, ici, les amis associés à sa douleur ; lui qui aimait tant la vie pensait aussi qu'il n'y avait pas d'autre mort que l'absence d'amour.

6-8, rue des Ursulines, 75005 Paris.

— En mémoire de

Georges André GEHA, endormi dans la paix du Seigneur le 11 décembre 1990, un service de requiem sera célébré le samedi 12 janvier 1991 en la cathédrale Saint-Etienne des Grecs orthodoxes, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16, à la suite de la Sainte Liturgie de 18 h 30.

— Le 2 décembre 1990 nous quitte

M. Pierre MEILHAC. Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 15 janvier, à 18 heures, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

3, rue Louis-Dessard, 95120 Erment.

— M. Pierre MEILHAC, ses enfants, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MEILHAC, survenu le 11 janvier 1991, à 18 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, Paris-7.

— Il y a dix ans, le 11 janvier 1981, s'éteignait

M. Suzanne BERMAN, née Rolland.

Il y a vingt ans, le 11 janvier 1971, son fils

Jean-François BERMAN nous quittait à l'âge de trente ans.

Ces deux qui les ont connus et aimés ont une pensée à cette occasion.

— Il y a trois ans

Nicole CIANO était enlevée à ceux qui l'aimaient tant. Elle était intelligente et si bonne. Au Restaurant du Marché, à 21 heures, ensemble nous penserons à elle.

Le Monde EDITIONS

Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

— Le 11 janvier 1988,

Alexis GRJBINE nous quitte.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 11 janvier 1986,

Roger HAGNAUER, « Piqueur », cofondateur de la Maison d'enfants de Sévres, militant syndicaliste, rejoignait

Yvonne HAGNAUER, fondatrice de la Maison d'enfants de Sévres,

décédée le 1^{er} novembre 1985.

Que tous les anciens et amis se souviennent.

— Le 12/12/86 des Cahiers Bernard-Lazare est paru. Au sommaire : Reinhard Koselleck, Myriam Revault d'Allionnes, Michel Deguy, René Schwob, Jean Jacob, Georges Perec, C.R.L. 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-69-19.

— Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de la rubrique « Nos abonnés », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-34 ou 40-65-29-36

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal.

15, rue Falguère, 75015 Paris. Tél. : 206 806 F. Télécopieur : 45-66-77-13. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 62 F. Abonnés et actionnaires : 80 F. Communications diverses : 85 F. Les lignes en capital sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT Voici les hauteurs d'enneigement du samedi 9 janvier. Elles sont communiquées par Ski France, l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61), boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui diffuse aussi ces renseignements sur réponse téléphonique au 11 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code : 028.

Les chiffres indiqués, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE Aoraz : 50-220 ; Les Carroz-Arèches : 50-90 ; Chamonix : 35-275 ; La Chapelle-d'Abondance : 20-60 ; Châtel : 30-180 ; La Clusaz : 35-170 ; Combloux : n.c. ; Les Contamines-Montjoie : 30-140 ; Flaine : 51-200 ; Les Gets : 20-120 ; Le Grand-Bornand : 25-95 ; Les Houches : 10-70 ; Megève : 35-130 ; Morillon : 30-100 ; Morzine : 15-130 ; Pralognan : 40-100 ; Saint-Gervais : 50-90 ; Samoëns : 20-100 ; Thônes : Les Mézannes : n.c.

SAVOIE Les Arcs : n.c. ; Arches-Beaufort : 30-190 ; Aussois : 50-100 ; Bonneval-sur-Arc : 100-190 ; Bossana : 70-80 ; Corbière : 120-130 ; Courchevel : 90-145 ; Crest-Voland/Courmayeur : 45-110 ; Flumet : n.c. ; Les Menuires : 38-125 ; Méribel : 45-110 ; La Norma : 30-100 ; Notre-Dame-de-Beccombe : 30-50 ; Peisey-Nacroz-Vallandry : 70-170 ; La Plagne (altitude) : 110-200 ; La Plagne (village) : n.c. ; Roisère : 1850 ; 115-250 ; Saint-François-Longchamp : 30-120 ; Les Saix : 40-120 ; Tignes : 42-240 ; La Toussuire : 50-70 ; Val-Cenis : 55-150 ; Valfréjus : 30-130 ; Val d'Isère : 127-175 ; Vallières : 41-110 ; Valmeinier : 35-80 ; Valmorel : 50-150 ; Val-Thorens : n.c.

ISÈRE Alpe d'Huez : 75-220 ; Alpe du Grand-Serv : 35-60 ; Auris-en-Oisans : 55-85 ; Autrans : 60-120 ; Chamrousse : 30-90 ; Le Collet-d'Allard : 35-65 ; Les Deux-Alpes : 40-230 ; Grésivaudan : 80-130 ; Lans-en-Vercors : 60-100 ; Mâure : 50-100 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 15-40 ; Les Sept-Laux : 30-70 ; Villard-de-Lans : 50-90.

ALPES DU SUD Auron : 40-90 ; Beuil-Les-Lanoux : 50-90 ; Briançon : 45-170 ; Isola-2000 : n.c. ; Montgenèvre : 35-75 ; Orcières-Merlette : 80-200 ; Les Orres : 50-120 ;

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5432

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. A se mettre à genoux. — II. Ont plus d'une leçon à recevoir. — III. Font des sommes. — IV. Bras coupé. Conjonction. Pas perdu. — V. Malheur à celui qui lui volait dans les plumes. I. Album de nombreux feux. — VI. Fera un tour. — VII. Régat du « greffier ». — VIII. Pourrait fort bien tenter le démon. — IX. Adverbe. Encre noire. — X. Qui n'a rien pris. Ne craint pas le froid. — XI. Occasions de frapper fort. Pour accrocher des fiats.

VERTICALEMENT
1. S'attaque à des tags. — 2. Vient pas bon. Qui a toujours été là. — 3. Se montre très dur. S'est fait un nom dans la chanson. Note. — 4. De quoi satisfaire certains besoins. Spécialistes de l'étagère. — 5. Nombreux sont ceux qui passent par lui. Homme de fonctions. — 6. Mène une vie de chien. Objet de « taille ». — 7. Ne s'étend pas. Apparaissent sur les pieds. — 8. Ne peut évincer ce qui s'appelle une flèche. En fait en cas d'absence. — 9. Lettres de félicitations. Les choses de la vie. Amenée à la ramener.

Solution du problème n° 5431
Horizontalement
I. Bédards. — II. Ouvriers. — III. Lieu. Gai. — IV. Més. — V. Ame. Pose. — VI. Nommé. — VII. Die. Nuée. — VIII. Innocente. — IX. Set. Elna. — X. Ta. Créant. — XI. Eudes.

Verticalement
1. Bollandisme. — 2. Liu. Moineau. — 3. Evénement. — 4. Dru. Ca. — 5. Az. Spencers. — 6. Reg. Uddé. — 7. Draisienne. — 8. Selle. Etend. — 9. Set. Osé.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 9 janvier 1991 :

DES ARRÊTÉS :

— du 24 décembre 1990 relatif à l'organisation et à la discipline du troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

— du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 4-1 du décret n° 45-0118 du 19 décembre 1945 portant règlement d'administration publique pour l'application du statut des avoués ;

— du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 5-1 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs et aux conditions d'accès à cette profession ;

— du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 5-2 du décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités de créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers publics ou ministériels et auxiliaires de justice ;

— du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 3-1 du décret n° 87-601 du 20 juillet 1987 relatif aux conditions d'accès à la profession de greffier de tribunal de commerce ;

— du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 7-1 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire.

Nomination de magistrats

Par décret publié au Journal officiel du 9 janvier sont nommés :

Conseillers à la Cour de cassation : M. Paul Gomez, procureur général près la cour d'appel de Poitiers ; M. Jacqueline Pariente, épouse Clavery, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Christian Pierre, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Jean Leconte, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Christian Lassalle, président de la chambre d'accusation à la cour d'appel de Bordeaux.

Premiers présidents :

— à la cour d'appel de Rouen, M. Pierre Sargos, président de chambre à la cour d'appel de Versailles ;

— à la cour d'appel de Caen, M. Jean-Claude Chilon, inspecteur des services judiciaires à l'administration centrale du ministère de la Justice.

EN BREF

□ Petit déjeuner... dans le RER. — Dans la matinée du samedi 26 janvier, une voiture-restaurant circulera sur les lignes du RER. Ce convoi exceptionnel, mis en circulation par le Cercle ouest parisien d'études ferroviaires (COPEF), sera remorqué par la locomotive électrique 2D2 5525 de 1934, classée monument historique. Départ de Massy-Palaiseau à 8 h 15 ou de Denfert-Rochereau à 8 h 50 pour Châtelet, Le Vésinet-Le Pecq et Torcy. Retour à gare de Lyon, La Défense, Denfert-Rochereau ou Massy-Palaiseau entre midi et 13 heures.

□ Participation aux frais. 360 F (petit déjeuner compris). Inscriptions et chèques avant le 21 janvier auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. Préciser la station de départ et joindre une enveloppe timbrée pour envoi de la convocation.

□ Les rites funéraires et leur fonction. — Le docteur Maurice Abiven, auteur de l'ouvrage *Humaniser l'hôpital* et créateur de l'unité de soins pour les mourants à l'Hôpital universitaire de Paris, donnera le jeudi 10 janvier à 20 heures une conférence sur « les rites funéraires et leur fonction dans la société », dans les locaux de la Fédération nationale des enseignants du yoga (FNEY) à Paris.

□ FNEY, 3, rue Aubriot 75004 Paris. Tél. : 42-78-03-05. Participation aux frais : 50 F.



COMPAGNIE DES ALPES. LE GRAND SKI

TIGNES 2100-3500 LES ARCS 1600-3200 PEISEY/VALLANDRY 1400-2300 LA PLAGNE 1600-3200 LES MENUIRES 1815-2850 ARGENTIERE MT-BLANC 1230-3300

ENNEIGEMENT A2000 M/moy 140 125 130 120 100 160

JANVIER, SKI "INTELLIGENT" : LA POUDREUSE EST LEGERE, LES PRIX AUSSI.

50100150

LIVRES • IDÉES

ROMANS

Les rendez-vous de juillet

Un défilé du 14 juillet, un livre, la visite de Charlotte :
Claude Ollier à l'ombre de Thomas Bernhard

FEUILLETON
de Claude Ollier.
Julliard, coll. « Dernier avis »,
136 p., 80 F.

Le flottement préside toujours aux descriptions impitoyablement précises de Claude Ollier. Le géomètre se frotte les yeux avant d'entreprendre ses repérages, ses mesures, ses classements d'objets, de sensations, de mots. Comme dans *l'Été indien*, ou *Mon double à Malacca*, comme dans *le Maintien de l'ordre* ou *Marrakech Médine* (1), le temps est blanc, le narrateur dédoublé. Et tout commence par un rêve.

Dans ce rêve, il y a une maison et un plan d'eau, et une femme qui fait visiter, avant de faire un geste étrange, celui d'abandonner la clé par terre. Mais, comme souvent dans les livres de Claude Ollier, l'espace du rêve est beaucoup plus familier que l'espace de la réalité. Il prépare à accepter les invraisemblances, les étonnements de la vie réelle. À la maison de banlieue de rêve fait écho une bergerie de Provence, vers Uzes, et sa chapelle. Le narrateur est là depuis peu, épilant sur sa vocation nomade qui s'accommodent à bien de ce nid.

L'histoire, le feuilleton puisque Feuilleton il y a, débute un 14 juillet. De la fenêtre de la bergerie, d'un côté, regarde le ravin, et de



Claude Ollier : tout commence par un rêve

l'autre, s'ouvre sur la place du village, on peut voir des gendarmes qui s'affairent ; mais que peuvent-ils bien chercher ?

Le narrateur a des jumelles, et il n'en perd pas une miette. C'est une première raison de s'inquiéter, cette agitation imprévue, et, note le narrateur, reprenant une citation : « Celui qui ne sait pas tout dire, qu'un événement étrange et imprévu

prend au dépourvu, sans matériel pour lui donner corps, celui-là n'est pas un écrivain. »

Ainsi est défini le projet. Le narrateur, lui, est musicien, et cela revient au même, on dirait. Musicien et lecteur. Dès le début de *Feuilleton*, un personnage s'installe, qui est un livre dont il faut se détacher pour faire face aux surprises de ce 14 juillet, un livre qui modifie les habitudes du narrateur, puis qu'il a décidé désormais de relire, et que cette fois-ci il lit à l'aventure, craignant même de perdre sa page, au milieu de cette dénonciation du siècle rageux et continue, sans passage à la ligne ni chapitres, ou presque, et qu'on aura reconnu dès le début, parce que son rythme baigne le livre de Claude Ollier comme un contrepoint musical. L'ombre de

Thomas Bernhard est décidément partout.

En attendant, comme dirait Claude Ollier, qui aime les géométries et les participes présents parce que sans doute ils permettent de préciser le paysage par infinie juxtaposition, voilà Charlotte qui débarque, juste après la mort et l'enterrement du chat Fétiche, un nom courant chez les chats. Charlotte a un blouson de cuir, les cheveux courts et bruns, l'énergie d'une marcheuse infatigable, un profil de statuette et une manière touchante de s'endormir comme une masse.

Elle semble annoncer que notre monde file un mauvais coton empoisonné, et qu'il faut se méfier des chènes verts, de la pierraille, des grillons. Tout est déjà pollué, il est trop tard.

Troisième acte : fuite de Charlotte ; deux personnages de western qui se sentent plutôt bien ensemble traversant, dans un nuage de poussière, la garrigue. Et le narrateur reprend son livre, dès que Charlotte s'éloigne. Elle a encore plus l'air d'un rêve que la fille du rêve de la maison de banlieue. Il s'est passé quelque chose de bizarre et d'inquiet pendant le défilé de 14 juillet, mais, honnêtement, on a du mal à se tracer pour ça, tout à l'air déjà tellement mal parti.

Claude Ollier, fidèle à son univers, continue, avec *Feuilleton*, l'élaboration très musicale de ses paysages qui, dit-il, ne sont ni froids ni tièdes, mais ailleurs. Il y a là du désespoir, mais aussi cette douceur indienne qui ne le quitte jamais.

Geneviève Brisac

(1) Tous ces livres sont publiés chez Flammarion, sauf *le Maintien de l'ordre*, chez Gallimard.

La petite musique de l'autarcie

LES DERNIÈRES TENTATIONS
de Christian Guillet.
Flammarion, 248 p., 110 F.

La solitude quelque peu haineuse et la singularité — relative — du projet littéraire de Christian Guillet devraient attirer sur son œuvre au moins le respect... L'entreprise autobiographique qu'il poursuit depuis trente ans, et qui s'inscrit, à sa modestie manière, dans une tradition allant de Montaigne à Gide en passant par Rousseau et Chateaubriand, n'est pas de celles qui peuvent prétendre à de larges suffrages publics. Ceux de Joubert ou d'Arland n'entrent guère dans cette solitude.

Mais l'isolement convient à la passion autobiographique, à l'allure ou à la pose de l'autobiographe ; isolement qui est même l'une des conditions et la principale dimension de l'esthétique et de la morale égotistes. De livre en livre — le huitième vient de paraître (1) —, Christian Guillet cultive sa passion, s'appliquant à relater, à mesure qu'il les vit, des épisodes de son existence. Des émois de l'adolescent aux « dernières tentations », ou tentatives, adultères du narrateur au tournant de la cinquantaine, l'amour occupe une part notable de ces épisodes.

La somme des riens

Tout semble n'exister, n'être vécu, que pour aboutir à un livre. Mais on est loin, ici, de l'absolu du rêve mallarméen. On est très loin également de la pure et rigoureuse radicalité d'un Roger Laporte, et le rapprochement entre l'expérience « biographique » de ce dernier (*Une vie*, POL, 1986) et celle de Christian Guillet serait injuste : le second, jouissant de l'assurance qu'il s'est lui-même accordée, se tient à l'exact opposé du risque accepté, revendiqué, par le premier. Ce tout dont nous parlons n'est, en fin de compte, que la somme et la combinaison des riens qui font une vie banale, indistincte, bourgeoise... Tout — ou riens — méthodiquement consigné, ordonné, commenté, et pré-

nant, par la vertu de l'écriture, sinon un très grand intérêt, du moins une manière de dignité. La littérature donnant sens à ce qui, sans elle, n'aurait que celui de cette invisible banalité.

«... Un esprit n'a guère d'affinités ou de tares dont le style ne porte les stigmates », souligne l'écrivain. Vérité profonde assurément, et générale qui vaut donc d'abord pour celui qui l'émet. Vérité cruelle aussi en l'occurrence : Christian Guillet manifeste dans son écriture un grand souci d'équilibre ; soudé qui, dans la description et l'analyse des nuances du sentiment, lui permet d'atteindre, parfois, une certaine beauté ; mais aussi, également dans lequel il s'embourbe comme il arrive souvent à qui s'écoute écrire, à qui laisse, sans contrôle, monter de lui-même la petite musique narcissique de l'autarcie.

Autarcie, cet « homme de droite » que se dit être Christian Guillet l'est aussi dans ses opinions et ses choix. Qu'il reste à Paris ou qu'il voyage au Brésil ou en Chine, sa récence demeure résolument européenne. Passons rapidement sur quelques niaiseries et banalités variations concernant le péri-l'Europe ou l'Europe adulte » (ce qui est assez piquant sous la plume de l'auteur...).

Ne passons pas cependant sur huit lignes que l'éditeur a accepté de faire imprimer en haut de la page 113. Le franc antisémitisme qui s'y exprime sans fard ni frein, à peine dissimulé sous un raisonnement d'une insondable vulgarité, ne frôle pas l'odieux, il s'y installe. On ne doit pas juger un livre sur une demi-page, ni sur la sympathie ou l'antipathie que son auteur, en ses opinions, en ses options et choix politiques ou même moraux, peut inspirer. Nous ne l'avons pas fait. Il n'est pas possible, en revanche, de dédaigner quiconque de sa propre parole, de chacune de ses paroles. Ne le faisons pas non plus.

Patrick Kéchichian

(1) Tous chez Flammarion.

Une rupture sans retour

LE VALET D'AVENTURE
de Gilbert Pastor.
Balland, 284 p., 119 F.

Il y a, dans les cales de chaque navire qui lève l'ancre, la promesse inquiétante d'un silence qui pourrait bien finir en nulle part. Mais ceux dont Gilbert Pastor dénoue les amarras au début du *Valet d'aventure*, contiennent bien plus que cela. Les soutes des bateaux qui font route vers l'Amérique en l'an de grâce 1557 sont remplies d'espoirs fous, de cupidités, d'ambitions brillantes et de naïvetés. Dans une langue à la fois belle et sans artifice inutile, l'auteur embarque son lecteur, à la suite du jeune Fabien Clément, pour les terres lointaines du Brésil. La fable, inventée par Gilbert Pastor à partir de chroniques réelles, va bien au-delà du simple récit d'aventures. Elle imagine comment la découverte de l'inconnu put contribuer à faire naître l'« homme moderne » dans des esprits de la Renaissance.

Car le grand départ pour la baie de Rio-de-Janeiro, peuplée d'une minuscule colonie d'Européens et d'indiens tups, représente une plongée derrière l'horizon. Fabien Clément, petit Normand loué par son père au cartographe du roi, se fait le témoin de cette rupture sans retour. Par ses yeux, l'auteur dépeint de quelle façon l'éloignement et la confrontation radicale avec un univers sauvage font exploser le corset de civilisation qui enserrait les nouveaux colons. Le Vieux Monde vole en menus morceaux, sous l'effet d'une violence que les convenances ne viennent plus brider. La confrontation avec les sociétés indiennes et la nature

implacable ont le même effet sur cette poignée de Français que la rencontre, en mer, avec un requin. Partant de la bête que les marins tentent de hisser sur le pont du navire, Fabien Clément dit : « Le sang gicla jusqu'à nous, et elle remuait tellement que je crus qu'elle allait fracasser les plats-bords. »

C'est bien d'un fracassement qu'il s'agit en effet, lorsque les colons voient leur survie menacée par la rudesse du climat, l'absence d'arbitres, l'impossible communication avec d'autres êtres humains, les pratiques effrayantes des indiens. Les anciennes convictions, comme la lutte inépuisable entre catholiques et huguenots, deviennent des planches dérisoires auxquelles ils s'agrippent comme les naufragés qu'ils sont déjà. La Renaissance et ses croyances se noient dans les eaux noires d'une baie gigantesque, et, avec elles, l'idée que l'homme ne peut sonder ses propres entrailles.

Comme ils ont franchi les mers pour aborder un continent ignoré, les colons vont aussi découvrir la décadence d'eux-mêmes. D'abord psychologiquement par la modification des comportements, mais aussi anatomiquement par la fréquentation des indiens anthropophages. M. de Vire, le cartographe du roi, grand découvreur d'infinis, va plus loin. Celui qui, en bateau déjà, « posait sur le pont les pieds dans les visières d'un squelette dépecé, va jusqu'à pratiquer la dissection de cadavres, alors formellement prosaïques en Europe. En mettant au jour l'intérieur d'un corps humain, il pose la première pierre de l'exploration de l'individu qui deviendra la grande bataille de la modernité.

Raphaëlle Rérolle

San Antonio sans charme

Le Mari de Léon tourne autour d'un sujet « scandaleux » : l'homosexualité.
Discours misogyne à la clé, le livre laisse un goût d'amertume

LE MARI DE LÉON
de San Antonio.
Fleuve noir, 342 p., 120 F.

Il était une fois l'histoire d'un homme qui en aimait un autre. De son roman, *le Mari de Léon*, San Antonio, sur la quatrième de couverture de l'objet, propose une autre lecture : « Ce livre raconte l'histoire d'un ver de terre amoureux d'une épée ». Certes, mais le fait que le ver de terre soit du même sexe que l'épée, associé au titre insolite et un peu racoleur de l'ouvrage, laisse peu de chance au lecteur de se tromper sur la nature potentiellement « scandaleuse » de cet amour. Léon, acteur raté qui vit avec une femme qu'un accident a transformé en légume, est le factotum de son ami de conservatoire, « l'illustre » Boris Lassef, comédien et metteur en scène de génie.

Vue et totalement disponible, il applaudit à chacune des trouvailles de « l'illustre », organise ses sordides parties fines et se débrouille dans le rôle d'un Falstaff que l'on aurait privé de son panache cynique. C'est que, justement, Léon n'est pas Falstaff ; son humanité à lui, c'est d'être amoureux de son maître. Léon aime comme aiment les grandes tragédiennes : jusqu'à l'oubli de soi,

jusqu'à l'avilissement considéré comme une des formes du sublime.

Boris, bien sûr, n'aime que lui. Stéréotypé à l'extrême, il incarne l'image populaire des « cabots » de génie qui, d'un mouvement de cape hautain, envoient l'humanité entière se rassoir sur son fauteuil d'orchestre. Léon finira par « suicider » la femme de Boris et, le temps d'un bref moment de bonheur, s'installera chez celui-ci pour en faire l'objet de son rêve : le mari de Léon. Pas pour longtemps, hélas, car voici que survient Nadège.

Cette incroyable gamine, banale et boulotte, s'acharne à réussir le destin qu'elle s'est choisi : devenir la femme du mari de Léon. Elle l'épouse en trois chapitres, et Léon en meurt en trois pages. La vérité des personnages lui donne tort : Boris se serait lassé de sa nouvelle femme comme il s'était lassé de la précédente, et Léon, tragédien coriace et constant, aurait vite récupéré le comédien volage.

La grandeur du désir masculin

Bref, ça ne colle plus ; comme si San Antonio, troublé par les implications de son sujet, avait choisi de changer de registre en cours de route pour en gommer l'aspect volontairement « scandaleux ». Car, lasse ou non, active ou rêvée, c'est bien d'homosexualité qu'il est question dans *le Mari de Léon*. Une homosexualité dont l'évocation rampante a mauvaise odeur et qui donne au roman de San Antonio non plus la saveur roborative de ses œuvres précédentes, mais un arrière-goût triste de méchanceté sans objet clairement identifiable.

Et quand, sans doute pour rendre crédible cette histoire d'amour asexuée, San Antonio multiplie les scènes où Boris et Léon font preuve de leur hétérosexualité, c'est aux dépens des femmes qu'il

le fait. Les femmes du *Mari de Léon* pourraient être désignées à la vindicte du plus libéral des mouvements féministes ; elles se couchent chaque fois qu'on le leur demande — quand on prend le temps de demander — et n'ont d'autres talents que celui qu'elles dissimulent sous leurs hanches.

Elles ne cessent d'être des emmerdeuses qu'à l'instant où, sanctifiées par la grandeur du désir masculin, elles en deviennent les prêtresses version fast-food. Pourquoi se risquer à aborder le délicat sujet de l'attraction d'un homme pour un autre quand un joyeux et vigoureux discours misogyne peut faire le même usage ?

On sort de ce roman avec l'impression amère de s'être introduit

en voyeur dans la scène de ménage des voisins du dessous : on voit bien les assiettes voler, mais on ignore tout de leurs cibles. Comme dans une pièce de boulevard, on assiste au déroulement d'une affaire strictement privée dont les protagonistes n'ont d'autre épaisseur que celle que leur accorde la longueur de la représentation.

Demeurent l'écriture de San Antonio et son talent à ficeler une histoire. C'est pour eux qu'on reste jusqu'à un bout. Pour eux et pour le désir de voir jusqu'où peut aller une mécanique bien huilée quand elle finit par tourner à vide.

Patrick Raynal

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-08

Livres anciens
sur les
PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an
Librairie GUÉNEGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

BREF
Une petite encyclopédie
sur les religions
et les croyances.

Le réveil de l'islam
ROBERT DU PROCHAIN
Une information solide,
d'une écriture aisée, pour
élargir ses connaissances.
220 p. 10 F.

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
1, RUE DE LA POMPE 75001 PARIS

AU FIL DES LECTURES CRITIQUES
par Michel Contat

De la littérature

L'AUTRE FACE
DE LA LITTÉRATURE
d'Henri Godard.
Gallimard,
coll. « L'Infini »,
196 p., 80 F.

Malraux « néocritique », comme il l'affirmait lui-même dans le seul essai qu'il a consacré à la littérature (*l'Homme précaire et la Littérature*, 1975), ou bien « paléocritique », comme le critique rangée sous la bannière des sciences humaines avait tendance à le juger ? L'essai clair et net d'Henri Godard vient réintégrer Malraux, l'oublié, dans le débat critique contemporain. Il évoque pour cela une anecdote historique qui prend valeur de parabole. En 1940, Joseph Czapka, détenu polonais d'un camp soviétique, rassemble tous ses souvenirs de la recherche du temps perdu dans une conférence qu'il fait à ses codétenus, soumis comme lui aux pires privations et humiliations, justement pour opposer Proust à la déchéance. Rien n'illustre mieux le pouvoir que Malraux prête à l'art.

La littérature, comme les arts plastiques, selon Malraux, oppose à l'univers, qui écrase l'homme ou l'oublie et l'abandonne, un monde cohérent, un univers de formes, qui est son seul recours contre l'ab-

sence de sa destinée. L'expérience de la lecture est celle de la création elle-même, qui se dresse contre l'irréversible. Les sciences humaines, dans lesquelles la critique littéraire moderne a pris place, ont analysé tout ce qui dans les œuvres relève de déterminations linguistiques, historiques, sociales, inconscientes, indispensables, elles ne rendent pourtant pas compte de l'autre face de la littérature, qui est ce sursaut de la création, cette concurrence faite à Dieu (ou à la religion) ou à la science, cette tentative de vaincre l'Absurde. Tout lecteur, et il faut entendre par là, selon Malraux, tout homme, créateur ou non, pour qui la littérature est nécessaire, trouve dans quelques œuvres que Flaubert appelle la Bibliothèque (et qui sont l'équivalent du Musée imaginaire de Malraux) une victoire, celle de la liberté, qui n'est rien d'autre qu'un pouvoir de création.

Réduites à ces quelques lignes, ces idées risquent de sonner un peu de dissertation scolaire des années 60. Dans l'essai d'Henri Godard, qui a traversé les principaux discours critiques tenus depuis lors et en nourrit sa réflexion, elles prennent une véritable urgence : elles appellent à la reprise du débat vital sur la question « que peut la littérature ? », et pour combien de gens ?

Des lettres

L'ÉQUIVOQUE ÉPISTOLAIRE
de Vincent Kaufmann.
Éditions de Minuit,
coll. « Critique »,
200 p., 98 F.

Dans cette période qui est la nôtre, où les marginales des grandes œuvres, les correspondances, les écrits intimes, voire les brouillons, tendent à susciter autant d'attention que les œuvres elles-mêmes, ou, pis, à éclipser celles-ci, on attend le grand livre théorique moderne qui traiterait de la correspondance d'épistolaires comme genre : l'épistolaire. Qui répondrait, en somme, à nos interrogations sur la « littérarité » des lettres d'écrivains. L'étude de Vincent Kaufmann est passionnante, mais ne répond pas à toutes nos attentes. C'était sans doute trop demander à un jeune critique, très cultivé, formé par la critique littéraire d'inspiration lacanienne, et dont le propos est d'analyser avec précision la pratique perverse de la correspondance chez quelques écrivains, qui désigne sous le nom générique de « l'abominable homme des lettres ».

Kafka écrit ses lettres (à Felice Bauer tout particulièrement) pour effacer tout commerce humain, empêcher toute relation réelle, et faire naître l'espace de la fiction. Flaubert pour tenir l'autre (Louise Collet) à distance, se séquestrer comme une « lettre réveuse » (le

mot est de lui), et se déverser pour atteindre à l'impersonnalité dans l'œuvre. Malraux écrit ses lettres pour se taire, pour jouer son rôle de père universel et bienveillant, pour disparaître en vivant de façon quasi posthume. Artaud, dans tout ce qu'il écrit, prenant la littérature à la lettre – et c'est cela sa folie, montre très bien V. Kaufmann, – fait du tapage sur la voie publique. Valéry, dans ses lettres à Gide, écrit, quand il n'est pas encore, encore une pratique littéraire qui n'aurait pas à s'avouer comme telle et se réserve pour plus tard, expérimentant « la maîtrise de ses propres effets ».

Après de très fines et perspicaces analyses de l'épistolaire chez ces écrivains et d'autres – Proust, Rilke, Baudelaire... – où Vincent Kaufmann montre à chaque fois la posture prise à l'égard du langage et de l'Autre, on aurait souhaité qu'il tente de les « falsifier », ses thèses selon l'exigence de Popper, ou de les confirmer en opposant à de telles pratiques perverses celles, que l'on se garde ici de qualifier, de grands épistolaires comme M^{me} de Sévigné, Voltaire, ou, plus près de nous, Sartre. Cette contre-épreuve nous aurait peut-être évité une conclusion aussi laconique et évidente que celle-ci : « L'épistolaire sert à entrer dans la littérature ou à en sortir, mais à chaque épistolaire de trouver sa porte... »

De l'amitié

BOUYARD, FLAUBERT
ET PÉCUCHE
de Roger Kempf.
Grasset, 292 p., 110 F.

L'essai de Roger Kempf se présente d'abord comme un essai littéraire. Et il faut entendre par là, en l'occurrence, un essai d'écriture à partir d'un texte, et non pas une élucidation savante de ce texte. Et pourtant, de Bouyard et Pécuchet, et de la signification que ce roman inachevé avait pour Flaubert, Roger Kempf paraît tout savoir. Des divers articles qu'il réunit dans ce volume, une interprétation surgit, qui va à l'encon-

tre des idées reçues selon lesquelles le roman des « deux cloportes » serait une « épique de la bêtise ». Bouyard et Pécuchet est lu d'une façon plus sensible comme une histoire d'amitié (comme on dit une histoire d'amour) entre deux « chercheurs amateurs » qui traversent tous les savoirs de leur temps afin de poursuivre leur dialogue amical, jusqu'au moment où ils rejoignent la « double pupille » des copistes, ce rêve impossible de Flaubert : mener à deux une vie d'écrivains, sans femme, sans personne, de l'enfance à la mort, ensemble et seul.

Le savoir de la Shoah

Selon Michael Marrus, il appartient désormais aux historiens de transmettre le souvenir du génocide nazi. Pour le meilleur ou pour le pire

L'HOLocauste
DANS L'HISTOIRE
de Michael Marrus.
Eshel, 256 p., 135 F.

Depuis que les recherches sur l'extermination des juifs se sont multipliées, dans les années 70, et que les débats qu'elles ont suscités ont attiré le grand public, la France a tenu une place modeste dans cette production, dominée par les historiens américains, allemands et israéliens. Michael R. Marrus, coauteur avec Robert O. Paxton en 1981 d'une étude remarquable sur Vichy et les juifs (1), est un de ces chercheurs dont les travaux ont contribué à faire de la Shoah un objet d'histoire, et non pas seulement un enjeu de mémoire.

Il s'en explique dans son dernier livre, *l'Holocauste dans l'Histoire*, qui fait le point sur les recherches menées depuis une vingtaine d'années. A ceux qui pensent que l'Holocauste ne se prête pas à un examen historique et ne peut qu'être inlassablement commémoré, il oppose la nécessité d'une « normalisation » de l'étude de la Shoah, tout en affirmant qu'« aucune recherche historique, si importante soit-elle, ne doit servir à atténuer l'horreur terrifiante des événements ». Il revient donc sur les principales controverses qui ont fait naître l'interprétation de ces événements, en insistant sur les risques d'anachronisme que comporte toute lecture contemporaine de l'Holocauste.

Anachronisme, l'idée selon laquelle les informations qui circulaient alors sur le sort réservé aux juifs permettaient de connaître la vérité : c'est seulement après coup que les faits ont pu apparaître comme indubitables. Anachronisme, aussi, l'affir-



Michael Marrus : la Shoah comme objet d'histoire.

mation classique sur la passivité des victimes : il faut se rappeler, en effet, que celles-ci « restaient dans l'ignorance de l'issue finale et n'avaient aucun moyen d'en être informées ». Anachronisme, encore, la théorie du « boucher » avancée par le régime de Vichy pour justifier son attitude à l'égard des juifs : ce n'est qu'a posteriori que les collaborateurs ont inventé cette explication commode. Sur tous ces points, comme sur beaucoup d'autres, il convient de se méfier des pièges du regard rétrospectif.

Telle est la tâche qui incombe,

selon Michael Marrus, aux historiens de sa génération, nés dans les années 40 et libérés des interdits de l'immédiat après-guerre, qui « continueront à étudier l'Holocauste comme ils étudient n'importe quel autre sujet, et l'interpréteront diversement ». Juif et canadien, né en 1941, Michael Marrus enseigne l'histoire européenne à l'université de Toronto, où il a commencé ses études supérieures, qu'il a achevées à Berkeley à la fin des années 60. Ses grands-parents sont venus de Pologne dans l'entre-deux-guerres. C'est la controverse suscitée par la

parution de la « somme » de Raul Hilberg, *la Destruction des juifs d'Europe*, en 1961, puis par celle de l'étude d'Hannah Arendt, *Eichmann à Jérusalem*, qui a éveillé son intérêt pour l'histoire de la Shoah : ces deux livres avaient provoqué une vive émotion aux États-Unis en développant la thèse de la totale soumission des juifs aux ordres nazis.

Une thèse
sur l'affaire Dreyfus

C'était l'époque des grands mouvements de contestation sur les campus américains, et Michael Marrus faisait lui-même partie de ces étudiants radicaux qui militaient contre la guerre du Vietnam. On était, dit-il, « à la recherche de liens communautaires » : c'est sans doute pour cette raison qu'il s'est intéressé, alors, à l'histoire des communautés juives. Ainsi a-t-il consacré sa thèse aux juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus (2). Son sous-titre (dans sa version française), *l'Assimilation à l'épreuve*, est significatif des préoccupations de l'auteur : parce qu'ils étaient assimilés, estime-t-il, les juifs de France n'étaient pas préparés à subir l'assaut des antisémites – à l'exception d'hommes comme Bernard Lazare, anarchiste devenu sioniste. Or l'on retrouve, selon Michael Marrus, le débat sur la passivité des juifs lancé par Raul Hilberg et Hannah Arendt.

Longtemps tabou, ce sujet, dit-il, doit être traité franchement par les historiens. Aussi examine-t-il toutes les formes de résistance, des plus modestes aux plus violentes, opposées par les juifs à l'oppression nazie. « Les historiens continuent de prononcer des jugements », et c'est leur rôle, écrit-il, mais « nous accusons l'histoire de ne pas se soucier de la transmission de ce que nous savons du massacre des juifs d'Europe ». Michael Marrus, qui a publié, il y a quelques années, un livre sur les réfugiés européens au XX^e siècle (3), termine actuellement la biographie du grand industriel canadien Samuel Bronfman, fondateur de l'empire Seagram, dont le fils Edgar est aujourd'hui président du Congrès juif mondial.

Thomas Ferenzi

Entre la compassion larmoyante et le détachement inhumain, il appartient à ceux qui écrivent l'histoire de trouver le ton juste. C'est à eux d'empêcher les distorsions. Il n'y a pas d'autre choix. « Pour le meilleur ou pour le pire », conclut Michael Marrus, nous aurons à nous en remettre de plus en plus souvent aux spécialistes de l'histoire pour la transmission de ce que nous savons du massacre des juifs d'Europe. » Michael Marrus, qui a publié, il y a quelques années, un livre sur les réfugiés européens au XX^e siècle (3), termine actuellement la biographie du grand industriel canadien Samuel Bronfman, fondateur de l'empire Seagram, dont le fils Edgar est aujourd'hui président du Congrès juif mondial.

Thomas Ferenzi

(1) Chénou-Lévy, 1981, repris dans la collection « Biblio-Essais » du Livre de poche, 1990.
(2) *Les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus*, Chénou-Lévy, 1972.
(3) *Les Exilés*, Chénou-Lévy, 1986.

□ A signaler aussi :

Les Bibelforscher et le Nazisme (1933-1945), de Sylvie Graffard et Léo Tristan. – Une série de témoignages sur les persécutions subies par les « étudiants de la Bible », plus connus sous le nom de « témoins de Jéhovah », dont plusieurs milliers ont péri dans les camps de la mort (Michel Reynaud, B.P. 172, 75925 Paris Cedex 19, 233 p., 105 F.).

Une mauvaise histoire juive, de Bernard Friede. – Une enquête sur la déportation des enfants juifs de Nancy, réunis dans un foyer de l'Union générale des israélites de France (UGIF), et une mise en accusation du principal responsable de ce centre, Gustave Nordon (préface de Pierre Vidal-Naquet, Ramsay, 207 p., 99 F.).

Non-lieu de la mémoire. La cassure d'Auschwitz, de Jacques Hassoun, Mireille Nathan-Marat et Annie Radzynski. – Trois essais d'inspiration psychanalytique pour tenter de penser « la discontinuité radicale qu'a représentée l'irruption du nazisme dans l'Histoire » (Ed. Bibliophane, 263 p., 95 F.).

Bertrand Le Gendre

Le diamant noir de la démocratie

Quand les lois affadissent la Loi

LA LOI, LE CITOYEN, LE JUGE
d'Yves Lemoine.
Flammarion, 276 p., 140 F.

Il y a la Loi et les lois. La Loi majuscule, fondatrice de la démocratie, la Loi comme principe et comme absolu. Et puis la loi minuscule, contingente, outil quotidien et souvent dévalé de gouvernement, la loi banalisée. La Loi affirme la souveraineté du peuple, les lois affadissent celle-ci. Yves Lemoine, qui est un fou amoureux de la Loi, s'insurge de sa dégradation et de ce détournement de la démocratie par les lois.

A la recherche du paradis perdu, il revisite les brèves années, de 1789 à 1794, où la Loi s'affirme comme absolu avant de céder la place aux lois. Avec la double grille du magistrat et de l'historien, il réexplique les sources de la Loi, espérant y trouver une antidote à la dérive qu'il dénonce : le recul de la loi, aggravé par l'illégitimité de ses desservants, la magistrature au sens large.

La Loi ne naît pas brusquement à l'Histoire ce jour d'août 1789 où la Constituante adopte la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans laquelle Yves Lemoine voit « la loi matricielle ». Le Grand Siècle a préparé le terrain. Puis Montesquieu, Voltaire, Condorcet et Rousseau. Rousseau surtout. Pourtant, la Loi brille pour la

première fois de son état de diamant noir le 3 décembre 1792 lorsque Robespierre exige la tête de Louis XVI.

La Convention débat ce jour-là du sort du monarque déchu. Condorcet, l'un des plus subtils, pose la seule question qui vaille politiquement et juridiquement : sur quelles bases et en vertu de quels principes les représentants de l'ordre nouveau peuvent-ils juger le symbole de l'ordre ancien ? Condorcet pose la bonne question, mais c'est Robespierre qui y répond : s'ériger en juge, ce serait, pour les conventionnels, admettre que « Louis » puisse être absous. Et le présumer innocent, n'est-ce pas nier la Révolution ?

La « porte
de l'enfer »

Au fil de ce discours incandescent, Robespierre manie l'ironie comme le couperet, et bien que l'adversaire convaincu de la peine de mort, il la réclame, malgré tout, contre le roi : « Si Louis n'est pas jugé, c'est que vous êtes coupables. C'est que la liberté est condamnable, vous êtes coupables de l'avoir déposé le 10 août et il serait en droit de vous réclamer des dommages et intérêts. » Puis Robespierre tonne : « Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires. Ils ne rendent point des sentences, ils lancent la foudre ; ils ne condamnent pas les lois, ils les replongent dans le néant, et cette justice vaut bien celle des tribunaux. »

Moment terrible que celui où bascule l'Histoire. Car si ce discours « fonde la République », comme l'affirme Yves Lemoine, il ouvre aussi « une sorte de porte de l'enfer ». Ce jour-là, la Révolution de 1789 enfante celle de 1917 et quelques horreurs du même tonneau. On le saura bientôt : la Loi peut tuer la Loi comme elle a, à cet instant, tué Louis XVI.

Il n'empêche qu'aux yeux d'Yves Lemoine ces années-séisme sont aussi celles où s'échafaudent, dans l'exaltation et

la confusion révolutionnaires, un modèle de démocratie qui rompt non seulement avec l'ordre ancien, mais qui reste, malgré son « échec retentissant », un idéal. Jamais la Loi, au sens quasi théologique où l'entendait Rousseau, n'a été si près de remplir son office de ciment de la société. Plus jamais les juges n'auront une telle légitimité puisque, en matière pénale au moins, ils sont élus par le peuple. Jamais le peuple n'aura été autant citoyen.

Ce triangle – « la loi, le juge, le citoyen », qui donne son titre à ce livre – est aujourd'hui vide de sens, estime Yves Lemoine. C'en était déjà fait de la Révolution comme utopie fondatrice, avant même que Bonaparte ne décrète que la Révolution « est finie ». La Loi avait dévoré la démocratie. Puis, les lois ont étouffé la Loi.

Les siècles suivants ne sont qu'une suite, rarement interrompue, d'« abaissement » de la Loi et, si l'on comprend bien Yves Lemoine, de la démocratie. Forcés dans les bureaux des ministères, soumis au contrôle du Conseil constitutionnel qu'en bon orthodoxe de la loi il compare... au veto royal des débuts de la Révolution, la Loi-dieu n'est plus. A quand sa restauration ?

Souvent ardu, ce plaidoyer donne le sentiment d'une pensée qui se cherche. Comme pour s'en excuser, Yves Lemoine explique que son étude a considérablement dépassé en chemin l'idée qu'il s'en faisait de prime abord. Même si elle n'a rien d'une promenade dans un jardin à la française, l'entreprise n'en est pas moins digne d'intérêt. En nous ramenant aux sources de la Loi, elle nous fait mesurer ce que la démocratie a à perdre à laisser s'éroder, comme on l'observe aujourd'hui, le sens de la citoyenneté.

Bertrand Le Gendre

LETTRE INTERNATIONALE

L'EUROPE
QUESTIONNÉEFAIRE
FACE
LIRE
ÉCRIRE
ÉDITER

n° 27

« Rares cultures vivantes...
d'aujourd'hui... »
LE MONDE

« Fluide lecture de la...
les idées et les réflexions...
littéraires... »
LE TEMPS

Abonnements :
France : 175 FF
Europe : 195 FF
Autres pays : 240 FF

LETTRE INTERNATIONALE, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, tél. : 42.47.07.34

ne
kiosques

Les errances d'Eros

PSYCHOPATHIA SEXUALIS
du docteur Richard von Krafft-Ebing.
édition refondue
par le docteur Albert Moll.
Traduit de l'allemand
par René Lobstein.
Préface de Pierre Janet.
Éditions Klincksieck-Librairie
Thierry Garnier.
(fac-similé de l'édition Payot).
908 p., 480 F.

« Étude médico-légale à l'usage des médecins et des juristes » : le froid sous-titre de la monumentale *Psychopathia sexualis* de Richard von Krafft-Ebing, publiée en 1893, puis, dans une version refondue et considérablement augmentée, par Albert Moll en 1923, s'il indique la destination première de l'ouvrage, en donne une idée par trop restrictive.

Catalogue raisonné – selon une raison qui était celle de la nosographie psychiatrique de la fin du dix-neuvième siècle, avant que Freud ne vint pour théoriser autrement le domaine des perversions – des « troubles que peut présenter la conduite sexuelle », la *Psychopathia sexualis* montre l'immense chantier que l'imagination de l'homme entretient lorsqu'il est requis par son instinct et sollicité par son désir. Ce chantier est celui de tous les errements, ou plutôt, pour user d'un terme moins erronés d'Eros, il est surtout celui des insatisfactions, des déceptions et tristesses humaines.

De l'innocent « frotteur », de l'amateur de nattes, de mouchoirs ou de bonnets de nuit, au plus effrayant criminel sadique, ce sont les infinies variations de cette insatiable qui sont décrites, répertoriées.

Exercice de pénitence

Nombreux sont ceux qui ont cédé, ou cèdent encore, à la tentation de faire de ce livre le vaste réservoir où puiser des enivrants dérisoires, le motif inépuisable de toutes les petites orgies mentales que l'esprit, à défaut de mieux, est si prompt à s'organiser.

Il n'est pas question, ici, de littérature, même si les références littéraires abondent ; encore moins de littérature érotique. L'excès, le débordement hors d'un cadre, dont il n'importe guère de savoir – comme tantait de le faire Krafft-Ebing – s'il est celui de la « normalité », touchent à la réalité de l'existence humaine. Réalité qui fait, ici, autorité.

La lecture de la *Psychopathia sexualis*, lorsqu'elle n'est pas celle, supposée impossible, du « médecin » ou du « juriste », devrait davantage s'apparenter à un exercice de méditation ou même de... pénitence. Exercice au terme duquel on gagnerait la vision édifiante (si l'on peut dire...) d'un univers où les sens deviennent des non-sens, où, comme le dit excellemment l'instigateur pédophile du « cas 303 », « le nerf des réfrénements » a sauté. D'un univers qui peut, à chaque instant, devenir le nôtre.

P. K.

Les mots de la terre

Quand Jacques Brosse saisit la nature dans tous ses états

LE CHANT DU LOBIOT ou L'ÉTERNEL INSTANT
de Jacques Brosse.
Plon, 183 p., 100 F.

« A vous la terre ! » Et il se trouve qu'après un temps de suspension la terre a quelque chose de primordial à répondre, mais sa réponse est encore brouillée, comme si notre intellect faisait écran, et rares sont ceux qui, n'ayant jamais perdu le contact, peuvent traduire ses propos.

C'est qu'il y faut aussi l'oreille intérieure. Inlassable explorateur du corps et de l'esprit, Jacques Brosse a su dès l'enfance combien l'homme était inséparable de la nature et combien il était indispensable d'accorder sa vie à cette évidence. Alors, une feuille qui tombe n'est ni un phénomène physique ni seulement un spectacle esthétique, elle est un signe puissant du cycle de la vie dont nous sommes, de notre côté, un autre signe intimement solidaire de tous les autres. En 1960, au début de son œuvre littéraire, Jacques Brosse avait déjà tenté, avec *L'Éphémère* (Plon), le tour d'une année dont il sélectionnait chaque jour une sensa-

tion propice à la méditation. Quinze ans plus tard, *L'Homme dans les bois* (Stock) intégrait à cet égrenage son expérience de bouddhiste zen. A nouveau quinze ans, l'installation sur une nouvelle terre, le Périgord, et voici l'instant toujours aussi vivace et fugace, mais porteur de cette part d'éternité dont les poètes et les mystiques nous ont assuré qu'elle était de l'ordre de l'expérience.

L'ouvrage s'ouvre en automne, au passage des oies sauvages par-dessus la maison ; il se ferme un an plus tard alors qu'elles dessinent à nouveau un grand serpent dans le ciel. Entre-temps, la nature a joué de toutes les gammes, mais, on l'a compris, cette musique est aussi celle de l'homme, comme, avant Jacques Brosse, l'avait dit le poète Kyo-sei :
Quand j'écoute
Seulement, sans penser,
La goutte de pluie
Au bord du toit
C'est moi.

Olivier Germain-Thomas

Georges Clairfond



SEPTIMANIE



CLIMATS

La poésie est l'essence de l'homme, c'est la sérénité acquise au-delà de l'angoisse de la vie et de la mort.
Raymond Queneau.
80 F. Diffusion Horizons Mundi 190 P.

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESNE 19

L'EAU ET LE SACRÉ
Les cultes thérapeutiques autour des fontaines
par
BRIGITTE CAULIER
120 FF 176 pages
BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

La mort récente d'Edmond Jabès (voir le Monde du 4 janvier) donne à sa présence en ouverture du premier numéro de *L'Autre* une signification et un poids de tristesse que les animateurs de cette nouvelle revue ne pouvaient prévoir. Les pages inédites du *Livre de l'hospitalité* (à paraître en avril chez Gallimard) et l'entretien avec Michel Camus, rédacteur en chef, constituent ainsi le premier hommage rendu à un poète qui avait fait de la mémoire et du partage le cœur de son œuvre poétique.

Mais il faut aussi dépasser la tristesse pour saluer cette nouvelle revue semestrielle, *L'Autre*, née de l'association de trois éditeurs – Arfuyen, Granit et Lettres vives – et du soutien direct de la galerie Marwan Hoss. Avant même de constater l'excellente tenue et la richesse de ce premier cahier – où l'on trouve réunis Christian Bobin, Roberto Juarroz (1), Margherita Guadagni, Roger Munier, Nathan Katz, Antonia Artaud, Hans Hartung... – marquons d'une pierre blanche l'heureuse initiative qui vient de donner naissance à *L'Autre*. Pour aboutir à cet objet fragile qu'est une revue littéraire, objet à l'existence tellement précaire, la mise en commun, l'addition, des énergies devrait être un impératif, une nécessité. Ces énergies peuvent recouvrir des goûts et des options littéraires différents ; cela ne rend que plus précieuse leur confrontation. Désirable, l'unité n'est jamais donnée d'avance et reste toujours à gagner. (*L'Autre*, 35, rue Le Marois, 75016 Paris, 120 F.)

Mais c'est bien à la diversité la plus grande qu'il faut en général prêter attention lorsque l'on tente de rendre compte de l'actualité des revues. Citons ensemble – plus par commodité et manque de place que par provocation – cinq revues de qualité, occupant avec conscience leur propre terrain littéraire : *Détail* (n° 3/4, hiver 1991), publiée par l'Atelier cosmopolite de la Fondation Royaumont et dirigée par Pierre Alféri et Suzanne Doppelt, mêle musique et poésie ; Jacques Rebottier, Dominique Fourcade, Emmanuel Hocquard, Alain Bideau, Olivier Cadiot y croisent Ornette Coleman, « Beckett musicien », ou Schönberg (Philippe Lacoue-Labarthe analysant un texte d'Adorno sur *Molke* et Aaron). (*Détail*, 41, rue des Frères-Bourgeois, 75004 Paris, 70 F.)

Fig., dirigée par Jean Daive, est, d'après la bande qui entoure le numéro 4, « une revue qui enregistre la pensée et la pensée devancée ». Cadiot et Fourcade s'y retrouvent aux côtés de Christian Botta, Mallarmé et de Georges Crendel (citons de ce dernier l'affirmation suivante : « La femme la plus bête est plus »).

La Réunion s'ouvre à la lecture

Une étude très complète réalisée par l'Observatoire départemental de la Réunion sur la situation du livre, de la lecture et de la littérature dans ce département lointain montre, à la fois, le sous-développement dont continue à souffrir la Réunion et les évolutions qui permettent néanmoins d'espérer.

La consommation de livres demeure très faible : 55 % de la population ne lisent jamais, 9 % déclarent ne lire qu'un livre par an ; et la rubrique « livres, disques, films » ne pèse que 0,3 % dans la consommation moyenne annuelle par ménage. Il est vrai, constate le rapport, que 32 % de la population sont analphabètes. Seuls, ou presque, les diplômés, les classes moyennes, les cadres, les membres de professions libérales pratiquent la lecture.

Mais cette triste situation est en train d'évoluer. Entre 1980 et 1989, le nombre des bibliothèques est passé de vingt-six à cent dix-sept – dont la moitié à Saint-Denis. Dans le même temps, le nombre des bibliothèques municipales a doublé, celui des livres « importés » de métropole est passé de 467 à 753 tonnes. Ce qui est aussi à mettre en relation avec le lent recul de l'analphabétisme en matière de production et d'édition littéraires.

P. L.

Passage en revues

Littérature, poésie



CAGNAT

perspicace que l'homme le plus bête. » (*Fig.*, Ed. Fourbis, BP 925, 75535 Paris Cedex 11, 65 F.)

• *Nioques*, qui est animée par Jean-Marie Gleize et qui en est à sa deuxième livraison, a emprunté son titre à l'étymologie grecque, phonétiquement revue par Francis Ponge. On y retrouve Jean Daive, mais photographie cette fois, Ber-

nard Noël (une prose autour de l'œuvre graphique et terrifiante d'Opalka) et Denis Roche, à qui nous emprunterons l'exclamation suivante : « Il faut casser le consensus des attempements ! Il faut casser les anthologies et affronter les troupes en solitaire. » (*Nioques*, La Sétérée, Jacques Clerc éditeur, 4, rue de Cromer, 26400 Crest, 80 F.)

CORRESPONDANCE

Pierre Vidal-Naquet, Maurice Szafran et le PC

Après le compte rendu, dans « le Monde des livres » du 26 octobre 1990, de l'ouvrage de Maurice Szafran, les Juifs dans la politique française de 1945 à nos jours, nous avons reçu de M. Pierre Vidal-Naquet la lettre suivante :

Aux pages 99 et 100, après avoir prêté un certain nombre de propos à Annie Kriegel, M. Szafran ajoute : « Au PC, elle croise également les historiens Maxime Rodinson et Pierre Vidal-Naquet, tous deux fils de juifs déportés. Là encore, le silence pesant. » Je n'ai pas, ici, à me faire le porte-parole de Maxime Rodinson, qui a effectivement été membre du PC. Je l'ai entendu un jour raconter en public que, sous le choc de l'annonce de la mort, dans un camp d'extermination, de ses parents, nouvelle qui lui était parvenue alors qu'il se trouvait au Liban, il avait pensé un moment à rejoindre la colonie juive de Palestine. Cela s'accorde mal avec l'accusation de

« silence pesant ». Quant à moi, il se trouve que je n'ai jamais été, de près ou de loin, membre du PC, pas même « compagnon de route ». Quant au « silence pesant », ce serait m'abaisser que de me défendre contre ce mensonge. Mais il y a plus ou pis : non seulement Annie Kriegel affirme qu'elle n'a jamais dit à Maurice Szafran d'avoir rencontré au PC, mais elle m'a apporté la preuve matérielle qu'elle l'avait mis en garde contre cette erreur grossière.

[Sur la foi d'un souvenir d'Annie Kriegel – qui m'indiquait avoir rencontré Pierre Vidal-Naquet et Maxime Rodinson dans les années 50, j'ai commis, je le reconnais volontiers, une erreur factuelle : Pierre Vidal-Naquet n'a jamais été communiste. Je lui ai immédiatement fait savoir que cette inexactitude serait corrigée dans le deuxième tirage de mon livre, ce qui est fait depuis près de deux mois. Il m'en a « remercié », reconnaissant mon « respect de la parole donnée ». A l'occasion de ce livre, j'ai publié près de cent témoignages. Aucun d'entre eux n'a démenti ou contesté le moindre propos rapporté. – Maurice Szafran.]

• Dans une présentation plus modeste, le *Chat messenger*, animée par Christian Miehé, consacre son dernier cahier (n° 6) à « l'Oubli ». Cet ensemble – qui comporte des textes de Roger Laporte, Jean-Michel Rabaté, Antoine Raynaud, Christian Delacampagne et est scandé par des pages blanches « signées » Daniel Dezeuze – mérite tout au moins d'en être sauvé. (*Le Chat messenger*, Ed. CMS, 3, rue Boyer, 34000 Montpellier, pas de prix indiqué.)

• *Les Cahiers du Schibboleth*, que dirigent Bérénice Constant et Francis Giraudet, ont modifié et amélioré leur présentation pour leur douzième cahier. Un sommaire assez riche et varié donne du dynamisme à un ensemble peut-être un peu trop fragmenté : Gisèle Prassinos, Jean-Claude Pirotte, Claude Aveline, Guy Derol... pour ne citer que quelques-unes des signatures de ce numéro. (*Les Cahiers du Schibboleth*, 59, rue Marcel-Bour, 33130 Bègles, 78 F.)

• *Le Serpent à plumes* en est à son dixième numéro. Revue originale dans sa conception et sa présentation, *Le Serpent à plumes* a su s'imposer dans le domaine des « récits et fictions courtes ». C'est au continent africain que Pierre Astier, directeur du *Serpent*, a choisi de consacrer ce dixième numéro. « Il est urgent que le lieu de reconnaissance d'un écrivain d'Afrique soit avant tout son point d'origine », affirme l'écrivain zaïrois Ngandu Nkashama, qui ajoute : « Si un écrivain n'a aucune conscience de ce qu'il pourrait représenter par rapport à lui-même et surtout pour son propre peuple, destinataire originel de son écriture, comment voudrait-il que l'Occident lui accorde le moindre regard, sans y mettre de la condescendance, sinon de l'arrogance ? » On trouvera dans ce numéro des textes de Chinua Achebe, Tchicaya U Tam'si, Tierno Monembo... et aussi le Portugais Antonio Lobo Antunes (à propos de l'Angola), Sylvain Roumette, Andrée Chérid, (*Le Serpent à plumes*, 78, rue du Bac, 75007 Paris, 65 F.)

• Notons également trois dossiers thématiques d'importance diverse : un ensemble sur Joë Bousquet avec des lettres inédites et des documents, réunis par Alain Freix, dans la *Sape* (Résidence de la Forêt, 10, allée de la Quintinie, Apt. 1, 1012, 91230 Montgeron, 75 F.) Un inédit également, le *Forêt verigineux*, datant de 1925, dans l'important dossier de la revue *Littérature* consacré à Michel Leiris. (N° 79, octobre 1990, Ed. Larousse, 75 F.) Enfin un superbe cahier de la *Revue d'esthétique* sur le Japon, préparé par Akira Tamba et Gilbert Laxeux avec le concours de John Gelder, comportant en particulier le texte d'une conférence prononcée par Claude Lévi-Strauss à Kyoto en 1988 sur « la place de la culture japonaise dans le monde ». (*Revue d'esthétique*, Ed. Jean-Michel Place, 195 F.)

P. K.

(1) Roberto Juarroz sera présent à Aix-Provence les 25, 26 et 27 janvier pour des rencontres qui sont organisées autour de son œuvre.

« éclats » et « micromégas »

LA SOCIÉTÉ TRANSPARENTE
Gianni Vattimo
Et si la guerre télévisuelle que se livrent les médias depuis quelques années offrait une chance unique à l'homme de conquérir la contrainte sa liberté ?
Co-éditeurs : 71

DE L'ÉTERNEL INSTANT À L'ÉTERNEL INSTANT
OU L'ÉTERNEL INSTANT ?
Jacques Du Randaux
D'où vient dans l'esprit de l'homme l'idée de l'éternité ?
Coll. « micromégas » 98 F

DESCLEE DE BROUWER

SUAREZ ET LE SYSTÈME DE LA MÉTAPHYSIQUE
de Jean-François Courtine.
PUF, collection « Epiméthée », 560 p., 285 F.

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

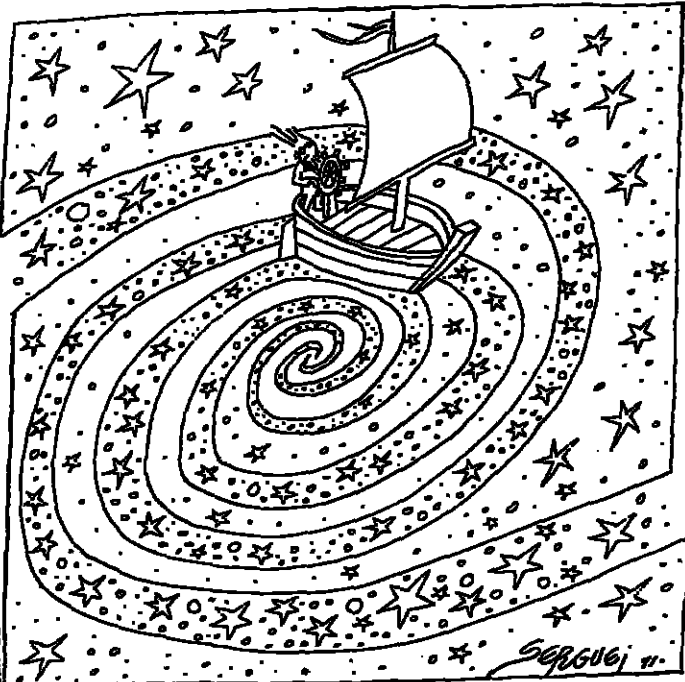
LES auteurs, d'habitude, naissent lentement. De livre en livre, ils s'engendrent à tâtons, s'essaient et balbutient, avant de croître, ou de s'étioler. Il est rarissime qu'un penseur émerge d'un coup, se révélant soudain, au terme d'un long cheminement discret, porteur d'un projet philosophique cohérent, et surtout déjà nanti d'ouvrages destinés à marquer. Ce trajet peu commun est aujourd'hui celui de Jean-François Courtine. On le connaissait jusqu'à présent pour ses traductions de Heidegger et de Schelling, et pour son nombre d'articles disséminés dans les revues philosophiques. On savait aussi qu'il a récemment succédé à Henri Gouhier à la direction de la prestigieuse « Bibliothèque d'histoire de la philosophie » publiée chez Vrin. Mais, au-delà de tout petits cercles, nul n'en savait guère plus.

Voici qu'il publie, presque simultanément, pas moins de quatre volumes ! Certes, deux d'entre eux sont « seulement » des recueils consacrés aux penseurs dont il s'est fait, en notre langue, l'interprète patient (1). Mais ces travaux ont accompagné l'élaboration et l'écriture d'une enquête monumentale sur les tribulations, intellectuelles et spirituelles, de l'héritage d'Aristote, depuis ses commentateurs grecs (2) jusqu'aux contemporains de Kant. Il ne s'agit pas de tout Aristote, pas plus que de toutes les péripéties de la transmission et des lectures de ce vaste corpus. L'investigation minutieuse de Jean-François Courtine porte sur ce qui a joué, dans cette restructuration réitérée des traces grecques, un rôle déterminant pour l'ensemble de la philosophie occidentale : l'interprétation des traités connus sous le titre de *Métaphysique*.

On le sait : jamais le maître grec ne rédigea d'ouvrage portant ce nom. Le terme même ne se rencontre pas dans cet ensemble de textes d'enseignement et de recherche ouverte où il s'interroge sur l'être en tant qu'être, l'essence, Dieu, les premiers principes. Le titre attribué après la mort du philosophe à cette œuvre multiforme cache mal un embarras qui ne cessera d'engendrer de nouvelles gloses. *Meta physika*, en grec, peut, en effet, vouloir dire : ce qui vient après la physique (dans l'ordre d'une série d'études) ou bien ce qui se situe au-delà, et qui est d'un ordre tout autre que celui de la matière.

Les commentateurs grecs, d'Alexandre d'Après à Simplicius, soulignent pour la plupart que les deux sens s'excluent, pas, ils s'interrogent toutefois sur l'objet qu'il convient d'attribuer en propre au savoir qui est ainsi visé. Aristote parle, en effet, plus volontiers d'une science recherchée que d'une science (sophia), connaissance de la vérité, philosophie première, connaissance des premières causes, contemplation de l'essence. Or, encore connaissance divine, au double sens d'un savoir dont le divin est l'objet ou le détenteur.

Quand l'œuvre d'Aristote fait retour dans l'Occident médiéval, par l'intermédiaire des philosophes arabes, la discussion sur le sujet spécifique de la réflexion métaphysique se prolonge et se renouvelle. S'agit-il de Dieu, ou s'agit-il des causes ? Voilà ce qu'Avicenne se demande. Il va de soi que plusieurs registres de questions, et même une multitude d'interrogations déterminées, appartiennent au domaine de « la » métaphysique. Mais c'est autre chose qu'il s'agit



Retour sur la métaphysique

d'élucider, dans la perspective d'Avicenne, et plus tard dans celle de Thomas d'Aquin : ce qui unifie ce savoir et rend ainsi légitime et fondée l'appartenance à une même discipline d'objets nécessairement diversifiés. La question revient, si l'on veut, à définir et à éclairer ce qui soutient ou supporte fondamentalement cette « science », conçue comme la plus haute, et lui permet de se constituer.

ICI commence un voyage au long cours, où Jean-François Courtine cartographie, avec force détails, les méandres d'un labyrinthe métaphysico-théologique qui traverse cinq siècles au moins, depuis saint Thomas jusqu'aux écoles luthériennes allemandes du dix-septième siècle et à leur postérité chez Wolff et Baumgarten (que lira Kant), en passant par Duns Scot et Francisco Suárez. Le parcours est pour le moins impressionnant. D'abord par l'étendue et la précision de l'érudition mobilisée, qui s'accompagne de la maîtrise impeccable d'une multitude de débats médiévaux subtils. Mais l'histoire n'est ici qu'un moyen. La fin est philosophique. Il s'agit de comprendre à travers quels bouleversements successifs la métaphysique s'est constituée en système, et quelles conséquences en découlent pour

celui qui espère œuvrer à l'avènement d'un autre style de pensée.

Indiquons quelques brefs repères dans ce périple, en les simplifiant à l'extrême, bien que le propos de ce fort volume, d'une grande difficulté, se prête encore moins que d'autres à cette traduction réductrice. La perspective aristotélicienne se modifie radicalement lorsque se constitue, chez saint Thomas d'Aquin, la théologie comme « science divine », dans laquelle les articles de foi s'identifient aux principes du savoir. La question de l'être en tant qu'être ne peut plus se trouver, dans cette configuration nouvelle, première ni fondatrice. Elle est nécessairement intégrée à la réflexion sur l'être divin, dont participe, aux yeux de saint Thomas, toute existence comme tout savoir. Pourtant, dès lors qu'une théologie se constitue de manière autonome en se distinguant du savoir philosophique, celui-ci, par contre-coup, peut virtuellement revendiquer en retour son autonomie, et la métaphysique devient une ontologie.

Ce dernier mouvement, dont toute la pensée moderne porte la marque, c'est dans l'œuvre de Francisco Suárez (1548-1615) que Jean-François Courtine le voit s'effectuer. Auteur

abondant (3), aujourd'hui délaissé, ce jésuite espagnol, surnommé *Doctor Eximius* (le maître exceptionnel) est le principal représentant de la philosophie « néo-scholastique » de la Contre-Réforme. « Véritable compendium de la scolastique », comme l'écrivait Schopenhauer encore en 1813, la somme constituée par les *Disputationes Metaphysicae* de Suárez, publiées à Salamanca en 1597, est un intermédiaire capital entre les traditions médiévales et les temps modernes.

Mais ce lieu de passage, selon Courtine, est aussi un lieu de transformation. Loin d'être un compilateur plus ou moins ecclésiastique, Suárez façonne et redessine l'ensemble des doctrines qu'il transmet. Il renverse la subordination de la philosophie à la théologie sur laquelle la pensée médiévale reposait. Avec lui, la métaphysique n'a plus sa racine dans le divin. Elle devient autonome, en trouvant désormais le principe de sa démarche dans l'être en tant qu'être, ce qui ne va pas sans entraîner une refonte du statut de la théologie. En rendant possible l'invention de l'ontologie, en seant tout recours à l'analogie de l'être, cette œuvre oubliée décide d'un tournant.

« SUAREZ est le penseur qui a exercé la plus grande influence sur la philosophie moderne ». Cette phrase de Heidegger pouvait paraître jusqu'à présent énigmatique. Après le travail considérable de Courtine, elle ne l'est plus. Il montre, en effet, avec une luxue de minuties, qu'une nouvelle et décisive restructuration de l'héritage d'Aristote trouve là son commencement. Toutefois, on s'en doute, ce qui intéresse ce philosophe n'est pas de fouiller de longues années un pan d'histoire pour éclairer deux lignes.

Son projet d'ensemble, pour autant qu'on puisse l'entrevoir, embrasse l'ensemble du destin de la métaphysique, dans une fidélité à la démarche de Heidegger qu'on dirait volontiers pure et dure, à condition de ne pas entendre cette formule comme une expression bloquée, ni en un sens péjoratif. Fidélité pure : il s'agit, somme toute, pour Courtine d'approfondir et d'accentuer les chemins de Heidegger en les débarrassant de leurs brumes idéologiques — tâche qui pourra laisser certains perplexes. Fidélité dure, car il s'agit de rejouer Heidegger contre lui-même, pour ouvrir à d'autres figures de la pensée, dont la dernière philosophie de Schelling, philosophie « religieuse », est un exemple majeur.

Selon les familles d'esprits, voilà de quoi enthousiasmer, ou repousser. Quoi qu'on en pense, reste ce constat : un métaphysicien nous est né, de puissante stature.

(1) Heidegger et la phénoménologie. Vrin, 408 p., 210 F. L'examen de la rationalité chez Schelling. Gallimard, 318 p., 198 F.

(2) L'invention de l'ontologie. Aristote et les commentateurs grecs, à paraître chez Vrin en 1991.

(3) Son œuvre compte vingt-neuf volumes dans l'édition Vrin, Paris, 1856-1877.

soi-même. Il faut aussi voir que toute la déconstruction dédoublée — qui me passionne, qui me fascine — procède historiquement d'une longue problématique qui juive de la lutte entre une certaine sensibilité et l'autorité du Mot. Il y a là une révolte contre le Père...

— Sauf à sombrer dans ce que vous appelez l'humain, l'essentiel tient finalement dans la possibilité du pari ?

— On peut très bien imaginer un monde où il n'y aura plus lieu de poser ce pari, un monde dont serait absent ce questionnement dont parlait Heidegger, qui pour moi engendre la forme de la pensée philosophique et poétique. S'il disparaissait, alors il y aurait peut-être en Occident une nouvelle civilisation passionnante, peut-être même plus juste que la nôtre, mais je ne crois pas qu'elle produira des œuvres d'art qui puissent ressembler à ce que nous avons connu. Un recommencement est possible, mais il se fera sans le Logos.

Propos recueillis par Jean-François Duval

Une esthétique anglo-saxonne

Pour Nelson Goodman, science et art ont plus d'un point commun

LANGAGES DE L'ART
de Nelson Goodman.
Ed. Jacqueline Chambon, 318 p., 135 F.

ESTHÉTIQUE ET CONNAISSANCE
de Nelson Goodman
et Catherine Z. Elgin.
Ed. de l'Eclat, 96 p., 65 F.

Né en 1906, ancien professeur à l'université Harvard où il fut le collègue et l'ami de Quine, Nelson Goodman est l'un des philosophes américains les plus importants de ce siècle — sinon l'un des plus connus en France où, jusqu'ici, seul l'un de ses ouvrages avait été traduit (1). Partisan, comme Quine, d'un nominalisme rigoureux, Goodman a consacré une partie de son activité théorique à pourchasser faux problèmes et idées confuses. Mais son originalité consiste surtout à s'être aventuré dans le domaine de l'esthétique, secteur longtemps sous-estimé par la philosophie anglo-saxonne, laquelle privilégiait la réflexion sur la science.

Contrairement à beaucoup, Goodman considère en effet que le fossé séparant traditionnellement science et art est moins radical qu'il n'en a l'air. Ni l'une ni l'autre ne prétendent atteindre une vérité ultime, mais ni l'une ni l'autre ne sont non plus de simples divagations. En fait, art et science reposent tous deux sur des constructions symboliques issues du cerveau humain et cependant dotées d'une objectivité propre. Ils ne nous éclairent pas sur le monde ; ils constituent des mondes en soi qui nous éclairent, entre autres, sur le fonctionnement de notre esprit.

Armé de ces convictions, Goodman décrit, dans *Langages de l'art*, quelques propriétés formelles caractéristiques des œuvres littéraires, picturales ou musicales. Publié pour la pre-

mière fois en 1968, le livre ignore évidemment les courants de recherche esthétique qui, à l'époque, se développaient en Europe dans la mouvance du structuralisme. Il les rejoint pourtant sur de nombreux points. Goodman démonte, par exemple, la conception traditionnelle du réalisme, fondée sur la « ressemblance » entre l'œuvre et l'objet dont elle prétend être la copie. Il en profite pour faire justice, au passage, de l'erreur courante concernant le caractère absolu des lois de la perspective. On ne saurait toutefois partager jusqu'au bout la critique qu'il propose des thèses d'Ernst Gombrich dans *l'Art et l'illusion* (1960).

Depuis *Langages de l'art*, qui reste son travail de base pour l'analyse des systèmes esthétiques, Goodman a poursuivi ses investigations à travers différents essais et articles. Cinq de ces derniers viennent de paraître en français dans un petit recueil publié par les Éditions de l'Eclat (dont il faut, une fois de plus, saluer le travail qu'elles accomplissent en faveur de la philosophie).

Dans ces articles, le penseur américain précise sa position sur les notions de référence, de style et d'interprétation. Il s'interroge, non sans humour, sur les finalités du musée, ce lieu étrange où les œuvres sont accrochées de façon à ne pouvoir être ni vues ni appréciées. Il revient également sur les traits communs à l'art et à la science — traits que la philosophie analytique est, selon lui, la seule à avoir su mettre en lumière. Signalons enfin qu'un autre de ses textes esthétiques récents vient d'être traduit dans le numéro 91 de la revue *Sud* : quand il s'agit de Goodman, l'abondance de biens ne nuit pas !

Ch. D.

(1) *Faux, fiction, prédiction*, Minuit, 1984.

AU FIL DES LECTURES PHILOSOPHIQUES

par Christian Delacampagne

Le sujet

ELOGE DU SUJET
de Bernard Stiegler.
Grasset, 250 p., 108 F.

Professeur à l'université de Caen, Bernard Stiegler est l'un de ces rares penseurs à qui rien de ce qui est moderne n'est étranger. Même si on ne partage pas toutes ses références littéraires ou cinématographiques, il faut lui reconnaître le mérite d'aborder la philosophie non comme une discipline morte mais, ainsi que l'ont

toujours fait les philosophes, comme un moyen de mieux comprendre l'époque et de frayer, par la pensée, des voies nouvelles dans un réel souvent opaque. S'appuyant sur de solides lectures — Foucault, Lacan, Deleuze — il nous propose une méditation sur la notion de « sujet » : on avait pu croire, naguère, celle-ci liquidée par le structuralisme, mais la voici qui effectue, depuis quinze ans, une rentrée discrète sur la scène philosophique — une rentrée dont les signes sont ici commentés avec une grande justesse de ton.

L'âge de la science

Ed. Odile Jacob, 376 p., 189 F.

Ce troisième numéro, dirigé par Jules Vuillemin, de la revue *L'Âge de la Science*, s'affirme en faveur d'une plus grande objectivité dans la lecture des philosophes d'hier et d'aujourd'hui. On y trouve donc

deux séries de textes. Les uns concernent le façon dont la philosophie actuelle pense son rapport à sa propre histoire (la figure de Guérout est ici essentielle). Les autres sont des comptes rendus d'ouvrages récents consacrés à Héraclite, Aristote, Guillaume d'Ockham, Leibniz, Kant et Hegel. L'ensemble est à la fois technique et stimulant.

L'éthique

L'ÉTHIQUE ET LES LIMITES DE LA PHILOSOPHIE

de Bernard Williams.
Traduit de l'anglais
par M.-A. Lévy.
Gallimard, 246 p., 135 F.

Comment faut-il vivre ? A défaut de pouvoir répondre à cette question, la philosophie peut aider à la poser : telle est la conviction qui anime Bernard Williams, professeur à Oxford. Repartant des Grecs, dont la réflexion

morale est par bien des côtés plus proche de nous que celle de Kant, Williams s'efforce de montrer que la théorie éthique ne consiste pas à formuler des lois abstraites, mais à nous permettre de répondre adéquatement à des situations concrètes. Son travail, intelligent et décapant, s'inscrit dans la voie ouverte, dès 1903, par les *Principia Ethica* de G.E. Moore, l'un des précurseurs de la philosophie anglo-saxonne de style linguistique. La traduction est plus littéraire que fluide.

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

(1) 43.25.77.04

Code Minitel : 3615 MDL

JAN 11 1991

... Le Monde • Vendredi 11 janvier 1991 23

Une esthétique anglo-saxonne

Pour Nelson Goodman
est plus d'un

“Lauréat d’un prix littéraire! Lauréat d’un prix littéraire! Pourquoi pas écrivain pendant que tu y es?”

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

1

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

L'ob

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

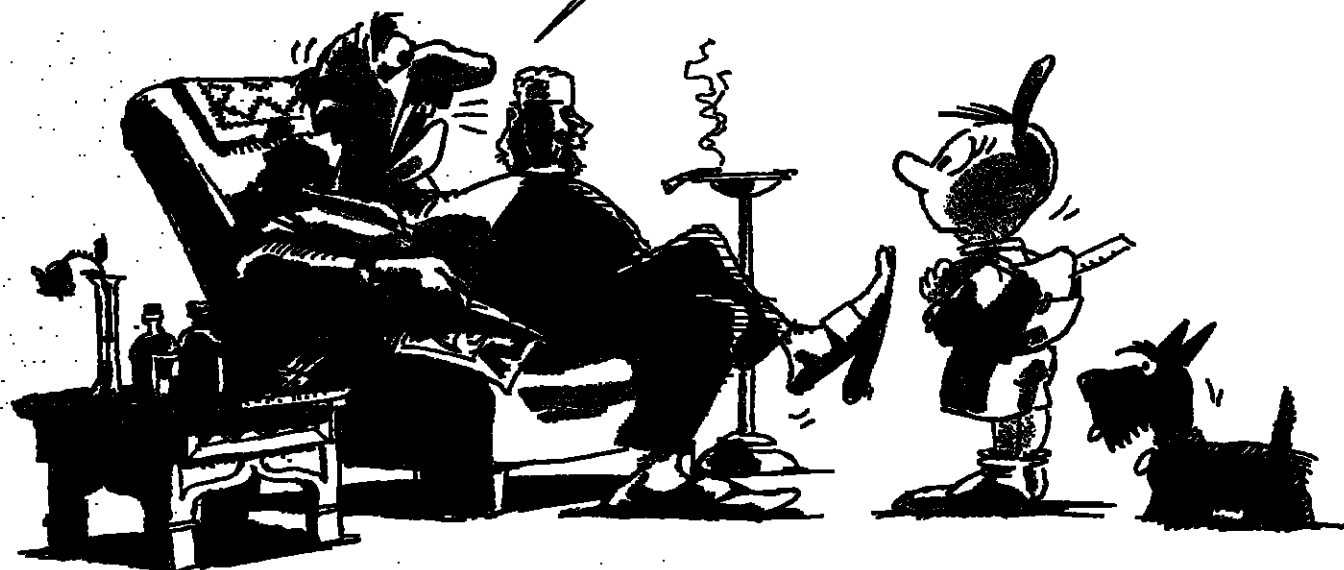
ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

ANALYSE DES LECTURES PHILOSOPHIQUES
par Christian

“Ces moufflets font parfois preuve d’une naïveté désarmante.”



GRAND CONCOURS NATHAN-LE MONDE “PLUME EN HERBE” 1991
LES ENFANTS ONT LEUR PRIX LITTÉRAIRE.

A partir d’images parues dans Le Monde du samedi 24 novembre (daté des 25/26 novembre), disponibles gratuitement dans les librairies et aux Editions Nathan, 9, rue Méchain, 75014 Paris (Minitel 36 15 code Nathan), des enfants âgés de 9 à 13 ans écrivent une histoire. La plus belle sélectionnée par un jury de personnalités, deviendra un vrai livre édité par Nathan/Le Monde. Clôture du concours le 31 janvier 1991.



NATHAN Le Monde



ATTENTION! CLÔTURE DU CONCOURS LE 31 JANVIER 1991.

LA CHAUDIÈRE,
Europe centrale 1980-1990
de Timothy Garton Ash.
Gallimard, coll. « Témoins »,
450 p., 160 F.

UNE ANNÉE ALLEMANDE
Chroniques berlinoises
1989-1990
de Cees Notteboom.

Actes Sud, 276 p., 129 F.

**BERLIN : CHRONIQUE
D'UNE MÉTAMORPHOSE**
janvier 1989 - avril 1990
de Eric Onnen.
Gallimard, coll. « Témoins »,
210 p., 98 F. (A paraître le 15 janvier.)

LES «révolutions» de 1989, qui ont bouleversé de fond en comble notre Europe, n'ont pas encore engendré tous leurs monstres. Mais, déjà, au-delà des informations quotidiennes, des synthèses et des récupérations opportunistes, au-delà des grandes migrations touristiques vers l'Est «à travers l'Europe centrale», les week-ends à Berlin, les vacances à Prague ou à Budapest et les réveillons à Moscou, il est des témoins, conscients que les événements de ces mois-là sont entrés dans l'Histoire, qui tentent de comprendre ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont vécu de plus près que bien d'autres.

Ainsi, à côté d'une masse de publications, de revues nouvelles, de numéros spéciaux regroupant des considérations plus ou moins abstraites sur la fin des idéologies, le communisme, l'après-communisme, l'avenir de l'Europe, etc., paraissent presque en même temps des livres d'hommes venus d'ailleurs — un Anglais, un Hollandais, un Français — qui, pour des raisons diverses — journaliste, écrivain en résidence, curieux adepte des petits boulots, — se sont trouvés sur le terrain et qui, chacun à sa façon, rendent compte de leurs observations. Trois livres qui ont le caractère commun de ne pas émaner d'ex-catholiques renégats, ni d'hommes des cercles politiques ou d'influence et qui, sur les mêmes lieux, le même jour, ne se rencontrent pas forcément.

En effet, par volonté et par hasard, par flair et par saine curiosité, trois «Européens», Timothy Garton Ash, Cees Notteboom, Eric Onnen, se sont trouvés à Berlin au moment où tombait le mur. Mais la ressemblance entre leurs livres s'arrête là. Le plus important des trois, la *Chaudière, Europe centrale 1980-1990* de Timothy Garton Ash, est un recueil d'articles classés, en gros, par ordre chronologique et écrits pour des hebdomadaires ou des périodiques (essentiellement pour la *New York Review of Books*) par un journaliste-historien qui, depuis les années 70, n'a pas cessé de parcourir ce que l'on appelle «l'Europe», dont il s'est fait

le spécialiste (1). Après ses études à Oxford, Timothy Garton Ash avait eu la chance de pouvoir passer une année universitaire à Berlin-Est à la fin des années 70, logé dans le quartier de la bohème de Prenzlauer Berg, soutenu par l'université Humboldt, pour y effectuer des recherches sur la capitale à l'époque de Hitler. Or, à cela, il a en la possibilité inestimable de pouvoir parcourir, presque à sa guise, la RDA — ce qui était à peu près impossible aux journalistes occidentaux et aux résidents de l'autre Berlin — et de se rendre régulièrement dans les démocraties populaires, à l'exception de la Roumanie et de la Bulgarie.

Lui, l'Anglais qui, lorsqu'il revient de Budapest à Oxford, sait que ses voisins diront qu'il est «rentré d'Europe», comme si la Grande-Bretagne était un autre continent, il a beaucoup lu, il a rencontré beaucoup de gens qui, comme lui, se passionnent pour des idées. Il a éprouvé de l'envie pour des pays où les intellectuels comptent, où les historiens font l'Histoire, où un Gernsek se fait élire de l'Académie des sciences parce qu'il est conseiller de Lech Walesa et vient de terminer un article sur «Souffrance et rire dans l'œuvre de François Villon». Que ce soit en Pologne ou en Tchécoslovaquie, dans ce monde à l'envers, parmi les écrivains devenus maçons ou l'aventure de carreaux, les philosophes-chauffeurs et le poète-homme de ménage, il en vient à jouer au jeu des «si» comme Philip Roth le fait dans *L'Œuvre de Prague* imaginant «Soyez les autres dans un bar de Paris. Situation. Susan Sontag emballant des petits pains dans une boulangerie de Broadway. Gore Vidal livrant à bicyclette des salamis dans les réfectoires des écoles du Queens». Il se demande si, dans un tel régime, il ferait — ô horreur! — partie des écrivains

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Témoins de 89...



Fraternité à l'ancienne...

publiés. Comment savoir tant qu'on n'est pas confronté à une telle situation? Comment juger un Bertolt Brecht, par exemple, qui, au moment de ses pires compromissions de 1953, écrit ses plus beaux poèmes, les *Épigrammes de Brecht*. On peut appliquer à ses poèmes, note Timothy Garton Ash, une remarque de Tolstoï, selon qui l'écrivain prend le meilleur de sa vie et l'insère dans son travail: C'est pourquoi son travail est beau et sa vie mauvaise.

ON connaisseur de ces pays et de leurs mentalités, il fait bien sentir les contradictions de cette Europe centrale sur laquelle il ne cesse de s'interroger. Intellectuel, il fréquente plutôt les intellectuels, d'autant que les politiques sont infatigables et, en quelques articles, il fait le tour de ce qu'il nomme «le bon usage de l'adversité», interroge ces «dangereux éléments criminels», Václav Havel, Adam Michnik, György Konrad, mais aussi des écrivains comme Mrozek, exilé depuis 1963 et, davantage encore, exilé de sa langue. «L'Europe centrale existe-t-elle?», demande-t-il dans un article de 1986, cherchant, sans la trouver, la place

de la Russie que, contrairement à un Kundera, il refuse de chasser hors de l'Europe. L'abandon de l'habillage idéologique suit l'évolution de l'idéologie officielle tandis que se précipitent les épisodes de cette «année de vérité»: les premières élections en Pologne, l'enterrement d'Imre Nagy, la fin du mur, les acteurs de La Lanterne Magique. Autant d'événements qui semblent aujourd'hui appartenir à un passé lointain, comme nous le rappelle le plus récent article de Timothy Garton Ash, à propos des élections allemandes: s'interrogeant sur l'idée d'un «esprit européen» en réponse à la «nouvelle menace soviétique», il écrit: «On ne peut s'empêcher de craindre que, parmi ceux qui envoient des collis aujourd'hui en Russie, nombreux ceux qui seraient en faveur d'une fermeture des frontières avec l'Est et, pourquoi pas, sous la garde des anciens soldats de l'Allemagne de l'Est en uniforme ouest-allemand» (*New York Review of Books* datée du 17 janvier 1991).

C'EST grâce à une bourse du DAAD, l'office d'échanges universitaires allemand, que l'écrivain hollandais Cees Notteboom revient à Berlin (Ouest) en février 1989, avec le projet de profiter de ce séjour dans cette Ile «où vit un million d'hommes libres en cage» pour se consacrer à l'écriture et à la redécouverte de ce pays divisé qui lui avait laissé, lors de sa première visite en 1963, un sentiment de peur. «Habiter ailleurs est autre chose que voyager, je m'en aperçois à ma façon de regarder», constate ce Hollandais volant qui «vit en Asie ou aux Bahamas et qui s'attache à interpréter avec finesse et perspicacité les signes de réalité, les rencontres, les œuvres. Dans la tête des gens, de quoi a-t-il l'air, le mur? A un ami allemand, je demande si les deux parties de sa patrie ont la nostalgie l'une de l'autre.

Qu'est-ce que la réunification, un mirage, une aspiration, une possibilité? Selon lui, cette possibilité n'existe pas, parce qu'il n'y a ni aspiration ni nostalgie.

Il parcourt l'Allemagne, Weimar et Goethe, Munich, Ratisbonne, regagne parfois sa «paisible patrie où apparemment rien ne se passe, parce que nous avons fait le travail il y a quelques siècles», et il se laisse parfois aller à la description lyrique de la maigre nature qui entoure Berlin ou bien à ce baiser d'octobre de deux hommes, les yeux fermés pour ne pas rencontrer le regard de l'autre: «On voit que l'homme aux cheveux blancs passe sa main derrière l'épaule droite de l'autre, que ses yeux sont effectivement clos. Ce n'est pas un baiser de Judas, on le voit bien. Et pourtant ce baiser scelle la perte de l'un, à moins que ce ne soit celle de l'autre. (...) Le pays qui était inconcevable sans la Russie reçoit le baiser du pays qui rend concevable la disparition de la RDA...»

A ville ne sera plus jamais comme avant. C'est aussi ce qu'éprouve le plus jeune des trois, Eric Onnen, trop jeune, semble-t-il, pour avoir connu l'engagement politique ou la guerre d'Algérie, et qui, pour mieux se familiariser avec la ville et ses habitants, s'est fait laveur de carreaux. Ville intello où un habitant sur cinq a plus de soixante-cinq ans et où les trois quarts sont des femmes. Parfois, une veuve d'un soldat de la Wehrmacht «qui a bien connu la France», ou bien l'ancienne amante d'un gentil STO... Deux moitiés de ville qui étaient comme un continent en miniature au bord de l'autre monde et qui se sont brusquement retrouvées sous les projecteurs des journalistes et des curieux, les yeux fixés sur cette marionnette, et quant à l'incertitude de ce qui va en sortir, «On ne fait pas que rire, chanter, boire et se donner rendez-vous à Berlin-Est, Prague ou Budapest. On commence aussi à jouer à se faire peur, à frissonner devant les insaisissables potentialités d'un présent qui s'enfuit déjà à toutes jambes.

Finalement, nous lance le laveur de carreaux descendu de son échelle, ce mur nous convenait; sans lui, la vie à Berlin n'aurait jamais été aussi douce. «On s'était fait à l'idée que, de même qu'il fait plus chaud au Sud qu'au Nord, il y avait moins de liberté à l'Est qu'à l'Ouest. Et l'on sent parfois qu'au fond ces changements de climat nous indisposent. On n'arrive pas à se faire à ces révolutions sans utopies». Mais même si les utopies ne seraient plus ce qu'elles étaient, on ne vit pas sans mirages.

(1) Ces articles ont paru en anglais en deux volumes: *The Uses of Adversity. Essays on the Fate of Central Europe* (Random House 1989) et *We, the People. The Revolution of 89 Viewed in Warsaw, Budapest, Berlin et Prague* (Grazia, 1990).

L'enfer d'Arthur Symons

Des fastes de la vie londonienne au dénuement de l'asile:
les Confessions ou le destin brisé d'un esthète

CONFESSIONS
d'Arthur Symons.
Traduit de l'anglais
par Véronique Béghain.
Editions Olibris,
120 p., 76 F.

Dans la nuit londonienne, un homme, enfermé dans une voiture, prisonnier de ses gémissements et de sa folie, s'interroge sur le destin qui l'a conduit, lui, le poète célèbre, l'ami de Yeats et de Joyce, de Verlaine et de Mallarmé, à «être précipité dans un enfer de perdition», comme s'il était le pire des criminels. Cet homme, c'est Arthur Symons (1865-1945), dont on publie pour la première fois les *Confessions*, œuvre incandescente qui mérite de figurer dans les annales de la décadence aux côtés de *Salle 6*, de Tchekhov, et de *Johnny la Panique*, de Sylvia Plath.

Fils d'un pasteur méthodiste, Arthur Symons ne voyait de salut que dans l'art. Cet esthète, proche de Walter Pater, introduisit les symbolistes en Angleterre, traduisit Huysmans et Mallarmé, consacra des essais à William Blake et à Baudelaire, fit l'apologie de la décadence et

obtint la consécration du public et de ses pairs avec son recueil de poèmes *Jours et Nuits*, ainsi qu'avec ses *Aventures spirituelles*. Amoureux de l'Italie, c'est à Venise, durant le mois de septembre 1908, qu'il connaît sa saison en enfer: «Je sentais les flammes s'emparer de moi, et un avant-goût de leur pérennité semblait pénétrer mon être.»

Une cruauté implacable

Les psychiatres le condamnent. Diagnostic: paralysie générale. On avertit sa femme: il ne survivra pas longtemps. On fait même appel à un illustre graphologue qui relève dans son écriture les mêmes altérations que dans celles de Baudelaire, Nietzsche ou Maupassant. On le ramène à Londres, et c'est là qu'il écrit: «Je n'ai jamais oublié combien, lorsque on me faisait traverser Londres dans cette voiture, j'enviais chaque homme, fille, femme, prostituée, prêtre, criminel, débauché: eux qui étaient tous libres comme l'air, qui riaient, plaisantaient et vous dépassaient à la hâte; eux que, parmi les millions d'habitants de

Londres, j'enviais le plus.» Chacun sait que la vie est un enfer. Mais c'est dans les asiles d'aliénés que les hommes l'expérimentent vraiment. Démentant tous les pronostics des médecins, Arthur Symons se rétablit (il vivra encore près de cinquante ans) et entreprend de raconter tout à la fois comment la folie s'est emparée de lui (mais c'est tout aussi impossible, note-t-il ironiquement, que de deviner pourquoi un homme a conservé sa raison) et comment ceux qu'il désigne comme ses «tyrans», c'est-à-dire les psychiatres, l'ont réduit à l'état de déchet humain.

«Et j'étais là, poursuivit-il, moi, l'homme de lettres, qui avait parcouru la moitié de l'Europe, qui avait connu les artistes les plus extraordinaires de son époque...» Des fastes de la vie londonienne au dénuement le plus extrême, les *Confessions* de Symons évoquent, bien sûr, un autre destin brisé, celui d'Oscar Wilde, maintes fois cité ici. La prison et l'asile donnent à ces deux Anglais, nés avec une caillière d'argent dans la bouche, un destin: le temps était venu pour eux de «boire à la coupe de la mémoire éternelle», cette mémoire qui recueille toute la souffrance du monde et sans laquelle la gloire ne serait qu'une farce sinistre.

Roland Jaccard

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE

Rem. : 45-55-91-82, poste 4297

Claus le flamboyant

Deux hommes à la recherche du Désir:
une équipée dérisoire d'une virulence sarcastique

LE DÉSIR
de Hugo Claus.
Ed. de Folio/Age d'homme,
234 p., 95 F.

Hugo Claus aime les fables acides, les paraboles caustiques glissant vers un surréalisme narquois, qui lui permet de révéler la part d'angélisme glâche des êtres. Dans son nouveau roman, c'est la vérité du Désir qu'il recherche et, par leur excitation aigüe, manquent éternellement. An départ, un café de Gand: La Licorne, avec sa clientèle d'habitants retranchés dans leur rêve du jeu, qu'ils vivent comme une «passion glacée».

Hugo Claus évoque avec une compassion ironique, des éclats de truculence féroce, Valère le Sourd, Verbiest, le maître d'école, ce «Barbousse en jeans», Staf de la petite rue au Fôvre et le docteur Verbracke, fournisseur des pilules pour guérir le mal de vivre de cette fausse famille qui essaye de noyer la monotonie des soirées sous le flot des plaisanteries obscènes ou les injures de bagarres avortées.

Seule lumière dans la pénombre du bar: le souvenir de Rikobotte, disparu quelques mois auparavant dans un accident. Certes, il a été cynique dans ses amitiés et ses amours, mais il a eu, à leur tour, le courage de «flamber» dans son enfer glorieux et a, en tel samovar désechant des nuits, faire preuve d'un panache noir: celui de tout perdre — jusqu'à la vie.

Il était l'ennemi et l'ennemi de deux clients de La Licorne: Michel et Jack, qui, un jour de mélancolie rageuse, décident de partir pour Las Vegas, qui leur apparaît comme la Ville d'Or, au cœur de la terre promise du jeu et du sexe. Ils vont dans ce voyage le moyen de se soustraire à la pesanteur doulou-

reuse de leur existence. Michel ne peut plus supporter la vue de sa mère malade, qui se dessèche lentement devant lui. Quant à Jack, enfoncé dans le poids de sa «grossesse essuie, solitaire, timorée», il voudrait se délivrer de cette crucifixion morale: le spectacle quotidien de sa fille Didi, retardée mentale, détraquée par l'absence d'amour et qui, à l'âge de seize ans, passe ses journées à colorier des dessins ou bien se jette sur la poitrine de sa mère — tel un bébé affamé — ce qui provoque des scènes de défrayée acrobate, de pathétique grincement au cours desquelles apparaît le personnage atypique d'un vicieux-psychiatre partisan de l'hypnose de la prière pour calmer la violence hétéro de Didi.

Paradis artificiels

Mais Jack et Michel n'échappent à ce purgatoire familial que pour tomber dans les paradis artificiels de la côte Ouest des États-Unis. Hugo Claus retrace sur un rythme hétéro, en adoptant un ton de coasserie aigre, la cavale désespérée, érotique et faussement euphorique des deux hommes qui — de show-club en casino, de bar d'hôtel en musio-hall — cherchent, au long de nuits surexcitées, une impossible parade à leur frustration sexuelle, sentimentale et métaphysique.

Car ils voudraient, au terme d'une descente hallucinée en eux-mêmes, retrouver la pureté sauvage du Désir, se laisser emporter par sa vague d'oubli, son vertige d'adrénaline. Le Désir est, selon eux, le seul bien qui appartienne à l'homme: «Peut-être est-ce le Désir qui perd, mais c'est la seule chose qu'on possède vraiment, bien à nous, à l'écart de notre situation et

de la Politique et de la Puissance des Grands», s'écrit Jack.

Mais au moment même où ils croient connaître une renaissance sensuelle, accéder à un Eden de liberté physique et de rapprochement mental, ils deviennent les otages de l'univers le plus truqué et le plus sophistiqué qui soit — un monde d'images surexposées qui, en leur intégrant la moindre part d'ombre nécessaire à la clandestinité onirique du plaisir, achève de les déposséder d'eux-mêmes.

Ils se sentent envahis par la lumière, «éclairés de l'intérieur et de l'extérieur». Lorsque Jack se précipite vers la table de jeu du Circus-Circus, il n'est plus qu'un lièvre aveugle qui sait qu'il finira dans «les faisceaux lumineux du piège des brachyons».

Eproués de dettes et d'érotisme déçu, ils se cognent aux parois d'un «jardin de néon» et, tels des clownes finis, avancent — de dancing en salle de baccara — sur le rythme d'un somnambulisme cassé, empêtrés dans «les ignobles petits fils de leur système nerveux, noués de travers».

Le temps est toujours embrouillé, ils n'ont pas assez dormi, leur corps est encore en Belgique. Le pays natal où ils finissent par retourner, ayant touché le fond de la dépréciation d'eux-mêmes et portant les lambeaux de leur amitié défilée. Ils ne franchiront plus le seuil de La Licorne, honteux de leur équipée dérisoire et ayant renoncé à désirer le Désir.

Rien ne pourra les guérir de cet éternel divorce avec l'Amour que Hugo Claus évoque une fois de plus, magnifiquement, donnant libre cours à son humour métallique, à sa flamboyance sarcastique, à la tendresse oléâtre, virulente qu'il éprouve à l'égard de ses personnages.

Jean-Noël Pancrazi

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu,
d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres éligibles:
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du
11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable
promotion auprès de tous les médias:
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Les manuscrits sont à adresser à:
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR
17, rue de Galilée - 75118 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

BILLET

Le bon souvenir de Renault

Renault, qui a réduit sa dépendance vis-à-vis de l'Etat en redressant ses comptes et en obtenant un nouveau statut, n'en est pas moins décidé à se rappeler au bon souvenir des pouvoirs publics pour mener à bien sa politique de réduction d'effectifs.

Le constructeur automobile risque de rencontrer cette année de grosses difficultés pour « convertir en douceur » son personnel excédentaire, comme il s'y est engagé. La situation du marché est telle que les mesures de mobilité à l'intérieur du groupe seront beaucoup moins importantes que prévu.

A cet égard, la situation de l'usine de Billancourt, qui fermait ses portes en avril 1992, est révélatrice de ces difficultés. L'an passé, 1 340 personnes ont quitté l'établissement (81 ont retrouvé un emploi à l'extérieur et 732 ont été mutées à l'intérieur du groupe) et 120 salariés n'ont pas encore accepté une des solutions qui leur étaient proposées.

En revanche, les perspectives de reclassement apparaissent beaucoup plus problématiques pour les 1 400 autres salariés qui partiront en 1991. La direction s'est donné un délai de trois mois avant de proroger l'accord signé avec les syndicats, hormis la CGT, pour la fermeture du site.

Plus généralement, M. Georges Bouverot, le nouveau directeur des affaires sociales — qui a succédé à M. Michel Fraderie, nommé secrétaire général de Renault — peut nourrir des inquiétudes au sujet des 4 620 suppressions d'emplois auxquelles la firme doit procéder cette année. Déjà, il est acquis que la création d'une troisième équipe à Flins n'interviendra pas cette année.

Pour toutes ces raisons, Renault souhaite que le gouvernement accorde à l'industrie automobile des dispositions similaires à celles de la convention générale de protection sociale (CGPS) de la sidérurgie. En clair, certains établissements obtiendraient en priorité des mesures de départs anticipés. Le gouvernement, qui est décidé à réduire le nombre de préretraites FNE — très onéreuses pour les finances publiques — n'est pas vraiment enthousiaste. Mais s'il n'est plus l'unique propriétaire de Renault, il en reste néanmoins l'actionnaire principal.

J.-M.N.

Revendu par Matsushita

Le parc de Yosemite (Californie) restera américain

Le département américain de l'intérieur et le groupe de production hollywoodien MCA, acquis fin décembre par le groupe japonais Matsushita, sont tombés d'accord mardi 8 janvier pour que la société japonaise cède ses intérêts dans le parc national de Yosemite (Californie) à une société à but non lucratif. Le groupe MCA (cinéma, disques, télévision), maison mère des studios Universal qui ont produit notamment *Les Dents de la mer* et *E.T.*, possède, par l'intermédiaire de sa filiale Yosemite Park and Curry Co., une concession dans le prestigieux parc national, où elle gère des restaurants, des hôtels et des boutiques (le Monde du 3 janvier).

M. Lujan, secrétaire à l'intérieur, qui s'était fortement opposé à ce que des intérêts étrangers gèrent cette concession, a indiqué que Matsushita vendra sa concession à la National Park Foundation pour 49,5 millions de dollars (plus de 230 millions de francs), en 1993, à la fin du contrat qui la lie au gouvernement. — (AFP)

Les fluctuations sur les places boursières après l'échec de la rencontre entre M. James Baker et M. Tarek Aziz

Les marchés financiers espèrent ne plus être pris à contre-pied

Après la folle journée du 9 janvier, où les marchés ont vécu heure par heure au rythme de la rencontre entre MM. Tarek Aziz et James Baker, la Bourse de Tokyo était la première grande place internationale à réagir « à froid » à l'échec des conversations de Genève entre l'Irak et les Etats-Unis. La place nipponne enregistrait jeudi 10 janvier une hausse modeste de 0,34 % dans un marché calme. En Europe, Londres ouvrait sur un recul de 0,9 %, les intervenants espérant ne plus être pris à contre-pied comme la veille. A Tokyo, le dollar clôturait en baisse, perdant 1,73 yen à 135,10 yens.

Rarement les marchés auront vécu pareille journée, littéralement suspendus à l'évolution des discussions entre deux hommes. Toutefois, la longueur de la rencontre, qui a duré six heures, et les décalages horaires n'ont pas permis à toutes les places de réagir de manière identique. Certaines, comme les Bourses européennes, ont ainsi fermé sur une note euphorique, alors que les conversations pour la paix dans le Golfe semblaient pouvoir évoluer positivement. En revanche, Wall Street a joué aux montagnes russes, étant la seule à réagir à l'ensemble des dis-

cussions, qui se sont soldées finalement par un échec.

Au fil des suspensions de séances

D'entrée de jeu, mercredi 9 janvier, les places asiatiques donnaient prudemment le ton et laissaient transparaître l'espoir des intervenants à quelques heures de la rencontre de Genève. Tokyo progressait de 0,31 %, Hongkong et Singapour de 0,60 %. En

Europe, la reprise était beaucoup plus marquée, s'amplifiant au fil des suspensions de séances et des replis successifs des prix du baril de pétrole et du dollar. Ainsi à Paris, l'indice CAC 40, en hausse de 1,5 % en fin de matinée, progressait de 2,2 % en début d'après-midi après les premières déclarations rassurantes américaines quant à la « substantialité » des entretiens. En fin de journée son avance frôlait 3,3 % dans un marché plus actif.

La tendance fut également très ferme à Francfort (+1,57 %), à Londres (+1,38 %), à Madrid (+2,52 %). En revanche, les Italiens se sont montrés plus frileux avec un modeste gain de 0,10 % à Milan. Amsterdam finissait de même après avoir reperdu tout le terrain initial.

De l'autre côté de l'Atlantique, la première partie de la séance à Wall Street fut marquée par une très vigoureuse reprise. L'indice

Dow Jones s'appréciait de 1,6 % à la mi-journée peu avant l'annonce de l'échec des discussions, à 19 h 20 (heure française). Le baromètre de la place new-yorkaise plongeait alors, perdant 1,56 %. De son côté, le dollar, en baisse au début de la séance (1,5218 deutschemarks et 134,90 yens), se raffermissait nettement à 1,5370 deutschemarks et 136,90 yens, en parallèle avec l'or (391 dollars l'once) et le pétrole (28 dollars le baril). D.G.

Des cours du pétrole en délire

Les marchés pétroliers suspendus aux aléas des négociations de Genève ont connu, mercredi 9 janvier, l'une des journées les plus extravagantes de leur existence. Si les cours ont en définitive clôturé en fin de journée quasiment au même niveau que la veille (27,26 dollars par baril pour le brut américain de référence), ils ont dans l'ensemble fluctué à la baisse puis à la hausse, puis de nouveau à la baisse puis de 13 dollars en quelques heures. Rapporté aux volumes échangés, c'est plus de 3 milliards de dollars qui ont été ainsi gagnés ou perdus en une seule séance.

Rivés aux écrans télématiques qui les faisaient assister en direct à la partie de bras de fer engagée entre les négociateurs irakiens et américains, les opérateurs ont d'abord cru que la paix était scellée.

Equilibre fragile

Convaincus depuis plusieurs semaines que la guerre — donc les risques de pénurie accidentelle — pourrait être évitée, inquiets de l'importance des stocks accumulés depuis quelques mois qui risquent d'engorger le marché dès la levée de l'embargo sur l'Irak, les traders ont interprété la longueur des dis-

cussions à Genève comme un signe positif.

Les cours ont donc chuté de près de 4 dollars au début de la journée, passant à New-York de 27,15 dollars à 23,35 dollars, soit le niveau le plus bas depuis le 2 août.

L'échec des négociations les a donc pris totalement par surprise. Ce fut la ruée. En dix minutes les cours ont bondi de 7 dollars, la hausse la plus violente jamais enregistrée sur le marché à terme, pour atteindre brièvement 31 dollars, avant de retomber quelque peu, une fois l'effet de surprise passé et de s'établir à 27,35 dollars le baril.

Cette folle journée n'est qu'un

avant-goût de ce qui risque de se passer si aucune solution pacifique n'est trouvée avant le 15 janvier. Elle montre à quel point le relatif équilibre trouvé par les marchés pétroliers depuis quelques semaines autour du prix de 25 dollars est fragile. Certes les conditions actuelles de production et de consommation sont favorables, le marché étant en dépit du blocus largement approvisionné. Mais un embrasement du Golfe qui assure encore la moitié des exportations mondiales remettrait tout en question.

V.M.

Après avoir enregistré 404 commandes l'an dernier

Airbus prévoit une année 1991 difficile pour les compagnies

C'est un bilan nuancé que M. Jean Pierson, administrateur-gérant du consortium Airbus Industrie, a présenté le 9 janvier à la presse. 1990 a été favorable pour le constructeur qui s'attend pourtant, en 1991, à une année difficile dans les compagnies aériennes.

Bien sûr le patron de l'avionneur européen ne bouda pas son plaisir et se réjouit d'avoir enregistré 427 en 1989 dans un marché très concurrentiel et moins porteur. Sur les 1 150 commandes passées dans le monde en 1990 pour des appareils de plus de cent places, Airbus s'est adjugé près de 35 % alors que sa part était de 22 % en 1989 et de 16 % en 1988. Avec 1 038 avions restant à livrer pour 71,5 milliards de dollars (372 milliards de francs), le consortium peut affronter les années qui viennent sans trop de crainte.

« Les malades vont tomber dans le coma »

Le deuxième motif de satisfaction de M. Pierson est qu'Airbus gagne de l'argent. Il ne s'agit pas de bénéfices puisque Airbus est un groupement d'intérêt économique (GIE) et qu'un GIE ne réalise pas des bénéfices mais tout au plus des « surplus ». Lorsqu'on fait le solde entre les recettes des ventes d'avions et les dépenses (remboursement des frais de développement et achat des pièces aux industriels, frais de marketing, de gestion et de service après-vente, frais du siège à Toulouse), il reste pour la première fois un reliquat positif qui avoisinerait les 120 millions de dollars (624 mil-

lions de francs) et qui sera réparti entre les quatre partenaires (Aérospatiale, British Aerospace, Deutsche Aerospace, CASA).

En revanche, la direction d'Airbus n'est satisfaite ni de la cadence des livraisons en 1990 (95 avions contre 106 en 1989), en raison de la grève qui a paralysé British Aerospace jusqu'au mois de mars, ni de la situation de l'aviation commerciale américaine où « les compagnies malades vont tomber dans le coma et celles qui sont dans le coma vont disparaître » sous l'effet de la concurrence et de la hausse du prix du kérosène. Instruit par la leçon de la banqueroute d'Eastern Airlines qui l'a obligé à provisionner 80 milliards de dollars de créances à risque, Airbus a renoué en décembre avec PanAm, avant que celle-ci ne se place sous la protection de la loi sur les faillites, le contrat de location de vingt et un avions de telle sorte que le paiement de sa créance de 34 millions de dollars lui soit mieux assuré.

Interrogé sur le projet formé par les Allemands, les Français et les Italiens de construire hors Airbus un avion de 90 à 130 places, M. Pierson a répondu que les gouvernements et les industriels fondateurs du consortium s'étaient engagés à ne pas financer d'appareils concurrents de ceux d'Airbus. Il a affirmé que pour une mise de fonds faible (400 millions de dollars ou 2,1 milliards de francs), le consortium était en mesure de faire dériver un 130 places de son A-320 (150 places). Quant aux mastodontes de 600 places souhaités par les Allemands pour concurrencer le monopole du Boeing-747, M. Pierson a confirmé qu'ils se trouvaient à l'état d'avant-projet mais qu'ils ne verraient pas le jour avant la fin du siècle.

ALAIN FAUJAS

Les Européens font bon accueil aux propositions monétaires britanniques

Les partenaires européens de la Grande-Bretagne ont accueilli avec une satisfaction mesurée les nouvelles propositions de Londres sur l'union monétaire de la CEE, en remarquant des signes inédits de souplesse. La proposition détaillée de Londres comporte en effet des éléments nouveaux : la monnaie commune devrait voir le jour « dès que possible », le Fonds monétaire européen pourrait être indépendant des pouvoirs nationaux, et sa structure s'inspire désormais largement de celle de l'Eurofed.

« Il semble qu'il y ait un pas dans la bonne direction », a affirmé un res-

ponsable du ministère belge des finances, en ajoutant cependant que la question de fond restait la même : est-il opportun de lancer une monnaie commune, même pendant une période limitée et comme préalable à une monnaie unique ?

Un diplomate allemand a exprimé la même position, en notant que la philosophie générale de Londres demeurait inchangée, mais en se réjouissant que la Grande-Bretagne « se rapproche de la RFA et du courant général en Europe » sur la question de l'indépendance de la future institution monétaire européenne. — (AFP)

Pour faire face à une demande « explosive »

Les Pays-Bas investissent 42 milliards de francs dans leurs chemins de fer

Les chemins de fer néerlandais (NS) ont passé commande ferme au groupe franco-britannique GEC-Alsthom d'une nouvelle série de quarante trois locomotives électriques du type 1700. D'un montant voisin de sept cents millions de francs, cet achat n'est qu'une petite sous-partie de l'imposant plan d'investissements auquel les NS se voient contraints par la popularité croissante du train.

de notre correspondant

Pour la deuxième année consécutive, la société néerlandaise publique des chemins de fer, Nederlandse Spoorwegen (NS), a transporté, en 1990, un nombre record de passagers : 10,85 milliards de voyageurs-km et près de 256 millions de personnes, soit 6,8 % de plus qu'en 1989 (10,16 milliards de voyageurs-km et 240 millions de personnes). Sept cent mille Néerlandais empruntent désormais quotidiennement le train alors qu'ils n'étaient que six cent mille en 1987. Cette tendance est appelée à se poursuivre, a estimé, mardi 8 janvier, le président directeur général de la société, M. Leo Ploeger, qui a déclaré que les NS « s'attendaient à une croissance substantielle mais pas aussi rapide ».

Sensibilité écologique

M. Ploeger n'a pas su expliquer les raisons de cette popularité « explosive » du rail. La volonté affichée par les autorités politiques de réduire la circulation automobile et de renforcer l'utilisation de la voiture auxiliaire à ce point excité la sensibilité écologique et... financière des Néerlandais ?

Conséquence de ce phénomène : flattés mais pris de court, les NS sont confrontés à de criants problèmes de capacité et de saturation du réseau. Un imposant programme d'investissements a été lancé avec le feu vert des pouvoirs publics : il prévoit l'achat de matériel roulant, dont 43

motrices de GEC-Alsthom pour 11,1 milliards de francs, afin d'augmenter de 32 % le nombre de places assises d'ici à 1996 (14,5 milliards de voyageurs-km prévus). Dans le même temps, 15 milliards de francs seront consacrés à l'amélioration de l'infrastructure-voies, en guise de provision sur l'application, d'ici à 2005, du plan Rail 21, cadre de l'extension et de la modernisation du réseau. Rail 21 devait initialement être achevé en 2015, mais le gouvernement et le Parlement ont demandé aux NS d'accélérer sa mise en œuvre et ont mis à leur disposition 42 milliards de francs.

En ce qui concerne le projet de TGV nord-européen, le tracé définitif entre Anvers et Rotterdam devrait être défini « d'ici à la fin de l'année si tout se passe bien » a déclaré un haut responsable des NS avant de préciser : « qu'il n'était pas certain que tout se passe bien », allusion aux vives critiques formulées par les défenseurs de l'environnement dans la province du Brabant.

Ch. C.

Avec un bénéfice net de 1,65 milliard de francs

GEC-Alsthom entend se développer prioritairement en Europe

AMSTERDAM

de notre correspondant

En présentant les résultats 1989-1990 de son groupe, M. Jean-Pierre Desgeorges, président de GEC-Alsthom (énergie et transports), mercredi 9 janvier, à Amsterdam, a réagi à l'attribution à Matra du marché du métro automatique parisien METEOR. « La décision de la RATP, ne nous convient pas parce qu'elle a été prise dans des conditions particulières, a-t-il déclaré. Nous l'avons apprise en lisant le Monde et c'est également par la presse que nous avons appris les raisons de la RATP, qui ne nous reproche rien du point de vue des prix ou des conditions techniques mais qui invoque des motifs de politique industrielle et notre manque de dynamisme à l'exportation. Or nous sommes sans doute le premier exportateur français, sinon mondial, de métros : nous en avons à notre actif plus de vingt dans le monde... C'est incomparable avec les résultats de Matra. Il est

clair que nous n'abandonnerons pas le marché du métro urbain. » M. Desgeorges a conclu son plaidoyer en s'interrogeant sur « l'opportunité de créer avec Matra un pôle de concurrence néfaste à l'exportation ». Sa réponse — sous-entendue — est négative et, selon les termes d'un de ses proches collaborateurs, « GEC-Alsthom n'a pas dit son dernier mot ».

Bonnes bases de départ

Au préalable, les dirigeants du groupe franco-britannique — domiciliés aux Pays-Bas pour des raisons fiscales — avaient présenté les résultats de son premier exercice du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990 : un bénéfice net de 1,65 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 44,6 milliards de francs. Non seulement anciens (initialement prévus en octobre dernier, leur présentation avait dû être reportée à cause de la législation boursière britannique), ces chiffres ont éga-

lement le défaut de ne pas être comparables. M. Pierre Bilger, membre du management board, les a qualifiés de « bonnes bases de départ », et a noté que la rentabilité nette de GEC-Alsthom (3,70 %) était supérieure à celle de Asea Brown Boveri (2,9 %) et de Siemens (2,6 %). Les résultats de l'exercice en cours, qui seront publiés en juin prochain, « seront en progression ».

En termes d'expansion géographique, GEC-Alsthom entend se développer prioritairement en Europe (hors France et Royaume-Uni), « base arrière puissante indispensable à la conquête du monde ». Réserve quant à l'Europe de l'Est. — M. Desgeorges a catégoriquement démenti l'intérêt du groupe pour les activités ferroviaires de Skoda « qui ne présentent pas d'attrait » — prudent aux Etats-Unis, le franco-britannique veut être mieux implanté dans la Pacifique, « où sa présence n'est pas à la hauteur de ses possibilités ».

CHRISTIAN CHARTIER

ÉCONOMIE

SOCIAL

Poussée revendicative dans l'île

Les conflits sociaux se multiplient en Guadeloupe

La plupart des communes de la Guadeloupe sont privées d'eau potable depuis lundi 7 janvier à la suite d'une grève, la troisième depuis octobre, du personnel de la principale société de distribution d'eau de l'archipel. Cette grève, aussi spectaculaire qu'impopulaire, est l'un des nombreux petits conflits sociaux qui ont surgi durant ces dernières semaines et qui attestent d'une notable dégradation du climat social dans ce département.

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Ses quatre principales centrales syndicales locales se sont d'ailleurs réunies à ce sujet et ont publié dans la nuit de lundi 7 au mardi 8 janvier une « déclaration commune » appelant à « une réaction unie de l'ensemble des centrales syndicales pour faire échec à l'arrogance patronale ». Ces quatre syndicats – la CGT-G, la CSTG (apparentée CFDT), l'UGTG et le MASU (indépendantiste) – n'ont pu, dans l'immédiat, parvenir cependant à lancer un mot d'ordre de grève générale comme l'espérait

l'UGTG, qui avait pris l'initiative de cette réunion. Le plus ancien et plus radical de ces conflits demeure incontestablement celui de la SOGEA, principal distributeur local d'eau potable et filiale de la Compagnie générale des eaux, où les grévistes réclament l'application de la convention collective des distributeurs d'eau, un remplacement de celle du bâtiment. Lors de deux précédentes grèves, en octobre et novembre, environ 250 000 personnes avaient été privées d'eau potable. La revendication, formulée depuis 1986, représente une augmentation de 50 % de la masse salariale selon la direction, qui affirme avoir déjà consenti à son accroissement de 10 % pour 8 millions de francs.

Deuxième conflit, déjà ancien, celui des Etablissements Reynolds, un groupe antillais de grande distribution qui possède neuf super et hyper-marchés en Guadeloupe et qui y emploie près d'un millier de personnes.

Depuis le 17 décembre, les grévistes (environ 60 % du personnel) revendiquent des augmentations salariales, en s'appuyant notamment sur le parrainage d'un concurrent de la Route du Rhum, Claude Bistoulet (« Reynolds-Guadeloupe »), par leur employeur : « S'il y en a pour Bistoulet, il doit

aussi y en avoir pour nous », clament des graffitis sur la façade d'un des super-marchés du groupe. La direction n'a accepté de participer à des négociations, ouvertes depuis seulement trois jours et sous l'égide d'un médiateur préfectoral, qu'après avoir obtenu un référendum judiciaire et la présence de policiers permettant le libre accès à ses magasins.

Dans plusieurs communes, dont certaines ont un budget déjà déficitaire, une partie du personnel municipal – et notamment les employés des cantines scolaires – sont en grève, parfois depuis quinze jours, pour obtenir augmentations de salaires et titularisations. A EDF, une section syndicale locale a utilisé « toutes les formes d'action » pour obtenir sa reconnaissance par la direction.

Cette poussée revendicative, largement prévisible, intervient alors que le préfet, M. Jean-Claude Proust, prêche depuis deux mois pour un dialogue social, qu'il estime bloqué. A cela s'ajoute la grogne des planteurs de bananes qui protestent contre l'effondrement des cours sur le marché métropolitain à la suite des importantes importations en provenance du Cameroun constatées depuis un mois, en violation des quotas qui s'appliquent jusqu'au 15 janvier.

EDDY NEDELKOVIC

INDUSTRIE

En créant un groupement d'intérêt économique

Les Centres Leclerc s'allient avec l'espagnol Eroski

Les Centres Leclerc viennent d'annoncer la création avec le groupe coopératif basque Eroski d'un groupement d'intérêt économique (GIE), sous le nom d'Acel. Acél sera à la fois centrale d'achats, plate-forme de développement, lieu d'échange de savoir-faire et structure de coopération et de coordination, pour le groupe de distribution basque et pour le groupe français, qui commence à s'implanter en Espagne en ouvrant à Pampelune, à la fin de l'année, un premier magasin, sous l'enseigne Hyper L.

Eroski, filiale de distribution du groupe coopératif Mondragon compte 163 magasins en propre, 230 franchises, emploie 3 600 personnes – des associés coopérateurs – essentiellement au Pays basque et en Navarre, près de Pampelune, pour un chiffre d'affaires d'environ 5 milliards de francs. Eroski, qui s'est approché depuis peu de la coopérative Consum, dans la région de Valence, a l'intention de s'étendre en Espagne, et ses ambitions sont impressionnantes, si l'on en croit le communiqué de presse diffusé par les Leclerc, père et fils (Edouard et Michel-Edouard) : ouverture en trois ans de 11 grands hypermarchés, de 25 grands supermarchés (2 500 m² de surface de

vente) et 42 petits supermarchés (800 m²), grâce à 4 milliards de francs d'investissements.

Quant aux Centres Leclerc, dont on ne dispose pour l'instant que des chiffres de 1989 (87 milliards de francs de chiffre d'affaires cumulé, 43 000 salariés, 590 magasins, dont 187 hypermarchés), leur installation en Espagne est encore aux balbutiements. Leclerc Espagne, filiale de responsables de Centres du Sud-Ouest, présidée par M. François Leveux, gendre d'Edouard Leclerc, a l'intention d'ouvrir trois ou quatre grands hypermarchés d'ici à 1993.

Les Centres Leclerc sont beaucoup plus discrets sur leurs investissements propres que sur ceux d'Eroski, l'ambition affichée étant de créer en Espagne une structure comparable à celle qui a fait leur succès en France : une association de chefs d'entreprise espagnols formés dans l'hypermarché de Pampelune, qui servira de magasin-école. Cela suffit à expliquer la création d'Acél, avec comme partenaire une coopérative basque, en guise de passeport dans une Espagne où les grandes surfaces sont entre les mains de groupes français (Carrefour, Promodès et Auchan).

JOSÉE DOYÈRE

ÉTRANGER

Selon une étude de l'institut DIW

La crise économique de l'ex-RDA pèsera sur la croissance allemande en 1991

La croissance ne devrait atteindre que 1,5 % en Allemagne en 1991 – mais 3 % pour la seule partie occidentale – à cause de l'aggravation continue de la crise économique dans l'ex-RDA, selon une étude de l'institut de recherche économique DIW de Berlin publiée mercredi 9 janvier.

Le DIW n'attend pas de stabilisation économique dans l'ex-RDA avant l'été prochain. Le nombre de chômeurs et de travailleurs à temps partiel devrait y atteindre les 5 millions en 1991. Les derniers chiffres officiels font état de plus de 642 000 sans-emploi et près de 1,8 million de travailleurs à temps partiel.

Les exportations de l'Allemagne orientale ne devraient représenter que 10 milliards de deutschemarks cette année (34 milliards de francs) contre 30 milliards de deutschemarks en 1990, et le commerce devrait baisser de 10 %.

Le DIW table toutefois sur une progression des investissements à l'Est d'environ 20 milliards de deutschemarks, le revenu disponible global des ménages devant « à peine progresser », du fait de l'augmentation des prix.

Obligé de fermer ses magasins le dimanche

Virgin Megastore va licencier

Ayant décidé de fermer le dimanche à partir du 20 janvier, après des mois d'infraction, Virgin Megastore va supprimer quarante emplois dans son magasin de Bordeaux et près de deux cents sur l'ensemble de ses établissements, a indiqué mercredi 9 janvier le directeur de Virgin-Bordeaux.

A ces suppressions d'emplois s'ajoute, pour ce dernier magasin, l'interruption d'une cinquantaine de contrats à durée déterminée signés à l'occasion des fêtes de fin d'année. Condamnée déjà à verser aux syndicats au total 600 000 francs d'astreinte pour les infractions précédentes, à Bordeaux et à Paris, la société a remis le 9 janvier, à la CFDT, les 300 000 francs correspondant à sa condamnation par la cour d'appel de Paris, le 19 décembre 1990.

La Fédération des services CFDT a annoncé qu'elle allait consacrer la somme à faire connaître sa position sur le projet de loi relatif au repos dominical des salariés.

COMMERCE

Un rapport de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

Cinquante propositions pour encourager l'expatriation des Français

Il faut encourager les Français à s'expatrier, estime le député Jean-Yves Le Déaut qui a rendu public, mercredi 9 janvier, au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, un rapport adopté à l'unanimité par la commission des affaires étrangères sur « les conditions d'expatriation des Français à l'étranger et les mesures facilitant leur réinsertion à leur retour ».

« Trente mille Japonais vivent en France, trois mille Français vivent au Japon ». Dès la première phrase, M. Le Déaut donne le ton de son rapport. Les conclusions de l'enquête du parlementaire sont en ne peut plus claires : les Français ne sont pas suffisamment nombreux à l'étranger, ils le sont de moins en moins, et il faut voir un lien de cause à effet entre ce

constat et le déficit commercial de la France. Aussi le parlementaire fait-il cinquante propositions très concrètes pour remédier à l'immobilisme.

Évalué à 1 365 000, le nombre de Français expatriés a diminué, officiellement, de 10 % en dix ans. Le Maghreb, où le chiffre a baissé de 44 %, est particulièrement affecté par ce phénomène. Bien que sujettes à caution, les statistiques sont édifiantes. Le nombre d'expatriés représenterait 2,5 % de la population en France, contre 5 % en Grande-Bretagne.

Première cause : si les grandes entreprises françaises sont pratiquement toutes présentes à l'étranger, les PME et PMI sont en revanche totalement absentes. D'où la nécessité de valoriser l'initiative au sein des entreprises, de modifier les réglementations sociales et fiscales, et de faciliter la réinsertion des expatriés à leur retour. M. Le Déaut suggère notamment de faire reconnaître

l'affiliation à la caisse des Français de l'étranger à la même effect que le maintien au régime français.

Mais c'est surtout au changement des mentalités qu'il faut s'atteler, selon le parlementaire. « Il faut inoculer le virus de l'expatriation chez les jeunes », estime-t-il, en recommandant, parmi quinze propositions consacrées aux jeunes, une « montée en puissance » rapide du programme européen Erasmus afin que d'ici cinq ans cinquante mille étudiants, puis cent mille d'ici dix ans, et non plus quatre mille, puissent profiter de la mobilité.

Dans le même esprit, M. Le Déaut préconise le développement et la démocratisation du service militaire en « coopération », en portant à 2,5 % d'une classe d'âge le nombre de VSNA (volontaire du service national actif) et de VSNE (volontaire du service national en entreprise).

Pour financer ses acquisitions dans la pharmacie

Rhône-Poulenc continue de désinvestir

Poursuivant ses désinvestissements pour financer son programme d'acquisition, notamment dans la pharmacie, le groupe Rhône-Poulenc vient de revendre à la société allemande Boeder AG toutes ses activités dans les disquettes, bandes magnétiques et cartouches pour l'informatique personnelle dans sa filiale Rhône-Poulenc Systems (RPS).

L'accord reste encore soumis à l'autorisation des administrations compétentes. Sa finalisation interviendrait en mars. RPS emploie 462 personnes, réparties entre les deux usines de Nangis (Seine-et-Marne) et d'Albi (Tarn). Boeder s'est engagé à les reprendre toutes.

D'autre part, Rhône-Poulenc a signé un accord avec la firme danoise Dyrup (marque Bondes) en vue de lui céder sa filiale Xylochimie (185 personnes), spécialisée dans la fabrication de produits de traitement et de protection du bois. Ce rapprochement permettra la constitution d'un ensemble européen de premier plan avec un chiffre d'affaires voisin de 5 milliards de francs.

REPÈRES

DETTE

Le budget indonésien grevé par les remboursements

Le budget de l'Indonésie pour 1991-1992, qui prendra effet au début du mois d'avril sera équilibré malgré des dépenses (13,3 milliards de dollars, soit environ 88,6 milliards de francs) en progression de 18 % par rapport à l'exercice en train de se terminer, cela grâce à une aide extérieure de 5,5 milliards de dollars. Le service de la dette absorbera à lui seul 7,4 milliards de dollars (+11 % en un an), c'est-à-dire à peu près l'équivalent des revenus pétroliers estimés à 7,9 milliards de dollars et en augmentation de 39 % par rapport à l'exercice 1990-1991.

FORMATION PROFESSIONNELLE

M. André Bergeron chargé de la rédaction d'un rapport

M. André Bergeron, ancien secrétaire général de Force ouvrière, a été chargé d'un rapport officiel sur la formation professionnelle par M. André Laignel. Dans un communiqué rendu public le 9 janvier, le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle précise que le document commandé à l'ancien dirigeant syndical devra analyser « les résultats et l'évolution de l'obligation légale de financement de la formation professionnelle vingt ans après la loi de 1971 ».

Cette mission correspond à l'obligation, créée par la loi du 4 juillet 1990 sur le crédit-formation et la qualité de la formation professionnelle, de déposer sur le bureau des Assemblées, dans le courant de 1991, un rapport qui permettrait d'apprécier les résultats obtenus. Le rapport de M. André Bergeron devra être remis avant la fin de la session parlementaire de printemps.

MARINE MARCHANDE

Hémorragie stoppée

L'hémorragie de la flotte marchande française a été quasiment stoppée en 1990. Par rapport à 1989, la flotte n'a diminué l'an dernier que de trois navires, contre une perte moyenne annuelle de vingt bateaux depuis quatre ans. Au quatrième trimestre de 1990, le solde est même positif puisque quatre cargos ont rejoint le pavillon français alors que deux étaient vendus à l'étranger.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente s/abonnement de suite immobilière au palais de just. de Bobigny, le MARDI 22 JANVIER 1991, à 13 h 30

APPARTEMENT 2 P.Princ. à PANTIN (93)

1, rue du Débarcadere - 25, av. Edouard-Vaillant au 2^e étage, avec WC, cuisine et CAVE.

M. à P. : 100 000 F

S'adresser à M^{re} PIGNET, avocat, 10, rue du Général-Leclerc ROSNY-SOUS-BOIS (93110) - Tél. 45-28-00-12M^{re} B. MALINVAUD, avocat, 1 bis pl. de l'Alma, PARIS (16^e) - Tél. : 47-23-73-70. Tous avocats près TGI de BOBIGNY.

VENTE s/vente immob. pal. de just. de Bobigny, le MARDI 22 JANVIER 1991, à 13 h 30

APPART. de 2 P. Ples. à AUBERVILLIERS (93)

57, av. Victor-Hugo et 87, rue de la Halle-Coy - au 4^e et 5^e étages

Mise à P. : 80 000 F

S'adr. M^{re} BOURGEOISET, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS (93) - 3, av. Germain-Papillon - Tél. : 48-66-62-68.M^{re} BOURGEOISET et VIDAL, av. VERMOREL, avocats à PARIS (8^e), 55, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36. S. avocats près TGI BOBIGNY. Sur place pour visiter le 25 janvier 1991, de 11 à 12 h.

Vente au pal. de just. de Paris le 17 janv. 1991 à 14 h 30, en un lot :

APPARTEMENT à PARIS (15^e)46, rue Castagnary bte A, 1^{er} ét., s. à m. cuisine - douche

Chambre, w.c./prière, cave

MISE À PRIX : 80 000 F

S'adr. M^{re} Guy Jaudon avocat, 28, pl. des Vosges - Paris 3^e - Tél. : 47-75-98-72M^{re} A.-M. JAUDON, avocat 27 bis rue de l'Abreuvoir - Boulogne (92100) - Tél. : 46-25-74-14

Au greffe du trib. de gte instance de Paris

Vente sur folle ench. au Pal. de Justice de Paris, Jeudi 24 JANVIER 1991 à 14 h 30

IMMEUBLE à PARIS (2^e)64, rue Grenet - LIBRE DE LOCATION Compromis : 5 lots à usage mixte d'habitation et commercial et 2 lots réservés à usage de réserve. Contenance 526 m². Cadastre section AM 1^{er} 151

M. à P. : 5 212 900 F

S'adr. à M^{re} J. COPPER-ROYER, avocat à PARIS (17^e), 42, rue Ampère - Tél. : 46-22-26-15 - Vis. sur place le 15 janvier 1991 entre 9 h 30 et 10 h 30

EN BREF

□ Le paquebot Monarch-of-the-Sea livré en octobre 1991. - Un mois après l'incendie qui avait gravement endommagé le paquebot Monarch-of-the-Sea en construction à Saint-Nazaire, les Chantiers de l'Atlantique (groupe GEC Alsthom) ont conclu avec l'armateur Royal Caribbean Cruise Line un accord fixant au 18 octobre 1991 (au lieu du printemps 1991) la date de livraison du bateau après reconstruction des parties endommagées. Les Chantiers de l'Atlantique précisent que, compte tenu des caractéristiques de la police d'assurance couvrant le navire en construction, cet accord n'aura pas de conséquences financières significatives pour l'entreprise nazairienne.

□ Hausse du chômage en Suède en 1990. - La Suède comptait fin décembre 82 000 chômeurs au lieu de 58 000 un an auparavant, a annoncé, mercredi 9 janvier, le bureau central des statistiques de Stockholm. Le taux de chômage entre décembre 1989 et décembre 1990 est passé de 1,3 à 1,8 %. Le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes de seize à vingt-quatre ans chez qui le taux s'est élevé à 4,2 % au mois de décembre dernier au lieu de 2,3 % pour la même période de 1989.

□ Bas salaires : accord dans le textile. - Intervenu le 9 janvier, un accord salarial dans l'industrie textile fait passer le minimum professionnel très légèrement au-dessus du SMIC à compter du 1^{er} janvier. Deux revalorisations sont prévues, de 2 % au 1^{er} avril et de 1 % au

1^{er} septembre 1991. Jusqu'à présent, les salaires conventionnels étaient inférieurs au SMIC et il fallait ajouter diverses primes, dont celles de rendement, pour que le salaire minimum légal soit respecté. Le protocole a été signé par FO et la CFTC devant faire de même. La CFDT se prononcera le 17 ou le 18 janvier. La CGT et la CFE-CGC ont refusé le texte.

□ Construction neuve : - 9 % sur les onze premiers mois de 1990. - Le nombre de logements neufs commencés en France pendant les onze premiers mois de 1990 s'est élevé à 283 500, contre 311 500 pendant la période correspondante de 1989, soit une baisse de 9 %, selon les statistiques du ministère du logement. Les autorisations de construire (355 800 contre 364 000) sont en baisse de 2,3 %. La situation reste plus favorable pour la construction de bâtiments professionnels, avec une progression de 6,5 % des surfaces mises en chantier.

□ Hausse de 2,91 % des loyers au troisième trimestre 1990 par rapport à 1989. - L'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE, publié au Journal officiel du 9 janvier, s'est établi à 956 au troisième trimestre de 1990, en progression de 2,91 % par rapport à l'indice du troisième trimestre 1989 (929). Cette hausse est applicable pour la révision annuelle de tous les loyers dont le bail prend pour référence l'indice du troisième trimestre. Dans Paris et dans 334 communes de la région parisienne (décret paru au Journal offi-

ciel du 28 août 1990, avec la liste des communes), cette hausse s'applique également aux renouvellements de baux, sauf travaux, sortis de la loi de 1948 ou loyers manifestement sous-évalués sous condition de date de signature du bail.

□ Accord entre l'ANVAR français et le CDTI espagnol. - La France et l'Espagne ont signé, le mercredi 9 janvier à Madrid, un accord de coopération entre l'Agence nationale française de la valorisation de la recherche (ANVAR) et son homologue espagnol, le Centre pour le développement technologique et industriel (CDTI). Cet accord permettra de favoriser les projets français et espagnols de recherche et développement liés notamment au projet européen Euréka. Il établira de nouvelles voies pour l'échange de résultats des recherches obtenues par les entreprises et les universités des deux pays. L'accord a été paraphé par le président de l'ANVAR, M. Henri Guillaume, et le directeur du CDTI, M. Humberto Arnes.

□ Maxwell implantera à Lille une banque d'informations sur les sociétés. - Le groupe britannique Maxwell Corporation Communication (MCC) implantera à Lille, à proximité de la future gare TGV, les services centraux d'un réseau européen d'informations sur les sociétés. Cette annonce fait suite au rachat, par le groupe britannique, d'Ecodata. Wirtschaftsinformation en GmbH, l'une des plus importantes sociétés d'information sur les entreprises en Allemagne.

LES AFFAIRES CONTINUENT COMME D'HABITUDE DURANT NOTRE RÉORGANISATION FINANCIÈRE.

Le 21 janvier 1988, quand l'actuelle équipe de direction a accepté le défi de relancer Pan Am c'était avec une parfaite connaissance de la difficulté de la tâche à entreprendre.

Deux décades de lourdes pertes d'exploitation ont exercé une sévère pression financière sur Pan Am et ont fortement réduit son habileté à se battre dans un environnement qui change rapidement et où la concurrence est toujours plus intense.

Pour ramener la compagnie à son niveau historique, nous avons développé un plan stratégique en trois points :

1. Investir l'argent nécessaire pour rétablir les standards de service qui faisaient de Pan Am la référence dans son secteur d'activité.
2. Récupérer des fonds financiers par la vente d'éléments non indispensables à la bonne marche d'une grande compagnie aérienne.
3. Reconstruire l'engagement vis-à-vis des employés afin que le personnel de Pan Am se sente à nouveau des collaborateurs importants et qu'ils agissent en tant que tels.

Jusqu'au milieu de l'été 1990, le plan a fonctionné.

Nous étions en tête en termes de ponctualité, les indices de satisfaction de la part des passagers étaient les plus forts de notre histoire, nous avons transporté un nombre record de passagers et chaque mois nos revenus dépassaient de nouveaux records.

UN MONDE EN CRISE

Soudain l'Irak a envahi le Koweït et toutes les prévisions de chiffres d'affaires se sont révélées nulles. Sur une base annuelle la facture d'achat du carburant s'est accrue d'un montant catastrophique de 500 millions de dollars, 150 millions de dollars pour le quatrième trimestre uniquement.

Au même moment la récession qui s'accroît aux Etats-Unis combinée avec des conditions économiques qui se détériorent sur les marchés extérieurs ont conduit à un déclin du transport aérien. Ces chocs économiques simultanés sur une période de six mois ont eu un considérable impact sur l'état des liquidités financières de la compagnie. Les progrès que nous avons accomplis tant sur le plan stratégique qu'opérationnel ne permettent pas de compenser ces handicaps.

Ce qui peut les compenser, c'est notre accord avec United Airlines qui va nous apporter 400 millions de dollars pour le transfert de certaines de nos liaisons sur Londres ainsi que la possibilité d'un accroissement important de nos revenus grâce à un substantiel accord de commercialisation.

Bien que nous ayons déjà reçu un paiement de 110 millions de dollars, l'accord des gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne est nécessaire avant que ce transfert soit effectif et que le solde des fonds soit disponible.

Le résultat de ces événements nous conduit à procéder à une restructuration de nos obligations financières. Une restructuration demande du temps. En conséquence nous avons entrepris une procédure de réorganisation financière conformément au Chapitre 11.

LES AFFAIRES CONTINUENT COMME D'HABITUDE

Contrairement à certaines procédures de réorganisation dans ce secteur d'activité notre décision n'est pas la conséquence d'un conflit avec le personnel. Nous avons des relations solides et constructives avec nos 30 000 employés ainsi que des accords de travail en place avec l'ensemble de nos syndicats. Comme il ne s'agit seulement que d'une restructuration financière, toutes les liaisons aériennes vont continuer comme d'habitude avec le même niveau de qualité sans soucis d'interruption.

- Nous continuons l'ensemble des vols sur l'ensemble de nos destinations comme prévu initialement ainsi que les vols sur Pan Am Shuttle et Pan Am Express.

- Nos relations et nos accords avec les agences de voyage et les autres compagnies aériennes restent inchangés. Et, bien sûr toutes les commissions aux agents de voyage sont payées comme d'habitude.

- Les billets d'avion sont honorés comme d'habitude.

LE FINANCEMENT EST EN PLACE

La Banque "Bankers Trust Company" et la compagnie aérienne United Airlines ont suffisamment confiance en notre avenir pour nous accorder un prêt de 150 millions de dollars pendant la procédure de réorganisation en cours d'accord par les tribunaux.

Cette somme, ajoutée aux fonds générés par l'exploitation, couvrira nos besoins en liquidités jusqu'à la conclusion de la transaction avec United Airlines.

Celle-ci à son tour nous placera dans une situation financière solide qui nous permettra de réaliser notre plan stratégique.

LA TRANSACTION ENTRE PAN AM ET UNITED AIRLINES EST D'UNE GRANDE ENVERGURE

Notre accord de coopération avec United Airlines se met en place comme prévu.

Il nous offre une multitude de bénéfices substantiels et concrets pour nos passagers en même temps qu'une nette amélioration de notre situation financière.

Premièrement, un apport substantiel de fonds à la signature.

Deuxièmement, pour nous et pour l'ensemble des passagers la combinaison des programmes de fidélisation pour voyageurs réguliers ouvre l'accès à des avantages uniques dans ce secteur.

Troisièmement, Pan Am bénéficiera du fait que United Airlines orientera ses passagers des lignes intérieures américaines vers le réseau international de Pan Am.

Quatrièmement, les deux compagnies aériennes vont coordonner leurs horaires dans un souci de praticité pour les passagers.

Cinquièmement, et ce point est essentiel, United Airlines a mis en place un fonds de garantie des billets d'avion d'un montant de

100 millions de dollars assurant la validité des billets d'avion Pan Am pour l'ensemble des détenteurs.

LA STRATÉGIE POUR UNE RÉUSSITE A LONG TERME EST EN PLACE

Pan Am est une compagnie aérienne dont la contribution à l'histoire de l'aviation est fondamentale. C'est Pan Am qui par elle-même et contre toute attente a ouvert l'Amérique et le monde aux voyages aériens internationaux.

Nous sommes conscients du fait que la réussite future de Pan Am ne peut se bâtir uniquement sur son "leadership" historique. Mais nous pouvons redevenir une grande compagnie aérienne et nous en sommes sûrs une compagnie qui réussit financièrement.

Pour atteindre ce but, nous travaillons actuellement un plan qui permettra à notre compagnie de bénéficier de l'extraordinaire croissance qui s'annonce dans deux parties économiques importantes du monde : l'Europe Continentale et l'Amérique Latine.

Nous volons actuellement vers un plus grand nombre de villes en Europe que l'ensemble des compagnies aériennes américaines réunies. Nous sommes le seul transporteur américain qui dessert pratiquement chacune des nations émergentes d'Europe de l'Est ainsi que l'Union Soviétique.

Nous poursuivons le développement de Francfort pour en faire notre plaque tournante en Europe, nous plaçant ainsi au milieu de la Communauté Européenne et en parfaite position pour desservir l'Europe de l'Est au fur et à mesure de son évolution économique.

L'Amérique Latine, autre zone où nous concentrons nos efforts, est très vraisemblablement la partie du monde qui bénéficiera du prochain boom économique. Cette zone est desservie de manière rentable à partir de notre plaque tournante de Miami que nous avons développée de façon considérable.

Nous volons actuellement vers 56 destinations internationales et 31 villes aux Etats-Unis à partir de Miami. Depuis 62 ans, nous avons eu une croissance régulière et profitable à partir de Miami et considérons que la position de force acquise en Amérique Latine représente une excellente base pour une plus grande réussite.

Nous vous demandons de garder votre confiance en nous non pas comme une faveur mais dans votre propre intérêt. Nous voulons conserver votre clientèle et nous souhaitons gagner votre loyauté. Nous nous engageons complètement à vous offrir une compagnie aérienne qui, grâce à la haute qualité de son service, attire un nombre toujours plus grand de voyageurs.

Aujourd'hui, nous sommes fiers de voler vers 115 villes dans 51 pays sur les cinq continents.

Nous vous attendons avec plaisir sur nos lignes.

Thomas G. Plaskett

Thomas G. Plaskett
Président Directeur Général
PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, Inc.

PAN AM

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt
Rue FRANÇOIS-BOURGEOIS
3/4 P. 80 m². 2 500 000.
4 P. 100 m². 3 100 000.
Climatisé, 1 seul appartement.
Tél. : 47-42-80-22

8^e arrdt
SAINT-AUGUSTIN
MAISON
240 m² + studio.
Luzern, impeccable.
Prestige 46-52-13-43

14^e arrdt
DENFERT, Calme.
Emplacement privilégié.
Bel int., pierre de taille.
4/5 P., cuis. 60, s. de b.
4/5 P., cuis. 60, s. de b.
3 550 000 F. 43-20-25-35
MARTINE IMMOBILIER

16^e arrdt
RUE JACQUES
3^e étage ascens. 250 m²
aménagement. 47-42-80-22

16^e arrdt
ORTP. 2 P., 35 m²
Régat neuf, Terrasse.
Plein sud. 1 050 000 F.
40-25-42-47 heures bureau.

DEMANDES D'EMPLOIS

Homme, 35 ans, cadre,
une année d'expérience
en comptabilité technique
réassurance acceptation
d'emploi, anglais, V.I.E.
T.B. maîtrise micro-
informatique, recherche
poste de comptable ou
comptable. 47-59-10-85
(domicile)

Consultant senior
management, techniques
de communication, assure
vacances :
• animation de séminaires
• analyse, diagnostic
• conduite de projets
Jean-Pierre AMBROISE
PARIS, 45-56-17-53

H. 43 ans, format. universit.
3^e cycle dipl. cert. sup.
expérience compt. et audit de
l'entreprise.
15 ans expér.

recherche missions de
FORMATION EN GESTION
FISCALITÉ, DROIT DES
SOCIÉTÉS, AUDIT, GESTION
DE PROJETS
en collaboration avec D.R.H.
conçoit et anime actions
qualificatives.

Flexibilité géographique.
Ecrire sous réf. n° 8190 au
Mondie Publicité, 5, rue de
Montmaur, 75007 Paris

J.F. 28 ans, Bac + 5,
1^{er} sup. en communication,
angl., ital., all., ch. poste au
sein d'un service communica-
tion en entreprise ou
agence.
Tél. : 42-40-90-52 (imp.)

Dame, 53 ans, bonne pré-
sent., sér. réf., sachant rece-
voir, ch. travail près pers.
seule. Accepte voyages.
dépense. Logement indépend.
Tél. 45-51-58-72 après 21 h.

Fiscaliste 40 a. formation
ENI expér. diverses études
fisc. propositions. Ecr.
n° 86731 Publicité Roger
Bley, 101, rue de Montmaur,
75002 PARIS
ou transmettre.

H. 54 ans, professionnel du
marketing, radi. mission
accréd. de direction générale,
région Paris ou Ouest.
Ecrire sous réf. n° 8196
au Mondie Publicité,
5, rue de Montmaur,
75007 Paris

J.F. 35 a., JURISTE
COMPTABLE. Formation sup.
(3^e cycle droit des affaires),
expér. en cabinet et holding,
et groupe internat., compé-
tence en droit des sociétés, et
social, et des affaires
anglaises, maîtrise outil infor-
matique, ch. poste au
sein d'une entreprise ou
de son dynamisme
en expansion.
Ecrire sous réf. n° 8196
au Mondie Publicité,
5, rue de Montmaur,
75007 Paris

QVAO
Agence spécialisée en créat. d'image
de marque d'entreprise cherche
MAQUETTISTE confirmé.
Envoyer : carte, photo
24, rue Feytaud, 75002 Paris.
Tél. : 40-25-00-52

L'AGENDA

Vacances

Tourisme

Loisirs

A louer juin, juillet,
août, septembre.
18 km Laroque-43. Gorges
d'Allier, 1 000 m. Pêche,
équitation, rafting, etc.
3 ch., salle à manger, cuis.,
s. de b., w.c., gar. climatisé.
Tél. : 16-71-77-51-12

Libre

1991

ALMANACH

LATIN

Nombre, pronoms, chiffr., Nominatif,
1^{er} et 2^e lat. n° 64 p. 45 F net.
AELAS 19 511

25016-BESANCON Cédex.

appartements achats

Recherche 2 à 4 pers Paris. Pré-
féré 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e,
17^e, 18^e, 19^e, 20^e.
45-73-48-07, même le soir.

locations
non meublées
demandes

Paris
MASTER GROUP
Recherche appart. vide ou
meublé, de studio au
7 pers. Pour cadres et diri-
gents de sociétés.
47, rue Vaneau, Paris-7
42-52-14-61, 42-52-24-98

pavillons
A SAISIR
A 50 km de Paris, direct
aut. Sud, MEMOURS (77)
SUR SON TERRAIN
7 HECTARES
Splendide corps de ferme
en pierre, AMÉNAGÉ.
250 m² HABITABLES
11 ch., ch. cent., wc + dépend.
Prix total : 1 300 000 F.
Crédit 100 % par Crédit
Agricole. Remboursable
contre un loyer constant.
(16) 38-82-72-32, 24 h/24.

92
Hauts-de-Seine
3 pers, 110 m² sur 600 m²
Secteur Lakanal à 5 km du
RER Bourg-la-Reine. Réald.
riche. P de T. Bâton, sol de
pave arboré, clos de murs, 3 ch.,
s. de b., 2 pers. 40-25-42-47
40-25-42-47 heures bureau.

bureaux

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
Salles de réunions, très
débordées, domiciliaires,
SÉGES SOCIAUX, déman-
gés, fermés et CREA-
TION immédiate toutes
régions. Serv. person-
nalisés : courrier, téléph., fac-
simile : 20 centres en France.

GROUPE ASPAC
1^{er} RÉSEAU NATIONAL
DE CENTRE D'AFFAIRES
ETIENNE 10 42-53-41-58
GRANVILLE 10 42-53-41-58
ST-LAZARE 10 42-53-41-58
LA VARETTE 10 42-53-41-58
BOULOGNE 10 42-53-41-58
VERSAILLES 78 42-53-41-58
+ 20 centres en France.

VOTRE SÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et
tous services. 43-55-17-50.

DOMICILIATION
BUREAUX, TÉLÉ, TÉLÉCO
AGECO 42-94-95-28

immeubles
RER ST-MAUR 94
Prestige vend imm. récent de
bureaux libres. R + 6, asc.,
18 parcs. 43-46-00-75.

COMMUNICATION

Le malaise des artistes de télévision

La rémunération pour les rediffusions à nouveau contestée

Après des années de mécon-
tentement latent, producteurs et
diffuseurs ont décidé de reme-
tre en cause la Convention col-
lective des artistes-interprètes.
Une décision susceptible de
mettre le feu aux poudres dans
une profession déjà traumatisée
par une modernisation accélérée
de la production.

Les créateurs qui devaient man-
ifester dans les jardins du Palais
Royal, jeudi 10 janvier, pour la
défense de la production audio-
visuelle, de son financement et des
tournages en langue française, ont
de nouveaux motifs d'inquiétude.
L'avenir de la convention collec-
tive des artistes-interprètes est
aujourd'hui doublement menacé.
D'abord, par Antenne 2 et FR 3
qui en demandent la révision ;
ensuite – et surtout – par la Cinq,
M 6 et les producteurs réunis au
sein de l'Union syndicale des pro-
ducteurs de programmes audio-
visuels (USPA), M. Alain
Modot, qui viennent pure-
ment et simplement de la
dénoncer.

Si les procédures sont diffé-
rentes, l'objectif des chaînes et des
producteurs est identique. « Il ne
s'agit nullement, explique le délé-
gué général de l'USPA, M. Alain
Modot, de remettre en cause les
grandes lignes d'une convention que
nous avons signée il y a moins de
trois ans. Mais seulement d'en
renégocier le titre VIII consacré
aux rediffusions ».

Le litige, en réalité, est aussi
ancien que la convention collective
elle-même, ratifiée à contre-cœur

en septembre 1988 par la Cinq et
M 6 après plusieurs semaines de
grève des artistes-interprètes. Les
deux jeunes chaînes, qui n'avaient
cessé jusque-là de dénoncer le
caractère « économiquement inac-
ceptable » du texte, n'avaient capi-
tulé qu'après avoir été « lâchées »
par les autres (Museurs, TF 1
notamment). La Cinq et M 6
dénoncent tout particulièrement
le mode de rémunération des
artistes pour toute rediffusion
d'œuvres françaises à la télévision.
L'argumentaire est le même
aujourd'hui.

An déclinisme
des artistes

Pour toute rediffusion, les inter-
prètes ont l'image, la notoriété et
le travail sont ainsi réutilisés béné-
ficiant d'un « salaire » calculé en
fonction de leur cachet initial :
35 % pour la première rediffusion,
20 % pour la seconde, 10 % pour la
troisième. « La masse salariale
d'un téléfilm de 90 minutes, s'élève
en moyenne à 1 million de francs »,
explique ainsi M. Modot. Une
chaîne qui souhaite le rediffuser
pour la première fois doit ainsi ver-
ser 350 000 francs aux artistes et
100 000 francs de charges sociales.
Or acheter un téléfilm américain de
même durée revient à 200 000
francs auxquels il faut ajouter de
50 000 à 100 000 francs pour le
doublage.

L'avantage économique con-
cède aux œuvres importées est donc
considérable. En rendant impos-
sible toute rentabilisation des œuvres
françaises par la rediffusion, ce sys-
tème handicape toute la production

nationale. Au détriment même
des artistes, dont il est censé servir
les intérêts.

La Cinq, M 6 et les producteurs
proposent donc aux interprètes de
revoir à la baisse pourcentages et
mode de calcul. La rémunération
des artistes serait ainsi toujours
calculée en fonction du salaire ini-
tial, mais plafonnée.

Les pourcentages seraient abaissés
à 20 %, 10 % et 5 % en fonc-
tion de l'ancienneté des œuvres.
Les rediffusions immédiates –
aujourd'hui courantes – bénéficieraient
de taux encore plus favora-
bles : 8 %, 4 % et 2 %.

Ces propositions ont fait l'effet
d'une douche froide. Mais les syn-
dicats semblent réagir en ordre dis-
persé. Minoritaire, le Syndicat
indépendant des artistes-inter-
prètes (SIA) semble assez favorable
au plafonnement des rémunérations.
Plus ancien, plus installé et
comptant dans ses rangs nombre
des ténors de la profession, le Syn-
dicat français des artistes-inter-
prètes (SFA-CGT) est en revanche
totalement opposé.

« Ce n'est pas en faisant payer les
comédiens, explique ainsi l'un de
ses responsables, M. François Par-
not, que l'on remédiera aux difficul-
tés de l'audiovisuel français. Le
gouvernement doit s'attaquer aux
vrais maux qui handicapent la pro-
duction nationale : le nombre trop
élevé de chaînes généralistes, une
redondance trop faible, un finance-
ment insuffisant... Les artistes et les
téléscripteurs n'ont pas à faire les
fruits de tous ces dérangements ! »

PIERRE-ANGEL GAY

Après quelques entreprises

Les journaux plaident pour la transparence du marché publicitaire

Après les entreprises (*Le Monde*
du 12 décembre 1990), c'est au
tour des journaux de militer pour
une meilleure transparence du
marché publicitaire. Sous le nom
de « comité Mercure » – dieu
romain du commerce et protecteur
des messages – *Libération*, *le*
Monde, *l'Expansion*, *le Nouvel*
Observateur, *le Point*, *l'Événement*
du jeudi, *Télérama*, *la Vie fran-
çaise*, *l'Entreprise* et *la Tribune* de
l'Expansion viennent de se regrou-
per pour entamer un dialogue avec
les annonceurs, agences et cen-
trales d'achat d'espaces et aboutir
à une charte ouverte à tous les
média.

Le comité Mercure qui, comme
les annonceurs, s'inquiète de la
concentration de l'achat d'espaces
et des risques qu'elle fait peser sur
« l'indépendance et le pluralisme
de la presse française », part au
guerre contre « l'opacité des condi-
tions de ventes de la publicité ».
Pour œuvrer dans le sens d'une
meilleure clarté, les éditeurs pro-
posent déjà de communiquer
toutes les conditions financières
particulières qu'ils pratiquent et
d'accepter « l'audit de chaque titre
par le comité Mercure sur la bonne
application du système tarifaire
proposé ».

De leur côté, les Annonceurs
réunis, fondés il y a moins d'un
mois, ont déjà passé un appel d'of-
fres pour leur achat groupé d'es-
paces publicitaires sur les bases
d'une complète transparence de
prestation. La liste des entreprises
adhérentes au groupement d'intérêt
économique reste secrète
pour éviter les vives pressions qui
se sont fait sentir sur les premiers
membres des Annonceurs réunis.

Décès

de Robert Guiller

Robert Guiller, président d'hon-
neur du *Courrier de l'Ouest*, est
mort dans la nuit du 7 au 8 janvier
des suites d'une maladie cardiaque,
à l'âge de soixante-dix ans.

(Né le 24 septembre 1920 à Bres-
suire (Deux-Sèvres), Robert Guiller
était entré dès 1939 à la rédaction du
Petit Courrier d'Angers. Devenu, à la
Libération, rédacteur en chef du
Courrier de l'Ouest, fondé par Albert
Blanchot, il en devient le directeur
général en 1968 après la mort de
celui-ci. Robert Guiller sera le PDG
du quotidien angevin de 1977 jusqu'à
sa retraite en 1986. Il assurait, depuis,
la présidence de la commission Infor-
mation de l'Union des syndicats de la
presse quotidienne régionale.)

A la tête d'une équipe rajeunie

M. Giully charge un audit externe de préciser le déficit d'Antenne 2

Demandeur d'un audit externe pour
préciser le déficit exact de la chaîne
publique, qui, selon les sources, varie
entre 350 et 650 millions de francs :
telle est la priorité du nouveau direc-
teur général d'Antenne 2, M. Eric
Giully, à peine désigné à cette fonc-
tion par un conseil d'administration
prévu jeudi matin 10 janvier (*le*
Monde du 10 janvier).

A presque trente-neuf, le nouveau
patron d'Antenne 2 n'essaie pas de
faire croire qu'il arrive avenue Mon-
taigne pour ses compétences en
matière de programmation, même s'il a
dirigé depuis quelques mois les ac-
tivités audiovisuelles du groupe Char-
geurs : c'est son profil de gestionnaire
qui lui vaut d'être choisi par
M. Hervé Bourges, PDG d'A2 et
FR 3. Et c'est donc ce dernier qui met

aussi en place l'équipe de pro-
grammes des deux chaînes. L'ancien
directeur de variétés de RTL,
M. Jean-Pierre Dusseaux, trente-huit
ans, choisi comme directeur des pro-
grammes d'Antenne 2, devait avoir à
ses côtés M. Bibiane Godfroid, 36
ans, une transfuge de Canal J, qui
serait chargée de la programmation.

M. Dusseaux devra aussi travailler
à l'échelon commun aux deux
chaînes, avec M. Carlo Freccero, l'an-
cien « gourou » en matière de pro-
grammes de M. Berlusconi à la Cinq,
qui rejoint l'équipe présidentielle de
M. Bourges. M. Didier Sapaut, jus-
qu'alors à la SOFIRAD, sera chargé
dans cette équipe du suivi financier
des deux chaînes.

M. C. I.

La presse écrite demande un débat de fond sur l'avenir de l'AFP

Treize des quinze administrateurs
de l'Agence France-Presse (AFP),
soit les représentants de la presse
écrite, de l'audiovisuel public et de
l'Etat, ont adopté mercredi 9 janvier
le budget 1991 de l'agence (*le*
Monde daté 23-24 décembre 1990).
Les deux représentants du personnel
dirigés depuis quelques mois par
un indicant qu'ils refusaient « de
souscrire à un budget qui prive
l'agence de moyens humains, alors
que ses effectifs sont largement infé-
rieurs à ceux de la concurrence ».

Le plan quadriennal qui a été
adopté prévoit une réduction pro-
gressive des déficits (50 millions de
francs en 1990, 45 prévisibles en

1991 pour un chiffre d'affaires
dépassant 900 millions) avec pour
objectif un résultat positif avant
1994.

Les représentants de la presse
écrite ont indiqué que le redresse-
ment de l'AFP, pour être durable,
devrait être complété par d'autres
mesures : création d'une commis-
sion assurant le suivi trimestriel du
plan et du budget et efforts accrus
sur les économies structurelles de
l'agence, notamment sur la masse
salariale. Enfin, ils ont estimé néces-
saire que l'Etat et la presse « enta-
ment un débat de fond sur l'avenir de
l'agence, ses missions, ses moyens,
ses structures ».

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969),
Jacques Faivet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Varriet
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94862 (VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

L'extraordinaire



Les nouvelles des portefeuilles

Le portefeuille de l'Etat, qui a été
révisé, est en passe de devenir
le plus important des portefeuilles
de l'Etat. Le portefeuille de l'Etat
est en passe de devenir le plus
important des portefeuilles de l'Etat.
Le portefeuille de l'Etat est en
passe de devenir le plus important
des portefeuilles de l'Etat.

TABLEAU

LEJEUNERS RIVE

GAUCHE

البيان

Le Monde AFFAIRES

L'extraordinaire boulimie de M. Haberer

Depuis deux ans, le président du Crédit lyonnais a mené une stratégie d'expansion tous azimuts. Avec succès. Il espère doubler ses résultats en 1992

UNE aide décisive à Bernard Arnault pour la prise de contrôle de LVMH il y a deux ans, un concours important au rapprochement Bolloré-Rivaud, un rôle capital dans la fusion Pinaut-CFAO, une contribution très appréciable et... très appréciée de M. Bérégovoy au retour de Frémont dans la mouvance de l'Etat, un coup de main à Bernard Tapie pour la reprise d'Adidas, une participation de 10 % dans le capital du groupe Michel Pelegrin, une présence de 25 % dans la BFCE aux côtés du principal actionnaire, les AGF, sans oublier, bien entendu, le rachat, à l'automne 1989, de la filiale financière du groupe Thomson, au nez et à la barbe de la BNP...

« Il a bouffé du lion », s'exclament, impressionnés et souvent critiques, les banquiers et les analystes de la place de Paris en comptabilisant, au fil des mois, les initiatives et les acquisitions de M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais depuis septembre 1988, qui ont conduit son établissement à porter, en trois ans, son portefeuille de participations de 5 à 21 milliards de francs. Une belle performance pour quelqu'un que le prestigieux revue britannique *Euromoney* qualifiait il y a encore quelques mois et avec quelque méconnaissance de « no idea man » (un homme sans idée)!

On n'a pas oublié, non plus, son rôle actif dans la défense de la Compagnie de navigation mixte contre l'OPA lancée fin 1989 par le groupe Paribas, qui se traduisait par un échec. Chez Thomson, on relève que c'est M. Haberer qui mena, seul, pendant un an, les négociations pour le rachat

de ce qui est, maintenant, devenu Almus Finance.

Naturellement, les critiques et les avertissements pleuvent : qu'il est commode d'empiler les investissements, en pleine crise bancaire lorsque l'on s'abrite sous le parapluie de l'Etat, et gare aux retours de bâton si



la conjoncture se dégrade plus fortement que prévu... Ce qui n'empêche pas les détracteurs de reconnaître qu'après Jean-Maxime Lévêque, qui initia le processus, Jean-Yves Haberer « a sacrément réveillé » la grande maison du boulevard des Italiens à Paris.

A ces mêmes détracteurs, l'indéniable oppose un front serein : « Il m'est reproché de vouloir devenir une banque d'affaires à l'allemande au moment même où nos confrères d'outre-Rhin réduisent leur participation

dans les entreprises. C'est vrai, le Crédit lyonnais veut devenir une grande banque d'affaires à l'allemande, c'est-à-dire s'affirmer comme un partenaire dynamique des entreprises. Mais si les banques allemandes estiment qu'elles sont trop chargées en participation, en France nous ne le sommes pas assez! Entre leurs 30 % et nos 5 %, il y a tout de même une marge! »

Pour lui, la stratégie est claire, il faut évoluer vers un modèle français de la banque à l'allemande, qui, depuis cent ans, a épaulé et accompagné les entreprises, alors que la banque de dépôt, dans notre pays, après quelques débâcles cuisantes, se cantonnait dans le crédit à court terme et abandonnait « les affaires » aux Paribas, Suez et autres Lazard.

Dans le sillage des gens médiatiques

Sans doute, il n'est pas question, dans son esprit, de jouer les corsaires et de se lancer à l'assaut des conseils d'administration fragiles ou de contrôler des entreprises mal assurées. Les participations ne doivent être prises qu'à titre « amical » et demeurer limitées (voir l'encadré qui donne la bible du banquier investisseur, selon M. Haberer). Pour le patron du Lyonnais, l'affaire de la Mixte a été extrêmement rentable. « C'était la première fois qu'une banque se battait pour son client, et cela nous a donné une réputation de chevalier blanc de nature à nous apporter de nouveaux clients. » De toute façon, réaffirme-t-il, sans trop de modestie, « nous sommes les banquiers des chefs d'entreprise qui ont la trousse entrepreneuriale, d'une génération plus jeune, les Arnault, Tapie,

Mallart (de Novalliance) : ce n'est pas notre faute si nous sommes dans le sillage des gens médiatiques! »

Aux reproches qui leur sont faits de s'abriter sous le parapluie de l'Etat pour mener une politique d'investissement à tout crin, sans trop respecter les fameux ratios Cooke (rapport entre engagements et fonds propres), M. Haberer répond, avec quelque justesse, que les fonds propres du Crédit lyonnais dépassent, désormais, 60 milliards de francs, avec des procédés « honorables » : mise en réserve de résultats, augmentation de capital (par la Caisse des dépôts), émissions de titres spéciaux sur le marché, et apports de titres ou d'activités comme Almus Finance (qui a procuré 9 milliards de fonds propres). Et de fustiger, au passage, la « perversion » des opérations croisées entre BNP et UAP pour accroître les fonds propres de ces deux organismes. Au surplus, se hâte de souligner M. Haberer et l'un de ses collaborateurs, un investisseur est assimilable à un crédit selon les ratios Cooke, qui autorisent, on le sait, un rapport de 1 à 25 entre les fonds propres et les engagements : « Lorsque la demande de crédits fléchit, l'investissement peut augmenter! »

Courageuse profession de foi, qui fait grincer des dents les confrères qui prédisent au Crédit lyonnais quelques débâcles dans l'avenir, ne fût-ce que parce qu'un investissement industriel, hors plus-values éventuelles, dégage une marge bénéficiaire inférieure à celle d'un crédit. A l'heure actuelle, ce n'est pas toujours vrai : les comptes d'exploitation des banques en portent la trace...

Les risques et Almus Finance

Il faut convenir, néanmoins, que le métier d'investisseur n'est pas toujours sans risques. M. Jean-François Henin, patron d'Almus Finance, a quelques soucis en ce moment, notamment avec le sauvetage de l'entreprise d'ingénierie informatique Concept, qui aura coûté 300 millions de francs en 1990, mais, assure-t-on au Crédit lyonnais, « nous avons prévu pour cette filiale des résultats inférieurs à ceux de 1989, avec de beaux espoirs en 1991 ». De même, la banque a-t-elle admis avoir investi plus de 2 milliards de francs pour aider deux clients dont il est actionnaire : 1,5 milliard de francs pour acheter le siège parisien de la CFAO, qui a récemment fusionné avec Pinaut, et 600 millions de francs pour acquérir le siège parisien du groupe immobilier Polys, à des prix que le marché juge très élevés, mais justifiés à long terme, affirme le Crédit lyonnais.

De toute façon, M. Haberer maintient ses objectifs : doubler les résultats du Crédit lyonnais pour dépasser 4 milliards de francs en 1992 (et la BNP en même temps...). Il balaye, du même coup, le risque d'avoir à constituer des provisions pour dépréciation du portefeuille en raison de la crise boursière et de la dégradation de la conjoncture, puisque les nouvelles règles de dépréciation des portefeuilles des banques l'autorisent à ne pas le faire (voir l'encadré ci-contre). M. Marc Viemot, PDG de la Société générale, qui a provisionné la décade de sa participation dans Michelin est d'un autre avis. Question d'opinion, que l'avenir départagera. Si M. Haberer reste suffisamment longtemps à la tête du Lyonnais.

FRANÇOIS RENARD



Clinvest le bras séculier

La filiale investissements du Crédit lyonnais, Clinvest, n'a que trois ans d'existence, et pourtant elle détient en portefeuille environ 14 milliards de francs d'actifs sur les 21 milliards que compte le groupe, avec déjà 7 milliards de francs de fonds propres. Créé en avril 1987, cet établissement financier bénéficie au départ d'un apport de près de 5 milliards de francs de participations, toutes minoritaires, en actions cotées ou non.

Préside par M. Alain Bizot, ancien directeur général adjoint du Crédit lyonnais, dirigé par M. Michel Godard d'abord, puis par MM. Lotte Deraison et Simon Luel, Clinvest a appliqué la doctrine « maison » de relations durables avec les entreprises, avec l'espoir de fructueuses retombées commerciales. « D'une activité de circonstance (l'accompagnement du client dans le grand boom boursier et économique des années 88 et 89), nous avons fait un axe de développement stratégique », explique M. Deraison. Auguel fait écho M. Luel, qui affirme : « Nous sommes décidés à défendre nos clients, et nous nous montrons capables de le faire. »

Défendre nos clients

Depuis 1987, à partir d'un portefeuille de départ où furent rassemblées les participations effectivement stratégiques (le Crédit lyonnais a commencé par les 10 % détenus dans le groupe de bâtiment et travaux publics Bouygues), la montée a été rapide, en association avec les actions commerciales de la maison mère.

Ainsi, l'ouverture d'une ligne de crédits de 3 milliards de francs à M. Bernard Arnault, en 1988, pour la prise de contrôle de LVMH, a débouché sur une entrée de Clinvest dans Arnault et Associés, holding de tête du groupe, devant ainsi son deuxième partenaire avec 29 %, derrière la famille (67 %). De même, les relations privilégiées du Crédit lyonnais avec le fabricant de verre optique Essilor, qui avait pu à l'origine des menaces éventuelles sur son capital, se

sont renforcées avec une prise de participation de 5 % de la banque chez son client.

Un autre terrain de chasse de Clinvest est celui de l'agroalimentaire, où sa maison mère est déjà très active. Le Crédit lyonnais n'a-t-il pas fourni en quelques heures, à BSN, les 17 milliards de francs nécessaires au paiement comptant de l'achat des filiales européennes du géant américain de l'alimentation Nabisco? Dans le champagne, Clinvest a pris 25 % à 30 % du capital de la grande firme Mame et Champagne, pour faciliter éventuellement la transmission du capital par son propriétaire, M. Marcel Burin, âgé de quatre-vingt-dix ans, sans oublier une participation chez Deutz. En Bourgogne, c'est le rachat de 16 % de la maison de négoce beaunoise Bouchard père et fils, tandis qu'à Bordeaux des projets s'échafaudent.

Fusions et acquisitions aussi

Mais c'est peut-être leur réussite dans le domaine des fusions et acquisitions qui alimente le plus la fierté des dirigeants de Clinvest : « Pour être la perle la plus spectaculaire du Crédit lyonnais », hasarde M. Luel. Au tableau de chasse, le rapprochement entre les groupes Bolloré et Rivaud, la fusion CFAO-Pinaut, avec la création de la Financière Pinaut, holding de tête où se retrouvent la famille et la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais. C'est Clinvest encore qui a aidé Michel Thierry, fournisseur de tissu pour les sièges d'automobiles fabriqués par Epcos-Bertrand-Faure, à prendre 20 % du capital de son client.

Parti de zéro, il y a trois ans, Clinvest estime être devenu le numéro un des banques commerciales dans les fusions et acquisitions, derrière la Banque Lazard, hors concours, et, selon les cas, Paribas, ou le berque Rothschild. « Nous avons atteint des niveaux de commissions plus que convenables », avouent, modestes, les dirigeants de Clinvest, qui n'en restent pas là.

F.R.

Les nouvelles règles de dépréciation des portefeuilles de banque

Les établissements bancaires doivent-ils ou ne doivent-ils pas comptabiliser dans leurs bilans les moins-values sur les actifs détenus dans leur portefeuille de participation, et déduire ces moins-values de leurs profits qui s'en trouvent ainsi affectés?

Au début de 1990, un règlement 90-01 du Comité de réglementation bancaire, organisme rattaché à la Banque de France et chargé de contrôler les établissements en question, est venu mettre un peu d'ordre dans des pratiques qui restaient incertaines jusqu'alors.

Désormais, à partir du 1^{er} janvier 1991 et, facultativement, pour les exercices clos le 31 décembre 1990, le traitement suivant sera appliqué à quatre catégories d'actifs :

En premier lieu, les titres objets de transactions fréquentes (*trading portfolio*) en général à durée courte seront, en fin d'exercice, évalués au prix du marché avec comptabilisation éventuelle des moins-values et plus-values.

En revanche ne sont pas provi-

sionnées les dépréciations d'une catégorie élargie d'immobilisations financières, portefeuilles longs du genre obligataire, conservés jusqu'à leur échéance, ceci depuis 1988.

En troisième lieu, viennent ou viendront les titres de placement qui ne feront pas l'objet de transactions fréquentes ou habituelles et les investissements classiques, notamment dans le capital des entreprises dont les moins-values seront comptabilisées.

La notion d'investissement stratégique

C'est à ce moment qu'une distinction capitale s'impose avec la création d'une quatrième catégorie, dite des « investissements stratégiques », c'est-à-dire effectués intentionnellement pour collaborer avec une entreprise sans vouloir influer sur sa gestion et avec une volonté de détention durable sur ces investissements dits « stratégiques » qui peuvent ne pas dépasser 5 % du capital d'une société. Les plus-values

latentes certes ne seront pas comptabilisées en fin d'exercice mais les moins-values potentielles ne le seront pas non plus, la notion de « valeur économique » des titres étant alors retenue.

Cette disposition est inspirée de celle qui s'applique aux participations détenues par les entreprises industrielles, instaurée par le Conseil national du crédit en 1989. Jusqu'à maintenant une telle notion de valeur économique n'était pas prise en compte, ce qui a conduit par exemple la Société générale à provisionner 200 millions de francs au 30 juin 1990, pour une dépréciation dans les établissements Michelin.

A cette occasion, et même sous l'empire du règlement 90-01, de chaudes discussions risquent de s'instaurer avec les commissaires aux comptes sur le caractère stratégique des investissements, l'aspect « intentionnel » n'étant pas toujours facile à saisir.

F.R.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Hâtes et Gibiers en saison. Fois gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN ROUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Métro-Mus.) F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Toujours son rapport qualité-prix, dont le menu 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année. Parking Lagrange

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e T.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déjeuners Diners Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquil-lages. Salons pour 16, 20, 30, 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

10/10/50

**Voici comment
et pourquoi
la première
banque française
des entreprises
peut réaliser
les vœux
des entrepreneurs.**

1

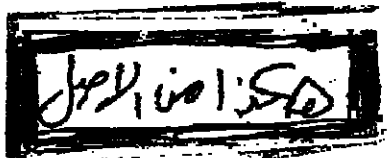
des

2

les PME-PMI

2

BNP. TOUT CE



100 %

des plus grandes entreprises à la BNP

Les 100 premières entreprises françaises sont toutes clientes de la BNP. La BNP est aussi la banque principale d'une majorité d'entre elles et des filiales françaises de tous les grands groupes multinationaux. Une situation qui témoigne des relations exceptionnelles de partenariat que la BNP a su forger avec les grandes entreprises françaises et étrangères dans tous les aspects de leur activité: développement international, financement de leurs investissements, accès aux marchés financiers, opérations de fusion-acquisition.

28 %

des PME-PMI françaises clientes de la BNP

La France compte environ 156.000 PME-PMI. La BNP est la banque de 28 % d'entre elles, ce qui en fait la première banque de cette famille d'entreprises. Elle leur apporte notamment 15 % des crédits de trésorerie et 10 % des crédits d'équipement. Créée en 1990, BNP Développement, banque d'affaires des PME-PMI, participe déjà au capital de plus de 200 d'entre elles.

22 %

des crédits export

Opérant avec plus de 40 % des exportateurs français, la BNP a financé 22 % des crédits export, ce qui la situe largement en tête des banques françaises. Banque des grands projets internationaux, la BNP a participé, en 1990, au financement de 18 projets en France et à l'étranger (Usine Péchiney de Dunkerque, centrales électriques en Virginie et au New Jersey, etc...). Elle a été la seule banque française retenue par le Département des transports de Californie pour participer au financement du projet de concession autoroutière de 120 kilomètres dans la région de San Francisco, d'un coût estimé à plus de 1 milliard de Dollars US.

589

implantations à l'étranger

Présent dans 79 pays à travers 589 implantations, le groupe BNP met à la disposition de sa clientèle le 3ème réseau bancaire international. En 1990, la BNP a encore développé ce réseau, soit par des créations nouvelles: Tchécoslovaquie, Pologne; soit en renforçant sa présence: Belgique, Hongrie, Norvège, Irlande, Italie, Etats-Unis, Mexique, Indonésie, Vietnam, Comores et Ile Maurice.



BNP. TOUT CE QU'UNE BANQUE PEUT VOUS APPORTER

AFFAIRES

Fagor, la démocratie industrielle qui réussit

Ayant su marier fonctionnement coopératif et efficacité le groupe espagnol Fagor vient de créer un GIE avec Thomson

QUEL est le dernier partenaire de Thomson dans l'électroménager ? Fagor, une coopérative ouvrière installée à Mondragon, une ville de 10 000 habitants au cœur du Pays basque espagnol, qui vient de créer un groupement d'intérêt économique avec le fabricant français. Depuis trente ans, les hommes de Fagor veulent démontrer qu'une coopérative n'est pas qu'un « laboratoire social » mais peut aussi se développer sans abandonner sa « dimension humaine ». Ce succès est-il une exception ou un modèle ?

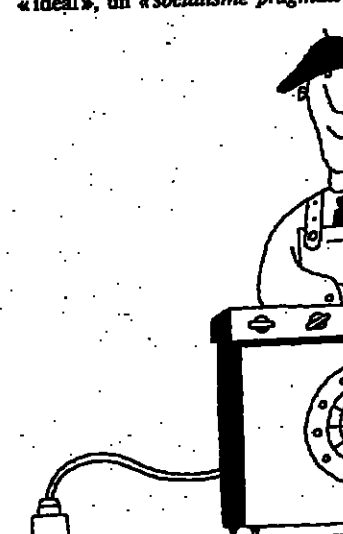
Javier Mongelos, directeur général, a beau afficher sa foi en la « démocratie industrielle », il reconnaît implicitement que son groupe est le produit du « caractère basque ». Un mélange, dit-il, de « tradition industrielle et ouvrière », de « capacité d'agglutination » et de « vigueur des mouvements collectifs ». Voilà sans doute la clé du mystère Fagor.

Un homme, une voix

Côté pile, un groupe de quatorze entreprises, dont dix dans un rayon de dix kilomètres autour du berceau historique de Mondragon, réalisant un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs en 1990, qui partage son activité entre l'électroménager (63 % du chiffre d'affaires) et une position de leader sur le marché espagnol, les composants industriels (pour l'automobile notamment) et l'ingénierie. Mais c'est surtout pour son côté face que Fagor est renommée. Forte de huit mille personnes, la société n'est que le fleuron d'un ensemble coopératif plus large, le « Grupo Mondragon », qui emploie plus de vingt mille personnes dans une centaine d'entreprises.

« Mondragon, c'est le Lourdes industriel », dit-on au Pays basque : nombre d'économistes et de

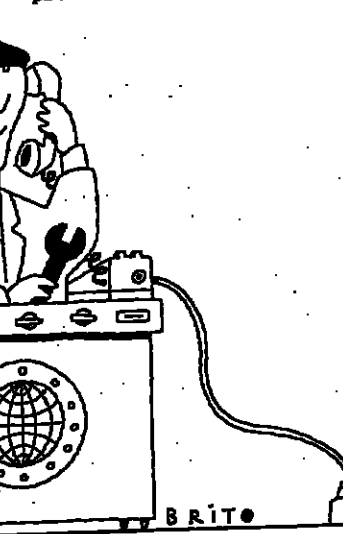
sociologues ont cité au miracle en écrivant sur le développement de la petite coopérative ouvrière fondée en 1943 à l'initiative du Père José María Arizmendiarieta (dit « Arizmendi »). Sujet de thèse : la réussite presque insolente d'une coopérative ouvrière qui, même si elle reste loin derrière son principal concurrent dans la péninsule ibérique, Bosch-Siemens (14 milliards de chiffre d'affaires), a su grandir sans renoncer à son « idéal », un « socialisme pragmatique ».



« selon l'expression de Javier Mongelos ».

Chez Fagor, on n'est pas employé ou ouvrier, on devient « travailleur associé » (socio-trabajador) après avoir versé sa part de capital (environ 1 million de pesetas actuellement). Chaque année, les bénéfices sont répartis entre un fonds de réserve destiné à la capitalisation de l'entreprise et des employés, en fonction de l'éventail des salaires. De 1 à 3 jusqu'au début des années 1980, celui-ci est aujourd'hui, motivation des cadres

obligé, de 1 à 6. Ouvrier ou directeur général, chacun dispose d'une voix à l'assemblée générale annuelle qui approuve, à la majorité des deux tiers, les grandes décisions de gestion et de planification. Ce qui peut conduire au blocage : en 1981, l'assemblée a repoussé un projet d'augmentation de capital. Mais, explique Javier Mongelos, « cette proposition du conseil d'administration a été adoptée l'année suivante », à force d'explications et de discussions.



La procédure peut sembler lourde, au point de différer les évolutions nécessaires, dans un marché européen de l'électroménager convoité par les géants du secteur (l'américain General Electric, le suédois Philips-Whirlpool et le japonais Electrolux), en quête de débouchés face au ralentissement annoncé du marché américain.

Conscients de cette menace (Bosch-Siemens et Electrolux talonnent déjà le fabricant espagnol chez lui, avec chacun 25 % du marché), les dirigeants de Fagor

mettent en avant leur capacité à évoluer, avec l'aide de leurs « organisations périphériques ». Une banque, un centre de formation (fondé en 1943 par Arizmendi et véritable matrice du mouvement coopératif de Mondragon), une mutuelle, un centre de recherche... tous réunis sur la colline qui domine la ville.

Problème d'image

Repli sur soi ? Les dirigeants de Fagor préfèrent répondre qu'ils constituent un véritable complexe industriel, capable d'assembler des produits électroménagers dont 50 % des composants sont produits localement, comme de vendre des usines clés en main ou de conseiller d'autres entreprises pour l'installation de lignes de production. Ils rappellent aussi que depuis le milieu des années 1970 Fagor a survécu à la récession espagnole, malgré l'impossibilité de licencier, grâce à la mobilité des employés entre les diverses activités du groupe. Enfin, la reconversion industrielle que s'achève a donné aux usines les méthodes les plus modernes, permettant de fabriquer des séries de cinquante appareils, de réduire les stocks pour travailler en « just-in-time », bref de « coller » aux demandes du marché.

Fort de cette réputation — « formation, technologie, efficacité », dit-on à Mondragon — Fagor espère ne pas s'arrêter au GIE avec Thomson et concrétiser les contacts pris depuis un an avec d'autres groupes électroménagers européens. Il lui reste cependant un problème d'image à résoudre : se différencier des fabricants d'Europe du Sud, réputés pour vendre des produits bon marché mais d'une qualité médiocre. Comme le résume Fabian Bilbao, PDG du groupe pour la France : « Nous voulons vendre la robustesse allemande à des prix italiens ».

F. B.

BIBLIOGRAPHIE

Les investissements en livres

La chute des marchés financiers, l'apparente désaffection des petits actionnaires n'a pas tari la littérature boursière. Au contraire. A côté des actualisations classiques d'ouvrages de base tel le *Jouez et gagnez en Bourse*, de Jean-Claude Georges, qui en est à sa septième mise à jour, sont apparues cette année une série de guides très didactiques.

« En l'espace de sept ans, 80 % des règles financières et boursières sont devenues obsolètes. Cet ouvrage fait le point sur la situation de la nouvelle finance. » D'entrée de jeu, le petit *Retz de la nouvelle finance*, rédigé par Sophie Rack d'Avézac, pose le cadre de ce lexique de cent cinquante pages. De nombreux thèmes concernant les placements ou les produits financiers sont évoqués. Non pas sous la forme de définitions brèves mais plus par de petits articles. Que ce soit l'histoire du Palais Brongniart en passant par la description des paradis fiscaux, sans oublier la description en cinq pages des principales Bourses étrangères, les thèmes choisis sont d'actualité et de portée générale.

Renaud de la Baume, dans son *Guide de la Bourse*, se veut lui plus pédagogique en proposant dans un ouvrage classique des tests à la fin de chaque chapitre pour vérifier les connaissances. « Black est un mathématicien ou le nom d'une société du second marché ? ». « Le comar est un coin particulier de la Bourse, une situation où il ne se présente plus de titres à l'achat ou à la vente, un compartiment d'actions ? »

Suicide du père, folie de la mère

A mi-chemin entre le grand public et l'apartenance passionnée des marchés, l'ouvrage le plus complet en la matière est incontestablement celui publié chez Vuibert Entreprise par Josette Peyrard sous le titre *La Bourse*. En quelque deux cent vingt pages et sept parties distinctes, l'auteur aborde tous les aspects du système boursier. L'attrait de ce livre est de permettre à chacun selon son niveau, dans un même chapitre, d'y trouver un intérêt. Mais c'est le seul recueil sur les trois à ne pas proposer de lexique. Cet inconvénient apparent est vite pallié par un sommaire très détaillé. Enfin, notons la parution dans la collection « Que sais-je ? » d'un recueil très didactique sur les indices boursiers publié par l'un des spécialistes de la question, Pascal Gobry.

Signe des temps, c'est un intermédiaire ruiné par les marchés financiers, Gilles Saint-Salvi, qui s'est transformé en romancier pour démontrer les mécanismes de Wall-Street. L'heure des trois sorcières, paru au début de l'automne, est le premier de ce centenaire de trente ans qui, comme l'affirme son éditeur, « a payé cher sa parfaite connaissance du monde de l'argent ». A vingt-huit ans, il perd plus de 1 milliard de centimes ». Son roman n'est, heureusement pour lui, pas autobiographique. Pour venger son père accusé de suicide par des courtiers indolents et sa mère devenue folle à la suite de la faillite de son mari, Glen Morrison décide vingt ans plus tard de faire sombrer Wall-Street en ruinant les intervenants.

Après avoir patiemment décortiqué les mécanismes de fonctionnement des marchés sur indices boursiers, il décide de pirater les ordinateurs pour provoquer un effondrement de l'indice du Dow-Jones tel que la chute de 508 points enregistrée le 19 octobre 1987 paraîsse ridicule. La mécanique diabolique se met en place lentement mais attire la convoitise des terroristes. Pour le reste, il suffit de vivre au rythme du suspense : les déboires d'une golden girl, les investissements d'un chauffeur de taxi, sans oublier les efforts rocambolesques du héros pour tenter de s'en sortir. Au passage, les passionnés d'initiation boursière en profiteront pour se former à la technique de gestion des indices boursiers. Quoi qu'il en soit, Wall Street s'en sortira une fois de plus indemne, et ce n'est pas encore cette fois-ci que sera détruit le temple de l'argent. Heureusement pour les prochains auteurs soucieux de perpétuer cette littérature boursière qui fleurit depuis le début des années quatre-vingts.

DOMINIQUE GALLOIS

- *Jouez et gagnez en Bourse*, par Jean-Claude Georges, éditions Jean-Claude Lattès, 378 p., 110 F.
- *Le Petit Retz de la nouvelle finance*, par Sophie Rack d'Avézac, éditions Retz, 144 p., 43 F.
- *Guide de la Bourse*, par Renaud de la Baume, M. A. Editions, 182 p., 95 F.
- *La Bourse*, par Josette Peyrard, éditions Vuibert Entreprise, 221 p., 95 F.
- *Les Indices boursiers*, par Pascal Gobry, collection « Que sais-je ? », Presses universitaires de France, 124 p., 32 F.
- *L'Heure des trois sorcières*, par Gilles Saint-Salvi, Presses de la Renaissance, 236 p., 85 F.

Quand le contrôle aérien africain redécouvre

Comment l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar est sortie du gouffre

DANS la grande débâcle économique qui malmenait l'Afrique, il ne faut pas être un entéléchisme public et les déficits semblent inévitables. Pourtant, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar, ne se contente pas de veiller depuis trente ans au bon déroulement des vols qui traversent l'espace aérien de quinze pays africains et de contrôler les atterrissements des avions sur vingt-quatre aéroports du continent noir. Après avoir flétri la catastrophe financière au milieu de la dernière décennie, elle a recommencé tout doucement à dégager des bénéfices.

L'ASECNA est née, le 12 décembre 1959, de la volonté politique française de ne pas disperser les énergies des jeunes nations africaines. Un peu comme Air Afrique, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et le Togo. La Guinée-Equatoriale a rejoint ce peloton, il y a deux ans. Si elle a conservé un président français, actuellement Robert Delos Santos, elle s'est dotée d'un directeur général, pour ne plus compter que cent soixante expatriés sur six mille salariés.

Ses missions sont multiples. Elle gère les 15 millions de kilomètres carrés de l'espace aérien des pays

africains membres, soit une fois et demie le territoire de l'Europe, assurant les communications avec les avions, entretenant les radars qui permettent à ceux-ci de trouver le plus court et le plus sûr chemin vers les aéroports où les attendent les balises de l'atterrissage aux instruments. Elle traite et diffuse les prévisions météorologiques. Elle forme ses signifiants du ciel et ses météorologues, dans ses écoles de Niamey (Niger) et de Dakar, et ses pompiers d'aéroport, à Douala (Cameroun).

Un trou de 140 millions de francs

L'ASECNA n'a pas failli techniquement. Dans une Afrique où les équipages sont trop souvent obligés de se débrouiller seuls, le contrôle aérien brillant par son silence, ses techniciens apportent une assistance appréciée. Mieux : elle offre un système plus performant qu'en Europe où un avion reliant Francfort à Madrid doit être pris en charge successivement par onze centres de contrôle contre deux centres pour un vol Niamey-Dakar, pourtant plus long.

Ce sont les carences de la gestion qui ont amené l'ASECNA au bord du gouffre, il y a quatre ans. Les Etats membres ne versaient pas leur contribution. Les compagnies aériennes tardaient à régler les droits de contrôle en route et les taxes d'atterrissage. Le trafic baissait inexorablement de 4 % par an de 1981 à 1986. Considérant qu'un tel établissement public était une vache à lait inépuisable, les Etats

tenaient à leur quota de nationaux, et le recrutement était plus opéré sur une base ethnique qu'en fonction de la compétence.

La France, qui avait assuré les paies du personnel en 1982-1983, se lassa de ce rôle d'ange gardien. Devant une perte de 14 millions de francs et un déficit de trésorerie de 140 millions en 1986, elle décida d'obtenir une réforme en profondeur de l'Agence.

Le nouveau directeur de l'ASECNA, recruté pour cette opération de la dernière chance, n'était pas un étranger au monde aéronautique. Ancien élève de l'Ecole centrale, Maurice Rajaofera a travaillé à l'ASECNA, puis à Air France avant de diriger la compagnie Air Madagascar. Dès son entrée en fonction, il commença par balayer devant sa porte : il renégocia les contrats, supprima les résidences luxueuses de certains de ses cadres et fit la chasse au gaspillage sous toutes ses formes.

Puis il se tourna vers les Etats, auxquels il demanda les pleins pouvoirs pour aller plus avant. Il peut alors réduire de quinze à cinq le nombre de ses directeurs qu'il recrute désormais par le biais d'un cabinet de chasseurs de têtes et non plus avec l'aval des gouvernements. « L'ambiance a complètement changé depuis lors, estime-t-il. Ils ne dépendent plus l'intérêt de leur pays d'origine, mais celui de l'entreprise elle-même. » Il augmente de 26 % la productivité de 1988 à 1989 en ne remplaçant pas les départs à la retraite et en obligeant les salariés à respecter la durée officielle du travail fixée à quarante heures. Il contraint les Etats et les compagnies à payer leur dû, y compris en saisissant, en 1987, les avions d'un mauvais payeur comme Camair (Cameroun). Il réintègre les opérations de maintenance pour augmenter la charge de travail de son personnel. La médication agit. La marge redevient bénéficiaire, dès 1988,

Intérêt supérieur

Surtout, il voudrait donner à l'ASECNA son indépendance définitive en supprimant, d'ici à 1995, les 76 millions de francs de subventions versés par les Etats chaque année. « Les Etats ont d'autres chats à fouetter que de payer pour des passages aériens qui peuvent financer totalement les frais de leurs voyages, affirme-t-il. A terme, nos recettes devraient être composées uniquement des taxes payées par les compagnies, des honoraires des contrats d'ingénierie et des revenus de nos écoles. »

Il ne reste plus à l'ASECNA qu'à persuader les Comores et la Guinée de lui confier leur espace aérien. Et d'augmenter les redevances demandées aux compagnies un peu plus vite que l'inflation. Cela demandera encore un peu de diplomatie, mais cette tâche ne semble pas effrayer Maurice Rajaofera en comparaison des coups de chien essayés avec des chefs d'Etat et des syndicalistes en colère auxquels il fallait expliquer l'intérêt supérieur de la navigation aérienne africaine.

ALAIN FAUJAS

(1) 46 34 05 25
L'HERMÈS Editeur
Collection « L'ESSENTIEL SUR » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECH
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILISSA, 9 que Séguier 75006 PARIS TEL. 46 34 07 70

7^e CARREFOUR DE LA FORMATION
DES CHAMBRES FRANÇAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

POUR UNE FORMATION SANS FRONTIÈRES

1000 experts européens de la Formation dialoguent avec les chefs d'entreprises

à STRASBOURG, les 22 et 23 janvier 1991

IBM COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES EUROCHAMBRES

Contact : ASSEMBLÉE DES CHAMBRES FRANÇAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 40.69.37.69/40.69.38.05

MARCHÉS FINANCIERS

Baisse du coût du crédit aux entreprises en 1990

Le coût moyen du crédit aux entreprises n'a cessé de baisser au cours de l'année 1990. C'est ce que montre l'enquête trimestrielle de la Banque de France entre juillet et octobre, confirmant la tendance observée depuis mars. Cette enquête, effectuée depuis 1984, est désormais rendue publique par la Banque de France pour permettre aux entreprises d'avoir une meilleure connaissance du marché du crédit. Elle sert par ailleurs de référence pour le calcul du taux de l'usure depuis sa réforme en décembre 1989.

L'enquête constate que la baisse des taux a surtout affecté les auto-

risations contractuelles de découverts (11,47 % en octobre, soit - 0,53 point) et l'escompte (11,26 %, soit - 0,18 point). Les autres crédits à court terme (10,75 %) et les crédits à moyen et long terme (10,65 %) sont restés pratiquement stables (respectivement - 0,05 point et + 0,01 point).

Ces mouvements sont à rapprocher de ceux qui sont observés sur le taux de base et sur les taux monétaires, constate la Banque de France, qui estime que la tendance à la baisse a dû se confirmer fin 1990 en raison de la diminution des taux directeurs et de la réduction des réserves obligatoires.

La Dresdner Bank prendrait 5 % du capital de Corporacion Banesto

La Dresdner Bank, la deuxième établissement financier de RFA, aurait acquis 5 % de Corporacion Banesto SA, filiale industrielle de la Banesto (Banco Espanol Credit), l'une des premières banques espagnoles. La transaction se serait effectuée pour un montant de 11,8 milliards de pesetas (moins de 600 millions de francs). La Dresdner a refusé de confirmer l'opération, qui aurait eu lieu en Bourse par achat d'un seul bloc d'actions le 28 décembre 1990.

Ce mouvement réaffirme la volonté européenne de la Dresdner, qui était relativement absente du marché espagnol. Il est également curieux que cette acquisition s'effectue dans le secteur industriel au lieu du secteur bancaire. Du côté espagnol, la cession n'a rien de surprenant. La banque Banesto avait annoncé, dès le début de l'automne, sa volonté de réduire sa participation de 76 % dans Corporacion Banesto aux environs de 50 % afin, sans doute, d'éponger les pertes de la filiale industrielle.

Digital Equipment annonce plus de 3 000 suppressions d'emplois

Digital Equipment Corp., deuxième fabricant américain d'ordinateurs, a annoncé mercredi 9 janvier la suppression prochaine de plus de 3 000 emplois, invitant les difficultés persistantes du secteur informatique. Digital avait réussi à supprimer plusieurs milliers d'emplois ces dernières années par le biais d'un programme d'encouragement financier au départ volontaire et par le non-renouvellement des personnels partant en retraite.

Le constructeur, qui emploie quelque 120 000 personnes au total aux Etats-Unis et dans le reste du monde, avait exprimé en 1990 son intention de réduire ses effectifs de plus de 6 000 personnes par le biais de départs volontaires. Mais, à l'expiration de ce programme le 31 décembre, 2 550 personnes seulement avaient accepté cette offre. Les autres suppressions d'emplois seront donc opérées par des licenciements. Digital Equipment emploie en France 4 600 personnes.

NEW-YORK, 9 janvier

Brutal renversement de tendance

La tendance s'est brutalement renversée mercredi à Wall Street. En très vite redressement durant la première partie de la séance sur l'espoir d'un possible arrangement de la crise du Golfe en liaison avec la prolongation du tête-à-tête Baker-Aziz, le marché américain a soudainement basculé une fois connu l'échec de la rencontre. En hausse d'une bonne quarantaine de points, l'indice Dow Jones devait rapidement repasser tout le terrain gagné, et même l'augmenter au-delà. En clôture, il s'établissait à 2 470,30, en baisse de 39,10 points (- 1,58 %).

Le bilan de la journée a toutefois été moins mauvais que ce résultat. Sur 1 888 valeurs traitées, 848 ont baissé, mais 577 ont progressé, tandis que 461 ne variaient pas.

La consternation régnait autour du « Big Board ». Selon un courtier, nombre d'acheteurs se sont précipités pour retirer leurs offres tandis que les programmes informatiques de ventes se déclenchèrent automatiquement. Cette réaction a été comparable à celle enregistrée sur le marché du pétrole, où le prix du brut, après être descendu à moins de 24 dollars la baril, remonta au-dessus de 30 dollars, pour finir à la journée à 27,26 dollars, à 9 cents seulement au-dessus de son niveau de la veille. Grosso modo, les actions ont subi la même évolution irrégulière.

Le bilan de la journée a toutefois été moins mauvais que ce résultat. Sur 1 888 valeurs traitées, 848 ont baissé, mais 577 ont progressé, tandis que 461 ne variaient pas.

PARIS, 10 janvier

Désillusion

L'échec des négociations de Genève dans le but de trouver une solution pacifique à la crise du Golfe a fait l'effet d'une douche froide sur les marchés financiers, qui, la veille, avaient cessé de baisser quelques heures après l'annonce d'un accord de cessez-le-feu.

Les places boursières ont donc subi un redressement, sans toutefois effacer tous les gains acquis la veille. A Paris, où l'indice CAC 40 avait terminé le jour de mercredi sur une hausse de 3,29 %, les pertes s'élevaient à 2,5 % en milieu de séance.

Le gouvernement, qui avait promis de produire dans l'ordre, avec peu d'affaires, relâchant le sang-froid des investisseurs. Selon divers gestionnaires, les coups de téléphone de la dernière heure ont provoqué une certaine désillusion. Les investisseurs ont donc anticipé l'arrivée d'un règlement pacifique de la crise, qui a été déçu.

La MATIF a également accusé le coup, sans toutefois casser la limite des 100 points. Le cours des options de vente a baissé de 10 points, tandis que les options de call ont gagné 10 points. En revanche, les options de put ont baissé de 10 points.

Le bilan de la journée a toutefois été moins mauvais que ce résultat. Sur 1 888 valeurs traitées, 848 ont baissé, mais 577 ont progressé, tandis que 461 ne variaient pas.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel-Alsthom	3070	3008	Canal	805	820
Amis Amis	270	270	L.C.C.	220	220
Aspas	105	105	DA	280	285
B.A.C.	182	180	Eden	127	127
B.I.C.M.	820	820	Eden	127	127
Bouygues	381	380	Eden	127	127
Bouygues	175	175	Eden	127	127
C.A.L.-I.R. (C.A.I.)	780	770	Eden	127	127
Calsonic	308	308	Eden	127	127
Carif	452	438 80	Eden	127	127
C.E.G.E.P.	180	176	Eden	127	127
C.F.P.I.	269 80	269	Eden	127	127
C.N.I.M.	776	780	Eden	127	127
Codir	251	256	Eden	127	127
Comeng	270	265	Eden	127	127
Continex	620	618	Eden	127	127
Cowi	202	200 80	Eden	127	127
Dagblin	375	365	Eden	127	127
Dalmeida	637	612	Eden	127	127
Danachy Worms Co	482	482	Eden	127	127
Danachy et Gir.	222 40	219	Eden	127	127
Danachy	780	780	Eden	127	127
Danachy	380	385	Eden	127	127
Danachy	170	165	Eden	127	127
Danachy	200	214 50	Eden	127	127
Danachy	305	299	Eden	127	127
Danachy	145	145	Eden	127	127
Danachy	154 80	160	Eden	127	127
Danachy	303	294	Eden	127	127
Danachy	375	370	Eden	127	127
Danachy	187	185	Eden	127	127
Danachy	469	469	Eden	127	127

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 9 janv. 1991

Nombre de contrats : 26 446.

VALEURS	PRIX exercice	Mars dernier	Jun dernier	Mars dernier	Jun dernier
Alcatel-Alsthom	520	39,50	17	25	
Bouygues	480	12	20,50	16	21
EDF-Energie	280	16	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3
Evromat SA-PLC	36	3,90	4,60	2	3

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 janv. 1991

Nombre de contrats : 67 559.

COURS	ÉCHÉANCES
Danachy	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91
Eden	Mars 91

INDICES

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)

Valeurs françaises : 8 janv. 9 janv.

Valeurs étrangères : 8 janv. 9 janv.

Indice général CAC : 402,47 407,62

Indice CAC 40 : 1 504,77 1 552,19

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 2 599,41 2 470,30

LONDRES (Index Financial Times)

Industrielles : 1 636,90 1 608,50

Mines d'or : 174,00 170,20

Fonds d'Etat : 83,12 83,39

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 22 962,27 23 047,36

Indice général : 1 671,10 1 679,06

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

BOURSE DU 10 JANVIER

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

100 francs

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 10 JANVIER

Règlement mensuel																		
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Preceder cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Preceder cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Preceder cours	Dernier cours	% + -	
3870	CALTEX	2800	3600	3700	+1.32	3870	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>210</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.00</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>+1.02</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	210	Emerson Kodak	20.00	20.40	20.40	+1.02
3875	RAP T.P.	930	930	930	0.00	3875	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>215</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	215	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3880	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3880	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>220</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	220	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3885	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3885	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>225</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	225	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3890	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3890	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>230</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	230	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3895	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3895	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>235</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	235	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3900	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3900	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>240</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	240	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3905	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3905	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>245</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	245	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3910	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3910	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>250</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	250	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3915	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3915	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>255</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	255	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3920	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3920	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>260</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	260	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3925	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3925	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>265</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	265	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3930	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3930	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>270</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	270	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3935	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3935	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>275</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	275	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3940	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3940	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>280</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	280	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3945	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3945	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>285</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	285	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3950	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3950	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>290</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	290	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3955	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3955	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>295</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	295	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3960	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3960	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>300</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	300	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3965	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3965	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>305</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	305	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3970	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3970	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>310</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	310	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3975	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3975	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>315</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	315	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3980	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3980	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>320</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	320	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3985	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3985	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>325</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	325	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3990	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3990	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>330</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	330	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
3995	Calumet T.P.	930	945	945	+0.03	3995	Compteur	VALEURS	Cours précédent <td>Preceder cours</td> <td>Dernier cours</td> <td>% + -</td> <td>335</td> <td>Emerson Kodak</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>20.40</td> <td>0.00</td>	Preceder cours	Dernier cours	% + -	335	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00
39						39							340	Emerson Kodak	20.40	20.40	20.40	0.00

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations			Crédit	255	....	Magnat	800	800
			Cyfl	345	346	Midi Dépt	530	570
			Crédit	455	494	Mons	112	40
			Co Industri	3602	....	Muséum Natl	220	215
Emp. 6,89/77	120	5 58	Cpx Lyon Alame	385 10	380 10	Optom	288	281
Emp. 8,29/78	38 50	4 88	Concord	701	701	Orléa (C)	248	....
10,89/82 7/9/84	300 70	3 78	Cosco	701	701	Orléa (C)	248	....
Emp. 12,10/80	100 10	12 17	Cosco M&P	32	32 d	Orléa (C)	248	....
Emp. 12,10/80	100 01	15 85	Crédit G&L	305	....	Orléa (C)	248	....
Emp. 14,14/83	100 51	12 52	Cr Univer (C)	620	512	Orléa (C)	248	....
Emp. 15,15/83	102 05	0 73	Dubuy	115 20	....	Orléa (C)	248	....
Emp. 12,26/84	102 30	0 14	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
Emp. 11/85	105 10	0 73	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
10,29/86 98/88	100 10	8 54	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
Emp. 11,52/2001	100 20	2 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
OAT 5,95 12/1987	100 19	0 75	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
OAT 5,95 12/1987	98 98	8 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
PTT 11,25/85	101 30	1 21	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CFI 10,30/85	95 20	0 30	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	98 80	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 30	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 20	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dugues	122	112	Orléa (C)	248	....
CMR 98/90	100 10	0 28	Dubuy	122	1			

SICAV (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Frails Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frails Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frails Incl.	Rachet net
Etrangères											
A.E.G.	760	702	A.A.A.	829 92	806 26	Frank-Association	31 41	31 41	Placement Premier	5766 21	5774 66
Alcan Inc.	220	...	Acadian	192 95	177 30	Frank-Cor.	36 87	36 87	Placement	117 30	112 60
Alcan Aluminum	193	...	Agropur	682 22	662 84	Frank Court.	12502 34	12502 34	Pons Gascon	5746 21	5774 21
Alcan Br.	220	...	Agropur	7155 71	7155 71	Frank	231 97	226 54	Primaria Oil	11062 90	11041 46
Alcan Br.	220	...	Agropur	109 79	109 46	Frank-Export	29 00	29 00	Prix	108 71	107 04
Alcan Br.	220	...	Agropur	106 35	106 35	Frank-Export	73 67	70 78	Primacore	26554 04	26555 04
Alcan Br.	220	...	Agropur	1037 94	1027 95	Frank-Export	10652 59	10624 72	Primacore	106 35	106 35
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	4782 12	4775 18	Quart.	115 25	112 44
Alcan Br.	220	...	Agropur	95 61	95 61	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	704 05	761 22
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	157 87	155 54
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	5265 54	5268 46
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	113 89	112 60
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	826 95	822 22
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	229 29	226 87
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	181 85	173 60
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	526 38	526 38
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	171 70	171 70
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	13222 98	13202 32
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	446 95	426 61
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	682 62	654 53
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	1549 16	1549 16
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	2626 99	2626 99
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	803 87	832 82
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	1636 92	1636 92
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	579 05	579 05
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	371 85	361 70
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	115 25	112 44
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	589 17	589 17
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	385 56	375 34
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	208 69	204 60
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	384 02	362 47
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	274 05	274 05
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	311 85	303 89
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	54120 94	52544 90
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	953 83	820 12
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	1150 44	1098 27
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	462 16	462 16
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	2657 76	2602 82
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	942 22	914 78
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	5421 63	5213 11
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	571 19	565 33
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	158 26	158 26
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	106 36	106 36
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	1127 19	1116 03
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	1267 96	1267 96
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	11382 03	11382 03
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	594 46	595 24
Alcan Br.	220	...	Agropur	108 05	105 41	Frank-Export	1265 07	1265 07	Rachet	398 26	398 26

Hors-cote

[illegible]

Côte des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	préc.	10/1	achat	vente
Euro-Unité (1 USD)	5 194	5 184	4 950	5 490
Franc suisse (100 frs)	8 829	8 839	8 600	9 100
Belgique (100 flr)	339 450	339 450	329 800	349 500
France (100 F)	18 473	18 480	15 500	317
Pierres (100 000 lire)	321	320 960	300	317
Grèce (100 000 lire)	4 516	4 508	4 300	4 800
Italie (100 000 lire)	88 060	88 130	84	90
Portugal (100 escudos)	20 000	20 000	19 500	20 500
Grèce (100 000 drachmes)	3 229	2 050	2 050	2 050
Suède (100 kr)	403 480	403 480	385 500	419 500
Autriche (100 sch)	81 000	81 000	80 500	81 500
Autriche (100 kr)	86 750	83	83	91
Autriche (100 sch)	48 250	48 750	48 750	48 850
Canada (100 can)	51 000	51 000	51 000	51 000
Canada (100 can)	3 756	3 756	3 400	4 200
Canada (100 can)	4 505	4 505	4 340	4 740
Canada (1 \$ can)	4 505	4 505	4 340	4 740

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/11
Or fin (100 en barre) ..	85000	85000
Or fin (en lingots) ..	86850	86800
Napoléon (20€) ..	428	470
Pièces F (10 €) ..	489	420
Pièces Suisse (20 €) ..	486	469
Pièces Latine (20 €) ..	381	385
Souverain ..	504	487
Pièces 20 dollars ..	2420	2800
Pièces 10 dollars ..	1350	1370
Pièces 5 dollars ..	780	700
Pièces 50 pesetas ..	2690	2615
Pièces 10 florins ..	414	410

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

TCHÉCOSLOVAQUIE

Dix-huit soldats soviétiques tués dans l'explosion d'un char

Dix-huit soldats soviétiques ont été tués et quatre autres blessés par l'explosion de munitions dans un char d'assaut de l'armée soviétique, mercredi 9 janvier à Bohuslav, près de Teplice (Bohême du Nord), selon le bilan de la télévision tchécoslovaque.

L'explosion a été provoquée par une « panne technique du système électrique » du blindé, stationné dans une caserne. Les corps des trois membres de l'équipage qui se trouvaient à l'intérieur du véhicule n'ont pas été retrouvés. Après l'explosion, des « restes de munitions » étaient éparpillés dans un rayon de 400 mètres autour du char détruit.

Bohuslav est l'un des derniers endroits où sont encore stationnées des unités de combat de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie. Cette unité de blindés doit être rapatriée en février prochain. — (AFP)

L'ESSENTIEL

SECTION A

La guerre civile

en Somalie

Les rebelles repoussent un plan de paix italien..... 8

La situation politique

en Grèce

Démision du ministre de l'éducation nationale..... 8

Les partis

et le problème corse

Un affrontement persistant entre la droite et la gauche..... 9

SECTION B

Lycées :

le système éducatif

Le second article de M. Antoine Prost..... 11

La « ratonnade » de Noël

A Beauvais, le procès du racisme à l'école..... 11

SECTION C

LIVRES ♦ IDÉES

Le pari de George Steiner

et Tahar Ben Jelloun par J.-M. G. Le Clezio : San Antonio sans charme

et Michael Marmar et le savoir de la Shoah : Francesco Saverio Nitti

et la métaphysique : Le faillitisme de Michel Brédaud : Marie Ndiaye

et la chronique de Nicole Zand : « Témoins de 89 »..... 17 à 24

SECTION D

Le bilan d'Airbus

Satisfaction pour 1990, inquiétude pour 1991..... 25

La stratégie

de GEC-Alsthom

Priorité à l'Europe..... 25

Pays-Bas :

la renouveau

du chemin de fer

Devantage de passagers et d'investissement..... 25

Les Français à l'étranger

Des mesures pour favoriser l'expatriation..... 26

Le « salaire » des artistes

La Cinq, M6 et les producteurs de télévision dénoncent la convention collective des artistes-interprètes..... 28

AFFAIRES

Le L'extraordinaire bouillie de M. Habré et la nouvelle jeunesse de Villory-Bouché..... 29 à 33

Services

Abonnements..... 34

Annuaire classés..... 28

Bulletin d'engagement..... 16

Carrel..... 16

Loto..... 18

Marchés financiers..... 34-35

Météorologie..... 15

Mots croisés..... 18

Radio-Télévision..... 15

Spectacles..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 10 janvier 1991

a été tiré à 516 873 exemplaires.

La crise du Golfe

Le PCF mobilise contre la menace de guerre

Le Parti communiste appelle la population à manifester pour la paix le samedi 12 janvier, dans toutes les villes de France, et en particulier dans l'après-midi à Paris, de la Bastille à l'Elysée.

Commentant les propos de M. Mitterrand, le rédacteur en chef de l'Humanité, Claude Cabanis, écrit, jeudi 10 janvier, dans le quotidien du PCF : « Le chef de l'Etat estime que l'entrée en guerre des troupes françaises irait dans le sens des intérêts de la nation. Nous pensons exactement le contraire : la France n'aurait rien à gagner à cette participation à la tragédie et aurait beaucoup à perdre. » « Nous ne considérons pas que le 15 janvier soit une date facile à laquelle il faudrait se rallier aux Etats-Unis pour décider l'opération militaire », ajoute M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, dans un entretien paru le même jour dans l'Humanité.

D'autre part, dans son numéro du mercredi 9 janvier, le quotidien du PCF a reproduit une nouvelle version du Déserteur, la célèbre chanson pacifiste de Boris Vian, actualisée par le chanteur Renaud, qui écrit notam-

ment à M. Mitterrand : « Monsieur le Président, je vous fais une lettre pour vous dire simplement : j'ai pas eu Koweït ! La logique de guerre, ce n'est pas ma logique, la mienne est pacifique envers toute la Terre... » Présentant ce texte, Renaud indique notamment : « Les grands de ce monde sont décidément bien ingrats avec leurs bouffons. J'en parle en connaissance de cause : j'ai chanté naguère pour Tonton. Comment croyez-vous qu'il me remercia d'avoir dénoncé ainsi de ma foi dans les valeurs qu'il prônait alors ? En les prônant aujourd'hui ! En engageant mon pays dans une sale guerre à la con ! »

Une délégation de femmes conduite par la secrétaire générale de l'UFF, organisation satellite du PCF, a déposé mercredi après-midi, à l'Elysée, le texte d'un appel demandant à toutes les femmes de « refuser la fatalité des guerres ».

Trois des principaux porte-parole du mouvement des « relâcheurs » interviennent au PCF, MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite, anciens ministres, ont rallié, de leur côté, l'« Appel des trente » lancé par M. Dominique Jamet pour demander « le retrait des troupes françaises envoyées dans le Golfe » et « l'ouverture immédiate, sous l'égide de l'ONU,

d'une négociation internationale pour le règlement global des problèmes du Moyen-Orient ». Leurs signatures y voisinent non seulement avec celles du chanteur Renaud, de Mgr Gaillot, de l'acteur Michel Serrault, de l'animateur Antoine Sanguinetti, de M. Max Gallo, Régis Debray, Georges Séguy, Antoine Wacziarg, mais aussi avec celles de personnalités issues des horizons droitistes comme l'écrivain Alain de Benoist, animateur de la « nouvelle droite », et le journaliste Martin Peltier, ancien collaborateur du service de presse du Front national. Trois cents jeunes socialistes venus de tous les comités du PS, ont demandé, mardi, au Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) de s'associer à « toutes les initiatives organisées le 12 janvier ».

De même, les dirigeants du club Nationalisme et République — fondé l'été dernier autour de la revue du même nom par des dissidents du Front national qui accusent M. Mitterrand de pratiquer une « politique impérialiste de collaboration avec les impérialismes américain et sioniste » — ont appelé au rassemblement prévu samedi après-midi place de la Madeleine, à Paris, par les associations et les personnalités les plus diverses qui se sont regroupées dans un Forum pour une paix juste au Moyen-Orient en exigeant notamment que la France s'engage à « ne participer à aucune offensive militaire » (le Monde du 9 janvier).

M. Jean-Pierre Chevènement : Washington devrait accepter une conférence sur le Proche-Orient

M. Jean-Pierre Chevènement a appelé, jeudi 10 janvier, les Etats-Unis à accepter l'idée française de conférence internationale sur le Proche-Orient. « Les Etats-Unis eux-mêmes pourraient faire ce petit geste qui permettrait à Sadat Hussein de faire un pas de plus vers la paix et de se retirer du Koweït », a déclaré le ministre de la Défense lors de ses vœux à la presse. « Personne n'a jamais été déshonoré par le fait de s'asseoir autour d'une table », a-t-il ajouté.

M. Pierre Joxe : il existe « des menaces terroristes » en France

Il existe actuellement en France des « menaces terroristes » en raison de la crise du Golfe, a affirmé jeudi 10 janvier M. Pierre Joxe en présentant ses vœux à la presse. La « gravité de la crise du Golfe nous conduit depuis plusieurs mois à une vigilance renforcée pour la sécurité de la France et des Français », a déclaré M. Joxe. Cette menace conduit « à prendre des dispositions nouvelles en collaboration avec les pays amis de la France : des mesures de sécurité sont mises en place progressivement en fonction de l'évolution des risques », a-t-il précisé.

M. Giscard d'Estaing demande une réunion de l'UFPF. — M. Valéry Giscard d'Estaing a adressé, jeudi 10 janvier, une lettre à M. Jacques Chirac afin de solliciter son accord pour la convocation du bureau politique de l'UFPF, lundi 14 janvier. Le président de l'UFPF souhaite que l'opposition puisse « définir une attitude commune » face aux événements du Golfe. Le bureau de l'UFPF ne s'est plus réuni depuis le 8 novembre 1990.

Entretien Dumas-Kaddoumi à Paris vendredi. — Le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, s'entretient, vendredi 11 janvier dans la matinée, à Paris, avec le ministre français des affaires étrangères, a annoncé jeudi le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard. M. Dumas devait par ailleurs recevoir, jeudi en milieu d'après-midi, le ministre marocain des affaires étrangères, Abdelatif Filali, après avoir déjeuné avec les vingt ambassadeurs arabes accrédités en France, ainsi que le délégué général de Palestine, Ibrahim Souss, et le représentant adjoint de la Ligue arabe à Paris, Essam Fallouh.

EN BREF

o MAROC : l'UGTM et la CDT jugent « dérisoires » les mesures sociales annoncées par le roi. — L'UGTM et la CDT, qui avaient appelé, le 14 décembre 1990, à la grève générale, marquée par des violences dans plusieurs villes, ont estimé que les récentes mesures sociales annoncées par Hassan II sont « unilatérales, dérisoires et partielles ». Le roi avait promis une augmentation de 15 % du SMIG alors que les deux centrales avaient demandé une hausse de 50 %. En outre, la cour d'appel de Fès a condamné, mercredi 9 janvier, 41 personnes, à la suite des violences du 14 décembre, à des peines de quatre mois à dix ans de prison ferme.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Les envahisseurs

O n'en souviendra, de ce mercredi 9 janvier, la journée de tous les espoirs. De toutes les illusions. Et de toutes les horres. Jamais je ne me pardonnerai ma réflexion à ce chauffeur de taxi, à l'effort des nouvelles lui aussi, branché depuis le matin sur France Info. Nous attendions, pris dans les embouteillages de la rue de Rivoli, la conférence de presse de mon ami — admirable, soit dit en passant — et le résultat des entretiens Baker-Aziz à Genève.

Je pleurais d'impénitence : Ça fait quand même plus de six heures que ça dure, c'est plutôt bon signe, qu'est-ce que t'en penses ? Et voilà que le radio nous parle de Vilnius, de chars massés devant le Parlement et la télé, de milliers de manifestants. Alors moi ? Flûte ! Zappe sur Europa 1 ou RTL, tu veux, qu'on sache un peu ce qui se passe !

Ce se passait là, sous notre nez, à notre barbe, la reprise en main des pays baltes par les Sov. Ah ! il a bien choisi son moment, pour envoyer la troupe à l'assaut des libertés républicaines, Gorbys ! Il doit être tenté

de refaire le coup de Budapest pendant la crise de Suez, en 1956. Hier, on n'avait d'yeux que pour le Golfe. On pétait de trouille à l'idée d'une inévitable guerre, et on se bouchait les oreilles, indifférents aux appels au secours des Lituanais et là, aujourd'hui, des Lettons envahis à leur tour par les blindés de la répression.

Vous me direz : Normal. Riga, c'est pas Koweït. On n'a pas le droit de se mêler des affaires intérieures de l'Union soviétique. Si, on en a le droit. Le droit et le devoir de protester autrement que par de vagues admonestations — Allez-y moi, faites pas trop de dégâts, ça risquerait de nous préoccuper — contre une annexion sclérotisée dont nous n'avons jamais reconnu l'existence légale.

Sans vouloir un seul instant comparer Gorbys à Saddam, je ne comprends pas pourquoi on n'exercerait pas sur lui les mêmes pressions, les mêmes chantages : Ou vous respectez enfin, vous, l'avez promis, les règles du jeu définies par l'ordre international, ou on vous coupe les vivres. C'est aussi simple que ça ! Et aussi radical !

Dans les Alpes-Maritimes

L'UDF veut se dégager de l'emprise médeciniste

NICE

de notre correspondant régional

Les résultats de l'élection dans le cinquième canton de Nice des 25 novembre et 2 décembre 1990 sont à l'origine d'une polémique qui oppose le président de l'UDF, M. Ruddy Salles, député (PR), à plusieurs élus importants du mouvement dans le département. Destinée à pourvoir au remplacement de M. Jacques Médéric, cette élection avait vu la victoire de la sœur de l'ancien maire (CNI) de Nice, M^{me} Geneviève Médéric-Assémat, soutenue par le RPR.

Au lendemain du scrutin, M. Salles avait critiqué la décision du bureau départemental de l'UDF d'accorder son investiture à M. Didier Liardet (PR), ancien recteur de l'académie de Nice, qui n'avait obtenu, au premier tour, que 10,78 % des suffrages exprimés. Dans une note interne, le président de l'UDF mettait en cause

« la volonté manifeste de quelques élus, souvent extérieurs à Nice », et estimait que, « lorsque l'on fait de la politique, on se bat pour gagner et non pour régler des comptes ou jouer aux apprentis sorciers ».

Réponse élogieuse de M^{me} Michel Mouillot, président du PR, maire de Cannes, Pierre Merli, président du Parti radical, député, maire d'Antibes, Pierre Laflitte, sénateur (UDF-rad) et de quatre autres membres du bureau départemental de l'UDF : « Il n'y a aucune « division » à vouloir être élu au premier tour d'une élection pour laquelle la procédure d'investiture préconisée par l'UFPF n'avait pas été respectée par le RPR. Si M. Ruddy Salles ressentait une gêne à faire appliquer une décision votée démocratiquement (1), il n'avait qu'à démissionner. Cette attitude aurait été plus digne que celle adoptée par certains élus UDF de Nice qui, en violation de la discipline de notre union, ont non seulement ignoré leur candidat, mais, surtout, fait campagne contre lui ».

Cette querelle est, en fait, significative de la façon dont est vécu l'après-médecinisme dans le département. M. Mouillot ne cache pas, personnellement, sa volonté de mettre fin à l'hégémonie du « clan nicçois » dans les rangs de la droite, qui décollait, jusqu'ici de l'omnipotence de l'ancien maire de Nice. « L'UDF doit exister par elle-même, estime-t-il. On ne pourra, d'autre part, regagner la confiance de nos électeurs que par une démarche claire et cohérente ».

(1) Seuls six membres du bureau départemental de l'UDF, sur trente-cinq, avaient voté contre l'investiture de M. Liardet.

Un documentaire sur le PCF

L'histoire s'achève au cinéma

Il n'y avait plus un fauteuil libre dans la vaste salle de l'Empire, à Paris, mercredi 9 janvier. Les neuf cents places du studio de la SFP avaient été prises d'assaut par des spectateurs nostalgiques venus, pour une bonne partie d'entre eux, regarder leur propre histoire.

Pour cette avant-première, la Sept avait mis les petits plats dans les grands. Ceux qui passaient ou sont encore dans le galeux communiste se sont régalés, pendant trois heures, de la vision d'une flamboyante série documentaire en trois épisodes du réalisateur Mocco sur le PCF.

Du bel espoir de 1920 au désastreux aboutissement de 1990, en passant par l'héroïsme des années de Résistance et la cruauté des années 50, les spectateurs attentifs ont souvent ri d'une histoire rigolée où le mensonge se dispute au mensonge. Il est même probable que certains acteurs de ces trois films de cinquante-deux minutes diffusés par la Sept, au FR3 à partir de samedi 19 janvier, disaient une partie de la vérité. Une partie seulement. Les exclus, les « ex », les anciens et les actuels, présents dans cette salle, ont regardé cette série comme si elle racontait une histoire qui n'était pas la leur, pas celle qu'ils avaient cru vivre. Tel est la cruelle ironie du stalinisme.

O. B.

ÉMAUX ET MINÉRAUX de JACQUES GAUTIER

Broche bronze argent cristal sur argent et améthyste : 3 200 F
Boucles d'oreilles : 3 600 F
OMAI : car de parfum raffiné
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33

M. Perez de
comme « le porte-par
L'ambiguïté
de Moscou

Le Monde
ENQUÊTE
LES
DE

• LYCÉE
• UNIVERSITÉ
• SOCIÉTÉ
• QUE